

Lire page 36

ÉCONOMIE L'inflation se ralentit en Chine sans que la croissance économique ne fléchisse, selon les statistiques officielles publiées le 18 avril.

Les efforts du gouvernement commencent à payer. En fait le régime a perdu le contrôle dont il disposait sur l'économie et la société avant

le début des réformes. ● **DES DISPARITÉS** croissantes entre les régions se cachent derrière ces résultats. Le dénuement de certaines zones du Shaanxi

contraste avec le développement de villes comme Urumqi, qui profite de l'ouverture au commerce avec l'Asie centrale. ● **LA BANQUE MONDIALE**

table toujours sur un ralentissement de la croissance en Chine dans les prochaines années, ramenant celle de l'Asie dans son ensemble à 7,7 %

par an. Avec 5,4 % par an, l'Asie du Sud devrait talonner celle de l'Est, et le commerce international devrait tirer l'économie mondiale.

Les autorités chinoises ont du mal à contrôler l'inflation

Les chiffres flatteurs de la croissance et de l'indice des prix annoncés le 18 avril masquent des disparités régionales de plus en plus fortes et mal connues

PÉKIN

de notre correspondant

Les autorités chinoises ont annoncé avoir enregistré un succès initial dans la lutte contre l'inflation, la hausse des prix de détail s'étant ralentie en mars pour le cinquième mois consécutif, tout en maintenant un rythme de croissance relativement élevé. Cependant, ce succès à l'échelle nationale semble quelque peu artificiel et paraît masquer des disparités géographiques croissantes.

Le Bureau des statistiques a annoncé, mardi 18 avril, une croissance de 11,2 % du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre par rapport à la même période l'an dernier. Dans le même temps, le taux de l'indice des prix à la consommation, incluant les services, tombait à 21,3 % en mars. La moyenne annuelle de 1994 pour cette mesure précise était de 24,2 %. Apparemment, les efforts pour contrôler le crédit, freiner les investissements en capitaux fixes et remettre de l'ordre dans la production agricole commencent donc à payer.

Toutefois, le gouvernement s'abstient de chanter victoire, pour plusieurs raisons. La première est que l'inflation commençait déjà à céder du terrain au début de 1994, quand les prix se sont emballés à nouveau sous la pression des problèmes agri-



coles. La libéralisation des prix de l'alimentation et la hausse du prix d'achat par l'Etat de la production aux paysans avaient notamment provoqué l'envolée des prix du riz.

La stratégie actuelle du gouvernement est de canaliser une partie majeure des investissements dans le secteur agricole, ou, sur une base annuelle, ils ont progressé de 90 % au cours du premier trimestre, et l'énergie (40 % pour la même

période). Mais un facteur dominant de la pression inflationniste réside dans le déficit du secteur industriel public, où le gouvernement est contraint de subventionner lourdement les entreprises afin de maintenir l'emploi. Le premier ministre, Li Peng, s'est pour sa part engagé à ramener l'inflation à 15 % cette année.

De l'avis même des autorités, les derniers chiffres officiels ne donnent pas une mesure plus rigou-

reuse de l'état de l'économie chinoise que les précédents. Le Bureau des statistiques reconnaît leur imprécision, due à la difficulté d'obtenir des statistiques honnêtes dans bien des régions du pays. Les statistiques nationales, dans ces conditions, n'ont qu'une valeur relative.

PERTE DE CONTRÔLE

A ce titre, un phénomène inquiète le gouvernement: tandis que les villes situées sur la côte paraissent avoir effectivement connu une inflation plus faible en raison du poids des produits importés, à prix stables, dans la composition de la consommation, plusieurs grosses cités de l'intérieur, où la consommation est alimentée surtout par la production nationale, n'ont pas réussi à freiner la hausse moyenne des prix. L'éventail, en mars, va d'un taux annuel de 10 %-11 %, dans des villes comme Canton, à 23,4 %, à Chongqing, dans le Sichuan (Sud-Ouest). Ce déséquilibre est porteur de tensions à l'échelle nationale.

La bataille des prix est, avec la corruption, le terrain sur lequel le régime se conscient qu'il a enregistré une perte de contrôle considérable sur la population par rapport à la situation qui prévalait au début de l'ère des réformes. C'est ce mobile qui inspire les décisions prises d'instaurer en Chine des outils

économiques plus sophistiqués, inspirés de ceux dont disposent les gouvernements occidentaux, comme la création d'une banque centrale et d'un marché des bons du Trésor.

Le handicap du gouvernement dans cette bataille réside dans le

de construction. Au total, on estime à 200 millions le nombre des paires de bras « inutiles » dans les campagnes à l'horizon du XXI^e siècle.

Autant dire que la menace de la bombe à retardement plantée dans le sol chinois par la politique de Mao - aujourd'hui abandonnée -

La palme pour Pékin

Le caractère artificiel de la tendance à la modération enregistrée au cours du premier trimestre se trouve illustré par le fait que la palme de la lutte contre l'inflation revient, sur cette période, à la ville de Pékin. Le gouvernement, qui craint tout particulièrement le mécontentement populaire dans la capitale, y concentre donc naturellement les efforts pour freiner la hausse des prix, surtout dans une période politiquement sensible comme l'approche de Pêté.

peu d'autorité dont il dispose pour réformer le secteur public, du fait de la justification par l'emploi de l'idée même du « socialisme de marché ». Un journal de Shanghai a prédit que le chômage frapperait 18 millions de citoyens à travers le pays en l'an 2000, chiffre émanant d'une étude du ministère du travail sur l'impact des restructurations - pourtant timides - envisagées dans les entreprises publiques. A ces citoyens s'ajoutent les quelque 60 à 100 millions de ruraux qui hantent les centres urbains à la recherche d'emplois temporaires sur les chantiers

consistant à combattre la dissuasion nucléaire par la prolifération des naissances, n'a pas fini de peser sur le développement économique du pays. Ce qui, en retour, relativise quelque peu les fastes du « miracle économique chinois » et les projections ultra-optimistes qu'on lit en provenance d'instances prévisionnelles attachées à tirer des courbes linéaires à partir des succès modestes enregistrés ces dernières années.

Francis Deron

Les anciennes « bases révolutionnaires » vivent dans la misère

NANNIWAN

de notre envoyé spécial

La jeune femme, bien mise et plutôt jolie, se tige au garde-à-vous, dans l'entrée de l'exposition de photographies historiques. Puis, comme elle le fait pour ses « clients », elle débite un laïus appris par cœur: « Chers camarades dirigeants, soyez les bienvenus... » ou « Rire. Elle ne s'est pas aperçue qu'il n'y a pas de « camarade dirigeant » parmi ses interlocuteurs. La demi-douzaine de Français auxquels elle récite son texte ne s'étaient pas annoncés.

De tous les lieux saints de l'épopée communiste, Nanniwan, dans le nord de cette province désertifiée du Shaanxi, au sud de la boucle du fleuve Jaune, est un des plus instructifs dans la Chine du crépuscule de Deng Xiaoping. C'est ici qu'a été « inventé », en 1935, le goulag chinois: l'embarcadere de fous pour la mise en valeur de terrains insalubres. Cette vallée marécageuse était infestée de moustiques. Un grognard communiste, Wang Zhen, en fit une région où, dit le chrono mis en chanson, « on mangeait du porc une fois par semaine ». Qu'importe si on comptait comme « volontaires » des populations à l'enthousiasme forcé ainsi que des prisonniers. La formule sera répétée dans les vastes étendues que la Chine communiste récupérera sous sa coupe: Xinjiang, Tibet, etc.

L'endroit ne figure plus sur l'itinéraire des voyages organisés. Pourtant, des « camarades dirigeants » s'y montrent parfois. Le président Jiang Zemin, le premier ministre Li Peng, et jusqu'au plus jeune membre de l'actuelle direction, Hu Jintao, ont retracé le chemin de croix des anciennes « bases révolutionnaires », dont Nanniwan est peut-être la plus légendaire. Quand le rocker national Cui Jian a voulu s'emparer de la rengaine un peu naïve Ah! que Nanniwan est un bel endroit, pour la rythmer au goût du jour, ce furent de hauts cris dans les rangs des gérontes, conclus par une interdiction de scène qui dura deux ans.

BATAILLES HOMÉRIQUES

On pourrait donc s'attendre à ce que Nanniwan, comme toute la région située à proximité de Yan'an, l'ancienne capitale de guerre de Mao et de ses compagnons, qui est à deux heures de voiture, soit un site protégé, bénéficiant de subventions qui permettent aux populations des environs de jouir d'un sort représentant l'équivalent moderne du fameux porc hebdomadaire de la légende. Il n'en est rien.

Ce n'est peut-être pas la plus misérable des régions chinoises, de celles où vivent, de l'aveu du gouvernement, quatre-vingt millions de gens dont le revenu annuel par habitant ne dépasse pas 60 dollars. On est, ici,

pas loin de la pauvreté absolue, à en juger par le visage des enfants, ou même la salle de réunion communale délabrée dont le frontispice affiche le slogan de la période héroïque: « L'armée du peuple aime le peuple, le peuple aime l'armée du peuple. » A la sortie du village, la vision furtive d'un mendiant aux cheveux longs, d'âge moyen, donne tout son poids à un récent appel d'un des « patrons » du régime à « multiplier les efforts pour développer les anciennes bases révolutionnaires ». A Sanchazhen, un des chefs du sous-district montre fièrement le petit pavillon de style chinois, vraisemblablement un ancien temple protestant, qui abrita Mao, quelques jours, en 1935, lors de la dernière étape de la Longue Marche, avant qu'il installe son quartier général à Yan'an. Le bourg est d'une misère pathétique.

De tout temps, la région a été pauvre. Mais la légende communiste avait gommé cet aspect. D'autant que la population locale s'est sacrifiée de bon cœur pour « la révolution ». L'encadrement militaire des paysans par les communistes - surtout contre les nationalistes de Tchang Kai-shek mais moins souvent contre les Japonais, absents de la zone - donna lieu à des batailles homériques.

Étonnante est l'espèce de résignation que suscite, dans une Chine en voie de « dé-

communisation », la persistance d'un tel dénuement. « Vous revenez de Yan'an ? Vous vous êtes donc intéressés à la pauvreté », commente ce fonctionnaire pékinois. Le sort des « quatre-vingt millions de pauvres » est surtout évoqué lorsque le gouvernement veut justifier l'appartenance de la Chine au tiers-monde.

MOBILITÉ

Ce dénuement contraste surtout avec la situation de zones chinoises qui n'ont pas levé le petit drapeau de l'épopée qui a abouti à la fondation de la République populaire. Le cas le plus flagrant est peut-être celui d'Urumqi, chef-lieu de la région du Xinjiang (Turkistan chinois), développée à l'origine selon la même méthode que Nanniwan, sous la haute autorité du même Wang Zhen. C'était là, voici quelques années, un paysage urbain d'une morosité totale: ville de casernes, de minables bâtisses décaties, à l'esthétique stalinienne. C'est aujourd'hui une des villes de Chine les plus dynamiques, héritière d'immeubles modernes et de grues en train d'en édifier d'autres.

Une industrieuse population y grouille, qui semble tout entière engagée dans le secteur des services - tous les services, y compris le plus vieux métier du monde. Hans (Chinois de souche) et Ouïgours

(Turcs autochtones) continuent de s'ignorer superbement. Les restes d'animosité qui peuvent subsister entre eux semblent temporisés par le soud commun de profiter de la bonne aubaine économique qu'est l'ouverture de la région au commerce avec l'Asie centrale et, au-delà, avec le monde arabe.

Un problème crucial que vont devoir résoudre les dirigeants de l'après-Deng Xiaoping est celui de ces disparités, qui ne se confondent plus totalement avec le degré d'éloignement des zones côtières, normalement mieux nanties que l'intérieur du pays. Le réflexe impérial a amené le pouvoir à investir massivement dans la construction de routes modernes permettant une bonne circulation des marchandises dans des régions perçues comme « sensibles » car peuplées de minorités ethniques. Inversement, des zones qui se sont littéralement saignées pour réaliser une Chine moins injuste que la précédente végètent ou s'appauvrissent.

Le contrôle social maoïste avait permis, par la terreur et l'abrutissement, de fixer cette population désertifiée à la terre. Mais, aujourd'hui, une certaine mobilité, illustrée par l'existence de plusieurs dizaines de millions d'itinérants à la recherche d'emplois temporaires en ville, peut être un facteur préoccupant de déstabilisation.

Francis Deron

La Banque mondiale compte sur le commerce international pour tirer la croissance

LA BANQUE mondiale, dans les perspectives économiques qu'elle vient de publier mardi 18 avril, table toujours sur un ralentissement de la croissance en Chine, malgré les risques de surchauffe persistants: la croissance de 11,2 % du produit intérieur brut chinois au premier trimestre 1995 met en doute les prévisions officielles de 8 % ou 9 % pour l'ensemble de l'année.

Ce refroidissement espéré devrait ramener le taux de croissance (exprimé en moyenne annuelle) de l'ensemble de la zone asiatique à 7,7 % pour la période 1995-2004. Un taux qui « est encore remarquable », souligne la Banque mondiale, rappelant les performances enregistrées dans cette région depuis le début des années 80 (voir graphique). Avec une croissance annuelle moyenne de 5,4 % au cours des dix prochaines années, l'Asie du Sud talonne désormais celle de l'Est, qui devrait continuer à tirer la croissance mondiale. En net progrès depuis quelque temps, l'Amérique latine et les Caraïbes devraient connaître des taux de croissance annuelle un peu supé-

rieurs à 3 % au cours des dix prochaines années, supérieurs à ceux des pays développés dits à haut revenu (2,8 %). Pour l'Afrique, longtemps considérée comme « l'enfant malade » de l'économie mondiale - jusqu'à ce qu'elle soit relayée par les pays de l'ex-URSS -, les prévisions de la Banque sont assez optimistes. Le PIB par habitant, qui avait reculé de 1,1 % durant la précédente décennie, devrait augmenter de 0,9 % pour la période 1995-2004.

AU SEUIL DE LA FAMINE

De quoi conforter les propos entendus lors de la conférence sur la sécurité alimentaire en Afrique, placée sous l'égide de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et qui s'est achevée le 18 avril à Tunis. Certes, 70 millions d'Africains se situent encore « au seuil de la famine », affirmait l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Mais le continent est en mesure de maîtriser sa situation alimentaire et de couvrir jusqu'à 80 % de sa consommation de céréales en 2010, « pour peu que l'Afrique

donne à ses paysans les moyens et l'envie de produire », ont tenu à préciser les responsables de la FAO.

A dix ans, la Banque mondiale considère pour sa part que l'augmentation des échanges constituera l'élément déterminant de la croissance mondiale. « Au cours des vingt dernières années, les exportations mondiales de marchandises sont passées de 11 % à 18 % du PIB mondial et les services, qui représentaient 15 % du commerce mondial, dépassent maintenant 22 % du total de ces échanges. » L'organisation estime que le commerce mondial devrait progresser de 6 % par an en moyenne, au cours de la prochaine décennie, le taux le plus élevé depuis le début des années 60.

Loin de craindre que la croissance des pays en développement et leur intégration accrue dans les échanges commerciaux et financiers s'effectuent au détriment des pays dits riches, la Banque estime que ceux-ci devraient aussi tirer profit de l'explosion des échanges, étayée par la globalisation des économies. Les pays en dévelop-

Taux de croissance mondiaux					
Variation en % du PIB par an	Prévisions				
Régions	1991-90	1991-93	1994	1995-96	1995-2004
Total mondial	3,2	1,2	2,8	3,2	3,3
Pays à revenu élevé	3,2	1,3	3,0	3,0	2,8
Pays OCDE	3,1	1,2	2,9	2,9	2,8
Pays non OCDE	5,0	6,2	5,8	6,0	5,6
Pays en développement	3,2	0,8	2,0	4,0	4,9
Asie de l'Est	7,6	8,7	9,3	8,1	7,7
Asie du Sud	5,7	3,2	4,7	5,0	5,4
Afrique subsaharienne	1,7	0,6	2,2	4,0	3,8
Amérique latine/Caraïbes	2,7	3,2	3,9	2,4	3,5
Europe/Asie centrale	2,9	-9,4	-7,5	0,7	3,4
Proche-Orient/Afrique du Nord	0,2	3,4	0,3	2,7	3,2
Europe de l'Est et ex-URSS	2,7	-12,5	-9,1	0,1	3,5

Source: OCDE/Banque mondiale.

pement, qui, à la fin des années 80, assuraient le cinquième des débouchés des nations industrialisées, en représentent à présent en-

viron le quart, « une proportion qui pourrait dépasser le tiers du total durant la prochaine décennie », assure la Banque mondiale. Mais

cette intégration croissante ne s'opère pas sans à-coups, ainsi que l'a démontré la crise mexicaine, née de la dévaluation du peso à la mi-décembre 1994. Tirant les leçons de cette expérience et de la défiance générale qui en est résultée - tant à l'encontre du Mexique que des pays « émergents » et des monnaies les plus faibles -, Michael Bruno, l'économiste en chef de la banque admet que, pour bénéficier qu'elle soit, « cette intégration ne s'effectue pas nécessairement en douceur ».

L'intégration accrue des marchés de capitaux facilite leur accès pour les pays en développement. Mais les bénéficiaires de ces fonds en provenance de l'étranger doivent veiller tout particulièrement à la nature des capitaux reçus et à l'usage qui en est fait, avertit ce spécialiste. Une mise en garde qui sonne comme une condamnation de la politique financière suivie par Carlos Salinas lorsque l'ex-président mexicain était encore au pouvoir et qui a abouti au désastre que l'on sait.

Serge Marti

هكذا من الأصل

Les autorités
les camps de

Les autorités rwandaises ont entrepris de fermer les camps de déplacés hutus dans le sud du pays

Dix personnes ont été tuées à Kibeho après l'intervention de l'armée

Excédées par la présence de camps de personnes déplacées près de Gikongoro, dans le sud du pays, dans l'ancienne zone de sécurité établie

par les Français, les autorités rwandaises utilisent l'intimidation pour contraindre les exilés de l'intérieur à regagner leurs communes d'origine. Mais les déplacés qui craignent d'être arrêtés, emprisonnés ou tués, refusent toujours de rentrer chez eux.

L'ARMÉE RWANDAISE a pris position, mardi 18 avril, dans le camp de déplacés de Kibeho, dans le sud-ouest du Rwanda, l'ancienne zone bantwana sûre, établie par les soldats français de l'opération « Turquoise », après que le gouvernement eût décidé de fermer « le plus rapidement possible » les derniers de ces camps, qui abritaient encore quelque 250 000 personnes.

Les soldats de l'Armée patriotique rwandaise (APR), pour la plupart d'origine tutsie, ont fouillé le camp, où ils soupçonnent des Hutus « déplacés » de cacher des armes, mais « il n'y a pas eu de violence », a indiqué le capitaine Kent Page, porte-parole militaire de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar). Les « casques bleus » zambiens se trouvent encore aux abords du camp et le commandant adjoint de la Minuar, le général ghanéen Henry Anyidoho, s'est rendu sur place. Un autre responsable de la Minuar, a estimé, sous couvert d'anonymat, que cette opération constituait « une manœuvre d'intimidation pour contraindre les déplacés à rentrer chez eux contre leur gré ».

Selon Ray Wilkinson, porte-parole, à Nairobi, du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), des coups de feu ont été tirés et la quasi-totalité des occupants du camp – 150 000 personnes – ont quitté leurs abris dans un mouvement de panique qui a causé la mort de dix per-

sonnes. Plusieurs hutus ont été incoédiables, mais le camp n'a pas été complètement détruit, a précisé M. Wilkinson, qui ne savait pas si les déplacés comptaient prendre le chemin de l'exil, au Zaïre, au Burundi ou en Tanzanie, regagner leurs villages ou rester dans le camp. L'Agence burundaise de presse (ABP) a rapporté, mardi, qu'au moins 3 000 déplacés rwandais avaient franchi, ces derniers jours, la frontière avec le Burundi pour rejoindre Mayinga, où se sont déjà réfugiés plusieurs dizaines de milliers de personnes.

PLUS DE 33 000 DÉTENUIS
Selon le ministre rwandais de la réhabilitation et de la réinsertion sociale, Jacques Bihogazara, le gouvernement a conclu, la semaine dernière, avec l'ensemble des organisations humanitaires et agences spécialisées de l'ONU « une sorte de compromis » en vue de fermer, « le plus rapidement possible », les camps de déplacés. Il a rappelé que ces camps avaient abrité « jusqu'à 2 millions et demi de personnes », pour la plupart des Hutus, qui fuyaient l'avance du Front patriotique rwandais (FPR) après des massacres qui ont fait au moins 500 000 morts, pour la plupart tutsis et opposants hutus au régime du président Juvénal Habyarimana, assassiné le 6 avril 1994.

Le gouvernement rwandais, mis en place le 19 juillet 1994, a toujours souhaité fermer ces camps qui, selon lui, abrite-

raient d'anciens miliciens susceptibles de mener des opérations de guérilla ou de soutenir des commandos venus du Zaïre. Plusieurs camps, situés dans les préfectures de Kibuyé et de Cyangugu, avaient été fermés à l'automne 1994, provoquant l'exode de milliers de réfugiés installés à Bukavu, dans l'est du Zaïre.

Les autorités rwandaises avaient fixé, à fin décembre 1994, la date limite pour la fermeture des camps, mais avaient accepté, à la demande de la Minuar, de ne pas fixer d'ultimatum et de ne pas recourir à la force. Les déplacés refusent toujours de rentrer dans leurs villages, de peur d'être emprisonnés ou tués. L'armée rwandaise continue d'arrêter quelque 1 500 personnes par semaine qui vont engorger les prisons surpeuplées où s'entassent déjà plus de 33 000 personnes.

Kibeho, au sud de Gikongoro, est maintenant le seul grand camp bien que « d'autres déplacés soient installés dans différents endroits de la préfecture », a précisé le ministre. Aux termes de l'accord conclu, la semaine dernière, la « fermeture » des camps, organisée par un « centre des opérations intégrées », aurait dû commencer, le 15 avril. Elle a été reportée en raison de la semaine de deuil observée au Rwanda jusqu'au 14 avril, à la mémoire des victimes du génocide.

D'autre part, des réfugiés rwandais ont créé le 3 avril, à

Mugunga, un camp de réfugiés proche de Goma au Zaïre, le Rassemblement pour le retour et la démocratie au Rwanda (RDR), mouvement soutenu par l'état-major des ex-forces armées rwandaises (FAR). Présidé par François Nzabihimana, ancien ministre de M. Habyarimana, installé à Paris, le RDR, qui considère que le gouvernement en exil ne peut plus s'exprimer au nom des réfugiés, se propose « d'œuvrer pour la mise en place d'institutions représentatives de toutes les composantes de la population ». Il souhaite rétablir le dialogue avec Kigali, estimant « que, seule, la négociation peut permettre de trouver une solution juste et durable au conflit rwandais ».

F. F.

■ Seize civils hutus ont été tués vendredi 14 avril lors d'une opération punitive menée par l'armée patriotique rwandaise (APR, majoritairement tutsie) sur les rives du fleuve Rubinyiro, près de Nyabishungu, un village situé à 20 kilomètres au sud-est de Cyangugu, selon la Minuar. Pour venger deux des leurs qui avaient été assassinés, les soldats de l'APR ont arrêté 17 hommes, les ont conduits vers le fleuve et les ont tués. Un homme a survécu et a pu se traîner jusqu'à l'hôpital de Masbesba, où il est traité pour blessures causées par balles. – (AFP)

Les civils libériens sont victimes des combats entre factions rivales

Au moins 62 personnes massacrées près de Monrovia

LES MASSACRES de civils se sont multipliés au cours des dernières semaines. On a affirmé, mardi 18 avril, les Nations unies après l'assassinat de soixante-deux personnes, essentiellement des femmes et des enfants, tuées à la machette, le 9 avril, à Yosi, à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Monrovia. Selon le général Daniel Opande, chef de la Mission des Nations unies au Liberia (MNU), deux autres tueries ont été perpétrées dans l'ouest et dans le centre du pays au cours des dix derniers jours.

Citant des témoignages de rescapés, le général Opande a indiqué que plusieurs dizaines de personnes ont été tuées à Sinje, à 80 kilomètres au nord-ouest de Monrovia, par des combattants du Mouvement uni de libération (ULIMO), et à Tobee, à 60 kilomètres au nord-est de Monrovia, par des éléments du Front national patriotique (NPFL). Depuis octobre 1994, les organisations humanitaires qui opèrent sur place ont suspendu toutes leurs activités dans les zones contrôlées par les factions armées – plus de 90 % du territoire – en raison de l'insécurité.

Le massacre de Yosi a été imputé par les survivants au NPFL de Charles Taylor. Selon leurs témoignages, des combattants, dont le nombre n'a pas été précisé, ont investi le village en pleine nuit. Ils se sont ensuite emparés de cent quatre-vingt-cinq habitants en annonçant qu'ils allaient les tuer. Soixante-deux cadavres ont été découverts sur place mais, d'après les rescapés, évacués à Monrovia ou à Buchanan, à 90 kilomètres au sud-est de la capitale, au moins neuf

corps ont été abandonnés à l'estérieur du village. Au dire du général Opande, le bilan de ce massacre pourrait dépasser soixante-dix morts et toutes les victimes ont été tuées à l'arme blanche.

PLUS DE 150 000 MORTS

La région de Yosi, située dans le comté de Grand Bassa, est le théâtre, depuis trois mois, de violents combats entre le NPFL et une milice rivale, le Conseil de paix au Liberia (LPC). Les civils et des organisations religieuses ont accusé, à maintes reprises, les factions de se livrer à des représailles contre les populations, coupables à leurs yeux de soutenir l'une ou l'autre des parties en conflit.

Depuis son déclenchement en décembre 1989, la guerre du Liberia a fait plus de cent cinquante mille morts et contraint 80 % des 2,5 millions d'habitants à l'exil ou à l'exode vers Monrovia (Le Monde du 29 mars). Après plus d'une dizaine de tentatives avortées de médiation, les négociations avaient repris, en octobre 1994, au Ghana, sous l'égide du chef de l'Etat, Jerry Rawlings, président en exercice de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Elles ont été suspendues sine die, le 31 janvier, faute d'accord sur la composition du futur exécutif de transition.

Un sommet ouest-africain consacré à la situation au Liberia est prévu, le 10 mai, à Abuja, au Nigeria. L'ensemble des chefs de faction y ont été invités, mais Charles Taylor a d'ores et déjà exclu de s'y rendre, invoquant des « problèmes de sécurité ». – (AFP)

L'armée française aide à la recherche des deux couples disparus en Casamance

LES RECHERCHES pour tenter de retrouver les quatre Français disparus depuis treize jours en Casamance, dans le sud du Sénégal, étaient toujours vaines, mercredi 19 avril en fin de matinée, malgré le soutien aérien de la France et la participation de militaires bissau-guinéens.

Cette collaboration traduit le souci des autorités de Dakar de retrouver au plus vite les Français au moment où le quotidien gouvernemental *Le Soleil* a laissé entendre qu'ils pourraient être « des instructeurs en armement ». Sous le titre « Le mystère persiste », *Le Soleil*, citant des « sources bien informées », indique que les Français pourraient être des « instructeurs comme on en trouve après de tous les mouvements de rébellion. Des agents venus livrer des armes et du matériel militaire ».

L'armée française a participé (avec un Breguet-Atlantique qui prend des photos aériennes) aux recherches entreprises pour localiser les deux couples, Claude et Catherine Cave et Jean-Paul et Martine Gagnaire, originaires de Saint-Etienne. Selon des témoignages non confirmés, les quatre Français auraient été aperçus vivants, dimanche 16 avril, par des villageois, dans la forêt des Bayottes, près de la localité de Nyassia.

La participation de la France, annoncée lundi, à Ziguinchor, a été confirmée le lendemain par le porte-parole du Quai d'Orsay. Aucune autre information n'a été donnée sur une plus grande implication de la France, liée par des accords de défense avec le Sénégal. Une base militaire française groupant 2 000 soldats est installée à Dakar. Des militaires bissau-guinéens prennent aussi part aux recherches. La Guinée-Bissau est garante de l'accord de cessez-le-feu de 1993 entre le gouvernement sénégalais et le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), qui revendique, depuis treize ans, l'indépendance de cette région. – (AFP)

La réforme économique prend du retard en Egypte

Le pouvoir ne veut pas forcer l'allure en raison des risques d'explosion sociale, dont pourraient profiter les islamistes

LE CAIRE
de nos envoyés spéciaux
Certains y voient une absence de « volonté politique », d'autres en imputent la responsabilité aux pesanteurs d'un système, qui ne peut pas être modifié d'un coup de baguette magique. Le résultat est en tout cas le même : la réforme économique en Egypte prend du retard.

Tout n'est pas noir, tant s'en faut. La livre est librement convertible, l'inflation et le déficit budgétaire ont été maîtrisés et les réserves du pays s'élèvent à quelque 18 milliards de dollars. Près du tiers de la dette extérieure, estimée à près de 50 milliards de dollars, a été effacé. Mais la croissance demeure insuffisante et les réformes de structures sont laborieuses.

Les autorités redoutent les conséquences sociales qu'elles pourraient soulever à un moment très délicat de la conjoncture intérieure. Engagé dans une lutte sans merci contre les islamistes, qui cherchent à le déstabiliser, le pouvoir ne veut pas trop charger la barque, en imposant un choc supplémentaire à la société.

Lancé en 1991, le programme de privatisation des entreprises pu-

bliques demeure embryonnaire. Sur les quelque trois cents sociétés pouvant être privatisées, vingt-deux seulement l'ont été. La vraie raison de ces lenteurs, explique un cadre supérieur, ce ne sont pas les résistances des ouvriers de base, mais l'opposition à des changements du « groupe de pression » que sont les cadres des entreprises publiques, devenus de véritables centres de pouvoir. Sous-employés pendant des années, ils se sont créés des avantages en tout genre. Premiers menacés par la privatisation, ils sont à l'origine de blocages, créent artificiellement une crise du ciment par-ci, une du sucre par-là. Ils jouent de l'emprise politique qu'ils se sont taillée dans leur région. Le pouvoir ne les heurtera pas de front, surtout en période électorale.

Il est aussi indiscutable que, en dépit d'un recyclage possible et déjà amorcé des employés ou des ouvriers de base, des dizaines de milliers se retrouveraient sur le bord du chemin en cas de privatisation. Les risques d'explosion sociale ne sont donc pas à écarter, à un moment où le pays s'en passe-t-rien.

Ali El Hafnaoui ne perd pas espoir pour autant. Il est l'un de ces

cadres supérieurs qui, au sein d'un organisme du Centre d'information et de soutien à la (prise de) décision, préparent les dossiers qui permettent aux décideurs de trancher.

L'inflation et le déficit budgétaire ont été maîtrisés. Près du tiers de la dette extérieure a été effacé

L'un des problèmes, selon lui, c'est aussi celui d'une désinformation ou sous-information de certains responsables économiques et financiers. « C'est, dit-il, ce qui explique par exemple leur hostilité à la dévaluation de la livre égyptienne par le Fonds monétaire international, et qui pénalise les exportations. » A la fin de 1993, le gouvernement s'était fixé l'objectif de 10 milliards de dollars d'exportations à atteindre avant l'an 2000. Mais un an plus tard celles-

ci ne dépassaient pas les 3,5 milliards, hydrocarbures inclus. « Nous finirons par dévaluer parce que l'économie égyptienne perd chaque jour de l'argent », indique M. El Hafnaoui.

L'accord de partenariat économique que Le Caire vient de signer avec Washington et l'accord de coopération qu'il espère conclure avec l'Union européenne lui mettent, bon gré, mal gré, un peu plus le pied à l'étrier. D'autant qu'à brève échéance l'Egypte devra sans doute se passer de l'aide extérieure, notamment américaine, qui la porte à bout de bras. « Des mécanismes ont été mis en route à Washington, dans lesquels le secteur privé devra être décideur, ne serait-ce qu'au niveau administratif », souligne cet expert.

C'est aussi par le biais de la privatisation et de l'ouverture des marchés – qui encouragera les investisseurs, y compris étrangers – que pourra être trouvée une solution au chômage, lequel touche déjà 14,5 % de la population active, si l'on ne tient pas compte des emplois journaliers dans le secteur agricole. Car c'est seulement de cette manière-là que se créeront des emplois que le secteur étatique, saturé avec ses 6

millions de salariés, ne peut plus offrir. Pour l'heure, même les investisseurs égyptiens, dont les avoirs à l'étranger sont évalués à des dizaines de milliards de dollars, demeurent frileux.

Le marché local des consommateurs aisés est évalué à quelque cinq millions de personnes. Sur les soixante millions d'habitants, c'est bien peu, mais comparé au marché israélien, par exemple (3 millions), il est d'autant plus intéressant, explique M. El Hafnaoui, qu'il pourrait être le plus grand marché de la région et un excellent relais vers d'autres marchés, arabes, africains et asiatiques.

Plus ou moins ouvertement, chacun évoque aussi la nécessité de changements politiques pour dynamiser le processus de réforme économique. Or le premier ministre, Atef Sedki, est en place depuis 1986, et le « dialogue national » avec l'opposition ne s'en-gage pas. Quant au président Hosni Mubarak, plébiscité pour un nouveau mandat en 1993, « il est encore entouré, commente un ingénieur, de trop de gens incompétents ».

Alexandre Bucciantti et Mouna Naim

La Libye cherche à tourner l'embargo aérien imposé par l'ONU

Le colonel Kadhafi prétend favoriser le transport de centaines de pèlerins musulmans vers La Mecque

DANS UNE DE CES MISES EN SCÈNE dont il a le secret, le colonel Mouammar Kadhafi a déclaré, mardi 18 avril, de défier l'embargo aérien que le Conseil de sécurité de l'ONU a imposé à son pays en 1992, en tenant prêts au départ pour La Mecque, à bord d'avions libyens, « des centaines de citoyens libyens ».

Le pèlerinage de la Mecque – que tout musulman devrait au moins tenter de faire – qui coïncide, cette année, avec le troisième anniversaire de l'imposition de l'embargo, offrait une occasion de choix au dirigeant libyen pour tenter de tourner cette position qu'il juge injuste.

Le 15 avril 1992, le Conseil de sécurité avait imposé un embargo militaire et aérien à Tripoli pour l'obliger à livrer à la justice américaine ou britannique deux Libyens soupçonnés d'être impliqués dans l'attentat contre un avion de la Panam qui, en décembre 1988, au-dessus de Lockerbie, en Ecosse, avait causé la mort de 270 personnes.

La Libye affirme que sa Constitution lui interdit d'extraire ses propres citoyens et propose des solutions de recatage, qui ont été refusées. L'embargo de l'ONU vise aussi à obtenir de la justice libyenne qu'elle « coopère » avec la France dans l'enquête sur un at-

teat commis en septembre 1989 contre un DC 10 d'UTA au-dessus du Niger, qui avait causé la mort de 170 personnes. Cette « coopération » a elle aussi été jugée insuffisante.

PAS D'EMBARGO PÉTROLIER

Aussi, depuis avril 1992, les Libyens désireux de quitter leur pays comme les voyageurs se reodant en Libye doivent transiter par l'Egypte ou la Tunisie, à moins de préférer la voie maritime via Malte. Les marchandise sont soumises au même régime, mais, à la différence de l'Irak, les importations de produits de consommation courante sont libres et la Libye

peut toujours vendre son pétrole, les Etats-Unis n'ayant pas réussi à convaincre leurs partenaires d'infliger des sanctions pétrolières à Tripoli. Le régime libyen n'est donc pas financièrement « étranglé » puisque ses revenus pétroliers – entre 9 et 10 milliards de dollars par an – demeurent intacts.

En décembre 1993, l'embargo a toutefois été doublé d'une interdiction d'importations d'équipements destinés à l'industrie pétrolière et du gel des avoirs libyens à l'étranger. Dans l'intervalle, les autorités libyennes avaient pu se constituer un « matelas » financier et s'approvisionner en pièces dé-

tachées. Mais à mesure que les années passent, ces réserves s'épuisent.

La décision prise mardi par Tripoli a surpris l'Egypte, qui tenait de trouver une solution à cette affaire en consultant discrètement le Conseil de sécurité. A New York, selon l'AFP, des diplomates ont affirmé que Tripoli n'avait fait aucune demande officielle de dérogation, en l'absence de laquelle l'Egypte devrait interdire son espace aérien aux avions libyens. En cas de violation de l'embargo, l'Arabie saoudite devrait saisir les appareils dès leur atterrissage.

Premier bilan contrasté pour la présidence française de l'Union européenne

La seconde phase du mandat sera marquée par le conseil européen de Cannes

Les premiers mois de la présidence française de l'Union européenne s'achèvent sur un bilan contrasté : préparation de l'élargisse-

ment de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale (PECO), certes, mais impuissance sur les dossiers politiques les plus brûlants,

qu'il s'agisse de la Tchétchénie, de la Bosnie, voire de la Turquie. Après l'intermède de l'élection présidentielle, la seconde phase de

la présidence française sera notamment marquée par les préparatifs du conseil européen de Cannes, les 26 et 27 juin.

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Pouvait-on imaginer un miracle en cette période électorale ? L'Union européenne continue à présenter une image peu stimulante, impuissante à influencer le cours des choses, qu'il s'agisse de la crise monétaire internationale, des guerres en Yougoslavie ou en Tchétchénie. Néanmoins, la présidence française a donné l'impression de correctement remplir son contrat, mettant en œuvre avec tact le traité de Maastricht et faisant progresser les principaux dossiers issus du conseil européen d'Essen, notamment la préparation de l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale (PECO), ainsi que son pendant, le renforcement de la coopération euro-méditerranéenne.

Pour franchement repartir, le train communautaire a besoin d'un rendez-vous franco-allemand permettant de redéfinir des objectifs communs, lequel, bien sûr, ne pourra avoir lieu qu'après l'élection du successeur de François Mitterrand. Il n'y a plus de réunions ministérielles des Quinze programmées jusqu'à la fin mai, mais, en revanche, l'agenda de juin, la seconde phase de la présidence française, apparaît chargé, culminant avec le conseil européen de Cannes, à la fin du mois. Au cours des trois mois passés, la tâche de l'équipe au pouvoir consistait moins à rechercher des avancées spectaculaires qu'à débayer le terrain en attendant que, une fois l'hypothèque électorale levée, les décisions deviennent possibles.

Ce fut une période troublée sur les marchés financiers, où la chute non maîtrisée du dollar, à grave-

ment pesé sur les monnaies européennes les plus faibles. L'Union a réussi à éviter une débâcle générale, qui aurait encore affaibli le système monétaire européen (SME) et porté un coup sévère au programme d'union économique et monétaire (UEM). Le 5 mars, la peseta espagnole a été dévaluée de 7 % et l'escudo portugais de 3 %, mais de façon concertée, en respectant les règles du SME.

Les effets de l'effondrement du dollar affectent la compétitivité des entreprises communautaires et mettent en péril la reprise économique au sein de l'Union. Une telle situation, si elle rend plus aléatoire la capacité des États membres à remplir les « critères de convergence » exigés par le traité de Maastricht pour le passage à la troisième étape de l'UEM, convainc aussi les Européens que le meilleur moyen de s'affranchir de la tutelle du dollar est d'accéder à la monnaie unique.

A cet égard, la réunion des ministres des finances qui s'est tenue le 8 avril à Versailles apparaît comme un succès : les Quinze ont délibéré de façon concrète des modalités de passage à la monnaie unique. La mobilisation va se poursuivre et, à Cannes, les chefs d'État et de gouvernement devraient donner leur aval aux scénarios projetés. La monnaie unique fait de moins en moins figure d'abstraction et le nombre de ceux qui croient qu'elle verra le jour grandit.

Cependant, les appels lancés à l'intention des dirigeants américains pour une meilleure coordination des politiques économiques au sein du G7 et une gestion plus rigoureuse sont restés sans effet. Les États-Unis se moquent comme d'une guigne des malheurs que

provoque leur désinvolture en Europe, et c'est le moment que choisit la Commission pour envisager l'établissement d'une zone de libre-échange transatlantique. La confusion sur les orientations à prendre en matière commerciale va s'accroissant et laisse augurer une période de tensions. Sur ce terrain, l'élargissement à l'Autriche, la Finlande et la Suède, intervenu le 1^{er} janvier, a rendu le rapport de forces encore moins favorable qu'auparavant pour la France.

Pour repartir, le train communautaire a besoin d'un rendez-vous franco-allemand afin de redéfinir des objectifs communs

S'agissant de la Russie comme de la Bosnie, les positions divergent. La compréhension manifestée par les Américains à l'égard de Moscou ne facilite pas les choses aux Européens lorsqu'ils tendent, timidement, de faire pression pour que cessent les massacres en Tchétchénie. Le report par les Quinze de la signature de l'accord intermédiaire (le volet commercial de l'accord de partenariat conclu avec la Russie en juin 1994 à Corfou) n'impressionne guère Boris Eltsine, qui ne s'est plu-

à aucune des conditions posées par l'Union en Tchétchénie (présence permanente d'une mission de l'OSCE, cessez-le-feu, négociations politiques, libre accès pour l'aide humanitaire).

La position des Européens, définie au pas de charge lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères, le 18 mars à Carcassonne, est complexe, mêlant promesses et mises en garde. Les Quinze, certes embarrassés par le déferlement de violence en Tchétchénie, sont également conscients qu'il n'y aura pas d'élargissement réussi aux PECO sans stabilisation de leurs relations avec la Russie. Ils « ne baissent pas leur niveau d'exigence », comme dit Alain Juppé, le ministre des affaires étrangères, mais en même temps ils lui proposent de conclure avec l'OTAN un accord allant plus loin que le « partenariat pour la paix » actuellement envisagé. Une initiative prise sans avoir consulté les Américains, ce que ceux-ci ont peu apprécié.

Autre question qui n'a pas pu être réglée, celle de la cohérence à donner aux engagements extérieurs de l'Union. La perspective de l'élargissement aux PECO ne doit pas faire négliger le renforcement des liens avec cette autre zone sensible qu'est la Méditerranée, répètent inlassablement Français, Espagnols, Italiens et Grecs. Avec un certain succès : la préparation de la Conférence euro-méditerranéenne qui se tiendra à Barcelone l'automne prochain et l'Union vient de conclure un nouvel accord d'association avec la Tunisie.

Cependant, les Quinze ne sont toujours pas parvenus à s'entendre sur le montant de l'aide financière à affecter à leurs différents partenaires au cours de la période 1995-1999. La Commission propose d'ac-

corder 6,7 milliards d'euros aux PECO et 5,16 aux associés méditerranéens. Les pays du nord de l'Europe jugent ce dernier montant trop élevé.

De même, les Allemands et les Anglais, qui veulent réduire leurs contributions, empêchent qu'une décision soit prise sur le montant du 8^e Fonds européen de développement (FED) en faveur des 70 pays, principalement africains, signataires de la convention de Lomé.

C'est un superbe coup diplomatique qu'avait réussi la présidence française en parvenant à éliminer les obstacles qui s'opposaient à la conclusion d'une union douanière avec la Turquie, autorisant ainsi la reprise d'une coopération interrompue depuis quinze ans. Les Grecs avaient levé leur veto, obtenant en contrepartie l'assurance que l'Union engagerait des négociations d'adhésion avec Chypre dans les six mois qui suivront la conférence intergouvernementale convoquée en 1996 pour réformer les institutions européennes. L'intervention turque dans le nord de l'Irak compromet cet effort de normalisation.

Sur le plan interne, les Français ferraillent pour que l'aménagement de la directive « Télévision sans frontières » maintienne l'obligation faite aux chaînes de diffuser une majorité de programmes européens. Un effort qui s'est révélé fructueux dans la mesure où la Commission a récemment présenté des propositions leur donnant satisfaction. Comment ne pas saluer, enfin, l'entrée en vigueur des accords de Schengen, premier pas pour la libre circulation des personnes à l'intérieur de l'Union.

Philippe Lemaître

L'Allemagne assainit ses finances plus vite que la France

BONN

de notre correspondant

Parmi ses motifs de fierté nationale, l'Allemagne affiche au moins celui-ci : avoir réussi, au cours des trois dernières années, à retrouver la maîtrise de ses finances publiques. Une performance suffisamment notable pour qu'aujourd'hui elle soit, avec le Luxembourg, le seul pays de l'Union européenne à respecter les critères de convergence prévus par le traité de Maastricht, et à faire beaucoup mieux que la France en matière de réduction du déficit budgétaire : celui-ci atteindra, cette année, 2,9 % du produit intérieur brut (PIB) allemand, contre 5,6 % pour la France (or le traité de Maastricht prévoit une limite de 3 %).

« L'Allemagne et le deusmarkt sont un havre de stabilité », répète souvent Theo Waigel, le ministre des finances. Les marchés financiers lui donnent raison : à chaque nouvelle secousse monétaire internationale, les dirigeants allemands, qui viennent de faire voter le budget fédéral pour 1995 par le Bundestag, ne cessent de faire valoir ces bons résultats pour justifier une attitude inflexible quant à la réalisation de la future union économique et monétaire européenne.

Il ne sont pas les seuls à penser que leur action est exemplaire. Dans leur note de conjoncture de mars 1995, les économistes de la banque Paribas notent que « les résultats obtenus par l'Allemagne contribuent, par contraste, à mettre en exergue le caractère moins avancé des réformes budgétaires chez ses principaux partenaires de l'Union européenne ».

SACRIFICES PLANIFIÉS

... Au cours des deux ou trois dernières années, les efforts des Allemands ont surtout porté sur l'augmentation des recettes budgétaires (impôt de solidarité de 7,5 %, augmentation de la TVA...), mais aussi, bien que dans une moindre mesure, sur la réduction des dépenses, qu'il s'agisse des indemnités de chômage ou des dépenses militaires. Comptabilisés dans les critères du traité de Maastricht, les résultats de la sécurité sociale allemande sont bien meilleurs qu'en France, puisque l'Allemagne dégage en la matière - du moins en ce qui concerne l'assurance-maladie - des excédents et non des déficits. Ces bons résultats sont d'autant plus étonnants qu'ils interviennent à la suite d'une double épreuve : celle de l'unification et de la récession.

Le budget fédéral pour 1995, d'un volume de 477,4 milliards de marks, se distingue par un déficit moins important que prévu (48,7 milliards de marks, montant comparable à celui de 1994), et une progression des dépenses limitée à +1,3 % par rapport à l'année précédente - un chiffre bien en dessous de celui de la croissance économique du pays.

Ces bons chiffres signifient-ils que le poids de l'unification est « digéré » ? Certainement pas, puisque l'arrivée de l'ex-RDA s'est traduite presque exclusivement par des passifs financiers, qu'il faudra encore une génération pour éteindre. Mais, depuis le début de l'année 1995, les sacrifices sont planifiés et prévisibles. Les dettes de l'ancienne Treuhandschaft (l'office de privatisation, supprimé en tant que tel au 31 décembre 1994) ont été intégrées au budget, et sont venues gonfler la dette cumulée de l'État fédéral de 204,6 milliards de marks - sept points de PIB du jour au lendemain.

Depuis l'unification, le niveau de la dette publique a plus que doublé, passant de 920 milliards de marks à la fin des années 80 à 2 100 milliards aujourd'hui. Mais la reprise des passifs de l'ancienne RDA au sein de la dette publique de l'État fédéral allemand n'empêchera pas l'Allemagne d'être l'un des seuls pays européens à respecter le traité de Maastricht, en maintenant le niveau de sa dette en dessous de la barre des 60 % du PIB.

C. T.

Lucas Delattre

Le cinquantenaire de la capitulation de l'Allemagne nazie va donner lieu à des cérémonies contestées

LES CÉLÉBRATIONS du cinquantenaire de la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie vont donner lieu, les 7, 8 et 9 mai, à un impressionnant ballet aérien de chefs d'État et de gouvernement entre Londres, Paris, Berlin et Moscou, chacune de ces capitales ayant décidé de marquer à sa manière cet anniversaire. La présence annoncée à Moscou, le 9 mai, de Bill Clinton, Helmut Kohl, François Mitterrand (dont ce sera le dernier voyage en tant que président) et de quelques autres n'est que le plus sensible des problèmes que posent ces commémorations en ordre dispersé.

Alors que l'armée russe détruit au lance-flamme les maisons de Samachki et d'autres villes de Tchétchénie, l'intention des dirigeants occidentaux de se rendre à Moscou ne peut qu'être négative-

ment perçue. Leur présence, qu'ils le veuillent ou non, apparaîtra comme une forme de caution, même s'ils ont obtenu qu'on leur épargne d'assister au défilé militaire sur la place Rouge, et même s'ils trouvent à Moscou, le 9 mai, le moyen de dire leur mot sur ce qui se passe en Tchétchénie, ce qui est moins sûr. Un épais brouillard enveloppe en effet le programme prévu par les Russes, au point que l'Élysée, par exemple, a dépêché la semaine dernière une mission à Moscou, simplement pour se renseigner sur ce qui attend le président.

Il fallait certes rendre aux millions de morts soviétiques de la deuxième guerre mondiale, aux anciens combattants, voire à la nation russe, les respects qui leur sont dus. Mais une autre forme d'hommage eût été préférable à

cette façon d'obtenir des invitations de Boris Eltsine, qui, lui, n'honorera aucune des invitations qui lui ont été adressées par Londres, Paris et Berlin, où il se fera représenter par son premier ministre Viktor Tchernomyrdine. Bill Clinton, lui aussi, dépêchera le vice-président Al Gore pour les étapes britannique, française et allemande des commémorations et se rendra directement à Moscou, où il est au moins assuré d'avoir, les deux jours suivants, des entretiens avec Boris Eltsine.

DÉJEUNER À L'ÉLYSÉE

Le programme des « festivités » va commencer, pour un certain nombre de dirigeants de la planète, le 6 au soir par un dîner chez la reine d'Angleterre. Le 7 mai, elles se poursuivront par une cérémonie en la cathédrale Saint-Paul,

suivie d'un déjeuner à Buckingham Palace, où François Mitterrand, ayant accompli le matin son devoir électoral à Châteaubleu, rejoindra l'assemblée commémorative.

Une bonne partie de cette dernière se transportera ensuite à Paris, où elle est cooïvée, le lundi 8 mai au matin, à une cérémonie à l'Arc de triomphe, puis à un déjeuner à l'Élysée. L'étape parisienne, où le groupe s'augmentera notamment des représentants des États anciennement colonies françaises d'Afrique et d'Asie, sera très silencieuse. François Mitterrand, n'étant depuis la veille plus véritablement président, ne souhaite pas prendre la parole. Pas de discours, donc. Le protocole a été prié de prévoir une bonne place, à la cérémonie, pour le nouvel élu.

Nouveau transbordement, dans l'après-midi du lundi 8 mai, vers Berlin, où le Schauspielhaus accueillera en musique, dans la soirée, quelques-uns des chefs d'État ou de leurs représentants pour une cérémonie qui a donné bien du souci au chancelier. Que commémore-t-on en effet en Allemagne ? La libération du joug nazi, la réconciliation de l'Europe, bien sûr ; mais cela reste douloureux, compliqué, difficile, non seulement pour ceux, en Allemagne, où ce cinquantenaire est celui de la défaite, mais surtout pour tous ceux qui, hors de l'Allemagne, ont souffert par elle et n'ont toujours pas expurgé leur conteux historique avec elle. Helmut Kohl avait cru simplifier le problème en choisissant l'arbitraire et en n'invitant à s'exprimer que les chefs d'État et de gouvernement des quatre puissances garantes, après guerre, du statut de l'Allemagne (États-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne). Mais les Polonais en ont fait une maladie. Le chancelier leur a offert la tribune du Bundestag, mais à une autre date. C'est le ministre polonais des affaires étrangères, Wladyslaw Bartoszewski, qui l'utilisera

le 28 avril à Bonn, Lech Walesa ayant décidé de ne célébrer le cinquantenaire que chez lui, en Pologne.

Helmut Kohl en tout cas ne pouvait se passer, pour ces cérémonies périlleuses, de l'éloquence de son ami François Mitterrand, qui enfreindra pour lui la règle qu'il s'est donnée de ne plus parler une fois son successeur élu, et qui doit donc prononcer son dernier discours de chef d'État au Théâtre municipal de Berlin. Nouveau départ ensuite des participants vers Moscou.

COMPROMISSIONS SYMBOLIQUES

Il faut ajouter, parmi les principaux problèmes qui se sont posés aux puissances invitées, la délicate question de savoir qui conviendrait comme représentants de l'ex-Yougoslavie. On sait le tribut que les Serbes ont payé au nazisme, mais leur président, Slobodan Milosevic, ferait tâche ; on sait aussi que M. Tudjman, quel qu'on ait contre lui, a combattu avec les partisans de Tito. Les Britanniques ont décidé, sans états d'âme, de n'inviter que celles des républiques qui actuellement ne font pas problème : la Slovaquie et la Macédoine. La France a longtemps hésité et n'a toujours pas fait connaître sa décision. Il semble que le président soit d'avis de cooïver toutes les Républiques et qu'on tourne la difficulté en s'adressant, pour les Serbes, à une personnalité moins en vue que Slobodan Milosevic, comme par exemple le président de la Fédération yougoslave (Serbie et Monténégro), M. Lilić.

Le risque, dans ce programme de célébrations, est qu'il ne soit perçu que comme un cérémonial éculé et vidé de son sens par les inévitables compromissions symboliques qu'il implique par rapport au présent. Une occasion aura été manquée de faire preuve d'un peu plus d'imagination pour servir la mémoire collective.

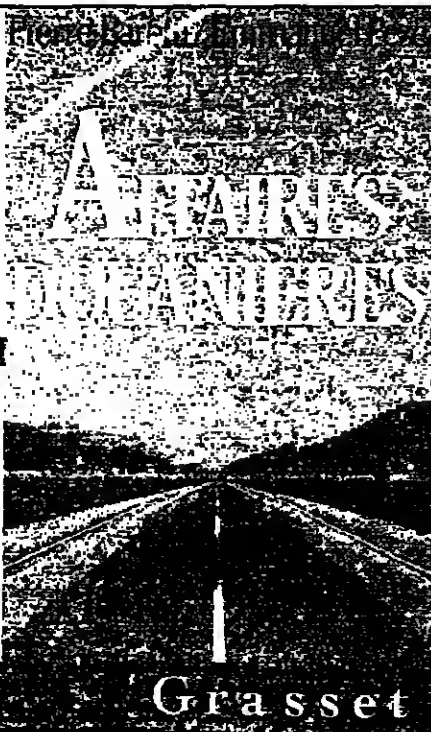
Pierre BARETTI
Emmanuel PEZÉ

Affaires douanières

document

De la drogue à l'essence trafiquée, de la viande frelatée aux déchets toxiques, un livre fourmillant de récits de coups réussis (ou ratés).

La douane sans frontières



هكذا امت الأصل

La France appelle au renforcement de la sécurité de la Forpronu en Bosnie

Après l'assassinat de deux soldats français à Sarajevo, Paris saisit le Conseil de sécurité mais n'assortit sa démarche d'aucune menace de retrait réel de ses « casques bleus »

Des avions de l'OTAN ont effectué, mardi 18 avril, un survol dissuasif des faubourgs situés près de l'aéroport de Sarajevo, que les Serbes de Bosnie ont pillonnés à plusieurs reprises pendant la journée, fai-

sant sept blessés. D'autre part, les médias internationaux, Thorvald Stoltenberg et David Owen, se sont entretenus, mardi à Belgrade, avec le président serbe, Slobodan Milosevic, sur la

question des violations de l'embargo décrété par Belgrade à l'encontre des Serbes de Bosnie. Plusieurs rapports de l'ONU font, en effet, état d'allées et venues d'hélicoptères, début avril, entre la Bos-

nie et la Serbie. Deux cents camions, dont une cinquantaine transportant du carburant, vraisemblablement destinés aux Serbes de Bosnie, s'apprêtaient d'ailleurs à franchir la frontière. A Paris, après une

réunion à l'hôtel Matignon, le gouvernement a déclaré, dans un communiqué, essentiel au maintien de la présence française en Bosnie « le renforcement de la sécurité de la Forpronu ».

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondant

Au lendemain de l'assassinat de deux « casques bleus » français à Sarajevo, le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, a de passage à l'ONU, à New York, à l'occasion du renouvellement du Traité de non-prolifération nucléaire. Il a voulu taper du poing sur la table : il a lancé une manière d'ultimatum aux parties en conflit en Bosnie-Herzégovine et proposé un projet de résolution sur le renforcement de la sécurité de la Forpronu.

M. Juppé a exhorté les belligérants à protéger le cessez-le-feu qui vient à échéance fin avril et lancé un pressant appel à ses partenaires du Groupe de contact (Allemagne, États-Unis, Grande-Bretagne et Russie) pour qu'ils « affichent leur détermination » et une position commune afin de sortir de l'impasse diplomatique actuelle. Faute de quoi, la France pourrait décider de retirer ses 4 600 « casques bleus », le plus fort contingent, de la Forpronu, a dit M. Juppé, mais sans assortir sa menace d'une date précise, voire d'un délai.

Hormis ce double signal politique, l'initiative diplomatique de la France aux Nations unies pour la protection des « casques bleus » en Bosnie, si elle a été solennelle dans

la forme, risque d'être sans grande substance quant au fond. Pendant les quelques heures passées à New York dans le cadre de la conférence sur le Traité de non-prolifération nucléaire, le ministre s'est, certes, entretenu avec ses homologues américain, britannique et allemand - MM. Warren Christopher, Douglas Hurd et Klaus Kinkel - ; il a rencontré le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, saisi le conseil de sécurité en réunion urgente, présenté un projet de résolution et participé à une conférence de presse avant de quitter les États-Unis.

« LE JEU DES PUISSANCES »

Aux journalistes, il a dit que la situation des forces des Nations unies en Bosnie était devenue « inacceptable » : les « casques bleus » se font assassiner « par les mêmes par ceux qu'ils sont censés protéger ». Selon lui, « il y a de fortes présomptions » que l'un des soldats français tués en Bosnie l'a été par un tireur bosniaque. Pour M. Juppé, la dégradation de la situation est due non seulement à l'« obstination » des Serbes de refuser le plan de paix international et à la reprise des offensives par les forces bosniaques, « qui sont considérablement renforcées », mais aussi au « jeu des puissances » qui ont encouragé le

président serbe, Slobodan Milosevic, à « persévérer dans son exigence » en faveur d'une levée totale des sanctions à l'encontre de Belgrade. La France, a ajouté M. Juppé, a le sentiment d'avoir fait sa part : « Nous n'avons cessé depuis quelques mois de lancer des initiatives nouvelles, nous devons les premiers sur le

terrain où nous y avons laissé trente-trois morts et deux cent cinquante blessés. » Au conseil de sécurité, pourtant, Paris n'a pas demandé de mesures concrètes pour la protection des « casques bleus ». La résolution française, qui devait être adoptée mercredi 19 avril, ne fait que réaffirmer l'autorité existante de la Forpronu. Le texte « invite » le secré-

taire général à lui présenter « d'urgence » des propositions de mesures qui pourraient être prises pour empêcher les attaques contre la Forpronu et « exige » des parties qu'elles acceptent de prêter le cessez-le-feu en place depuis le 1^{er} janvier. Évoquant les propositions qui pourraient faire le secrétaire

constants du représentant de l'ONU pour l'ex-Yugoslavie, le diplomate japonais Yasushi Akashi, n'ont pour le moment abouti à rien. M. Akashi devrait se rendre, une fois de plus, jeudi et vendredi, à Sarajevo et à Pale, pour tenter de convaincre Bosniaques et Serbes bosniaques de reconduire le cessez-le-feu.

SANCTIONS

M. Juppé a observé que la France entendait obtenir satisfaction de ses demandes « dans un délai raisonnable » - sans préciser ce qu'il entendait par là. Il en a appelé à la responsabilité de la communauté internationale et dénoncé le fait qu'elle soit « incapable » de parler d'une seule voix. « Si l'on avait une voix et une volonté commune, a-t-il ajouté, je suis sûr que l'on sortirait de ce conflit, mais, hélas, cette volonté n'existe pas ».

Lors d'une réunion des ambassadeurs du Groupe de contact à New York, les Américains ont émis de sérieux doutes quant à la réalité de l'embargo qu'observerait la République de Serbie à l'encontre des Serbes bosniaques. Ils doutent, notamment, de la manière dont le régime de Belgrade coopérerait avec l'ONU pour rendre la frontière imperméable. Avant de renouveler la suspension partielle des sanctions à l'égard de Belgrade - décidée pour

« remercier » M. Milosevic de son embargo contre les milices serbes de Bosnie -, les États-Unis pourraient exiger un certain nombre de « conditions contraignantes » quant à la surveillance réelle de la frontière. Avant de quitter Paris pour New York, Alain Juppé avait pris part, à l'hôtel Matignon, à une réunion sur la Bosnie avec le ministre de la défense François Léotard, le chef d'état-major des armées, l'amiral Lanxade, le secrétaire général de l'Élysée, Hubert Védrine, et le premier ministre Edouard Balladur. À l'issue de cette réunion, le gouvernement, dans un communiqué, déclarait essentiel au maintien de la présence française en Bosnie « le respect et la prudence du cessez-le-feu par les parties, la reprise des négociations, la liberté d'action et de circulation et le renforcement de la sécurité de la Forpronu ». Si les résultats des initiatives prises dans ce sens « n'étaient pas satisfaisants », la France, ajoutait le communiqué, « devrait décider le retrait de ses soldats en Bosnie ». Mais pas dans ce document que dans les démarches faites à New York, la France n'évoque de délai ou de date quant à l'éventuelle mise à exécution de cette menace.

Afsane Bassir Pour

L'impossible protection des « soldats de la paix »

SARAJEVO

de notre correspondant

Renforcer la sécurité des « casques bleus » en Bosnie-Herzégovine - comme le veut la France - ne sera pas une mince affaire, sans bouleverser radicalement leur mission, voire leur mandat. Les « soldats de la paix » sont, depuis longtemps, soumis à des règles strictes qui peuvent même entraver l'accomplissement de leurs tâches.

Les règles de sécurité permanentes, tout d'abord : port du gilet pare-balles et du casque lourd, interdiction de circuler en ville lors des heures de temps libre, armes légères toujours sur soi, contrôles sévères à l'entrée des bataillons... Les « casques bleus » vivent dans de véritables camps retranchés et n'ont aucun contact avec la population, mises à part les rares sections chargées des activités humanitaires. Le « casque bleu » ordinaire est installé durant quatre mois à une barrière ou dans un poste d'observation, et repartira en France sans savoir à quoi ressemblent les autres quartiers de la capitale bosniaque.

DEVOIR DE PRISE DE RISQUES

Ces règles de sécurité ont encore été accentuées depuis trois jours, au lendemain de l'assassinat de deux soldats français. Les patrouilles à pied ont été quasiment supprimées. Les blindés d'escorte ont remplacé leurs traditionnelles mitrailleuses 12,7 millimètres par des canons de 20 millimètres, non pas pour renforcer la puissance de feu, mais parce que le nouveau système permet au tireur de ne pas apparaître à la tourelle. Interdits de mouvement, terrés dans leurs véhicules, on voit mal comment les « casques bleus » pourraient supporter des recommandations supplémentaires dans un pays où ils ont, a priori, une mission délicate à remplir. « Il y a des missions impossibles à accomplir si l'on veut être à 100 % de sécurité », reconnaît le général Hervé Gobillard, le commandant des « casques bleus » à Sarajevo. Nous devons patrouiller, observer, contrôler... C'est l'éternelle question de l'acceptation des missions et de l'acceptation des risques, poursuit-il. Parvenir à la paix est un objectif tellement important, tellement noble. Où se trouve le seuil à ne pas franchir ? Difficile à définir...

Les « casques bleus » sont les premiers à revendiquer ce devoir de prise de risques. « Nous sommes des soldats, donc le métier est de combattre, dit un sous-officier. En entrant dans l'armée, puis en venant en Bosnie, nous acceptons de risquer

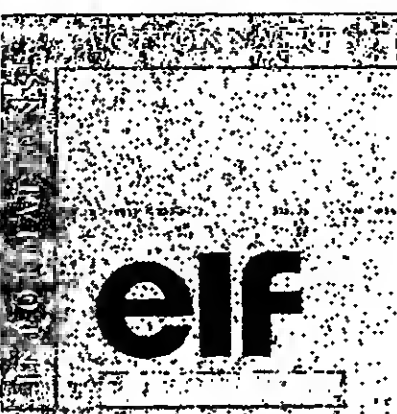
notre vie pour accomplir les tâches qui nous sont confiées. Bien sûr, nous devons raisonner de certaines missions, simplement parce que la France pratique la politique du « zéro mort ». Le général Gobillard nuance le propos : « Nos hommes sont conscients des risques qu'ils prennent, mais ce n'est pas une raison pour accepter les actes odieux. Nous n'accepterons pas d'être lâchement assassinés. » Un soldat, de faction à la barrière d'entrée de son bataillon, paraît approuver la phrase de son commandant : « J'ai la trouille. J'étais volontaire pour effectuer un service long et venir en Yougoslavie aider ceux qui souffrent. Maintenant, j'aimerais rentrer chez moi. Je n'ai aucune envie d'avoir le crâne transpercé ici. »

DROIT DE RIPOSTE

Si la France décide que les « casques bleus » doivent demeurer en Bosnie, il sera impossible d'éviter les pertes dans le cadre du mandat actuel, ou plutôt de l'interprétation qui en est faite. Les règles de sécurité peuvent difficilement être plus sévères. La seule solution pourrait être d'accroître le droit de riposte de la Forpronu, en lui fournissant les moyens nécessaires. Les « casques bleus » ont déjà le droit à la légitime défense, qu'ils n'emploient que très rarement, afin « d'éviter l'escalade de la violence », selon les termes de l'état-major. La peur des officiers est qu'après d'éventuels échanges de tirs entre « casques bleus » et miliciens, ces derniers ne s'avisent de bombarder un campement. La Forpronu ne disposerait alors d'aucune pièce d'artillerie lui permettant de riposter.

« On n'est pas présent dans un pays en guerre sans perdre des hommes », dit un officier. Il devient alors crucial de déterminer une priorité : épargner la vie des « casques bleus » ou remplir la mission fixée par la communauté internationale. Après deux ans et demi de mandat, le constat n'est pas glorieux. La mission de « maintien de la paix » a échoué et 155 « casques bleus » ont été tués, dont 33 Français. Le retrait de la Forpronu signifierait cependant, sans aucun doute, un accroissement des combats et des souffrances. Les soldats de l'ONU, conscients de ce fait, ne réclament d'ailleurs ni leur rappel, ni un renforcement des mesures de sécurité, mais plutôt une liberté d'action accrue. Cela, disent-ils, afin de rétablir enfin une autorité qui fut, dès le premier jour, bafouée.

Rémy Ourdan



Le 31 mai 1995 à 15 heures

au Palais des Congrès Place de la Porte Maillot, 75017 Paris

Service Relations avec les Actionnaires
Boulevard de la Défense, 92018 Paris La Défense
Tél. 47 44 59 88
Service Miroir : 3616 Cliff

Actionnaires d'Elf, Vous êtes invités à participer à votre Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire)

- Les principaux points à l'ordre du jour seront :
 - Le rapport du Conseil et des Commissaires aux Comptes, l'approbation des comptes de l'exercice 1994.
 - L'affectation des résultats et la fixation du dividende.
- Une résolution prévoit un avantage supplémentaire pour les actionnaires fidèles :
 - Un droit de vote double est attribué aux actions nominatives inscrites au nom du même titulaire depuis trois ans au moins.
 - Ce droit de vote double est cependant soumis à une limitation :
 - En Assemblée Générale, aucun actionnaire ne peut exprimer plus de 10 % des voix attachées aux actions présentes et représentées lors du vote des résolutions.
 - La limite ainsi fixée pourra être dépassée sans que l'impact des droits de vote supplémentaires conduise à excéder 20 % des voix attachées aux actions présentes et représentées.

Rappel des principales modalités :

- Immobilisation des titres avant le 27 mai 1995.
- Demande de la carte d'admission à votre intermédiaire financier.
- Demande des formules de vote par correspondance ou de pouvoir chez votre intermédiaire financier ou au service des Assemblées, Banque Paribas, 34, rue des Mathurins, 75008 Paris.

- Pour toute question, n'hésitez pas à contacter notre service Relations avec les Actionnaires.

Rafael Vera, l'ancien secrétaire d'Etat espagnol à la sécurité, est traduit en justice

Il est accusé d'avoir aidé les Groupements antiterroristes de libération

La justice espagnole a officiellement inculpé, mardi 18 avril, quatorze personnes dans le dossier des Groupements antiterroristes de libération

MADRID
de notre correspondant
En quatre mois, le juge Baltasar Garçon a bouclé son instruction sur le scandale des GAL (groupes antiterroristes de libération). Le magistrat a décidé, mardi 18 avril, de renvoyer devant la justice quatorze personnes, dont plusieurs hauts fonctionnaires, ainsi que Rafael Vera, ancien secrétaire d'Etat à la sécurité actuellement incarcéré. Parmi les inculpés figurent également les deux hommes à l'origine du rebondissement de ce dossier au mois de décembre, les deux ex-policiers repentis, José Amedo et Miguel Dominguez.

Dans son ordonnance de renvoi de soixante-quinze pages, le juge Garçon explique la naissance officielle des GAL, désigne les responsables et accuse le ministère de l'Intérieur d'avoir financé avec des fonds secrets cette organisation de lutte contre l'ETA responsable de la mort de vingt-huit personnes au Pays basque français entre 1983 et 1987. « Vers le mois de septembre 1983, indique le juge, une série de

personnes ont pris la décision d'organiser une structure capable de répondre à la très intense activité criminelle de l'organisation terroriste ETA avec les mêmes armes (assassinats, détentions illégales...), et cela en marge des méthodes légales et légitimes de l'Etat. » Les responsables de ce que le magistrat qualifie de « bande armée » sont Julian Sancristobal, à l'époque gouverneur civil de la province de Biscaye (Pays basque), Ricardo Garcia Damborenea, ex-secrétaire général du Parti socialiste dans cette région, Francisco Alvarez, chef de la police à Bilbao, et Miguel Planichuelo, chef de la brigade régionale d'information de Bilbao (renseignements généraux).

Selon l'ordonnance, ces quatre hommes, auxquels il faut ajouter plusieurs exécutants dont les maîtres d'œuvre furent José Amedo et Miguel Dominguez, n'ont pas agi à titre personnel mais « furent appuyés et autorisés par quelque responsable du ministère de l'Intérieur » sans que celui-ci ou ceux-ci soient désignés nommément. Il n'est pas non plus directement reproché à Ra-

fael Vera d'avoir participé à cette « bande armée » mais d'avoir couvert le rapt et la séquestration, en décembre 1983, de Segundo Marey, réfugié d'origine espagnole enlevé par erreur et qui fut la première action revendiquée par les GAL. Il est également reproché à l'ancien secrétaire d'Etat, qui fut pendant onze ans le « Monsieur antiterrorisme » du gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez, d'avoir commis des malversations de fonds publics, c'est-à-dire d'avoir utilisé les fonds secrets pour « obtenir le silence d'Amedo et Dominguez et leur payer les services rendus au prétexte qu'ils avaient agi sous la protection et avec la justification de la raison d'Etat ».

REPENTIR ACTIF

Pour ces faits, Rafael Vera encourt une peine de cent cinquante ans d'emprisonnement et sa responsabilité civile est chiffrée à 435 millions de pesetas (18 millions de francs). Il reste pour le moment incarcéré en compagnie de Julian Sancristobal et Miguel Planichuelo. Mardi, le juge Garçon a autorisé la libération sous

caution de deux autres inculpés, Ricardo Garcia Damborenea et Juan de Justo, ancien secrétaire particulier de Rafael Vera. Amedo et Dominguez, bien que déjà condamnés à cent huit années d'emprisonnement lors du premier et unique procès intenté en cause des GAL, continueront de bénéficier de la liberté en raison de « leur repentir actif et de leur intense collaboration avec la justice ».

Avec le renvoi devant les tribunaux de ces quatorze personnes, le dossier des GAL dans lequel n'avaient été impliqués jusqu'à présent que deux subalternes, Amedo et Dominguez, a franchi un degré supplémentaire. L'opposition a réclamé du gouvernement qu'il assume sa responsabilité. Le premier visé est l'ancien ministre de l'Intérieur José Barrionuevo, actuellement député socialiste. Au PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), on fait valoir que les inculpés doivent bénéficier de la présomption d'innocence.

Michel Bole-Richard

Les troupes turques pourraient quitter l'Irak en mai

ISTANBUL

de notre correspondant

Alors que le premier ministre turc, Tansu Ciller, en visite aux Etats-Unis, se prépare à rencontrer, mercredi 19 avril, le président Bill Clinton, les Américains, pourtant moins critiques que les Européens face à l'offensive militaire turque en Irak, montrent certains signes d'impatience à l'égard d'Ankara, malgré un désir de ne pas irriter un allié stratégique si important.

En fait, un mois après le début de cette offensive, l'attention n'est plus fixée sur le nord de l'Irak, où les opérations militaires se poursuivent au ralenti, mais sur Ankara même; où des décisions politiques doivent être prises. Les autorités se refusent à annoncer une date précise pour le retrait de leurs troupes, mais les rumeurs, qui ont filtré dans la presse turque après la dernière réunion du Conseil national de sécurité et qui ont été apparemment confirmées par le Pentagone, indiquent qu'il devrait être terminé à mi-mai.

Critiquée à l'étranger, l'opération militaire est plutôt populaire auprès de l'homme de la rue en Turquie, grâce à la presse qui publie régulièrement des photos de soldats aidant la population kurde irakienne ou même sauvant des militants

du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) blessés, abandonnés par leurs camarades. La campagne « Allez la Turquie, main dans la main avec les Mehmetcik (soldats) », destinée à recueillir des fonds en faveur de l'armée, aurait déjà récolté plus de 50 millions de francs.

LA CAROTTE APRES LA BATON

Ces sentiments nationalistes sont créés par la présence de soldats turcs à l'étranger mais aussi par la perception d'une menace - le PKK - venue de l'extérieur. Les combats, qui ont récemment opposé le PKK et les forces armées sur le territoire turc, ont toutefois démontré, une fois de plus, que le véritable problème se situe en Turquie même. Malgré l'offensive militaire de grande ampleur qui se déroule parallèlement dans le nord de l'Irak et en Turquie, le PKK continue à tendre des embuscades aux forces de sécurité. Ainsi, vendredi 14 avril, onze soldats ont été tués et huit autres blessés à Cizre, près de la frontière irakienne.

Dans la province de Tunceli, théâtre d'opérations militaires depuis l'automne 1994, près de 25 000 hommes ont encerclé l'étroite vallée de Ailbagazi où, selon les autorités militaires, était installé Semdin Sakik, un commandant du PKK

mieux connu sous le nom de « Zeki sans doigt ». Les autorités militaires, qui affirment que 108 militants du PKK ont été tués récemment dans cette gorge, admettent que « Zeki » semble être, une fois de plus, passé au travers les mailles du filet qui lui avait été tendu.

Après le bâton, la carotte : la « démocratisation » est à nouveau à l'ordre du jour. Le premier ministre Tansu Ciller, si elle n'est pas forcément convaincue que la démocratisation permettra la résolution du problème kurde, a, semble-t-il, compris au moins que des réformes légales sont la condition sine qua non de son rapprochement avec l'Europe, et du maintien de ses bonnes relations avec les Etats-Unis. Ainsi, l'abrogation de l'article 8 de la loi antiterroriste, qui permet aux tribunaux de condamner des intellectuels ou des écrivains pour leurs écrits ou leurs déclarations - « une source de honte », a déclaré M^{me} Ciller aux Etats-Unis - est une priorité. Reste à savoir si M^{me} Ciller et son partenaire social-démocrate Hikmet Cetin parviendront à rallier à leurs vues les irréductibles conservateurs qui siègent au Parlement, et notamment dans le parti même de M^{me} Ciller.

Nicole Pope

La Russie ne veut plus diminuer son arsenal d'armes classiques

PRÉSENTÉE initialement comme une initiative du ministre de la défense, les propos de Pavel Gratchev sur les réductions de la Russie à réduire son potentiel d'armes classiques (chars, pièces d'artillerie et avions de combat) ont été analysés, mardi 18 avril, par le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Grigori Karassine. Ce dernier a, en effet, affirmé que les déclarations du général Gratchev, qui ont surpris par leur fermeté, reflètent « la préoccupation et les contraintes » de Moscou en matière de garanties de sécurité et a demandé la « compréhension » de l'Occident.

Le ministre russe de la défense avait surpris en plaçant fermement, dimanche, pour une révision du traité CFE sur la réduction des forces conventionnelles en Europe. Un avertissement qui risque de compliquer encore davantage les relations déjà tendues, entre la Russie et ses partenaires occidentaux, par la poursuite de la guerre en Tchétchénie. D'autant plus que cette mise en garde de M. Gratchev intervient avant l'arrivée à Moscou, le 9 mai, de MM. Clinton, Kohl et Mitterrand pour la célébration du cinquantième anniversaire de la victoire sur le nazisme. Or, nul doute que les propos de M. Gratchev apporteront de l'eau au moulin de ceux qui estiment que la venue dans la capitale russe de ces dignitaires occidentaux est déplacée, car elle cautionnerait indirectement le retour d'une politique russe de plus en plus agressive.

Le général Gratchev avait affirmé que la Russie ne pouvait pas observer « toutes les réductions » d'armements prévues par ce traité, conclu par trente pays en 1990, avant l'effondrement de l'URSS. « Nous nous efforçons de persuader nos partenaires occidentaux que les dirigeants

de l'ex-Union soviétique ont commis une erreur en signant ce document », qui fixe à près de six cents le nombre de chars autorisés pour la région militaire russe dite « sous-région Nord-Sud », qui va de Saint-Petersbourg au Caucase. Or, Moscou fait état de besoins allant jusqu'à deux mille cinq cents chars pour cette seule zone.

LE TRAITE CFE EN QUESTION

Faisant référence au conflit tchétoche, Pavel Gratchev a souligné que « la Russie ne pouvait appliquer ce traité que dans un contexte de stabilité ». Au moment de sa signature, « la situation sur le flanc sud de la Russie [Caucase du Nord] était différente », a-t-il indiqué. M. Gratchev

n'a d'ailleurs pas cherché à cacher qu'il existe plusieurs moyens de contourner les dispositions du traité, en transférant une partie des blindés de l'armée aux forces du ministère de l'Intérieur. Il avait aussi usé, début avril, d'un nouvel argument contre l'application du traité CFE, menaçant de prendre des « contre-mesures », notamment un gel de l'application du traité CFE, en cas d'élargissement de l'OTAN vers les pays d'Europe de l'Est.

Faisant écho aux déclarations de M. Gratchev, le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, a illustré, mardi, les motifs de cette offensive russe pour une révision du traité CFE. Moscou, a-t-il insisté, n'exclut pas le recours à la force

pour protéger les droits des minorités russophones dans les anciennes républiques soviétiques. « Il peut y avoir des cas où l'utilisation de la force militaire directe sera nécessaire pour défendre nos compatriotes à l'étranger », a-t-il dit, alors que plus de vingt millions de Russes de souche vivent dans les trois Etats baltes (Estonie, Lituanie et Lettonie) et dans les pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI). « Le sort des russophones dans de nombreux Etats de la CEI reste insatisfaisant », a souligné M. Kozyrev, qui a explicitement dénoncé la « discrimination » à l'égard des russophones au Kazakhstan, en Ouzbékistan, en Kirghizie et au Tadjikistan. - (AFP, Reuters.)

L'état d'urgence est décrété en Bolivie

LE GOUVERNEMENT du président Gonzalo Sanchez de Lozada (centre droit) a décrété, dans la nuit du mardi 18 au mercredi 19 avril, l'état d'urgence sur toute la Bolivie afin d'y « rétablir la paix sociale ». Cette décision a été annoncée à l'issue d'une réunion extraordinaire du conseil des ministres, quelques heures après que la police eut fait irruption au siège de la Confédération des travailleurs boliviens, dont les dirigeants ont été arrêtés. Ceux-ci étaient réunis pour élaborer une position commune sur le rejet des dernières propositions gouvernementales, destinées à mettre fin à des mouvements de grève et de protestation, qui ont mené à de violents affrontements depuis plus d'un mois.

Les tensions sociales ont pris de l'ampleur à partir du 14 mars, lorsque les quelque 70 000 institu-

teurs et professeurs du pays se sont mis en grève illimitée, réclamant des augmentations de salaire et, surtout, le retrait d'une réforme de l'enseignement jugée trop menaçante pour leurs « droits acquis » (Le Monde du 18 avril). Lorsque l'armée est intervenue, le 22 mars, pour empêcher une manifestation d'enseignants d'entrer dans la capitale, La Paz, la puissante Centrale ouvrière bolivienne (COB) a décidé de rompre ses propres négociations avec le gouvernement, sur la revalorisation des salaires.

EXTENSION DU MALAISE SOCIAL

Après la grève générale décrétée le 27 mars, le mouvement s'est étendu, et les affrontements avec les forces de l'ordre se sont multipliés. Des dizaines de personnes ont été arrêtées. La médiation de l'Eglise, dans un difficile dialogue entamé le

4 avril entre les syndicats et le gouvernement, n'a pas permis de sortir de l'impasse. Décreté pour quatre-vingt-dix jours, l'état d'urgence interdit toute réunion et instaure un couvre-feu de minuit à 6 heures.

La Bolivie est l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine : 70 % de ses huit millions d'habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté. Depuis 1985, où l'inflation avait atteint 23 000 % (contre 8,5 % l'an passé), la situation économique s'est stabilisée, mais la croissance n'a pas dépassé 4 % au cours des dernières années. Du président en 1993, M. Sanchez de Lozada avait été auparavant l'artisan du premier plan de rigueur qui a permis au pays de rétablir sa situation financière internationale, mais à un fort coût social, notamment pour les mineurs.

M. J.

La guérilla tamoule rompt la trêve au Sri-Lanka

COLOMBO. Un commando des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) a fait sauter, mercredi 19 avril, deux navires militaires au large de Trincomalee (nord-ouest), faisant au moins 11 morts et 23 blessés parmi leur équipage. Cet attentat remet en question la trêve conclue il y a trois mois entre le gouvernement et le LTTE qui lutte pour la création d'un Etat tamoul dans le nord-est du pays. Cette guerre a déjà fait 30 000 morts en dix ans. - (AFP)

Le directeur général du FMI

pour une nouvelle conférence du Plaza

WASHINGTON. Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), s'est prononcé, mardi 18 avril, en faveur d'une conférence du type de celle du Plaza en 1985 entre les principales puissances industrialisées (G 7), en raison de la chute « très inquiétante » du dollar, qui est « un facteur d'instabilité ». Les accords du Plaza avaient prévu des interventions coordonnées sur les marchés. M. Camdessus a lancé un nouvel appel à la Réserve fédérale pour qu'elle relève « légèrement » ses taux d'intérêt afin de soutenir la monnaie américaine. - (AFP)

EUROPE

■ **TURQUIE** : l'organisation turque d'extrême gauche, Dev Sol, a revendiqué, mardi 18 avril, l'attentat commis durant le week-end contre la banque turque, United Garanti Bank, à Amsterdam. Pour sa part, la police allemande a indiqué mardi, qu'elle soupçonnait de plus en plus Dev-Sol, groupement d'inspiration marxiste, d'être impliqué dans une vague d'attentats contre des intérêts turcs en Allemagne. - (AFP)

■ **ALBANIE-GRÈCE** : après une crise de onze mois entre les deux pays, une commission gréco-albanaise a entamé, mardi 18 avril, à Athènes, des discussions concernant le statut de la minorité grecque en Albanie et des travailleurs immigrés albanais en Grèce. - (AFP)

■ **REPUBLIQUE TCHÈQUE** : deux Français ont été tués et vingt-sept autres blessés, mardi 18 avril, dans l'accident d'un car scolaire dans la banlieue de Prague. Selon un policier tchèque, le car aurait roulé trop vite au moment de l'accident. - (AFP)

■ **SLOVAQUIE** : le gouvernement a nommé, mardi 18 avril, au poste de directeur des services de renseignement, Ivan Lexa, un proche du premier ministre, Vladimir Meciar. - (AFP)

MAGHREB

■ **ALGERIE** : le procès de l'auteur présumé de l'assassinat du président Mohamed Boudiaf, le 19 juin 1992 à Annaba, doit s'ouvrir, mardi 25 avril, devant le tribunal criminel d'Alger, dont l'indépendance, des sources judiciaires. Le procès du sous-lieutenant Lembarak Boumaaraif, déjà reporté à plusieurs reprises, risque cependant d'être renvoyé une nouvelle fois en raison du refus de l'accusé de prendre un avocat. - (AFP)

AFRIQUE

■ **BURUNDI** : deux soldats burundais et cinq assaillants ont été tués, mardi 18 avril, dans l'attaque d'une position militaire à Gasorwe (nord-est). La police soupçonne les agresseurs d'être des anciens miliciens et militaires rwandais. - (AFP)

■ **CENTRAFRICAINE** : Gabriel Koyambounou, nouveau premier ministre, a annoncé, lundi 17 avril, la formation de son gouvernement qui comprend, notamment, neuf membres de l'ancienne équipe gouvernementale sur un total de vingt-six personnes. Seuls les partis de la majorité présidentielle sont représentés. - (AFP)

■ **TCHAD** : Djinnasta Koliba, nouveau premier ministre, a formé, dimanche 16 avril, un gouvernement marqué par le départ du ministre de l'Intérieur, Abdelhamane Izzo Miskine, responsable du recensement électoral contesté, et l'entrée de l'ancien chef rebelle sudiste Moïse Kette. - (AFP)

■ **NIGERIA** : le général Fred Chikuba, porte-parole du ministère de la défense, a démenti, lundi 17 avril, les informations d'un hebdomadaire britannique concernant l'exécution de militaires soupçonnés d'être impliqués dans la tentative de coup d'Etat contre le général Sanli Abacha. The Observer avait affirmé, dimanche, que de soixante à quatre-vingts sous-officiers avaient été sommairement exécutés le 18 mars pour leur rôle supposé dans la tentative de renversement du régime militaire du général Abacha. - (AFP)

■ **CONGO** : la semaine de 35 heures, avec réduction de salaire de 12,5 %, est entrée en vigueur, mardi 18 avril, dans la fonction publique. Cette mesure devrait permettre de réduire de plus de 15 milliards de francs CFA la masse salariale annuelle, qui s'élève à 130 milliards. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **IRAK** : des diplomates polonais n'ont pas été autorisés par les autorités irakiennes à rendre visite aux deux prisonniers américains, arrêtés après avoir franchi illégalement la frontière irako-koweïtienne le 13 mars, a affirmé, mardi 18 avril, le département d'Etat. - (Reuters.)

■ **GOLFE** : les pays membres du Conseil de coopération se sont déclarés, mardi 18 avril, déterminés à faire face à « l'extrémisme et au terrorisme » et ont appelé leurs peuples à « redoubler de vigilance » pour mettre en échec toute tentative de sédition. - (AFP)

ASIE

■ **CORÉE DU SUD** : deux hauts responsables d'une Eglise locale, la foi Daejonggyo, ont été inculpés, mardi 18 avril, pour une récente visite non autorisée en Corée du Nord. Il s'agit de la première application de la loi qui interdit tout voyage en Corée du Nord sans autorisation gouvernementale. - (AFP)

■ **JAPON** : le secrétaire général du Parti communiste vietnamien, Do Muoi, à l'issue de sa première visite à Tokyo, a obtenu, mardi 18 avril, une assistance de 58 milliards de yens et un don de 3 milliards destinés à soutenir la politique de réformes économiques. Le Japon est le premier bailleur de fonds et le premier partenaire commercial du Vietnam. - (Corresp.)

AMÉRIQUES

■ **ETATS-UNIS** : le président Bill Clinton a signé, lundi 17 avril, un décret plaçant la capitale américaine sous la tutelle d'une commission qui tentera de la sauver de la faillite. Confrontée à un déficit de plus de 700 millions de dollars, rongée par la criminalité, le trafic de drogue et les vols à main armée, Washington a été contrainte de demander l'aide du gouvernement fédéral. - (Reuters.)

■ **COLOMBIE** : la guérilla a tué un militaire et blessé trois autres personnes, mardi 18 avril, après l'attaque contre leur hélicoptère qui répandait un herbicide sur des plants de coca dans le sud de la Colombie. L'appareil a été abattu près de Neiva, dans le département de Huila (sud), zone où les rebelles des Forces armées révolutionnaires de Colombie sont fortement implantées. - (AFP)

■ **CHILI** : un accord a été conclu, mardi 18 avril à Garching (Allemagne), entre le gouvernement chilien et l'Organisation astronomique européenne (ESO) pour poursuivre la construction, au Chili, du télescope géant commencée en 1993 et interrompue à la suite d'un litige sur la propriété du terrain. L'accord doit maintenant être ratifié par le conseil d'administration de l'ESO. - (AFP)

هكذا قال الأصل

EXTRÊME DROITE La campagne présidentielle, qui semblait peu propice au développement des thèmes traditionnels du Front national, a finalement permis à Jean-Marie Le Pen de retrouver, dans les sondages d'intention de vote, un niveau comparable à celui qu'il avait atteint dans les urnes en 1988. L'AFFAIRE

BLISSEMENT d'Edouard Balladur, qui bénéficiait d'une cote élevée parmi les électeurs du FN, et le positionnement de Jacques Chirac, se propageant de « dépasser » le clivage

droite-gauche, ont favorisé l'extrême droite. En outre, Philippe de Villiers n'est pas parvenu, semblait-il, à « mordre », autant qu'il l'espérait, sur cet électoral. L'ACTIVITÉ

du FN a relancé celle des mouvements qui mènent campagne contre lui et dont les sympathisants se sont mobilisés à chaque visite de M. Le Pen dans une ville de province.

Le Front national tire parti des « affaires » et de la bataille à droite

Sept ans après les 14,4 % qu'il avait obtenus à l'élection présidentielle de 1988, Jean-Marie Le Pen peut espérer, selon les sondages, un score comparable. Sa dénonciation de l'« établissement » est entendue par une partie de l'électorat

« QUELS QUE SOIENT ses talents de trépassé, Le Pen, pendant près de vingt ans, n'a eu l'oreille que d'innombrables minorités de revanchards irréductibles. Son audience soudaine révèle la montée du désarroi, partagé par beaucoup : crise de l'emploi, sentiment d'insécurité, impuissance apparente des gouvernants de gauche et de droite, angoisse face à l'avenir. » L'historien Michel Winock s'exprimait ainsi dans *Le Monde* du 12 juin 1987. Moins d'un an plus tard, le président du Front national recueillait 14,39 % des suffrages exprimés à l'élection présidentielle, score que son parti n'avait jamais atteint dans une élection nationale.

Cette année, à une semaine du premier tour d'une nouvelle élection présidentielle, les derniers sondages publiés accordaient à Jean-Marie Le Pen de 13 % à 14 % des intentions de vote, et l'analyse de Michel Winock reste d'actualité. La crise de l'emploi est toujours là, encore plus prégnante, et elle fait écho à l'angoisse d'une société en pleine mutation. Car « dans l'esprit d'une partie de citoyens, il y a anémie : la société s'est déréglée, elle a perdu ses repères, familiaux, religieux, politiques, et n'a pas encore retrouvé un ciment », explique aujourd'hui Michel Winock. Le sentiment d'insécurité, attisé par la multiplication des ghettos dans les grandes zones urbaines, obsède toujours les Français. L'ouverture des frontières, avec l'application des accords de Schengen, frappe les esprits les plus fragiles et engendre des réactions, entendues

par le chef de file de l'extrême droite, sur la sécurité, la drogue et la délinquance. Pourrait-on un jour mesurer l'effet, sur cette campagne, des troubles en Algérie ? Pourrait-on, surtout, mesurer celui des « affaires », qui n'ont épargné aucun grand parti et qui ont touché des membres du gouvernement Balladur : Alain Carignon, en prison pour avoir mis sur pied un dispositif de détournement d'argent public ; Gérard Longuet, mis en examen au sujet du financement de son parti, le PR, et de celui de sa maison de Saint-Tropez ; Michel Roussin, mis en examen dans l'affaire des fausses factures des HLM de la région parisienne.

« RUPTURE »

Sans compter l'impact des scandales : la sombre affaire OM-Valeo-Clément, avec le faux témoignage du maire de Béthune et député (PS) Jacques Mellick et son inculpation pour subornation de témoin ; l'indignation soulevée par Pierre Suard, le PDG d'Alcatel Alsthom, qui affiche un salaire mensuel de plus de 1 million de francs, ainsi que la gestion du Crédit lyonnais. Tous ces facteurs ont contribué à ternir quelque peu l'image de l'élite du pays et donnent du crédit aux discours de M. Le Pen, qui dénonce « l'établissement ».

A tout cela s'ajoute, chez certains, une perte de confiance dans la capacité des hommes politiques à sortir la France des difficultés dans lesquelles elle se trouve. Cette déception a été provoquée par la



gauche, surtout, qui, souligne Michel Winock, « avait laissé entendre à son électorat qu'elle était capable de « changer la vie ». Mais elle est venue aussi de la droite, qui n'a pas prouvé qu'elle pouvait faire mieux et qui s'est enfoncée, au cours de cette campagne, dans une violence querelle fratricide. Droite-gauche, gauche-droite : au fil des années et de l'alternance de l'exercice du pouvoir sous une même présidence socialiste, la distinction est devenue trop subtile pour beaucoup d'électeurs. D'autant plus subtile que Jacques Chirac lui-même s'est aventuré sur ces sables mouvants

du « dépassement du clivage gauche-droite », au risque de faire passer le candidat du Front national comme le seul candidat de droite, le seul à incarner la « rupture » comme il ne cesse de le proclamer.

« Les Français ne demandent, en fait, qu'à être rassurés, souligne Michel Winock. Parler des sujets qui obsèdent, de l'immigration, de l'insécurité, ébranle une partie de leur dimension mythologique et affaiblirait les peurs », sur lesquelles prospère le Front national. Encore faudrait-il en parler différemment et, non comme l'avait fait, en 1988, Charles

Pasqua, affirmant que les électeurs de la majorité et ceux du Front national avaient des « valeurs communes ». Quoi qu'il en soit, c'est en vain que certains ont attendu une intervention des candidats sur ces thèmes et c'est à peine si leurs programmes les mentionnent. Comme si l'avenir du Front national ne dépendait pas en bonne partie du courage avec lequel les autres formations énoncent les problèmes, les affrontent et tentent de les résoudre.

« Cette élection présidentielle, qui exige que l'on dépasse les convictions de son propre clan, a généré un discours réducteur », regrette, de son côté, l'ancien député socialiste Jean-Christophe Cambadélis, responsable du Manifeste, organe de la lutte « contre le Front national et le nationalisme ». « Nous sommes dans une période de dépression politique, et ce qui importe n'est pas de nourrir cette dépression, mais, au contraire, de donner un sens à cette société », ajoute-t-il. Même constat à l'extrême gauche, du côté du mouvement Ras l'Front, dont un militant déplore « l'absence d'un vrai projet sur lequel pourrait s'organiser la lutte antifasciste ».

RÉUNIONS « TUPPERWARE »

Absence de discours sur les sujets sensibles, absence de projet mobilisateur, absence, aussi, de figure charismatique parmi les « grands » candidats, au moment où les Français réclament un « chef », (Le Monde du 11 avril), voilà qui fait l'affaire de Jean-Marie Le Pen. Un Jean-Marie Le Pen qui

n'a jamais eu que des certitudes et dont le parti a prospéré depuis 1988. Embryonnaire à cette date, il possède aujourd'hui un vrai réseau d'élus municipaux et régionaux et revendique environ cinquante mille militants, qui, depuis près de deux ans, utilisent une nouvelle tactique de pénétration dans la population.

La distribution de tracts sur le marché a laissé la place à des réunions de type « Tupperware », autour – sans que ce soit systématique – d'une cassette vidéo sur le Front national. Dans certains quartiers, des militants se rendent dans les commissariats pour relayer les noms des personnes agressées ; quelques-uns ont créé des caisses de solidarité pour aider les victimes. Mot d'ordre a été donné de s'engager dans les associations existantes (de quartier, de parents d'élèves, etc.) afin d'y faire entendre leurs thèses. Le discours lui-même a évolué pour passer d'un nationalisme étroit et racial à un discours plus ambigu et plus difficile à contrer de « préférence nationale ».

Quel que soit le vainqueur de l'élection présidentielle, le 7 mai, il lui faudra tenir compte de cet encadrement du Front national et de l'efficacité du discours de son dirigeant auprès des populations désorientées, principalement, aujourd'hui, dans les grandes cités, mais demain aussi, si personne n'y prend garde, dans les zones rurales, auprès de l'électorat de Philippe de Villiers.

Christiane Chombeau

De nombreuses manifestations de protestation en province

UN MILLIER DE MANIFESTANTS, jeudi 13 avril, à Toulouse, presque autant la semaine précédente à Metz, deux mille cinq cents à Brest... Le meurtre d'un jeune Français d'origine comorienne à Marseille, dans la nuit du 21 au 22 février, puis la montée de Jean-Marie Le Pen dans les sondages ont déclenché une mobilisation contre le Front national. Sporadiques fin janvier et début février, des manifestations de protestation, importantes compte tenu de leur caractère local, ont précédé chaque déplacement du candidat et du délégué général du Front national, Bruno Mégret, à travers la France ces sept dernières semaines.

On est loin cependant de l'ampleur du mouvement des années 1990-1993 contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, né de la surprise créée par le score de M. Le Pen à l'élection présidentielle de 1988 – 14,39 % des suffrages exprimés –, mais aussi par une vague d'actes racistes et la profanation du cimetière de Carpentras en mai 1990. Près de deux cent mille personnes avaient alors manifesté à Paris, François Mitterrand s'étant joint quelques instants au cortège. Dans les jours qui suivirent,

deux initiatives débouchèrent sur la création de deux mouvements encore aujourd'hui à la pointe de la « résistance » contre les idées du Front national : Ras l'Front et Le Manifeste.

« Le combat antiraciste ne sera pas gagné par la recherche d'un consensus bourbeux avec une droite largement contaminée »

La première émane de l'extrême gauche, notamment de la Ligue communiste révolutionnaire, et a pour origine un appel à une « contre-offensive », signé par deux cent cinquante écrivains, artistes, universitaires, scientifiques et journalistes : « Face au FN, il faut mettre en place un front de ré-

sistance, qui donnera un coup d'arrêt à ces entreprises et imposera l'adoption de mesures sociales et politiques propres à enrayer le développement du racisme », lit-on dans cet appel qui affirme que « le combat antiraciste ne sera pas gagné par la recherche d'un ne sait quel consensus bourbeux avec une droite largement contaminée ».

La seconde a comme chef de file Jean-Christophe Cambadélis, ancien trotskiste passé au Parti socialiste, et se fonde sur un manifeste de cinq pages appelant à combattre le FN « sans complaisance, avec détermination, sur tous les terrains : idéologique, démocratique, politique ». Le projet était ambitieux, il s'agissait de faire un journal, de créer un « Institut de formation » pour initier aux thèses du FN, d'ouvrir un numéro vert où militants et associations en manque d'argumentaires pouvaient appeler.

A la préférence nationale développée par M. Le Pen, M. Cambadélis invitait à opposer « la volonté européenne et la préférence sociale ». Suivirent en décembre 1991 les Etats généraux « contre le national populisme », puis, au fil des mois, toute une série

de manifestations. Mais, comme l'explique aujourd'hui Rémy, un militant de Ras l'Front, « il est difficile d'être toujours centre », et, dès la fin 1993, une certaine dé-mobilisation a commencé à gagner les rangs des « résistants », qui préférèrent le terrain des luttes plus concrètes, notamment pour le logement. « Les résultats du Front national aux cantonales (9,78 %) et aux européennes (10,52 %) ont fait croire à certains que le FN était contenu », renchérit M. Cambadélis.

Beaucoup ont préféré concentrer leurs efforts contre les lois Pasqua sur l'immigration « en oubliant », explique-t-il, « la métastase principale, le Front ». Dans la campagne présidentielle, c'est surtout le meurtre du jeune d'origine comorienne par des colleurs d'affiches du FN qui a provoqué des manifestations, principalement en province, où sont implantées de nombreuses petites associations de défense des droits de l'homme. A Paris, il n'y a pas eu jusqu'à présent de grande manifestation contre le Front national.

Ch. Ch.

Les scores électoraux depuis 1988

Créant une surprise, car nul sondage n'avait su le prévoir, M. Le Pen avait obtenu, à l'élection présidentielle de 1988, 14,39 % des suffrages exprimés. Sa « percée » était encore récente : commencée aux élections municipales de 1983, elle avait été confirmée par les européennes de 1984 et par les législatives de 1986, qui lui avaient permis de faire élire 35 députés. Les résultats des élections depuis 1988 montrent que le FN dispose d'un noyau d'électeurs oscillant entre 12 % et 14 %.

Élections législatives de 1988 : 9,65 %, 1 élu ; cantonales de 1988 : 5,24 % ; municipales de 1989 : 2,17 %, 804 élus ; européennes de 1989 : 11,73 %, 10 élus ; régionales de 1992 : 13,90 %, 239 élus ; cantonales de 1992 : 12,18 %, 1 élu ; législatives de 1993 : 12,52 % ; cantonales de 1994 : 9,78 %, 3 élus ; européennes 1994 : 10,52 %, 11 élus.

Le Cafar veille à Nancy

NANCY

de notre correspondante
L'opposition aux idées d'extrême droite est toujours vivace en Lorraine, comme l'a montré la manifestation organisée à Metz vendredi 7 avril contre la venue de Jean-Marie Le Pen dans cette ville. Il y a trois ans, le 15 janvier 1992, une manifestation avait rassemblé huit mille personnes, à Nancy, contre le président du Front national (FN), qui avait choisi d'y lancer sa campagne des élections régionales. Le 12 décembre 1992, une journée contre le fascisme et contre le racisme mobilisait plus de mille personnes, des intellectuels, des philosophes et des historiens intervenant dans quatre tables rondes.

Ces deux événements avaient un dénominateur commun : un collectif de cinquante et une associations, baptisé Cafar (Collectif antifasciste et antiraciste). « On avait pensé à l'appeler « Cafar », mais ça faisait cruche », se souvient le bouillant porte-parole du mouvement, Paul-Elie Lévy. Le

Cafar réunit des associations de tout bord, des syndicats et des partis politiques de gauche. Il est l'écho nancéien au Ras l'Front lancé par l'écrivain Gilles Perrault et d'autres intellectuels. Pendant les semaines qui précèdent la venue de M. Le Pen, la tension monte en ville. Pas de jour sans que, dans la presse locale, ne paraissent des communiqués de protestation. Le soir du 15 janvier 1992, M. Lévy conclut un discours enflammé par une petite phrase imputant à M. Le Pen une filiation spirituelle avec l'extrême droite historique que celui-ci jugera outrageuse.

DUEL JUDICIAIRE

« Cette mobilisation venait juste après la publication par Bruno Mégret des cinquante et une propositions. A la fin de l'intervention, j'avais établi un parallèle entre ces propositions et les mesures prises par Pétain pendant la guerre. J'avais donc conclu mon propos en disant que M. Le Pen était le fils spirituel de Hitler, de Mussolini et de Pétain », se souvient M. Lévy.

Celui-ci est assigné pour injures par M. Le Pen, dans les semaines qui suivent, devant le tribunal de grande instance de Nancy. L'avocat de M. Le Pen réclame 100 000 francs de dommages et intérêts. Il sera débouté et condamné à payer 5 000 francs à son adversaire pour procédure abusive. Le tribunal, saisi au civil, considère que qualifier M. Le Pen de « fils spirituel » n'est pas une injure. Le duel judiciaire ne s'arrêtera pas là. Le FN a fait appel de la décision. Elle doit être examinée le 13 novembre par la cour d'appel de Nancy.

Ce procès gagné, du moins momentanément, le Cafar ne s'est pas désintéressé. Le spectre de son action s'est élargi à Philippe de Villiers « qu'une simple feuille de cigarette sépare du Front national », et aux lois Pasqua sur les immigrés, dont il juge qu'elles sont discriminatoires. Ce dernier point est, cependant, moins consensuel au sein du collectif.

Monique Raux

“Je ne sais pas comment ils font, mais moi je m'y retrouve”

MAROC
L'ÉBLOUISSEMENT DES SENS

MARRAKECH 950 F

- voir aller retour
- départ de Paris
- à certaines dates
- hors taxes aériennes
- 160 agences en France
- (1) 41 41 58 58
- 3615 NF*

NOUVELLES FRONTIÈRES

Tout le monde s'y retrouve

هكذا امتنا الأصل

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 20 AVRIL 1995 / 9



M. Chirac dénonce de nouveau les « experts bien-pensants »

Dernière réunion publique en province de l'ancien président du RPR

Jacques Chirac a tenu à Nantes, mardi 18 avril, sa dernière réunion publique en province avant le premier tour de l'élection présidentielle. Le maire de Paris a dé-

noncé les « experts bien-pensants », en se félicitant que la campagne ait obligé, selon lui, à « ouvrir les yeux » sur la réalité de la crise sociale

NANTES
de notre correspondant
« Une bonne campagne » : en ouverture de son intervention à la tribune du parc des expositions de Nantes (Loire-Atlantique), où était organisée, mardi 18 avril, sa dernière réunion publique de province avant le premier tour de l'élection présidentielle, Jacques Chirac s'est félicité de la campagne qui s'achève. « Elle a fait découvrir à nombre d'experts bien-pensants la réalité du chômage, de l'exclusion et de tous les dysfonctionnements de notre système de gouvernement », a-t-il souligné devant huit mille personnes.

Sans prononcer une seule fois le nom d'un adversaire, le maire de Paris a multiplié les allusions au camp Balladur, évoquant ceux qui pensent « que nous n'avons pris sur rien, que l'action politique se résume à la gestion prudente des contraintes imposées de l'extérieur ». « Je ne me reconnais pas dans cette approche, qui consiste à soigner les effets de la crise et à tenir ses causes pour définitives (...). Il est temps d'ouvrir les yeux ! », a-t-il lancé.

L'ancien président du RPR a fustigé la technocratie, « à laquelle le pouvoir politique, par manque de volonté, par facilité, a concédé l'essentiel de l'autorité ». « Tous ceux qui se hasardent à sortir des sentiers battus seraient, au mieux, démolis, ou pire, irresponsables », a-t-il relevé, en parlant de « la pensée unique ». M. Chirac a répété qu'il est temps, pour le politique, de reprendre le pouvoir et la responsabilité, car « les conseillers ne sont jamais les payeurs ».

RÉFORMES FISCALES

Il a rappelé la série de réformes de la fiscalité : « Réforme de la fiscalité de l'épargne, pour encourager les placements dans les entreprises petites et moyennes » ; « Réforme de la fiscalité agricole » ; « Réforme de la fiscalité sur les transmissions d'entreprise » ; « Réforme de la taxe professionnelle ». Abondamment applaudi sur ce dernier point, M. Chirac a été également quand il a proposé d'instituer « un véritable statut de l'étudiant ».

Avant lui, s'adressant aux jeunes qui composaient une bonne partie du public, le ministre du logement, Hervé de Charette (UDF, Perspectives et réalités), avait évoqué cette jeunesse « qui a refusé le CIP et la circularité Laurent ». M. de Charette, dont M. Chirac avait sillonné la circonscription voisine, dans le Maine-et-Loire, au cours de la journée, a aussi fait valoir qu'on ne peut « se satisfaire de quelques statistiques favorables, qui tombent opportunément, pour dire que le chômage recule ». A l'adresse du candidat il a alors lancé : « Moi, UDF et giscardien, je vous soutiens parce que vous êtes le seul à avoir compris la gravité de la situation et à proposer un changement réel, complet et profond. »

En conclusion de son discours, M. Chirac a répondu que la restauration du pouvoir politique « sera l'une des principales tâches du futur chef de l'Etat ». Ses auditeurs ne doutaient guère qu'ils venaient d'entendre le programme du futur président de la République.

Yves Deceens

M^{me} Voynet « gauchit » son discours et condamne le « vote utile »

La candidate écologiste s'efforce de convaincre les électeurs de la gauche protestataire de la préférer à M^{me} Laguiller et à M. Hue

POUR LA PREMIÈRE FOIS de la campagne, les écologistes ont dû refuser du monde, mardi 18 avril au Cirque d'hiver à Paris, pour le dernier meeting national de Dominique Voynet, agréement, il est vrai, d'un spectacle de Font et Val. La présence des deux humoristes n'est pas anecdotique : le public de la candidate écologiste est résolument ancré à gauche, voire à l'extrême gauche, frondeur, plus volontiers libertaire qu'environnementaliste. Il applaudit la dépénalisation de l'usage du cannabis, l'abrogation des « lois Pasqua », le droit au RMI dès l'âge de dix-huit ans, la réduction des budgets militaires, d'ailleurs, la délicate évocation « de nos fleuves et de nos forêts ».

« PETIT MATELAS DE VOIX »

Si elle prend soin d'afficher la préservation de l'environnement au premier rang des « grandes ruptures » qu'elle juge « indispensables », M^{me} Voynet a elle-même « gauchi » son propos. Mardi soir, devant quelque deux mille personnes, elle s'est ainsi livrée à une

longue et vigoureuse charge contre les trois « gros » candidats. Si Edouard Balladur lui apparaît comme « un fou-cul pincé », Jacques Chirac serait ainsi « un flâneur démagogique », « un versaillais qui veut passer pour un communiste », responsable, comme maire de Paris, d'« une véritable émigration sociale et ethnique ».

Par comparaison, Lionel Jospin a droit à un traitement de faveur. Son programme « incolore, indolore et sans saut » lui vaut cependant ce nouvel avertissement, dans la perspective du second tour : « Personne n'est prêt à voter pour que rien ne change. » Soucieuse de protéger son « petit matoles de voix » contre les appels répétés du candidat socialiste au « vote utile », M^{me} Voynet a répliqué : « Le vote utile à cet arrière-goût d'hégémonie et de totalitarisme de ceux qui refusent le débat. » A quelques jours du scrutin, le « vote-débat » inquiète aussi les écologistes. Après avoir exprimé ses doutes sur la réalité du changement symbolisé par le candidat communiste, l'ancien

membre du bureau politique du PCF, Charles Fiterman, s'est chargé, sous les sifflets d'une partie du public, de présenter Arlette Laguiller en « moine tibétain ». C'est qu'il y a concurrence entre les deux dames du premier tour. Toujours appliqué à faire amende honorable, l'ancien ministre de Pierre Mauroy a rendu hommage à la « lucidité » de René Dumont : « C'est pour lui qu'il fallait voter en 1974. »

SURSAUT

Enfin débarrassés de la concurrence de Brice Lalonde et d'Antoine Waechter, M^{me} Voynet et ses amis veulent croire à un petit sursaut de la candidature écologiste, mais sans entretenir d'ambiguïté sur son positionnement. La présidente du conseil régional de Nord-Pas-de-Calais, Marie-Christine Blandin, présidente du comité de soutien à Dominique Voynet, l'a assuré : « Les Verts ne sont plus froids. Ils ont rangé le ni gauche ni droite ou pioceur. »

J.-L. S.

M. Pasqua soutient M. Balladur sans combattre M. Chirac

« SI JE SOUTIENS Edouard Balladur, je ne combats pas Jacques Chirac, pour lequel j'ai beaucoup d'amitié », a déclaré Charles Pasqua, mardi 18 avril, à Cherbourg (Manche). A l'occasion d'une réunion publique, le ministre de l'Intérieur a expliqué pourquoi « Edouard Balladur est le meilleur président possible pour la France ». « J'ai expérimenté Edouard Balladur dans un certain nombre de circonstances », a-t-il indiqué devant six cents personnes, en citant, notamment, la prise d'otages de la maternité de Neuilly et celle de l'Airbus d'Air France. Estimant qu'un président de la République doit être « un homme d'expérience, de courage, de cœur, et raisonnable », M. Pasqua a affirmé que le premier ministre possédait toutes ces qualités. Il a révoqué les accusations de « spécialiste du pape, d'homme hésitant ». « Ce n'est pas le genre d'homme que j'ai connu », a-t-il martelé.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

■ **PS** : Henri Emmanuelli, premier secrétaire du Parti socialiste, estime que « le président de la République est sans ambiguïté sur son vote pour Lionel Jospin », dans une interview publiée dans le quotidien Sud-Ouest du mercredi 19 avril. Il ajoute que l'influence de François Mitterrand « reste grande dans les milieux populaires » et qu'il était donc « important qu'il prenne position ».

■ **FÉDÉRALISTES** : Jean-Philippe Allenbach, président du Parti fédéraliste, prend position en faveur du candidat socialiste. Il appelle à « voter maintenant et sans la moindre hésitation pour Lionel Jospin, seul candidat à ne pas diaboliser les fédéralistes », après avoir successivement apporté son soutien à Brice Lalonde, président de Génération écologie, et à Jean-François Hory, président de Radical, qui se sont tous deux retirés de la compétition présidentielle.

■ **FN** : Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré, mardi 18 avril sur France-Info, que « le débat à l'élection présidentielle est un débat pour ou contre la France » et qu'il était « le seul qui soit pour la France, capable d'être au second tour ». M. Le Pen a en outre estimé que sa conception de la France était « plus près de la conception du général de Gaulle » que ne l'est « celle de l'établissement, aussi bien jospinien que balladurien ou chiracoïde ».

■ **PME** : Lucien Rebuffel, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), appelle les petits patrons à voter dès le premier tour contre l'Etat-providence et le « capitalisme sauvage » et en faveur d'un Etat « économiste de sa toute-puissance » et d'un « libéralisme tempéré ». Diagnostiquant six « graves problèmes de société » (l'éducation nationale, le chômage, la protection sociale, l'immigration, l'insécurité, l'exclusion), M. Rebuffel publie les vingt-sept revendications qu'il a adressées aux candidats. Y figurent l'allègement des droits de succession, le renforcement de la loi Royer en matière de distribution, et les simplifications administratives.

■ **LO** : Arlette Laguiller, candidate de Lutte ouvrière à l'élection présidentielle, a prôné, mardi 18 avril, sur France-Inter, « l'unité des travailleurs sur (son) programme », lors du « troisième tour » social qu'elle appelle de ses vœux après l'élection. M^{me} Laguiller a de nouveau défendu l'abstention au second tour, mais elle n'a pas exclu un rassemblement avec les travailleurs socialistes et communistes lors du « troisième tour ».

DÉPÊCHES

■ **GUADALOUP** : la cour administrative d'appel de Paris a confirmé l'illégalité du licenciement du directeur financier du conseil régional de la Guadeloupe, David Janky. Cette juridiction a rejeté la requête de Lucette Michaux-Chevry (RPR), présidente du conseil régional et ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme, qui réclamait l'annulation du jugement du tribunal administratif de Basse-Terre (Le Monde du 29 janvier 1994).

■ **OUTRE-MER** : Dominique Perben, ministre des DOM-TOM, a annoncé, mardi 18 avril, une augmentation de 300 millions de francs des crédits d'Etat en faveur du logement social dans les départements d'outre-mer. Les principales mesures de cette réforme concernent l'allocation logement et les aides à la construction de logements locatifs très sociaux.

■ **NANCY** : les 593 maires du département de Meurthe-et-Moselle ont décidé de fermer leur mairie, mercredi 19 avril, en signe de solidarité avec leur collègue de Flavigny, Michel Gardoux (divers droite), condamné, le 29 mars, à payer 15 000 francs de dommages et intérêts, ainsi qu'une amende de 10 000 francs, à deux associations de pêcheurs, par le tribunal de grande instance de Nancy. Soucieux de protéger la salle des sports des risques de crues de la Moselle, M. Gardoux avait fait renforcer les berges de la rivière, en se passant des autorisations administratives nécessaires, qu'il n'avait pas reçues. Les associations de pêcheurs assurent que ces travaux d'empiétement ont détruit une fratrie à truites.

Pour garantir
votre satisfaction,
743 agences ECCO
sont aujourd'hui certifiées
ISO 9002 en Europe.*



La qualité ne s'improvise pas.

*L'engagement passionné et rigoureux des femmes et des hommes d'ECCO vient à nouveau d'être salué par la certification ISO 9002 de notre réseau national (609 agences en France). C'est, dans le domaine des services, une première en France et une première mondiale à cette échelle. Notre métier, le Travail Temporaire, allie depuis longtemps l'utilité sociale à la nécessité économique.

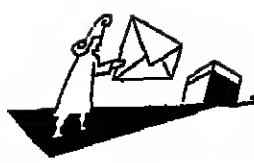
Le certificat ISO 9002 (n°2349A) décerné par l'Association Française pour l'Assurance Qualité à ECCO France, témoigne du haut niveau de professionnalisme aujourd'hui atteint dans ce domaine exigeant de la gestion des Ressources Humaines. Cette certification est un encouragement de plus pour continuer à apporter chaque jour à nos clients, comme à nos intérimaires, la satisfaction qu'ils ont en droit d'attendre du N°1.

Philippe Beauvial
Directeur Général



n°1 du travail temporaire

*GRANDE BRITANIE (ISO 9002), ALLEMAGNE (ISO 9001), BELGIQUE (ISO 9002), LUXEMBOURG (ISO 9001), PAYS BAS (ISO 9001)



M. Jospin se prépare à incarner le « vrai changement » au second tour

Les socialistes sont pressés d'engager le débat gauche-droite

Le meeting tenu mardi 18 avril à Lyon par Lionel Jospin, en compagnie de Martine Aubry, a confirmé que l'optimisme commence à régner chez les mil-

lants socialistes. Si le candidat du PS continue à expliquer que sa présence au second tour n'est pas encore tout à fait assurée, il prépare déjà l'affronte-

ment gauche-droite qui devrait l'opposer à M. Chirac. Il mettra en avant la lutte contre le chômage et pour le « vrai changement ».

LYON
de notre envoyé spécial
« Fonce, Lionel ! » A l'image de ce jeune qui s'inventait son slogan, près de huit mille personnes sont accourues, mardi soir 18 avril à Lyon, de toute la région Rhône-Alpes, comme pour faire la courte échelle à leur candidat face au mur du premier tour. « A la rue, Dou-dou ! », chantaient d'autres militants. Car dans les travées de la vaste Halle Tony-Garnier, toutes les conversations étaient braquées sur le même sujet, le même enjeu, le même pari : buter Edouard Balladur hors du second tour pour engager enfin la vraie finale gauche-droite et croire au miracle.

L'optimisme semblait de rigueur. « Les aventures de Dou-dou se terminent dimanche », n'a pas hésité à pronostiquer Martine Aubry. Chargée d'annoncer l'apparition du candidat Jospin, Madame la porte-parole, adoubee par une foule qui la « chouchoute », fut parfaite. « Face à la démagogie de Jacques Chirac, face à la résignation d'Edouard Balladur, Lionel Jospin, lança-t-elle, est le seul à faire vrai-

ment de la politique. » Celui-ci fut sensible à l'hommage, qu'il renvoyait en saluant « la femme politique sans doute la plus brillante aujourd'hui, représentative de ce goût de l'action et du concret qui est la marque des femmes en politique ».

Dans son discours d'une heure, M. Jospin s'est bien gardé de vouloir vendre la peau de l'ours avant dimanche. Multipliant à nouveau les appels au rassemblement de la gauche, simplement a-t-il fait part de sa confiance et de sa sérénité : « Je compte bien que les Français, dimanche, répondront à mon défi en imposant tranquillement, démocratiquement, ma présence au second tour. » « Il s'est passé un grand événement dans la campagne », a-t-il ironisé. M. Balladur vient de découvrir que j'étais là. Il s'est permis de tourner vers moi son regard aristocratique. Honteusement, cela aurait été dommage qu'il en soit autrement, sinon il se trouverait que je l'aurais doublé sans qu'il me voie. »

Pressé quand même que puisse enfin s'engager le « vrai débat » avec M. Chirac, M. Jospin a

commencé à poser les jalons du chemin qu'il pourrait emprunter au second tour. On l'a vu à trois signes. Plus qu'il ne l'avait fait jusqu'alors, il a longuement mis en avant le thème de la priorité à l'emploi. Les socialistes, a-t-il expliqué en substance, ont sans doute échoué, mais la gauche, demain, fera toujours mieux que la droite. « Pour moi, a-t-il souligné, le chômage ne peut plus être un soldat, le sous-produit d'une politique visant les équilibres. Il doit devenir la première priorité de la politique économique. » De toute évidence, c'est sur ce terrain que M. Jospin entend surtout démasquer M. Chirac.

« L'ÉTAT POUR TOUS »

Au cours de ce meeting, le candidat socialiste a commencé également à roder un autre thème, celui de « l'État pour tous ». « Je ne veux, a-t-il lancé, ni d'un Etat Balladur ni d'un Etat Chirac, mais d'un Etat pour tous. Je veux l'impulsion mais je veux le contrat, incitant les acteurs économiques et sociaux à agir. » Enfin, M. Jospin a commen-

cé à se poser comme le candidat du vrai changement. « La France de M. Balladur et de M. Chirac ne va pas bien. Leur politique ne va pas bien à la France. La France a besoin de vrais changements. Je suis le seul à pouvoir les apporter. » En tout cas, le candidat du PS n'est toujours pas allé jusqu'à promettre le changement dans la continuité... mitterrandienne. Quand il cite M. Mitterrand, c'est à chaque fois en association avec Jacques Delors pour saluer leur œuvre européenne commune.

« Le problème pour un candidat à la présidence de la République, a renchérit M. Jospin, n'est pas de mettre en scène ses dernières convictions du moment, celles que lui ont soufflées ses derniers conseillers, mais d'agir dans la continuité et la fermeté de ses convictions et en restant fidèle à soi-même. » Présenter Jacques Chirac comme un candidat qui ne change pas mais qui prétend changer la France, la partition du deuxième tour semble déjà toute trouvée.

Daniel Carton

Pour M. Rocard, M. Chirac est « dangereux »

L'ancien premier ministre affirme que la droite n'a pas de « vision de l'avenir »

HEUREUSEMENT que Michel Rocard n'a pas été candidat à la présidence de la République ! Il n'aurait probablement pas osé être cet orateur drôle et grave à la fois, familier et visionnaire, capable de jongler avec la désespérance des banlieues et les taux d'intérêt à long terme, Keynes, la Bosnie et le droit à la paresse, les charmes de la social-démocratie australienne et le bon usage de la sexualité dans la Grèce antique, comme il l'a fait, mardi 18 avril, dans le dix-huitième arrondissement de Paris, où il était venu faire campagne pour Lionel Jospin.

« Fais nous rêver, Lionel ! », avait lancé Noël Mamère, le responsable écologiste qui soutient le candidat socialiste, en ouverture de cette réunion. Deux heures durant, c'est « Michel », celui qui aurait pu être candidat, qui s'y est employé avec brio, devant quelque mille cinq cents sympathisants parisiens bouche bée.

La campagne immédiate ? L'ancien premier ministre y a sacrifié quelques instants : regrettant que « la France soit en train de choisir son président par défaut », il a souligné qu'il reste « encore vingt jours pour remonter ce handicap ».

« CORRIGER LE SYSTÈME »

« Et ce n'est peut-être pas impossible », a-t-il ajouté, avant de régleter rapidement son affaire à Edouard Balladur, « cet homme doit les convictions sont de toute façon étrangères à la réalité sociale de ce pays » ; puis à Jacques Chirac, « qui est tout de même l'homme le plus volatil, le plus incertain de la vie politique française », bref un homme « dangereux ». En outre, Michel Rocard a noté avec une gourmandise assassine que « toute la droite européenne », qu'il côtoie maintenant au Parlement européen, « est terrorisée à l'idée d'avoir à travailler avec Chirac ».

Mais l'essentiel n'est pas là. « Ce qui manque à la droite, c'est une vision de l'avenir », a martelé M. Rocard. Quand il s'agit, comme c'est

nécessaire, de « corriger puissamment le système capitaliste », seuls les socialistes restent capables d'être « inventifs », pour « construire un monde meilleur », a-t-il assuré.

Tout d'abord, a-t-il expliqué, « on travaillera demain, de toute façon, beaucoup moins que maintenant » et « la réduction rapide de la durée du travail est la grande arme pour combattre massivement le chômage ». Cela sans diminution des salaires ni transferts de charges des entreprises vers l'Etat, explique le professeur Rocard : « Sur les 340 milliards de francs par an que la France consacre au chômage, 200 milliards de francs pourraient être économisés et consacrés à aider les entreprises qui embauchent des chômeurs. »

« DÉPRESSIONS COLLECTIVES »

Le monde de demain hésite, souligne encore l'ancien premier ministre, entre la barbarie ou une société de plus en plus responsable, une « société où l'épanouissement de chacun sera dans ses responsabilités citoyennes et ses pouvoirs créateurs, puisqu'il aura le temps ». « Je crains beaucoup, ajoute-t-il, les dépressions nerveuses collectives d'une société qui n'a plus de repères. » Enfin, M. Rocard veut faire partager sa conviction que les décisions majeures « seront de plus en plus prises au niveau continental et, souvent, mondial ».

Face à cette évidence, certains « baissent les bras », comme Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villiers, mais aussi comme Robert Hue ou Arlette Laguiller, mais, « si l'on n'assume pas cela, alors, ce sera la barbarie », prophétise Michel Rocard, avant de se lancer dans un plaidoyer en faveur de l'Europe communautaire « en panne » et qui ne sortira de l'ornière que si l'on admet, en 1987, le principe que toutes les décisions importantes devront « être votées à la majorité ».

Gérard Courtois

« Saute-temps »

VITE, Radio-France Bourgogne et Fun radio installent leurs micros sur la table. Hop ! Le patron de l'hôtel du Jura colle trois affiches sur la moquette du mur de la salle à manger. Quelques invités, cinquante chaises, et voilà le bar-salon transformé en « Club de la presse Bourgogne-Franche-Comté ». Lionel Jospin a pris le TGV gare de Lyon, à 10 h 32. Il préside un déjeuner républicain à Quetigny, à quelques kilomètres de Dijon. Dans quelques minutes, le candidat sera là, pour près d'une heure d'interview en différé calée dans une journée de campagne marathon.

EN DIRECT, EN DIFFÉRÉ...

Le « candidat-citoyen » l'avoue volontiers : « Il m'aura manqué un mois. » Alors, il joue à « saute-temps ». Il rajoute des heures aux vingt-quatre heures d'un citoyen normal. Il jongle avec le direct et le différé. Le lundi de Pâques, il enchaîne un « Grand jury RTL-Le Monde », en direct, avec un « Club de la presse d'Europe 1 », en différé. Lundi 20, il enregistrera son « Face à la Une », sur TF 1, pour être à l'heure au grand meeting de Lille. Mercredi 19, il est invité de Sud-Radio, à 7 h 47. Quand donnera-t-il l'interview ? Plus le temps est rare, plus on doit l'organiser.

Pour un « candidat-citoyen » un peu pressé, le « Club de la presse Bourgogne-Franche-Comté », c'est bien. Cette « locale » de Radio-France « couvre deux régions à la fois », explique l'entourage de M. Jospin. Jean-Claude de Thandt, journaliste re-

traité qui préside l'émission, se croit presque, du coup, au « vrai » « Club de la presse », celui d'Europe 1, « où vous étiez hier soir, M. Jospin ». Le voilà qui se dandine sur sa chaise comme Alain Duhamel. Il présente M. Jospin en lisant le portrait qu'en a dressé l'éditorialiste de la Rue François 1^{er} dans « un livre formidable », Le cinquième Président, en 1987. Le candidat semble un peu étonné par ce bond en arrière dans le temps.

... ET EN ANGLAIS

Allez ! On attend Lionel Jospin au Creusot. Dans le hall de l'hôtel du Jura, le service de presse du candidat a réussi à «caler» un entretien avec la BBC. Lionel Jospin, c'est clair, manie très bien la langue de Shakespeare. « Il faut qu'on s'en serve plus », confie son entourage. Parmi la vingtaine de journalistes qui suit le candidat durant cette journée, près de la moitié sont étrangers. « Celo rapporte pas des électeurs directement, mais c'est un signe favorable dans une campagne », analyse encore l'entourage.

Dans le bus, Lionel Jospin écrit le discours qu'il doit prononcer à Lyon, le soir. Comme il est « candidat-citoyen », il est seul assis dans sa rangée, sans aucun conseiller, et il l'écrit à la main. Comme il est pressé, il écrit « G » pour gauche, et Balladur avec un seul « l ». Des militants l'attendent dans un gymnase du Creusot. Un train l'attend à la gare, départ 17 h 47, arrivée à 18 h 28 à Lyon-Part-Dieu. A 19 heures, il doit « enregistrer en re-prédifféré » un duplex avec Bruno Masure et France 2, comme il dit en riant aux militants creusotois. Le journaliste de Sud-Radio baille. Il attend.

Ariane Chemin

FRANCE INTER 2^e RADIO DE FRANCE

avec

12%
d'audience*
soit

5 500 000
auditeurs
chaque jour

France inter
ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

(*) : source médiamétrie "75 000" janv/mar 95 - audience cumulée (+ 400 000 auditeurs janv/mar 94 - janv/mar 95).

هكذا امتحان الأصل

La chambre
épingle le coi

هكذا امت الأصل

La chambre régionale des comptes épingle le conseil général de la Meuse

Les conditions dans lesquelles le département a contracté un emprunt obligataire auprès d'un intermédiaire financier illustrent les difficultés des collectivités pour trouver des fonds à des taux abordables

LA CHAMBRE régionale des comptes de Lorraine a épinglé le conseil général de la Meuse, qui avait contracté un emprunt obligataire dans le cadre de la gestion de sa dette. Cette décision n'a pas seulement appelé les dirigeants du département à plus de rigueur financière. Elle a aussi donné l'occasion à certaines banques spécialisées dans les prêts aux collectivités de régler de vieux comptes avec les intermédiaires financiers. Quitte à oublier que l'essor de ces concurrents - volontiers chargés de tous les péchés, mais avec lesquels ils ne dédaignent pas de travailler - doit beaucoup aux pratiques des banquiers eux-mêmes.

L'histoire a pour origine une opération de refinancement spectaculaire qui avait tout, en apparence, d'une bonne affaire. En 1993, dans le cadre de la gestion de sa dette, la Meuse cherche 255 millions de francs. Elle en emprunte, de façon classique, 105 au secteur bancaire. Pour le reste, 150 millions, elle fait appel à une formule moins banale et plus alléchante que lui propose la société d'ingénierie financière Fineva, dont le dirigeant s'appelle André Tubiana. A l'heure où les prêteurs traditionnels se montrent réticents, ou trop gourmands, avec les collectivités dont le crédit n'est pas impeccable, ce dernier offre des conditions a priori difficiles à refuser. Il est notamment question, dans sa brochure de présentation, du réaménagement d'une dette de 4 milliards, « qui a entraîné pour notre client une économie de 110 millions de francs ». Et il ajoute : « Les économies ainsi obtenues permettront aux élus de réviser à la hausse les taux de fiscalité et d'approfondir plus sereinement les dépenses sociales, sanitaires, l'action sociale, transports scolaires ».

Cette affaire met au grand jour des pratiques à la limite de la légalité

La formule magique de Fineva, c'est tout bonnement l'emprunt obligataire garanti par un rehaussement du crédit. Très en vogue aux Etats-Unis, où les collectivités empruntent massivement sur les marchés financiers, elle est moins prise en France, où l'on préfère l'emprunt bancaire. Elle s'adresse surtout à ceux dont la notation est trop basse pour leur permettre d'emprunter à bon compte. Car, ici aussi, chacun a sa note. Le rehaussement du crédit consiste donc à acheter la garantie d'une compagnie d'assurances spécialisée dans les risques financiers. Ce la fait, l'émetteur peut emprunter sur le marché des capitaux en offrant des titres classés AAA. Ce qui se fait de mieux. Dans le cas de la Meuse, le département a loué son classement à la compagnie Municipal Bond Investor Assurance (MBIA), filiale de l'un des spécialistes américains en la matière.

Le montage réalisé par Fineva est un succès. Grâce au triple A, la Meuse obtient le taux du marché (TIOR 8 % à ce moment-là), augmenté d'une marge de 0,20 % l'an. Avec les commissions des divers intervenants, on aboutit à une marge de 0,28 %. Nettement moins que les 0,45 ou 0,50 % proposés par les banquiers. La presse spécialisée applaudit. La Meuse, montrée en exemple, accède à la notoriété. En septembre 1993, une conférence sur le financement des collectivités locales réunit à Paris la fine fleur de la finance et des régions. André Tubiana s'y taille un franc succès, malgré une première fausse note.

A la veille de l'ouverture de la conférence, un article de Michel Klopfer, un spécialiste du financement des collectivités locales, a jeté un froid. Revu et corrigé par

ses soins, le montage de la Meuse donne une marge totale de 0,49 %, soit, en langage technique, 49 points de base. Loin des 0,28 % claironnés par M. Tubiana. « Près de 15 points de base au-dessus de ce que la collectivité aurait pu obtenir auprès d'une banque de son choix », précise M. Klopfer, qui invite les collectivités à éprouver, calculatrice en main, le détail des montages proposés. La chambre régionale a suivi le conseil. En décortiquant le montage, côté commissions, elle aboutit à une marge de 0,50 %. En montrant au passage que le chiffre de 0,28 % avancé pour cette marge était le résultat d'un habile mélange de taux annuels et trimestriels.

Conclusion : la Meuse a payé 2 millions de francs pour emprunter à une marge de 0,50 %, via Fineva, ce qu'elle aurait pu obtenir, toute seule, pour 0,35 % auprès des banques. Le montage pouvait-il tromper sa direction financière de l'assemblée départementale ? Sans doute pas. Mais, pour une raison ou une autre - peur du scandale ou du ridicule -, on a préféré se taire. Et payer un surcoût que beaucoup considèrent comme « le prix de la notoriété ».

Au constat de la chambre régionale, M. Tubiana répond que l'important dans cette affaire n'est pas tant le chiffre de 0,28 % que l'ensemble des prestations et les « conditions favorables non publiées » dont a bénéficié le département. Il n'a « jamais trompé le client ». Au contraire, « ils ont toujours été largement gagnants par rapport aux offres traditionnelles ». D'où, selon lui, l'hostilité de certains banquiers à son égard.

A la direction financière du conseil général de la Meuse, on admet que « l'opération technique a été dans ce dossier de dériver un coût actuariel trimestriel de 0,28 % ou lieu d'un taux annuel de 0,49 % ». Mais on précise qu'au bout du compte le département a été bénéficiaire. Grâce à Fineva, la Meuse s'est familiarisée avec une technique nouvelle, et grâce à une baisse générale des taux, le montant des commissions a été « récupéré pratiquement en un an ». En 1994, le département a émis un nouvel emprunt obligataire de 100 millions de francs, mais, cette fois, sans recourir aux services de Fineva.

Entre-temps, André Tubiana avait signé avec la mairie de Lille pour le lancement de deux emprunts obligataires de 350 et 250 millions de francs. Avec, là encore, un montage pour la commission de Fineva, qui a émis les pouvoirs publics : outre les honoraires fixés à 693 810 francs TTC (une somme permettant d'éviter la mise en concurrence impérative au-delà de 700 000 francs), une « commission de montage » était réglée à Fineva par les banquiers qui fournissent les fonds de l'emprunt. Et qui la répercutent sur les taux. La collectivité paie donc son crédit plus cher, sans que cela apparaisse à son budget.

Dans une circulaire datée de février, le ministre de l'Intérieur a jugé que cette pratique, qui abou-

■ AMÉNAGEMENT : le conseil général du Gard a adopté, mardi 11 avril, un protocole d'accord aux termes duquel la chambre de commerce et d'industrie de Nîmes pourrait devenir, en 1996, l'exploitant unique du pont du Gard, l'aqueduc romain construit au début de notre ère pour alimenter la ville de Nîmes en eau potable. Un premier projet aux allures de Luna Park gallo-romain avait été concocté en 1987. Une version plus « douce » fut inscrite par François Mitterrand au programme des grands travaux, puis abandonnée. Estimé à 120 millions de francs, le projet de la chambre consulaire met en avant une volonté de respecter l'environnement et d'insérer le pont du Gard dans la promotion globale du département. Une large concertation doit être menée durant les douze prochains mois, conjointement à une étude de faisabilité. - (Corresp.)

tit à rehausser le taux de l'emprunt de 0,02 % à 0,03 %, est « irrégulière ». La rémunération de l'intermédiaire doit être inscrite au budget, quel que soit son mode de calcul. « A défaut, l'opération doit être considérée comme illégale ».

De telles affaires, qui sont loin d'être exceptionnelles dans le milieu des « arrangeurs » financiers, embarrassent aujourd'hui les établissements financiers qui tiennent le haut du pavé. Parce qu'elles étalent au grand jour des pratiques qui, même lorsqu'elles ne sont pas condamnables, sont souvent à la limite de la légalité.

Est-ce une raison pour voir dans chaque intermédiaire financier un partenaire superflu - pour ne pas dire un parasite - auquel font appel ceux qui souhaitent des montages douteux ? C'est oublier que les collectivités ont souvent eu recours à ces courtiers en désespoir de cause, lorsque les banquiers n'étaient pas à la hauteur ou qu'ils faisaient défaut.

Roland-Pierre Paringoux

Chirac et balladuriens unis pour garder la mairie de Carcassonne

Le maire RPR sortant est confronté aux séquelles, notamment financières, de l'affaire de l'Espace international de Séjour : la ville doit payer les dettes du promoteur André Orta

CARCASSONNE de notre correspondant

On dit souvent que, dans le Midi, les gens ont tendance à utiliser les élections locales pour renverser la tendance des scrutins nationaux. Dans ce cas, le maire RPR de Carcassonne, chiraquien de la première heure et qui ne s'est jamais dédit, a peut-être du souci à se faire en juin. Raymond Chésa dispose pourtant de bien d'autres sujets d'inquiétude dans la perspective des élections municipales.

Le premier écueil que devra contourner le maire sortant s'étale aux pieds de la cité médiévale qui a fait la renommée de la ville à travers le monde : il s'agit des ruines de ce qui devait être, en 1988, un luxueux palais des congrès. Le projet de l'Espace international de Séjour, porté par un certain André Orta, s'est évaporé avec les 71 millions de francs d'emprunt garantis par la ville et utilisés par le promoteur bordelais pour achever d'autres chantiers à Paris et en Guadeloupe. Malgré la condamnation d'André Orta pour escroquerie et cavalerie financière, Carcassonne a été contrainte par la

cour d'appel, puis par la Cour de cassation, à honorer la dette. Et la population n'a toujours pas oublié la petite phrase de Raymond Chésa : « Moi maire, les Carcassonnais ne paieront pas la dette Orta ».

M. Chésa a réussi localement une union de la droite impossible sur le plan national

L'autre écueil, pour le maire en place, c'est la liste d'union de la gauche qui s'oppose à lui. Menée par Jacques Arino (PS, ancien journaliste à La Dépêche du Midi), elle rassemble des forces de gauche - autrefois très divisées -, à commencer par l'ancien maire socialiste, Fernand Ancely, virtuel premier adjoint, réconcilié avec le parti qui lui avait lancé en 1983, un candidat surprise dans les jambes. Le Parti commu-

niste, fer de lance de l'opposition municipale dans les années Chésa, occupe également une bonne place sur la liste.

Enfin, le maire sortant pourrait avoir à se parer sur sa droite. Une liste dissidente, fomentée par son ancien premier adjoint, Nicole Bertrou (UDF-CDS) est en train de se monter. M^{me} Bertrou compte sur la partie de l'électorat conservateur qui n'a pas digéré les déboires financiers consécutifs à l'affaire Orta.

Malgré tout, M. Chésa peut se targuer d'avoir réussi localement une union de la droite impossible sur le plan national. Cet ami de Jacques Chirac ne s'est-il pas adjoint, en second de liste, le président départemental du comité de soutien à Edouard Balladur, le député UDF-PR Gérard Larrat ? Sans oublier qu'en bon élu méridional Raymond Chésa reste le champion local incontesté du *toca monna*, expression imagée qui désigne tout à la fois l'art de servir des mains et de rendre des services. Après deux mandats, c'est un avantage qui pèse tout son poids.

Laurent Rouquette

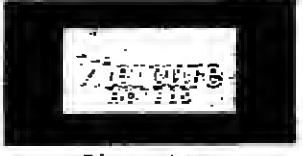
Qui a dit que c'était facile de donner les clés de la ville ?



Vous êtes client d'un hôtel Mercure, ambiance sympathique, chambre calme, joli cadre, bref tout va bien. Bon, imaginons maintenant que vous n'avez qu'une cravate sur vous et qu'elle s'orne subitement d'une belle tache de sauce tomate. Or dans une heure vous avez le rendez-vous du siècle avec des clients japonais (tous en cravate). Bon, admettons. Fâcheux, non ? Non, car dans ce

cas-là, Sophie (c'est un exemple), réceptionniste à l'hôtel Mercure, elle qui connaît la ville comme personne, vous trouvera le pressing capable d'éliminer la vilaine tache en urgence. Ainsi vous serez à l'heure et en cravate à votre rendez-vous.

Mercure Hotels. Toutes les clés de la ville.



Réervations : (1) 60 77 22 33

CORRUPTION Le juge d'instruction Philippe Courroye a rendu, mardi 18 avril, une ordonnance de renvoi d'Alain Carignon devant le tribunal correctionnel de Lyon. L'ancien mi-

nistre de la communication, maire de Grenoble, sera jugé pour corruption, recel d'abus de biens sociaux et subornation de témoins dans l'affaire du Dauphiné News, ce journal électo-

ral renforcé en 1989 par le groupe Merlin et la Lyonnaise des eaux. ● AVEC SEPT AUTRES prévenus, dont son conseiller et ami Jean-Louis Dutaret, ancien PDG de la Sofirad, et Jean-

Jacques Prompsy, cadre dirigeant à la Lyonnaise des eaux, Alain Carignon comparaitra à partir du 15 mai. ● L'ORDONNANCE DE RENVOI signée par le juge Courroye contient des

termes sévères évoquant la « prévarication du maire de Grenoble » et souligne « l'extrême gravité du trouble causé à l'ordre public par le processus de corruption impliquant un élu ».

Alain Carignon sera jugé à partir du 15 mai devant le tribunal de Lyon

Le juge Philippe Courroye évoque dans son ordonnance de renvoi « la mauvaise foi et la prévarication du maire de Grenoble ». L'ancien PDG de la Sofirad et un ancien dirigeant de la Lyonnaise des eaux figurent aussi parmi les prévenus

C'EST DANS SA CELLULE de la prison Saint-Joseph de Lyon, où il est détenu depuis le 13 octobre 1994, qu'Alain Carignon devait recevoir, mercredi 19 avril, sa citation à comparaître. La date du procès est fixée au 15 mai prochain, à 14 heures, devant la 6^e chambre correctionnelle de Lyon, et l'audience devrait durer une semaine. Elle concernera aussi sept autres coprévenus, parmi lesquels Jean-Louis Dutaret, ami et conseiller de M. Carignon, qui l'avait fait nommer PDG de la Sofirad, Jean-Jacques Prompsy, ancien « patron » de l'eau au sein de la Lyonnaise des eaux, et Marc-Michel Merlin, PDG de plusieurs sociétés du groupe Merlin.

Il n'est pas absolument certain que le maire de Grenoble comparaitra détenu devant le tribunal, mais c'est néanmoins la plus forte probabilité, compte tenu de la lourdeur de la peine encourue : dix années de détention. L'appel interjeté par les avocats de M. Carignon à propos de la dernière demande de mise en liberté de leur client devrait être examiné par la chambre d'accusation le 28 avril. La décision pourrait être rendue le 2 ou le 4 mai. D'ici là, M. Carignon aura pu prendre connaissance des cent pages de l'ordonnance de renvoi rendue le 18 avril par le juge d'instruction Philippe Courroye.

Menaçé d'enlèvement voilà deux semaines après l'arrêt de mise en liberté de Jean-Louis Dutaret, rendu

par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon (Le Monde du 6 avril), l'affaire Carignon entre spectaculairement dans sa phase finale. La chancellerie, à qui ce dossier ultrasensible avait été communiqué et qui semblait le conserver sous le coude, s'est soudainement décidée à donner son feu vert. Le procureur de la République de Lyon, Jean-Amédée Lathoud, a ainsi rendu le 14 avril un réquisitoire définitif de soixante-dix-sept pages qui était prêt depuis quelque temps. Trois jours plus tard, le juge Courroye a présenté à son tour une « copie » qu'il paraissait fermement déterminé à rendre, par défaut, si le réquisitoire s'était fait attendre au-delà du délai légal d'un mois.

CONTREPARTIES

Comme dans les deux cent dix-huit pages de l'ordonnance Bottom-Noir-Poiré d'Arvor rendue à l'automne dernier – un procès dont le jugement est attendu jeudi le 20 avril –, le juge Courroye n'a rien laissé au hasard. Il passe au crible l'affaire dite Dauphiné News, du nom du groupe de presse et du journal préélectoral renforcé, notamment, par le groupe Merlin et la Lyonnaise des eaux. Le magistrat instructeur se livre à une analyse très fine du contrat de concession du service public des eaux de la ville de Grenoble et des contreparties (chiffrées à plus de 21 millions de francs), auquel cette « privatisation », décidée dès 1987 et votée par



le conseil municipal en juillet 1989, a donné lieu. Il détaille également « les interférences sur le déroulement de l'information », qui justifient des poursuites pour subornation de témoins, avant d'examiner, pour les balayer, les « obstacles éventuels à l'exercice de l'action publique » que constitueraient la prescription et l'amnistie.

C'est donc une ordonnance parfaitement argumentée qu'aura entre les mains le tribunal chargé de juger les huit personnes mises en examen, dont aucune, en conformité

avec le réquisitoire définitif, ne bénéficie d'un non-lieu, même partiel. On mesure ainsi le travail accompli en à peine plus d'un an pour mettre en lumière une affaire de corruption à grande échelle, mettant en cause un ministre, de surcroît maire d'une grande ville, à partir de la mince information contre X... pour abus de biens sociaux qui fut confiée à Philippe Courroye, le 7 février 1994.

Cette ouverture, révélée par le Monde, faisait suite à une enquête préliminaire pour le moins chaotique menée depuis le printemps 1992 puis « gelée » lorsque M. Carignon fut nommé ministre de la communication du gouvernement d'Edouard Balladur (une perquisition au domicile de Frédéric Mougeolle, responsable de Dauphiné News, avait alors été interrompue sur ordre).

La gravité des faits se mesure, quant à elle, à la lecture de « l'imputabilité des infractions » visant Alain Carignon : « L'information a démontré que la somme de ces libéralités, soit plus de 21 000 000 francs, peut s'interpréter comme le prix payé par les concessionnaires [du service des eaux] au maire de Grenoble en contrepartie de l'accomplissement d'un acte de sa fonction. Il existe en outre de fortes probabilités pour que le coût de ces avantages versés par les sociétés concessionnaires ait été refacturé en bout de chaîne aux usagers et consommateurs du service public délégué. Invoquant d'ailleurs un préjudice résultant de l'augmentation des tarifs de l'eau depuis 1989 (3,20 francs au m³ en 1988-1989 contre 4,59 francs en 1993-1994) la Confédération syndicale des familles s'est constituée partie civile. (...) Ces agissements portant gravement atteinte aux intérêts de probité pesant sur un élu local, revêtent la qualification de corruption passive. » Et

la conclusion est plus sévère encore : « En totale contradiction avec les éléments sommaires et systématiques opposés par Alain Carignon (...), ces multiples charges viennent administrer la preuve de la mauvaise foi et de la prévarication du maire de Grenoble. »

UN TOUR DE CHAUFFE EN 1987

Les différents volets délictueux de l'affaire – du « postfinancement » des magazines préélectoraux au paiement de 7 millions de francs pour un appartement de 280 m² sur le boulevard Saint-Germain, des honoraires fictifs de la SA WHIP, officine de financement montée par Jean-Louis Dutaret, aux multiples vols en avions-taxis « offerts » par la compagnie Sinair – sont désormais bien connus. L'ordonnance, qui reprend de nombreux témoignages, éclaire certaines zones d'ombre concernant son environnement politique et psychologique et aussi sa chronologie.

Marc-Michel Merlin, PDG de plusieurs sociétés : « A la fin de 1985 (...), j'ai rencontré Alain Carignon qui m'a demandé d'acheter cet appartement qui l'intéressait. Il m'a dit qu'il paierait les loyers. Je savais que, si je n'acceptais pas d'acheter cet appartement, je serais sorti de la compétition du contrat de concession des eaux de la ville de Grenoble... »

Patrick Thull, ancien directeur du cabinet du maire de Grenoble : « Les négociations de la fin de l'an-

née 1987 ont été une sorte de « tour de chauffe » destiné à faire patienter M. Merlin. M. Monod [PDG du groupe Lyonnaise des eaux, NDLR] s'est déplacé à Grenoble le 3 octobre 1987 pour prendre acte du principe de cette concession. (...) Merlin était impatient d'obtenir la concession et, par ce moyen, Alain Carignon le faisait patienter. (...) De ce fait, Merlin était intéressé au soutien de la campagne d'Alain Carignon. »

Plus loin, on apprend que « la véritable décision de délégation du service des eaux » aurait été prise lors d'un petit déjeuner au domicile de Jérôme Monod, PDG de la Lyonnaise des eaux, le 24 avril 1989. Dans un courrier daté du 17 juillet 1989, M. Prompsy, cadre dirigeant à la Lyonnaise, écrit imprudemment à Alain Carignon : « Monsieur le ministre, au terme d'une longue démarche et d'une rude bataille, le pari que nous avions fait à la fin de l'été 1987 a été gagné... »

Le rôle et la personnalité de Jean-Louis Dutaret sont également fortement soulignés à travers des citations. Ainsi, Marc-Michel Merlin déclare-t-il : « Je confirme que, de façon incessante, Jean-Louis Dutaret m'a demandé de l'aider financièrement. Il me disait que la ville de Grenoble le sollicitait beaucoup sans le payer et que cela l'empêchait de faire son métier d'avocat. Il m'a dit également que Carignon lui coûtait très cher... »

Robert Belleret

COMMENTAIRE

PROBITÉ

UNE SEMAINE après l'élection du président de la République, un ancien ministre d'Edouard Balladur, maître d'une des plus grandes villes de France, comparaitra devant un tribunal correctionnel. Ce choc des calendriers, judiciaire et politique, est dû pour une bonne part à l'opiniâtreté du juge Philippe Courroye qui, à partir d'un « renseignement » concernant la reprise du groupe Dauphiné News transmis le 15 novembre 1991 au procureur de la République de

Lyon, a mis au jour un vaste système de corruption. Les cent pages de l'ordonnance de renvoi frappent par leur soud d'enfoncer le clou des évidences vicieuses en mettant fortement le point sur le « i » de probité.

« En monnayant un acte de la fonction qui lui a été confiée par le suffrage, écrit le magistrat, la personne investie d'une parcelle de l'autorité publique contourne les règles de transparence et de concurrence, fonde l'intérêt général au profit d'intérêts particuliers et trahit les devoirs de sa charge. » Et d'ajouter : « De tels agisse-

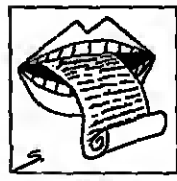
ments, contraires à l'intégrité et à la probité qui s'imposent à fortiori aux représentants du peuple, portent en eux le germe de la désagrégation du corps social, de la démocratie et de l'ordre public républicain. »

Un maire aurait ainsi usé directement de sa fonction pour échanger la privatisation d'un service public contre espèces sonnantes à son profit. Il aurait abusé de sa fonction de ministre pour tenter d'entraver le cours de la justice. Dans la multiplication des affaires, celle de Grenoble apparaît comme une première.

Robert Belleret

De nombreuses « manœuvres et pressions » sur les témoins

UN CHAPITRE entier de l'ordonnance de renvoi du juge Philippe Courroye est consacré aux « interférences sur le déroulement de l'information » qui ont donné lieu aux mises en examen de MM. Carignon et Dutaret pour « subornation de témoins » : « Les



investigations ont progressivement dévoilé des manœuvres entreprises directement ou indirectement par les co-mis en examen Dutaret et Carignon, en vue d'entraver le déroulement de l'information judiciaire. » Le juge évoque ainsi le « retour » de Patrick Thull, ancien directeur de cabinet d'Alain Carignon. « Le 1^{er} juillet, Patrick Thull reçoit un appel téléphonique d'Alain Carignon, à l'époque ministre de la communication, lui reprochant sa déposition qui risque d'entraîner sa mise en examen. Le ministre l'informe que Jean-Louis Dutaret prendra contact avec lui en vue d'élaborer une nouvelle version... » Le 11 juillet, Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, président du conseil régional de Lorraine, informe Patrick Thull, son subordonné (M. Thull est alors son directeur de cabinet au conseil régional) qu'Alain Carignon vient de le contacter pour évoquer « les déclarations gênantes » de son ancien directeur de cabinet. Le ministre de l'Industrie lui demande

olors « par solidarité politique » de corriger sa déposition. »

Alors qu'Alain Carignon a nié « avoir été destinataire de copies de procès-verbaux ou de rapports du parquet général », M. Dutaret a admis, lui, que le maire de Grenoble « lui avait montré puis remis, avant sa rencontre avec Patrick Thull, une copie d'un rapport du parquet général faisant le point des dernières investigations et des prolongements prévisibles de l'offensive... »

L'ordonnance fait également état de pressions exercées sur plusieurs collaborateurs du maire ainsi que sur Marc-Michel Merlin, PDG de plusieurs sociétés du groupe Merlin. « Le 12 juillet 1994, Marc-Michel Merlin adressait au juge un courrier revenant sur ses déclarations (...) Il n'est pas indifférent de relever que ce surprenant retournement est intervenu le lendemain 11 juillet, jour de la convocation téléphonique d'Alain Carignon par le magistrat instructeur l'informant de sa mise en examen, fixée d'un commun accord au 25 juillet 1994. » Postérieurement à l'incarcération d'Alain Carignon, « M. Merlin a reconnu que cette lettre n'avait pas été rédigée spontanément mais sous la pression conjuguée de Jean-Louis Dutaret et de son collaborateur M. Philippe Guemery. »

Un avocat, M. Jacques Boedels, défenseur d'Alain Carignon, aurait demandé au chauffeur d'Alain Carignon de « ne pas dire la vérité ». M. Boedels lui demande de passer

à son cabinet, avenue Hoche. Il lui remet un modèle de lettre que le témoin recopie laborieusement, lui présente une enveloppe, lui fournit l'adresse du juge d'instruction et lui enjoint d'expédier la lettre le soir même... Le chauffeur « se sentant faible » dira avoir recopié « par obéissance ».

LES ARMÉES françaises devraient disposer désormais de réservistes susceptibles, dès le temps de paix, d'être mobilisés – sur la base d'un corps de volontaires – pour compléter les cadres d'active dans la gestion des crises. Le ministre de la défense, François Léotard, en a annoncé le principe, mardi 18 avril, à Paris. A partir de la loi du 4 janvier 1993, qui a ramené les besoins des armées de 3 millions de réservistes à moins de 505 000 hommes, ces « contractuels » devraient constituer des réserves dites « spécialisées » et « sélectionnées » à hauteur de 82 850 hommes.

En substance, M. Léotard a expliqué que les réserves ont représenté jadis « la nation en armes », contre une agression majeure, mais que, aujourd'hui et encore plus demain, on aura d'abord besoin d'une « réserve plus réduite, plus disponible, mieux instruite et accordant la priorité à des cadres volontaires qui seront autant de vétérans professionnels à temps par-

tiel ». Il revient, dans ces conditions, à leurs trois armées, à la gendarmerie et à leurs services communs (santé, essences, armement, etc.) d'administrer et d'instruire les seuls personnels qui correspondent aux besoins : catastrophes naturelles, défense terrestre, intervention armée (ou non) à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières, par exemple. Sur la base de deux rapports demandés à Hubert Haenel, sénateur RPR du Haut-Rhin, et à François di Chiara, préfet en mission, le ministre de la défense a choisi de rénovier la politique des réserves sur le modèle de ce qui se pratique déjà dans plusieurs armées de pays alliés de la France.

DEUX CONDITIONS

Il est donc institué une « réserve spécialisée » de 2 100 hommes et femmes, qui sont détenteurs d'une qualification professionnelle civile rare et utilisable par les armées sans formation complémentaire, et une « réserve sélectionnée » de

80 750 hommes et femmes, recrutés parce que leurs compétences les prédisposent à exercer des responsabilités dans les forces à condition de veiller à les entretenir ou à les développer par des exercices périodiques. Le reste des réservistes se répartit en une « réserve disponible », forte de 262 400 hommes et femmes n'ayant pas fait l'objet d'une affectation particulière à l'issue de leur temps de service actif, et une « réserve générale », réunissant 159 350 hommes et femmes qui compléteront les trois autres catégories selon les besoins.

Les 82 850 cadres de réserve ainsi qualifiés, qu'ils relèvent des « réserves spécialisées » ou des « réserves sélectionnées », viendront renforcer, dès le temps de paix, les structures d'active et ils seront contractuellement « fidèles » par des engagements spéciaux dans la réserve (ESR) comportant, outre la signature de l'intéressé, celles de l'autorité militaire et de son employeur (pour les ESR supérieurs à

treize jours par an). Ce qui suppose que soit élaboré « un véritable statut » du réserviste, dont les grandes orientations sont en cours de discussion notamment avec le ministère du travail et avec le patronat.

De ce point de vue, M. Léotard a indiqué qu'il s'agissait de remplir deux conditions. La première est que le réserviste sera protégé, lors de ses activités militaires, contre un licenciement et qu'il devra être assuré du maintien de sa rémunération et de sa protection sociale. La seconde condition est que le réserviste bénéficiera d'un traitement égal à celui du militaire d'active pour les activités menées en commun.

A ce jour, les armées ont conduit des expérimentations en ce sens en Lorraine, en Ile-de-France, en Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, dans la Loire et, non sans une certaine discrétion, dans l'ex-Yugoslavie.

Jacques Isnard

L'armée va mieux sélectionner ses réservistes

هكذا من الأصل

54 000 enf

54 000 enfants se trouveraient en situation de « danger »

L'augmentation des cas de mauvais traitements recensés est aussi la conséquence d'une plus grande vigilance

L'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (Odas) rend public mercredi 19 avril un rapport selon lequel 54 000 enfants seraient maltraités ou susceptibles de l'être. Ce chiffre témoigne d'une progres-

sion : en 1993, on recensait 45 000 enfants « en danger » contre 35 000 en 1992. De toute évidence, cette croissance, qui s'accompagne d'un développement inquiétant des abus sexuels (4 000 cas recensés), n'est

pas étrangère aux difficultés que rencontrent les familles en situation de précarité, même si le problème concerne tous les milieux sociaux. Toutefois, les experts considèrent que l'augmentation des cas recensés reflète aussi

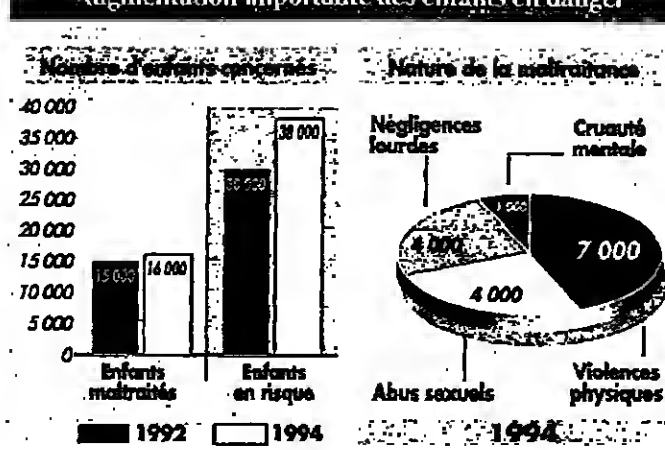
une véritable prise de conscience des travailleurs sociaux, des enseignants et même des familles, qui hésitent moins qu'auparavant à signaler à la justice les cas de mauvais traitements ou la situation à risque.

Cheyenne Brando a été enterrée à Papeete en l'absence de son père

LA FILLE de Marion Brando, Cheyenne, a été inhumée mardi 18 avril au cimetière de l'Uranie, à Papeete. La jeune femme, âgée de vingt-cinq ans, s'était suicidée, dimanche, en se pendant au domicile familial de Punaauia, sur la côte ouest de Tahiti. L'acteur américain n'était pas présent à l'enterrement, épiquée d'un drame familial qui dure depuis cinq ans.

Le 16 mai 1990, dans la propriété de l'acteur à Los Angeles, Christian Brando, frère aîné de Cheyenne, tuait le compagnon de celle-ci, Dag Drollet, d'une balle dans la tête (*Le Monde* du 6 octobre 1990). Deux ans plus tard, il était condamné par la justice américaine à dix ans de prison (*Le Monde* du 27 mai 1993). Entre-temps, Cheyenne avait été inculpée de complicité d'homicide par un juge de Papeete, avant de faire l'objet d'un non-lieu. Elle avait aussi accusé son père d'avoir tout manigancé, mais elle était revenue sur cette affirmation quelques mois plus tard. Profondément perturbée par toute l'affaire, la jeune fille avait été plusieurs fois hospitalisée dans des cliniques psychiatriques, notamment dans la région parisienne, et avait fait trois tentatives de suicide. Elle vivait depuis chez sa mère, Tarita, que l'acteur avait recroisée en 1961 sur le tournage des *Révoltes du Bounty*. (Corresp.)

Augmentation importante des enfants en danger



En deux ans, le nombre d'enfants en danger a augmenté de 27%. Si le nombre d'enfants maltraités reste stable, celui des victimes d'abus sexuels a presque doublé.

En ce qui concerne la maltraitance proprement dite, il est préoccupant de constater que les abus sexuels sont de plus en plus nombreux. Si le nombre d'enfants maltraités augmente peu en deux ans, celui des victimes d'abus sexuels passe de 2 500 à 4 000. « Ce dernier résultat doit être interprété avec la plus grande prudence », indique le rapport. Les services sociaux des départements - compétents en matière d'aide sociale depuis la loi de décentralisation - s'interrogent, notamment, sur l'aide à apporter aux mineurs victimes d'abus sexuels laissés à leur famille. Reste à savoir si ce phénomène est effectivement en augmentation ou s'il est seulement mieux connu et repéré. Le phénomène de la maltraitance est-il plus connu et mieux repéré dans les zones rurales ou

urbaines ? En fait, trois groupes de collectivités locales se dégagent. Dans les départements les moins peuplés (moins de 350 000 habitants), ce phénomène paraît bien repéré. Y vivent 14 % de la population nationale et on y recense le même pourcentage de signalements.

Dans les départements les plus peuplés (plus de 750 000 habitants) l'augmentation des cas recensés est plus faible. « Etant donné leur taille, indique l'Odas, la mise en place de dispositifs d'observation et de recueil des signalements y est plus longue et plus complexe. Elle pourrait d'ailleurs s'accroître dans les prochaines années. »

Enfin, le rapport déplore des dysfonctionnements dans le signalement des cas détectés. Alors que la loi de juillet 1989 prévoit que le conseil général pilote le dispositif - sauf en cas d'urgence -, certains partenaires continuent de saisir directement la justice. Les services hospitaliers et l'éducation nationale seraient particulièrement réticents à appliquer les nouvelles directives.

Michèle Aulagnon

Le calvaire des victimes d'abus sexuels

ON DEVINE dans quelles souffrances physiques et morales Daniel, violé par son père depuis l'âge de quatre ans, attend s'il n'arrive pas à trouver le courage de porter plainte auprès des gendarmes. Un père quadragénaire, représentant de commerce, qui avait aussi tenté, à plusieurs reprises, de violer sa fille. La mère, informée par ses deux enfants mais terrorisée par un mari qui la frappait à tout propos, n'avait jamais osé en parler, ni même faire examiner Daniel et sa sœur par un médecin. La cour d'assises de l'Aisne a, en mars 1994, condamné l'homme à dix-huit ans de réclusion criminelle. Pour sa défense, le VPR qui a reconnu les faits, a invoqué une « disponibilité sexuelle insuffisante » de la part de son épouse.

L'argument est odieux, cynique, mais « classique » dans ce genre d'affaire. Il s'en ajoute aujourd'hui un autre, de plus en plus avancé dans les prétoires : le prétexte du sida. « Avec mes enfants, j'étais sûr de ne pas attraper la maladie », a dit ce père. « Au moins, il ne courait pas ailleurs, il ne risquait pas de ramener des maladies à la maison », a dit cette épouse. La crainte du sida n'est pas non plus étrangère au développement des réseaux pédophiles - les « clients » exigeant des enfants vierges -, comme le constate Enfance et Partage, association notamment connue pour se constituer systématiquement partie civile dans les procès relatifs à la maltraitance.

Dans les affaires d'inceste, les victimes se adressent pas toujours à la justice, les preuves de la culpabilité ne sont pas toujours réunies, les jurys ne prononcent pas toujours les mêmes peines. Pour des faits analogues et avérés - il avait violé ses deux filles -, un chauffeur routier a été condamné, lui, à douze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises du Gers.

D'une façon générale, la justice punit plus l'ouïement, aujourd'hui, les auteurs reconnus coupables de viols. Mais les verdicts peuvent varier selon les sensibilités régionales, en dehors de critères tels que les expertises psychiatriques ou la propre enfance des accusés. Ici, les jurés tiennent davantage compte de l'alcoolisme, maladie maintenant reconnue. Là, la cour d'assises considérera comme circonstance atténuante la mésestime du couple ou l'adultère. Là encore, elle se méfiendra de la victime.

La honte, la crainte, la complicité passive de l'entourage, les pesanteurs sociales sont autant d'obstacles à la manifestation de la vérité

Ainsi, un jeune homme de vingt-cinq ans, accusé d'avoir violé une adolescente de quatorze ans qui en paraissait dix-huit et aurait eu « un comportement provocant », n'a été condamné qu'à un mois de prison avec sursis. Cette mansuétude oblige parfois des magistrats à traduire en correctionnelle des auteurs passibles de la cour d'assises. Cela a été le cas pour cet officier en retraite, âgé de cinquante-cinq ans, condamné à sept ans de prison par le tribunal correctionnel de Digne pour des « attentats à la pudeur » sur deux fillettes, dont l'une, autiste, n'a, bien sûr, pu témoigner.

D'une façon générale aussi, les abus sexuels autres que le viol ont aujourd'hui tendance à être moins sévèrement punis, fait-on remarquer à Enfance et Partage. Un éducateur sportif, coupable d'attouchements sur trois mineurs confiés au sein d'un club et sur ses propres enfants, a été condamné à trois ans de prison avec sursis. Un ecclésiastique, soutenu par son évêque, s'est vu infliger, par le tribunal correctionnel de Nîmes, une peine de deux ans avec sursis pour attentats à la pudeur sur cinq garçons de moins de quinze ans qui, au hasard de voyages, ont partagé son lit au su de certaines familles.

Même si l'inceste n'est plus un sujet réellement tabou, même si les abus sexuels sont davantage dénoncés, les dossiers qui parviennent à la justice, notamment par le biais des numéros verts du Snamet et d'Enfance et Partage, ne représentent, selon bon nombre de spécialistes, que la partie visible d'un monstrueux iceberg. Le non-dit, la honte, la crainte de représailles, la complicité passive de l'entourage, les pesanteurs sociales sont autant d'obstacles à la manifestation de la vérité. Sans compter que les affaires de mœurs constituent, selon les chiffres de ces deux organismes, moins d'un cinquième des mauvais traitements à enfants : par exemple, cent quatre-vingt-sept dossiers sur les neuf cent quatre qu'Enfance et Partage a adressés aux autorités en 1993.

Michel Castaing

■ RELIGIONS : les éditeurs de la Bible des Communautés chrétiennes ont décidé d'appliquer la décision du tribunal de Paris ordonnant la suppression de certains passages « susceptibles de réveiller l'antisémitisme » (*Le Monde* du 13 avril). Dans un communiqué publié mardi 18 avril, ils répètent que les auteurs n'ont pas eu l'intention « de dénigrer le peuple juif ou ses rites, encore moins de blesser les juifs d'aujourd'hui » et considèrent comme « diffamatoires » les qualificatifs de Bible « antijuive » ou, pire encore, « antisémite ». La LICRA, « qui s'est prévalue (...) le retrait pur et simple de la seconde édition », se réserve le droit de saisir le juge du fond, « pour déterminer l'étendue des fautes commises par l'éditeur et les auteurs », a indiqué M. Michel Zaoui, avocat.

■ JUSTICE : le parquet de Créteil a constitué une liste de « 500 délinquants multirécidivants », destinée à faciliter le travail des substituts. Le procureur de la République de Créteil, Michel Barrau, a confirmé son existence, révélée par *Le Canard enchaîné* dans son édition du 19 avril, mais assure qu'il ne s'agit pas d'un « fichier ». Selon lui, cette liste n'aurait en effet « aucun support informatique ». Le fait qu'elle n'ait pas été enregistrée auprès de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) ne serait donc pas illégal. Dans son édition du 19 avril, l'hebdomadaire ajoute que, dans cette « liste des délinquants » figurent des personnes condamnées à plusieurs reprises mais aussi d'autres ayant fait l'objet de simples procès-verbaux de police, classés sans suite par les magistrats.

■ DROGUE : les sautes de drogue ont augmenté de 32,49 % en 1994, annonce l'Office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants (OCTIS). Avec 63 tonnes enregistrées et près de 60 000 personnes interpellées (plus 15,56 %), la progression est générale. La cocaïne (+166 %), les méthamphétamines comme l'ecstasy (+112 %) et le crack (+96 %) connaissent les plus fortes augmentations. Les sautes de LSD, en revanche, ont baissé de 82 %. Le cannabis reste le produit le plus répandu, puisqu'il représente, à lui seul, 62 % des interpellations.

■ LOGEMENT : l'abbé Pierre a écrit à tous les maires de France pour leur demander d'appliquer la réquisition des logements vacants. Il entend ainsi appuyer la journée nationale de demandes de réquisitions organisée, mercredi 19 avril, par l'association Droit au logement (DAL).

Deux numéros « verts » pour les mineurs en danger

L'enquête de l'Odas, menée dans quatre-vingt-deux départements, distingue l'enfant maltraité, l'enfant « en risque » et l'enfant en danger. L'enfant maltraité peut être victime de violences physiques, de cruauté mentale, d'abus sexuels ou de négligences lourdes ayant des conséquences graves sur son développement physique et psychologique. L'enfant en situation de risque connaît des conditions d'existence qui peuvent mettre en danger sa santé, sa sécurité, sa moralité, son éducation ou son entretien, mais il n'est pas pour autant maltraité. Le concept d'enfant en danger recouvre l'ensemble des enfants maltraités et en risque.

Deux numéros « verts » destinés aux cas de mauvais traitements sont disponibles : ARO Enfance maltraitée (numéro vert d'accueil téléphonique de l'enfance maltraitée, dépendant du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville) : 05-05-41-41. L'association Enfance et Partage peut également être contactée au : 05-05-12-34.

L'accroissement du nombre des signalements reflète la « levée de barrages psychologiques »

La création de cellules de signalement, placées sous l'autorité du président du conseil général et chargées de transmettre les dossiers au parquet (en cas d'urgence, les travailleurs sociaux peuvent directement saisir les tribunaux) a largement contribué à faire sauter les verrous. D'ailleurs, la loi de juillet 1989 fait obligation aux personnels en contact avec les enfants de signaler tout ce qui est susceptible de révéler l'existence de mauvais traitements.

DES ENSEIGNANTS BIEN FORMÉS « On tire plus facilement la sonnette d'alarme, mais on ne le fait pas à tort et à travers. Les affaires qui nous parviennent sont sérieuses, qui nous parviennent sont sérieuses, mais elles ne sont pas toutes extrêmement graves. Souvent, on fait état de problèmes qui font craindre des risques pour le futur. Le signalement n'est plus aussi dramatisé », souligne le magistrat. « Le juge des en-

fants ne fait plus peur, poursuit M^{me} de Maximy. Il n'est plus, comme autrefois, synonyme de placement systématique. Résultat : les enseignants, mieux formés, ne redoutent plus de déclencher un processus judiciaire ».

On signalera tel enfant auquel on n'a toujours pas fait porter les lunettes réclamées par le médecin, tel autre dont le comportement témoigne visiblement d'une carence affective ou dont la tenue vestimentaire est décidément inadéquate à la saison. On s'inquiète aussi du « climat incestueux » qui semble régner dans une famille. A la parole libérée des adultes s'ajoute régulièrement celle des enfants. « Fait nouveau, on remarque aussi que les enquêtes sont plus souvent déclenchées par les élèves, surtout ceux qui reçoivent les confidences des copains ».

Inévitablement, des « marges d'interprétation » existent en fonc-

tion du « degré de tolérance » des travailleurs sociaux et de la qualité des rapports qu'ils nouent avec les parents. « Il faut examiner chaque situation au cas par cas. Malgré les « négligences lourdes » qui peuvent leur être reprochées, les parents ont, quelquefois, des qualités affectives et éducatives qu'il ne faut pas oublier. Parfois, le signalement débouche sur un non-lieu. Il peut être l'occasion d'une prise de conscience salutaire », estime le juge.

CONSERVER LES LIENS FAMILIAUX « Lorsque la procédure judiciaire aboutit, poursuit M^{me} de Maximy, notre souci constant - la loi en pose d'ailleurs clairement le principe - est de tout faire pour conserver les liens familiaux en maintenant l'enfant dans son milieu. La nécessité de recueillir l'adhésion de la famille sur les mesures à prendre aboutit souvent à une justice négociée. Les

dossiers, qui doivent faire régulièrement l'objet d'un nouvel examen, ne dorment plus. Aussi, dans l'ensemble, le suivi des enfants semble assez satisfaisant, même si les chasses sont difficiles à repérer en dehors du milieu scolaire, s'agissant des populations qui ne sont pas des usagers habituels des services sociaux. Or, dans les milieux bourgeois aussi, on bat les enfants... »

« Si l'augmentation du nombre de dossiers est, effectivement, le reflet d'une plus grande sensibilité, je reste tout de même convaincue que le nombre d'enfants maltraités, souffrant de carences affectives ou éducatives progresse à cause de la précarité matérielle dont souffrent certaines familles, assure, pour sa part, une assistante sociale évoluant en milieu scolaire. Et l'on peut craindre que cela ne s'arrange pas... »

Jean-Michel Normand

« OUI, le nombre des dossiers augmente. Et c'est plutôt bon signe. » Juge des enfants à Paris, Martine de Maximy dresse un constat paradoxal de la part d'un magistrat. Au-delà des problèmes que soulève l'insuffisance des moyens administratifs dont dispose le tribunal pour enfants et des effectifs de travailleurs sociaux, l'augmentation du nombre de signalements (10 % dans la capitale en 1993) de cas d'enfants en danger « témoigne avant tout de la levée de barrages psychologiques ». « Nous bénéficions désormais du travail énorme qui a été consenti sur la maltraitance. Les différents intervenants - assistantes sociales, médecins scolaires, enseignants - n'ignorent plus certains signes, insiste M^{me} de Maximy. Auparavant, on voyait bien que l'enfant était couvert de bleus, mais beaucoup se disaient que ce n'était pas leur problème. »

le tribunal de Lyon

ABET les réservistes

DISPARITIONS

Arturo Frondizi

Président de l'Argentine de 1958 à 1962

ARTURO FRONDISI, ancien président argentin, est mort mardi 18 avril à Buenos Aires à l'âge de quatre-vingt-six ans, à la suite de problèmes cardiaques. Fils d'émigrés italiens, Arturo Frondizi était né le 28 octobre 1908 dans la province de Corrientes et avait fait des études de droit.

Le gouvernement Frondizi (1958-1962) appartient à un chapitre agité de l'histoire politique argentine, marqué par une lutte féroce entre les partisans du général Juan Domingo Peron, contraint à l'exil après le coup d'Etat militaire qui le renversa en 1955, et les anti-peronistes. Arturo Frondizi fut élu à la présidence en tant que candidat de l'Union civique radicale intran-

sigéante (née d'une scission du vieux Parti radical de Ricardo Balbin) et grâce au vote péroniste, proscrit par les militaires. Il créa le Mouvement d'intégration et de développement (MID), qui proposait un développement de l'économie argentine contre les monopoles mais sans exclure la participation de capitaux étrangers.

Sur la scène internationale, le président Frondizi eut l'occasion de s'entretenir avec le président Kennedy, le général de Gaulle, mais aussi avec Fidel Castro et le Che Guevara. Il s'était opposé à l'expulsion de Cuba de l'Organisation des Etats américains (OEA). Critiqué par les radicaux et prisonnier d'engagements contradictoires aussi bien envers les péronistes

qu'envers les militaires, Arturo Frondizi dut abandonner le pouvoir en 1962. Il fut arrêté par les militaires et conduit à la prison de El Martín García, au large de Buenos Aires, puis dans la province de Neuquen (Patagonie). Le Parti péroniste ayant été de nouveau mis hors la loi, de nouvelles

sections amenèrent au pouvoir le radicalisme modéré des années 20 avec Arturo Illia, un possible médecin de campagne, qui sera renversé à son tour par le coup d'Etat du général Onganía, en 1966.

Christine Legrand

■ **ALBERT DELÈGUE**, longtemps mannequin vedette du couturier Armani, est décédé du sida vendredi 14 avril à l'hôpital Purpan de Toulouse à l'âge de trente et un ans. Né le 2 mai 1963 à Méribel, village proche de Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées), Albert Delègue avait été moniteur de ski

dans les stations des Pyrénées, avant de commencer sa carrière de mannequin à l'âge de vingt-six ans. Il avait notamment travaillé pour les campagnes publicitaires de Gianni Versace, Valentino, Calvin Klein, Sonia Rykiel Hommes et, à partir de 1991, pour l'eau de toilette Armani.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du samedi 15 avril 1995 sont publiés :

● **Comptes de campagne** : un décret portant nomination à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques. Sont nommés membres, sur proposition du vice-président du Conseil d'Etat : André Kerever et Marguerite Portes, conseillers d'Etat honoraire, ainsi que Martine Larroque, conseiller d'Etat ; sur proposition du premier président de la Cour de cassation : Gérard Deville et Jean-Claude Laplace, conseillers à la Cour de cassation, ainsi que Michel Montagnier, avocat général honoraire ; sur proposition du premier président de la Cour des comptes : René Vacquier, président de chambre honoraire à la Cour des comptes, Alain Blanchard, conseiller-maître honoraire, et Bernard Meynasse, conseiller-maître.

Au Journal officiel daté lundi 17-

mardi 18-mercredi 19 sont publiés :

● **Bruit** : deux décrets relatifs à la lutte contre le bruit. Le premier précise les dispositions pénales encourues par ceux qui provoquent des bruits de voisinage. Le second concerne les agents de l'Etat et des communes commissionnés et assermentés pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions aux dispositions relatives à la lutte contre le bruit.

● **Propriété intellectuelle** : un décret portant application du code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie, ainsi que plusieurs arrêtés concernant le soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels.

● **Conseil d'Etat** : un avis annonçant la mise en vente, à la Documentation française (600 pages, 170 francs), du Rapport public 1994 du Conseil d'Etat sur le service public (Le Monde du 13 avril).

AU CARNET DU MONDE

Naissances

M. et M^{me} Antoine CREPY, M. et M^{me} Laurent LEMOINE, ont la joie de faire part de la naissance de leur petit-fils et fille.

Mathieu.

Paris, le 12 avril 1995.

Décès

— Anne Bret, son épouse, sa fille, Jacques Bret, son frère, Mathias Alexandre, son beau-fils. Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Roger BRET,

survenu le vendredi 14 avril 1995.

— M^{me} Fernand Constant-Acher, son épouse, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Fernand CONSTANT,

Ingénieur, ancien de la 2^e D.B., Ses obsèques seront célébrées le jeudi 20 avril 1995 à 10 heures, en l'église Saint-Nicolas de Boulogne-sur-Mer (62200).

17, rue Parent-de-Rosan,

75016 Paris.

— Sa famille, ses amis ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Roselyne EDELSTEIN

née Thimothée,

survenu le 10 avril 1995.

Selon sa volonté, l'inhumation a été effectuée dans l'intimité le 18 avril. Ses cendres reposeront à L'Aiguillon-sur-Mer.

33 bis, rue de Moscou,

75008 Paris.

— Les membres du Centre de calcul vectoriel pour la recherche,

du Centre européen de recherche et de formation avancée en calcul scientifique,

du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme,

de l'Ecole nationale des arts et métiers (Paris),

de l'Institut national de recherche en automatique et informatique de Rocquencourt,

de l'Institut de mécanique des fluides de Marseille,

de l'Institut de mécanique de Grenoble,

du Laboratoire d'aérodynamique de l'université Paul Sabatier,

du Laboratoire d'analyse numérique de l'université Pierre-et-Marie-Curie,

du Laboratoire atomes et molécules en astrophysique de l'Observatoire de Paris-Meudon,

du Laboratoire de chimie quantique de l'université Louis-Pasteur,

du Laboratoire de mathématiques appliquées de l'Ecole polytechnique,

du Laboratoire de mécanique des fluides de l'Ecole centrale de Nantes,

du Laboratoire de météorologie dynamique,

du Laboratoire de modélisation du climat et de l'environnement,

de l'Observatoire de Nice,

du Laboratoire d'océanographie dynamique et de climatologie,

du Laboratoire de physique des solides de l'université Pierre-et-Marie-Curie,

du Laboratoire de rhéocinétique de l'Institut des sciences de l'ingénieur en thermique énergétique et matériaux,

et de Météo-France, souhaitent saluer une dernière fois la compétence et la générosité de

Anne DELOINGCE-MASSOT,

disparue le 7 avril 1995, dont l'aide leur a été si précieuse pour leurs travaux, et adressent leurs plus sincères condoléances à sa famille.

— M. et M^{me} Claude Guéniot, son frère et sa belle-sœur, M^{me} Jean Guéniot, M^{me} Michel Dubourg de la Tour, M^{me} Jean Caron de la Tour, ses belles-sœurs :

Ses neveux, ses nièces et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Xavier GUÉNIOT

survenu à Paris le 17 avril 1995, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 20 avril à 11 heures, en la chapelle de l'hôpital du Val-de-Grâce, à Paris-5^e, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

— Sa famille et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

M. Gilbert GUIMOND,

survenu dans sa quarante-quatrième année, le 17 avril 1995.

On se recueillera au crématorium du Père-Lachaise le vendredi 21 avril, à 16 heures, pour la remise de l'urne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

— Le docteur et M^{me} Hirsch-Marie, ses parents,

Claude Hirsch-Marie, son frère,

Isabelle et Christian Hirsch, sa sœur et son beau-frère,

Sa famille, Ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès du

docteur François HIRSCH-MARIE,

survenu le 17 avril 1995, à l'âge de quarante-sept ans.

L'inhumation aura lieu le vendredi 21 avril à 11 h 15 au cimetière de Maupertuis (Seine-et-Marne).

1, rue Amyot,

75005 Paris.

— Odette et Maurice Touchefeu, Yvette Lafargue, Danièle et Yves Tréguier, Avec leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Yvonne MEYNIER,

écrivain,

le 17 avril 1995, à l'âge de quatre-vingt-sept ans,

et rappellent à votre souvenir, son mari

André MEYNIER,

géographe.

L'inhumation aura lieu à Saint-Viance (Corèze), le 19 avril.

50, rue de la Palestine,

35000 Rennes.

107, avenue de la Baraudière,

44800 Saint-Herblain.

43, résidence Le Verdôme,

13012 Marseille.

Le Champ-Pigeon,

35830 Betton.

CARNET DU MONDE

Téléphone
40-65-29-94
40-65-29-96

Télécopieur
45-66-77-13

SPÉCIAL PRÉSIDENTIELLE 95

LE GRAND DIALOGUE

Chaque matin, à 8 h 30, sur Radio Classique Un candidat à l'élection présidentielle dialogue avec un représentant de la CFÉ-CGC sur les grands enjeux économiques et sociaux du prochain septennat, avec la participation de la rédaction du Monde, du Point et de Radio Classique.

Jeudi 20 avril : Nicolas SARKOZY
Vendredi 21 avril : Alain MADELIN



Le Monde



Le Point

Le Monde DE L'ÉDUCATION

LES ENGAGEMENTS DE LA JEUNESSE

« GUIGNOLS GÉNÉRATION » cherche raison d'agir.

Une enquête de terrain auprès des 15-24 ans et un sondage exclusif qui bouscule les idées reçues sur les engagements de la jeunesse.

Aussi au sommaire :

● L'IUT reste un bon choix : 10 conseils pour bien choisir son institut.

AVRIL 1995 - 25 F



UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CONCOURS S.E.S.A.M.E 95

CESEM Méditerranée
Groupe E.L.A.
Tél. : 91-26-98-00 - Fax : 91-26-99-04

CESEM Reims
Groupe ESC Reims
Tél. : 26-08-06-04 - Fax : 26-04-69-63

EBP France
Groupe ESC Bordeaux
Tél. : 56-84-55-60 - Fax : 56-84-55-00

EPSCI
Groupe ESSEC
Tél. : (1) 34-43-31-60 - Fax : (1) 30-38-76-76

ESCE
Réseau EBC
Tél. : (1) 42-27-99-37 - Fax : (1) 42-67-95-25

IFI
Groupe CCI Rouen
Tél. : 35-75-66-66 - Fax : 35-74-11-11

SUP Europe
Groupe ESC Normandie Le Havre-Caen
Tél. : 31-47-78-78 - Fax : 31-43-81-01

La banque d'épreuves écrites communes S.E.S.A.M.E informe que, suite aux perturbations dans la distribution du courrier dues aux grèves de La Poste, la date limite d'inscription aux épreuves écrites du concours 1995 est reportée au :

VENDREDI 28 AVRIL 1995 - 17 heures

Les inscriptions tardives seront reçues dans chaque école ou au siège de S.E.S.A.M.E

Les candidats ayant déjà envoyé leur dossier - et n'en ayant pas reçu l'accusé de réception - sont priés de s'assurer par téléphone au 26-08-06-87 de la prise en compte effective de leur inscription.

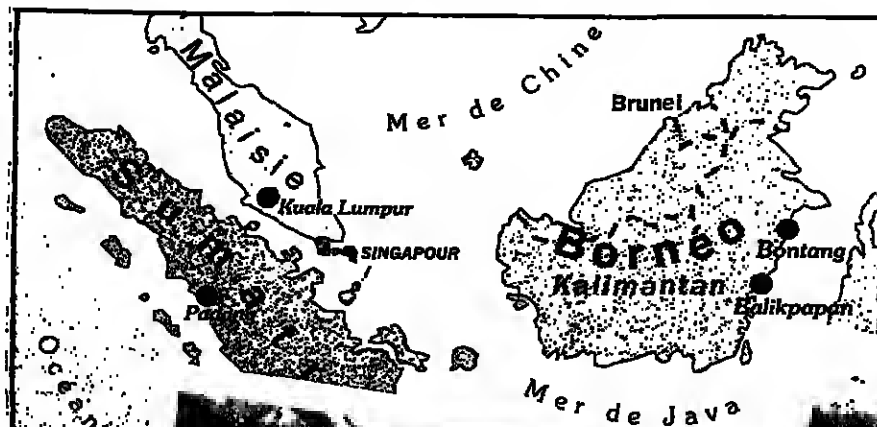
Dates des épreuves écrites : 5 et 6 mai 1995.

هكذا من الأصل

Au milieu de la forêt indonésienne, nos actionnaires-témoins ont découvert la beauté sauvage d'un résultat d'exploitation.

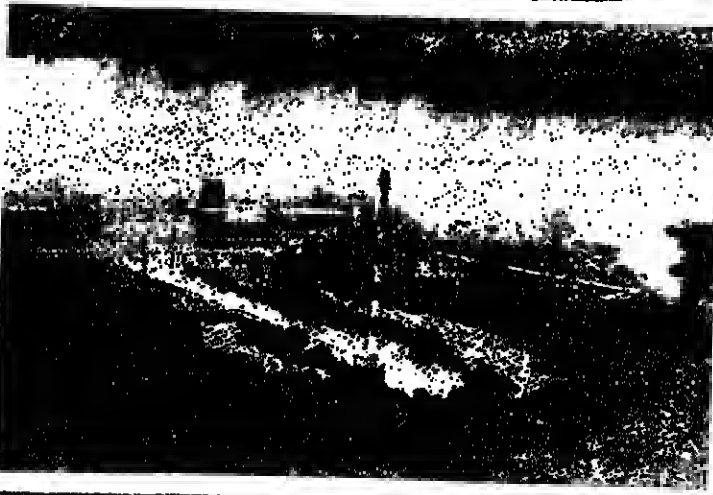
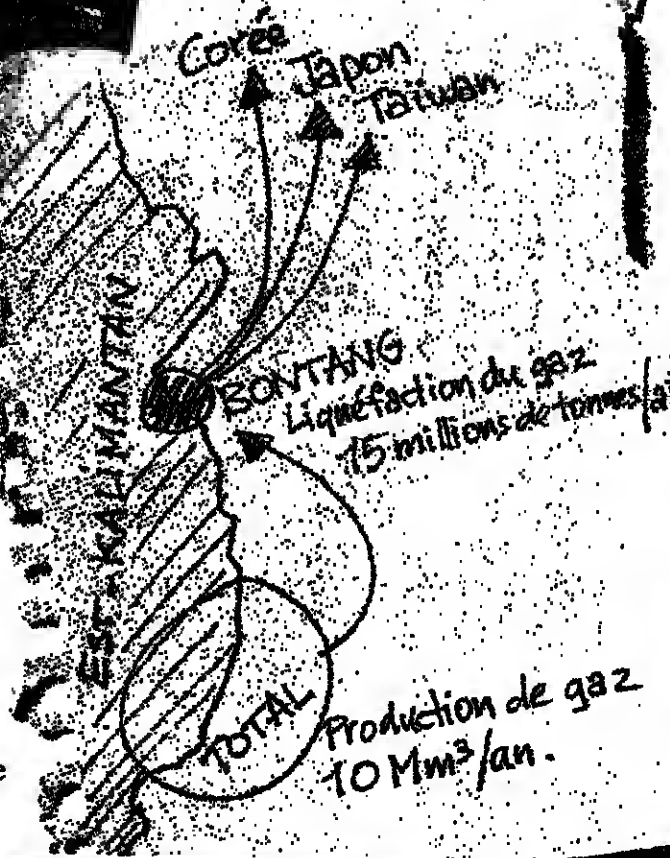
Marc Deux, Alain Falnac, Didier Grimault, Gilbert Lebrard, Isabelle Lelaidier, Didier Morel, Damien Merceron, Michel Rives, Herbert Siegel et Michel Sourdat, actionnaires-témoins, étaient en mission dans l'Est Kalimantan Indonésien, du 4 au 10 février 1995. Tous actionnaires de TOTAL, ils sont venus découvrir la réalité du Groupe, ses développements, ses projets, pour ensuite transmettre au plus large public ce qu'ils ont vu et compris.

ressources énergétiques. Cela tombe bien : « L'Indonésie a les principales ressources de gaz de toute l'Asie du Sud-Est : 110 TCF (trillions de pieds cubes) soit 170 milliards de barils équivalent pétrole. C'est également le plus important producteur de gaz en Asie du Sud-Est. En gros 7 milliards de pieds cubes/jour, ce qui représente 70 milliards de m³ par an. Ces chiffres nous donnent le vertige. Jamais encore l'un d'entre nous n'avait entendu parler de trillions de pieds cubes, pas plus que de milliards de mètres cubes. » L'Indonésie est aussi « le principal exportateur mondial de gaz naturel liquéfié. » L'usine de Bontang, plus grand complexe de GNL dans le monde, exporte vers le Japon, la Corée et Taïwan. A cet égard, « TOTAL va devenir dans les années à venir le principal fournisseur de gaz de l'usine de Bontang, dépassant ses actuels concurrents » notamment « avec des contrats de 20 ans qui portent l'activité de TOTAL jusqu'en 2017. »



Les actionnaires-témoins ont manifesté un grand intérêt devant les performances du complexe gazier de Tambora-Tunu et ses promesses d'avenir. « La stratégie de TOTAL est de renforcer ses réserves et sa production de gaz. Ses produits GNL (gaz naturel liquéfié) et GPL (gaz de pétrole liquéfié) sont d'avenir car ils contribuent à une meilleure préservation de l'environnement. » Dans cette stratégie, l'Asie, et plus particulièrement cette partie de l'Indonésie où TOTAL a découvert plusieurs gisements, occupe une place de choix.

L'Asie, une zone en pleine croissance. Les actionnaires-témoins observent que « l'Asie étant la région du monde où se situera le principal développement économique, les besoins en énergie de la région Asie vont devenir très importants. » Justement « TOTAL est armé pour répondre à la demande ». Les pays développés comme le Japon, la Corée du Sud et Taïwan sont des géants industriels à la recherche de



L'avenir pour TOTAL en Indonésie : le gaz. « Jusqu'en 1994, dans le permis de la Mahakam, TOTAL a produit 90 % de ses réserves d'huile tandis qu'il n'a produit que 10 % de ses réserves de gaz. Si l'on ramène tout en équivalent pétrole, TOTAL n'a encore produit que 30 % de ses réserves initiales. 70 % de la production se situe devant. Il reste encore plus de trois milliards de barils à produire alors qu'environ 1,4 milliard a été produit jusqu'alors entre huile et gaz. » Dans un marché en constante expansion, « TOTAL Indonésie est le troisième producteur de gaz d'Indonésie », mieux encore « d'ici l'an 2000, la production de TOTAL Indonésie frôlera les 2 milliards de pieds cubes/jour, ce qui représentera plus de 55% de la fourniture de l'usine de Bontang et qui donnera à TOTAL, au tournant du 21^e siècle, le premier rang de producteur de gaz en Indonésie. » « Dans une perspective de 5 à 10 ans, laquelle est assez proche finalement, on perçoit déjà des retombées positives » notent les actionnaires-témoins qui ajoutent : « Nous retenons qu'en 1994, TOTAL a opéré une capacité de production de gaz équivalente à un tiers de la consommation française et que d'ici à l'an 2000, elle la doublera pratiquement. » Bref, « l'avenir de TOTAL en Indonésie est assuré pour les 20 ans à venir. » En tout cas, c'est ce que les actionnaires-témoins ont retenu au beau milieu de la forêt indonésienne.

Le compte-rendu de cette mission est disponible sur demande écrite auprès de la Direction de la Communication, "actionnaires-témoins".

Tour TOTAL, 24 Cours Michélet,

Cedex 47, 92069

Paris La Défense.



VOUS NE NOUS CHOISIREZ PAS PAR HASARD.

Le Monde
L'ÉDUCATION
S'ENGAGEMENT
DE LA JEUNESSE

« OUVRIERONS CHANGEMENT
l'heure de reconstruire le monde »

« L'UNION FAIT LA FORCE »

HORIZONS

PORTRAIT

SES frères l'appelaient Eddy, ses copains « Badebi-debo », ses condisciples à l'ENA « le chanoine », ses premiers collègues de travail « Balladaz », Marie-France Garaud « Ballamou ». Pour la presse satirique, il fut « le grand Ballamouchi », « sa courtoise suffisance », le « vice-roi du Pérou », et, pour Plantu, le petit marquis à la chaise à porteurs. Aujourd'hui, les Français l'appellent « DouDou ». Sa vie durant, cet homme réservé, pudique et si courtois, qui n'abhorre rien tant que la familiarité et vouvoie jusqu'à sa femme, a toujours été affublé de surnoms – et des plus ridicules. A croire qu'il les provoque, qu'à force de trop bien jouer ses personnages successifs, il se caricature lui-même.

On croyait le connaître jusqu'au bout des chaussures. Depuis 1986, le presque inconnu était devenu vedette. Sa famille, sa carrière, ses réseaux, son patrimoine, ses goûts, ses livres et jusqu'à son écriture, tout avait été raconté, détaillé, analysé. Le favori des Français n'avait même pas besoin de se vendre. Tel qu'il était, il plaisait : sérieux, classique, distant, un peu coincé, un brin ennuyé mais si digne, si rassurant, si raisonnable. On croyait tout savoir. Et voilà que le premier ministre amputé, bousculé par la campagne, se met à grimper sur les tables, à se lever, à devenir presque agressif, à « faire peuple ». En quelques semaines, Balladur devient « DouDou ». Son rôle, disait-il en 1993, n'était pas de « faire le clown ». Il le fait pourtant en 1995 et parvient même presque à convaincre qu'il a pris goût à ce rôle de composition. « J'ai appris beaucoup de choses depuis quelques semaines... »

Mais l'image s'est brouillée. Ou est le vrai Balladur ? Depuis qu'il n'est plus favori, les langues se sont déliées : les ennemis se soulagent, les témoins parlent, les amis tentent d'expliquer. Non sans mal. Qui peut se vanter de connaître vraiment un homme qui a passé sa vie à se barricader derrière une réserve épaisse comme une forteresse ? « Il est capable d'élans du cœur, avoue, comme fautif, un - vrai - ami de trente ans, mais ils sont d'une formidable discrétion. Il sait être humain, mais c'est plus fort que lui, il crée la distance. » Distance, réserve, contrôle. Mais, surtout, une extraordinaire complexité. Amis ou ennemis, tous le disent : Edouard Balladur n'a cessé de composer son personnage, afin de « donner de soi l'image construite qui convient à sa fonction », selon un proche. Pour se protéger ? Pour séduire ? Ou parce qu'il s'est toujours senti dif-

mais eu non plus de « Balladourian », membre renégat de la communauté arménienne. Les Balladour, Balladur ou Balladury qu'on retrouve au fil des siècles sont catholiques romains et d'origine... persane !

Au début du XVIII^e siècle, les Balladur font partie d'une petite communauté de catholiques, convertie et dirigée depuis le XIV^e siècle par les dominicains. Une quinzaine de petites villes, cinq cents familles, trois monastères accrochés au bord du fleuve Araxe, au Nakhitchevan, un morceau de Caucase arménien que se disputent les trois empires (perse, russe et ottoman) parce qu'il contrôle la route de la soie. La communauté prospère dans le négoce, protégée par la France, comme tous les non-musulmans de la région. Elle parle arménien et latin, mais se considère comme française. Hélas, les guerres se succèdent, les relations avec les musulmans, et même avec les « vrais » Arméniens de cultes différents se tendent. Massacres, pillages : en 1740, le Père Thomas Is-saverdens, chef de la communauté (dont la petite-nièce épousera un Balladur), tranche : il faut partir. En bloc. Tous iront à Smyrne, où ils entretiennent depuis des lustres des relations d'affaires. L'exode est soigneusement préparé et orchestré, au nez et à la barbe des autorités perses : il faut gagner Tabriz, puis Bagdad et enfin Alep pour s'embarquer vers le port du Levant. Deux mille kilomètres en tout. Les derniers rescapés arriveront en 1744, après un périple de plusieurs mois.

A Smyrne, le cauchemar est vite

oublié. En quelques générations, ceux qu'on appelle les « Persans » vont s'adapter, refaire fortune dans le négoce ou la finance et s'intégrer dans la communauté catholique dirigée par le consulat de France. S'ils ne sont pas officiellement français, mais seulement « protégés français » – ce qui les exempte des lois et des taxes de l'empire –, ils en parlent la langue, habitent le même quartier, fréquentent les mêmes paroisses, se marient avec des familles européennes : ils se fondent dans l'élite levantine.

Edouard Balladur a raison de nier tout lien avec la communauté arménienne. Ses ancêtres n'en ont

l'activité de Smyrne est brisée et la xénophobie monte. La crise de 1929 n'arrange rien. La bourgeoisie aisée est en partie ruinée. Il faut partir encore.

A Marseille, les Balladur sont des déracinés. La famille d'Edouard s'installe dans un quartier petit-bourgeois, ni vraiment pauvre ni vraiment chic. « C'était des gens ruinés, de peine oisés », se souvient un camarade d'Edouard. « On vivait tous simplement mais dignement, comme on a toujours fait dans la famille », raconte un cousin. Bref, ce n'est pas facile tous les jours, mais Edouard ira quand même dans les meilleurs établissements. Et finira brillant

moins, « un accent immigré et marseillais à couper au couteau », Edouard, très jeune s'applique à parler « pointu ». Un enfant « très sérieux, sociable », usant d'« un langage châtié », d'une « précoce maturité », tel est le portrait fourni par les anciens de l'Œuvre Jean-Joseph Allemand, mi-club mi-patronage, où il passe tous ses loisirs entre huit et dix-sept ans. Mais avec laquelle il a rompu tout lien. Il n'assiste jamais aux réunions annuelles des anciens, ne participe pas aux souscriptions. « Quand on l'interroge, il fait remonter sa jeunesse à vingt ans », soupire M. Verdout, qui dirige aujourd'hui l'Œuvre.

nie. Il s'organise, ponctuel jusqu'à l'obsession, rapide et d'une rare efficacité. Il délègue beaucoup.

Jusqu'à l'affaire GSI, récemment décriée par la presse, il restera à l'encore fort discret sur ces années – au point d'« oublier », dans le *Who's who*, la Cofremmi. L'argent est aussi un sujet tabou. Il en gagne, pas mal, pour tant, et sait le faire fructifier. « Il n'a jamais rien fait d'illégal ; il est honnête et beaucoup trop prudent pour ça, mais il avait certainement besoin d'un certain confort », assure un de ses anciens collaborateurs. La révélation de son salaire à la GSI – où il reviendra comme « conseiller » après 1988 – et de son patrimoine le choqueront d'autant plus qu'il ne s'est jamais pris pour un homme d'affaires. « Il ne s'est pas vraiment investi dans l'entreprise, analyse un de ses anciens condisciples. Il a pris cela comme un poste d'attente. »

Une attente finalement assez brève puisque dès 1980 il renoue avec Jacques Chirac qui, de conseiller, en fera son éminence grise puis, en 1986, son ministre des finances. On a tout dit de cette période : le Louvre, les « chaises à porteur », l'ultralibéralisme et les privatisations qui lui donnent l'occasion de régler quelques comptes avec ses ennemis (il est rancunier) et de récompenser les fidèles. Grâce à la technique dite des « noyaux durs » et à quelques nominations bien dosées à la tête des grands groupes publics et privés, Edouard Balladur se crée, sinon un « Etat », du moins un réseau d'influence aussi discret que puissant.

C E réseau, il le complète après la défaite à la présidentielle de 1988 en attirant autour de lui des hommes politiques et des intellectuels. Exaspéré par les critiques qui lui attribuent la responsabilité de la défaite, se sent-il déjà pousser des ailes de présidentiable ? Ou l'idée ne viendra-t-elle que cinq ans plus tard, lorsque, devenu premier ministre, il se grise de sa popularité toute neuve et se sent abandonné par le RPR, notamment lors de la crise monétaire d'août 1993 ? Les avis diffèrent. Qu'il se soit pour Matignon ou (déjà) pour l'Elysée, en tout cas il se prépare. Il découvre et adopte les « deux Nicolas » – Sarkozy et Barziz –, multiplie les débats, les émissions de télévisions, les livres, les contacts. La suite, on la connaît. Enfin presque. Edouard premier ministre veut faire oublier Edouard ministre des finances. On fera simple (hélas, murmure-t-on à Matignon, le naturel est revenu au galop). On consolidera gentiment : folie des conseils des ministres glaciaux ! « De la spontanéité », dit Edouard à ses ministres, « mais vous m'envoyez une note deux jours avant ». Oublié l'ultralibéralisme, on gouvernera au centre, non sans reculs et hésitations. Ce qui stimule la hargne des journaux anglo-saxons : *The Economist* s'interroge sur la détermination de « cet homme de calcul plus que de convictions » ; le *Wall Street Journal* le traite de « manipulateur de statu quo ».

Ces observations touchent assez juste. Car Edouard est tout sauf un idéologue. C'est un « pragmatique » et un « bon monétaire », répètent ses amis, qui sait écouter, réfléchir, s'enrichir des épreuves, évoluer avec les événements et décider. Mais « il se méfie de la brutalité des idéologies ». Conservateur ? « Il ne s'oppose pas aux mouvements de la société, mais reste d'une prudence extrême, et ne veut pas, contrairement à Delors, les provoquer, note un de ses conseillers. C'est un bourgeois libéral. »

Libéral, sûrement. Bourgeois ? Pas tout à fait comme les autres. Il en joue certes avec délectation tous les rôles. N'est-il pas, au bout du compte, là où il a toujours voulu être ? Le petit émigré de 1935 a fait triompher la revanche familiale. Mais est-il totalement dupe ? Surtout, il garde à l'écart de son milieu, mais aussi de lui-même, une distance qui ne s'exprime qu'à travers l'humour (pinçé mais ravageur). « Il se regarde vivre, ne se prend pas vraiment au sérieux dans le fond, mais sans le dire », explique son ami Denis Baudouin. « Je suis beaucoup moins conformiste qu'on ne croit ; quand je vois une échelle, je passe dessous », avoue-t-il. Un peu tard... Pour être tout à fait crédible en « DouDou », il eût fallu qu'il jouât moins bien Edouard.

Véronique Muurus

Edouard Balladur ou comment ne pas être persan



Dindon de la farce

Veronique Muurus

ferent, porteur d'un destin qu'il voulait maîtriser ? Qui est le vrai Balladur ? Ses origines restent un sujet tabou. « Je n'en ai jamais discuté avec lui, avoue un ami. Comme tous ceux qui le connaissent, d'ailleurs, il considérerait ça comme une question d'une extraordinaire grossièreté. »

L'histoire des Balladur n'a pourtant rien d'infamant. Elle est même extraordinaire. N'était-il qu'Edouard la tait, ce qui entretient le doute. Né à Smyrne (Izmir) en 1929 d'un père naturalisé français trois ans auparavant, descend-il, comme il le laisse entendre, d'une vieille famille européenne établie depuis des siècles au Levant, ou est-il, comme l'affirme la rumeur, un « Arménien hon-teux » ? Enquête faite et preuves à l'appui, le premier ministre n'est ni l'un ni l'autre. La vieille famille provençale implantée au Levant est une légende, mais il n'y a ja-

fondoteur », dit un conseiller ; « profondément, il pense qu'à tout moment la société est au bord de l'explosion ». Sur l'heure, il n'en montre rien et surmonte calmement l'épreuve, mais il va devoir bientôt affronter plus lourd. Secrétaire général de l'Elysée en avril 1973, il accompagne l'agone de Georges Pompidou, son modèle.

« Être ou pouvoir, c'est avoir tout le pouvoir », dira-t-il longtemps après. A l'âge de quarante-quatre ans, il l'a, par hasard. Même si le président reste lucide jusqu'à la fin, « il a été le vrai patron de la France pendant un an », dit un témoin. Ça ne s'oublie pas. Ça ne se raconte pas non plus. Edouard y acquiesce à la fois l'expérience, quelques solides haïnes (pour Valéry Giscard d'Estaing et Philippe Séguin entre autres) et un cynisme à toute épreuve. D'où son mépris à peine masqué pour la classe politique et les médias. A Georges Sufert qui l'interroge en 1994 sur les raisons qui l'ont poussé à devenir premier ministre, il répond : « Un jour, j'ai eu l'impression que je pouvais faire un peu moins mal que les autres... »

E n attendant il va, après 1974, passer douze années de traversée du désert plus douloureuses qu'on ne l'a écrit. Au Conseil d'Etat ou à une ambassade, il préfère l'entreprise et cumule les mandats. Au lieu de faire carrière, il fait de l'argent. Sans passion, mais sans fausse honte. Président depuis 1969 de la Société du tunnel du Mont-Blanc – un « fromage » qu'il gardera jusqu'en 1980 –, il entre au futur groupe Alcatel-Alsthom en 1976. Il y préside une société de service informatique (GSI), tout en prenant en 1980 la présidence d'une autre filiale, la CEAC. Parallèlement, il présidera six ans la Cofremmi, créée par l'Etat en association avec un groupe américain pour exploiter un nouveau procédé d'extraction du nickel en Nouvelle-Calédo-

هكذا من الأصل

هكذا امتنا اصل

Le Monde

Les autres par Cardon

Bégalements en Bosnie

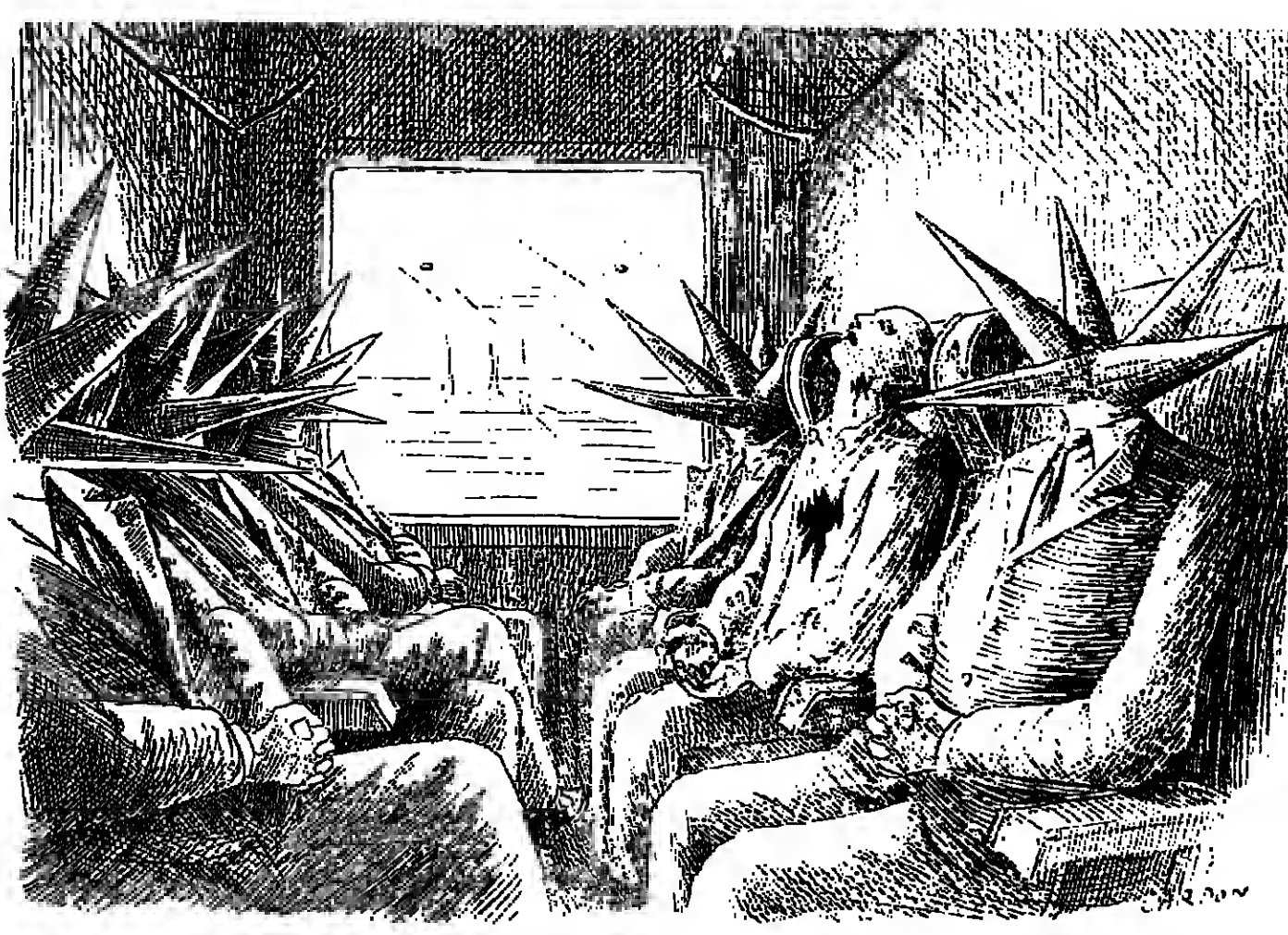
CHACQUE fois qu'un « casque bleu » français a été tué dans l'ex-Yougoslavie - et les deux assassinats du week-end dernier à Sarajevo portent à trente-trois le nombre des morts dans le contingent de la France - les mêmes interrogations ont resurgi. Elles tournent autour d'une question : faut-il rester, et si oui, à quelles conditions ? Faut-il continuer à risquer la vie d'hommes dépêchés là-bas pour faire la paix et que les protagonistes prennent pour cibles de leur guerre ? Lorsqu'on est à quelques jours de l'élection présidentielle, la question prend, évidemment, une acuité particulière. Pour autant, Paris a peu de réponses à sa disposition - et pas un seul des grands candidats n'en a proposé d'autre que celle formulée, mardi 18 avril, par le gouvernement.

On a donc saisi le Conseil de sécurité de l'ONU. On lui a demandé de renforcer la sécurité des « casques bleus ». On a exhorté les belligérants à reprendre les négociations pour prolonger un cessez-le-feu qui vient à échéance le 1^{er} mai. On a appelé les autres membres du Groupe de contact (Allemagne, États-Unis, Russie, Grande-Bretagne) à redoubler de pressions sur les protagonistes, etc. Enfin, en termes vagues et sans fixer ni date ni délai, on a menacé de rapatrier notre contingent de 4 600 « casques bleus » si on n'obtenait pas satisfaction.

Et c'est à peu près tout ce que l'on peut faire, même si on n'ose pas toujours le dire. Car telle est

la logique - et tels sont les risques - d'une opération placée sous le seul mandat de l'humanité : les soldats de l'ONU ne se battent pas aux côtés de l'une des parties, l'agresseur ; ils « s'interposent » entre les combattants ; ils protègent les opérations d'assistance aux civils. Comment répliquer aux agressions meurtrières quand on a renoncé, ou presque, aux frappes aériennes, quand on a déjà tant de fois laissé passer des provocations sans rien faire ? Sur qui frapper, d'ailleurs, quand on ose à peine désigner l'assassin, même si la « signature » du forfait est évidente ?

Comment faire prendre au sérieux une menace de retrait quand on sait qu'une telle opération supposerait une longue préparation et une assistance logistique de quelque cinquante mille hommes supplémentaires ? A vrai dire, la menace n'est proférée que pour signifier que le statu quo actuel est insupportable. Elle n'est formulée que pour secouer nos deux grands partenaires du Groupe de contact, les États-Unis, qui ne font rien, et les Russes, qui n'agissent que pour les Serbes. Elle est une manière de pression pour que soit renouvelé le cessez-le-feu et réamorcé un semblant de négociation. Elle est, enfin, brandie pour tenter de réveiller quelques consciences au lendemain d'un double meurtre aussi misérable que les précédents attentats contre les « casques bleus ». Mais qui, pas plus que les autres, n'entrainera le départ immédiat de la Forpro-mu.



AU FIL DES PAGES/société

Les valets électroniques

NOUS pensions baigner dans l'ère informatique. Avec nos télécommandes, nos magnétoscopes, nos fax et nos micro-ordinateurs, nous nous sentions déjà au XXII^e siècle. Gros- sière erreur. Le vrai changement est devant nous, si l'on en croit l'un des papes de la communication moderne, l'Américain Nicholas Negroponte.

Cet architecte de formation, fondateur et directeur du laboratoire des médias au Massachusetts Institute of Technology (MIT), a déjà un pied dans le paradis qu'il nous annonce. Il fait partie de ces gens qui ne peuvent passer une heure en avion sans déplier leur portable. De ces voyageurs munis de toutes sortes de fiches spéciales pour se connecter dès leur arrivée à l'hôtel. Qui sont joignables à tout moment, en n'importe quel point du globe, grâce à la messagerie électronique, mais sans que personne ne sache où ils se trouvent.

Nicholas Negroponte fait de louables efforts pour s'adresser aux ignares que nous sommes. Son livre commence par un petit glossaire et fourmille de descriptions imagées. On peut en saisir l'essentiel sans entrer dans toutes les finesses sur les modems, les pixels ou les interfaces... Ce qu'il nous promet, au fond, c'est la fin des frontières. Fin des frontières entre le son, l'image et le texte imprimé. Fin des frontières entre le téléphone, la télévision et l'ordinateur. Fin des frontières entre l'entreprise et la maison, le travail et la détente. Aujourd'hui, l'essentiel de l'information se fait encore sous forme d'atomes : journaux, livres, disques, vidéo-cassettes... C'est-à-dire un matériel physique, ayant un certain poids, un certain volume, et contrôlable en douane. A l'avenir, nous recevrons essentiellement des données électriques voyageant à la vitesse de la lumière (les bits). Dé-

jà, grâce aux fibres optiques, mille milliards de ces signaux peuvent être transportés chaque seconde. Le passage des atomes aux bits est, paraît-il, « irrévocable et irréversible ». Naturellement, personne ne l'a décidé, mais le monde avance ainsi.

Dans l'univers décrit par Nicholas Negroponte, il n'y aura plus de récepteur passif. Les postes de télévision de demain, qui seront en vérité des ordinateurs, permettront non seulement de modifier le son et l'image, de zapper entre un millier de chaînes, mais d'intervenir

Cessant d'être sourd et muet, l'ordinateur de demain devrait connaître et même devancer les désirs de son maître

hommes ». Il nous promet, pour la prochaine décennie, des ordinateurs intelligents, capables de connaître nos désirs, d'y répondre et même de les devancer. Des valets électroniques, en quelque sorte. Mais cela suppose une connexion entre les différents objets qui peuplent notre environnement.

L'ordinateur saura, par exemple, que mon vol Paris-New York est retardé. Il décalera d'une heure la sonnerie de mon réveil-matin et fixera un nouvel horaire au taxi qu'il aura commandé la veille, en fonction de la densité de la circulation. De même, s'il n'y a plus de lait à la maison, c'est le réfrigérateur qui enverra un message à ma voiture pour qu'elle me demande d'en acheter en rentrant... Pas question de choisir moi-même dans la masse de programmes télévisés qui m'arrivera par câble ou satellite. Connaissant mes intérêts et mes besoins du moment, c'est le valet électronique qui triera, sélectionnera, ordonnera, pour me fournir l'essentiel.

Bref, la vie sera plus simple, plus créative, plus heureuse... Nicholas Negroponte reconnaît tout de même que ce paradis comportera quelques risques et inconvénients. Outre la disparition de nombreux emplois, il faut s'attendre à un piratage de logiciels, un vol de données, un viol de notre intimité. Autant dire que les nouvelles règles du savoir-vivre électronique restent à inventer.

Question subsidiaire : cet Eden « bien relatif » sera-t-il accessible à tout le monde ? Il est permis d'en douter, alors que, dans les pays les plus riches de la planète, certains n'ont même pas un toit pour se loger. Gare aux exclus de la « communauté électronique » !

Robert Solé

* L'Homme numérique, de Nicholas Negroponte. Editions Robert Laffont, 291 p., 119 F.

Le franc ballotté

LE franc est finalement entré dans la « campagne électorale ». Son recul « vis-à-vis » du deutschemark, à quelques jours du premier tour, n'a rien d'exceptionnel. Il reste, jusqu'à présent, très modeste. Une élection nationale aussi importante que la présidentielle ouvre un climat d'incertitude, fort redouté par tous les opérateurs financiers internationaux. Mais, alors que la victoire de Jacques Chirac apparaît désormais comme la plus probable, la polémique que le maire de Paris a engagée avec Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France, amène les marchés à s'interroger maintenant sur les intentions réelles de ce candidat à l'égard du franc. « Je suis parmi ceux qui souhaitent que le franc soit fort », a déclaré mardi, comme pour calmer le jeu, le maire de Paris. Intervenant après des attaques renouvelées contre la Banque de France, il n'est pas sûr que cette déclaration suffise à éclairer les marchés.

A l'hiver dernier, Jacques Chirac avait provoqué une première mini-crise sur le franc en proposant, s'il était élu, d'organiser un référendum sur la monnaie unique. Il mettait ainsi en doute, aux yeux des marchés financiers, sa détermination à poursuivre la politique dite du « franc fort », celle en réalité du franc arrimé au deutschemark. L'ex-président du RPR avait finalement publiquement renoncé à ce projet de référendum et rassuré ainsi les déçus étrangers de créances en francs. Depuis, la politique monétaire et de change avait complètement disparu de ses interventions publiques.

Les déclarations du gouverneur de la Banque de France, dans sa lettre annuelle au président de la République, recommandaient la rigueur budgétaire et des augmentations de salaires « mesurées », ont, involontairement, remis la stratégie monétaire au centre des débats électoraux. M. Chirac a réagi aux propos de M. Trichet, la bête noire d'une grande partie de ses compagnons, en expliquant que « le gouverneur de la Banque de France n'est pas là pour indiquer au gouvernement quelle est la politique qu'il doit mener ».

En réalité, derrière cette polémique sur le rôle et les pouvoirs de la Banque - indépendante du gouvernement depuis le 1^{er} janvier 1994 - c'est la politique monétaire et des changes qui est en jeu. Quelle stratégie Jacques Chirac entend-il mettre en œuvre ? Ses interventions sur ce sujet - comme sur nombre d'autres questions - sont suffisamment vagues pour laisser ouvertes plusieurs voies possibles en la matière. Il pourrait poursuivre la politique actuelle d'arrimage du franc au mark. Mais il pourrait aussi, tout au contraire, décider de « libérer » le franc des contraintes allemandes et en espérer une baisse des taux d'intérêt, prenant ainsi le parti de l'autre politique.

Le recul du franc sur le marché des changes est en fait un appel à la clarification. Dans les jours à venir, les marchés accentueront sans doute leur pression et conduiront Jacques Chirac à préciser ses intentions. On ne pourrait que regretter que les candidats à l'Élysée répondent plus facilement aux demandes de clarification venues des marchés qu'à celles souhaitées par les électeurs.

Le cycle du malheur mexicain

Suite de la première page

Cette chute, de l'ordre de 2 % selon le gouvernement, serait en fait de 3 % à 4 % selon les économistes privés, qui, pour la plupart, ne prévoient pas de reprise avant la fin de 1996. Les pertes d'emplois pourraient donc dépasser le chiffre de 500 000 prévu par le gouvernement d'ici à la fin de l'année - après les 250 000 déjà intervenus avant la mi-mars -, alors que le chômage a déjà augmenté au cours des dernières années : on évalue à plus de 8 millions le nombre de chômeurs et de personnes sous-employées. La survie, pour beaucoup, reposera encore sur le « secteur informel », qui fait déjà vivre, estime-t-on, environ 9 millions de personnes.

La hausse des prix ne sera pas moins redoutable. Elle a atteint 14,5 % sur le premier trimestre et n'a pas encore répercuté totalement la chute du peso. Elle risque, selon la plupart des

économistes, de s'élever à 50 %, voire 60 %, sur l'année - bien au-delà des 42 % prévus par le gouvernement - et de se prolonger encore sur une bonne partie de 1996.

Tout le monde n'en souffrira pas de la même façon. Au sommet de la pyramide sociale, certains ont déjà constitué des réserves : les investisseurs mexicains qui, semble-t-il, ont été les premiers à donner le signal du retrait des capitaux au début de 1994 (une partie des transferts correspondant d'ailleurs, selon des sources américaines, au placement de revenus du trafic de drogue, dans lequel le rôle du Mexique s'élargit). Au bas de l'échelle, d'autres bénéficieront sans doute des « amortisseurs » prévus par le gouvernement : exonération des hausses de TVA pour les produits alimentaires de base et les médicaments, programme de travaux publics pour créer 600 000 emplois temporaires, amélioration des indemnités de chômage. Sans parler du soutien aux programmes sociaux promis par la Banque mondiale et la Banque Interaméricaine de développement.

Mais, pour la masse des Mexicains, en raison des faibles hausses de salaires prévues et de la pression du chômage, la perte de pouvoir d'achat

risque d'atteindre de 20 % à 25 % sur l'année. Or la plupart n'ont pas encore retrouvé leur niveau de vie d'avant la crise des années 80, malgré les fortes hausses de salaires intervenues de 1991 à 1993 (en trois ans, le salaire réel moyen a progressé de près de 25 %). Le succès du plan mexicain reposera sur leur capacité à « aguantar » : un terme mexicain qui signifie à la fois « endurer », « en prendre son parti » et « tenir bon ».

Pour eux, paradoxalement, l'espoir serait que le pays soit encore engagé dans ce que l'on appelle naguère le « cycle du sexenat », correspondant à la durée d'un mandat présidentiel : le président arrive dans la catastrophe ; ses deux premières années sont consacrées à un redressement douloureux ; on reprend ensuite un rythme de croissance, qui culmine pendant la cinquième année, où le pays retrouve sa crédibilité internationale ; mais au cours de la dernière année, à l'approche de la fin du mandat, les « cadeaux » se multiplient, l'entourage présidentiel cherche sa « prise de bénéfice », comme à la Bourse, l'inflation s'envole et l'argent s'envole. Un cycle que l'on avait cru interrompu lors de l'élection de Carlos Salinas.

RECTIFICATIFS

FRONT NATIONAL

Le directeur du Front national de la jennesse, Samuel Maréchal, a été condamné par le tribunal d'Auch, à huit mois de prison avec sursis, et non dix-huit, comme nous l'avons indiqué par erreur dans l'article « Jean-Marie Le Pen, le cathodique », paru dans *Le Monde* du 14 avril.

EDOUARD BALLADUR

Un passage de l'entretien d'Edouard Balladur publié dans notre édition du 19 avril a été rendu incompréhensible car une question a sauté. Après avoir été interrogé sur le comportement du patronat (troisième colonne), M. Balladur était questionné sur les réformes qu'il préconise dans le domaine social : « Le recours à l'assurance individuelle est-il pris en compte ? » lui était-il demandé. « Oui, mais à titre volontaire, et sans que cela mette en cause notre système par répartition », a répondu M. Balladur.

Guy Herzlich

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombani, président du conseil, directeur de la publication ; Dominique Alviary, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur de la rédaction ; Eric Philibert, directeur de la gestion ; Anne Chassebois, directeur délégué ; Rédacteurs en chef : Thomas Fournier, Edwy Plenel, Robert Solé ; Adjoint au directeur de la rédaction : Bruno de Crous, Laurent Goussier ; Délégués : Dominique Huet, Bernard Le Gendre, Luc Rosenzweig ; Manuel Luchini, directeur du Monde des débats ; Alain Rollin, conseiller de la direction ; Daniel Verret, directeur des relations internationales ; Alain Fournier, secrétaire général de la rédaction ; Médiateur : André Laurent ; Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Billaud, vice-président ; Anciens directeurs : Hubert Reuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauriol (1959-1965), André Laurent (1965-1985), André Fontaine (1985-1990), Jacques Leconte (1991-1994) ; Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Reuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président de direction ; Rédaction et siège social : 15, rue Falguère 75011 PARIS CEDEX 15 ; Tél. (01) 46-45-25-25 Télécopieur : (01) 46-45-25-99 Tél. : 206.8068 ; Administration : 1, place Hubert-Reuve-Méry 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX ; Tél. : (01) 46-45-25-25 Télécopieur : (01) 46-40-30-10 Tél. : 261.3117

Enseignement supérieur : encore un effort !

par Christophe Charle

Le silence ou la relative discrétion des principaux candidats sur les problèmes universitaires et de recherche ont fini par frapper non seulement les intéressés mais les observateurs eux-mêmes. L'un des deux syndicats étudiants a dû prendre la peine d'adresser un questionnaire aux candidats pour avoir quelques précisions, la conférence des présidents d'université s'est sentie obligée de lancer un appel.

Cependant, les mouvements de ces dernières semaines dans diverses universités (Rennes, Pau, Besançon, etc.) ont montré que le malaise restait latent, n'attendant qu'une nouvelle maladresse politique pour s'étendre. Les réponses officielles fournies par les présidents restent bien trop générales et insuffisantes pour déterminer si les « brain trusts » présidentiels ont une véritable doctrine ou pratiquent une simple tactique de déminage. Une telle attitude, compréhensible pour les deux candidats qui ont souffert – euphémisme – dans leurs trajectoires politiques des retombées de crises universitaires mal maîtrisées, l'est moins chez le candidat de gauche, même s'il a naguère mieux géré le dossier. Les universités et la recherche, après deux ans de relâchement de l'effort, voient renaître les dysfonctionnements qui avaient justifié le plan d'urgence de 1988. Le malheur est que la marge de manœuvre qui existait au début du deuxième septennat de François Mitterrand s'est notablement restreinte aujourd'hui, pour trois raisons principales :

1) L'aggravation du chômage des jeunes. Avec la récession et la diminution d'efficacité des aides à l'insertion professionnelle, elle pousse plus encore qu'il y a sept ans à la poursuite d'études, voire à la reprise ou à l'allongement de celles-ci. Entrer dans l'enseignement supérieur n'est plus une promesse de mobilité, et les études jouent de plus en plus un rôle nouveau d'amortisseur de la crise de l'emploi et de protection contre le déclassement. Non seulement le public étudiant a changé mais il entretient un rapport « assurantiel » aux études, comme l'ont montré les crises du CIP et des IUT. Cela implique une redéfinition du

fonctionnement des structures universitaires.

2) La contrainte budgétaire. Longtemps préservé de la rigueur, le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche n'est plus intouchable, comme l'ont montré le net ralentissement des créations de postes depuis 1993 ou les mesures liées à la crise financière du CNRS. Même désavoué, le rapport

Face au chômage des jeunes, la préparation d'une politique universitaire à long terme passe par une consultation approfondie de tous les intéressés

Laurent a relancé le débat sur les hausses des droits d'inscription et sur les méthodes de rentabilisation de la gestion des universités. Si les rapports de force politiques se révèlent favorables aux libéraux, on imagine facilement que la direction du budget sera fort aisée de désengager l'Etat par tous les moyens, au nom de la réduction des déficits publics et des critères de convergence de Maastricht. Comment le futur ministre en charge du dossier sortira-t-il de ce dilemme et comment convaincra-t-il les autres administrations qu'il doit échapper à la loi commune ?

3) Les limites du plan « Université 2000 ». Ce plan avait finalement eu deux fonctions : rattraper le retard pris dans la décennie précédente par rapport aux normes européennes et faire face à la poussée démographique née des flux nouveaux de bacheliers. Si l'on se fixe l'ambition, non pas seulement d'arrêter la dégradation en cours, mais de rattraper ne serait-ce que le niveau allemand et d'assurer aux nouveaux étudiants des conditions de réussite supérieures, on sait bien que cela a un coût en termes de personnel administratif, de normes d'encadrement (très déprimées dans les filières d'accueil de masse, comme le droit et les lettres), de dispositifs pédagogiques adaptés, d'aides sociales diverses.

Le taux d'échec, comme le montrent certaines enquêtes récentes, tient autant aux difficultés sociales externes des étudiants qu'à l'« inadaptation » en soi des études aux nouveaux entrants. Les tech-

nocraties ministérielles feignent de croire, depuis quelque temps, qu'il suffit de répartir différemment la charge pour faire mieux avec moins d'argent. En fait, le poste le plus lourd des budgets reste celui des salaires (25 milliards sur 42 en 1995).

Quelle que soit l'ingéniosité des dispositifs (droits différenciés selon les revenus familiaux, mesures fis-

cales, prêts, contributions régionales ou patronales) et même en admettant, ce qui est douteux, que ces choix n'entraînent pas des dérives contraires aux traditions républicaines et démocratiques auxquelles la très grande majorité des enseignants et des étudiants est attachée, on ne joue en fait que sur des masses très limitées. C'est la qualité et le niveau des recrutements d'enseignants ou d'administratifs qui, associés à des aides spécifiques aux étudiants en difficulté, détermineront l'amélioration de la qualité du service.

Or, sur ce dernier point, certaines orientations actuelles tournent le dos à ce souci. L'Etat, ici comme ailleurs, introduit à son tour la précarité comme l'ont fait les entreprises. Dans certaines filières, le ministère de l'enseignement supérieur recrute une majorité de personnels sans statut d'enseignant-chercheur ou sur des contrats temporaires, par économie et pour ne pas prendre d'engagements à long terme. En remerciement, au gré des fluctuations financières, les personnels enseignants ou administratifs non titulaires, il a renoué avec les pires aspects de la politique du personnel qui caractérisait l'éducation nationale confrontée au premier boom du secondaire dans les années 60.

La qualité de ces personnels n'est pas en cause : étant donné la pénurie de postes de titulaires dans certaines disciplines, ces nouveaux enseignants sont en général surqualifiés par rapport aux postes qu'on leur offre. En revanche, comment leur demander de s'investir dans le suivi pédagogique d'étudiants plus désemparés qu'autrefois si eux-mêmes n'ont aucune garantie sur leur avenir ? L'autre effet négatif de cette hétérogénéité entre les statuts, les perspectives et les obligations de personnels qui exercent en principe le même métier, est d'accroître les tensions in-

ternes à la communauté universitaire qui sont déjà trop fortes. On retrouve ici le processus qui a contribué, il y a trente ans, à dégrader l'atmosphère de l'enseignement secondaire. Il ne s'agit pas, à travers ce diagnostic sans complaisance, de jouer les Cassandre ou de simplement proposer une logique du toujours plus. Notre appel à la réflexion et à la réforme tient en trois propositions dont on espère que les candidats trouveront un usage pratique :

1) L'enseignement supérieur et la recherche fournissent l'une des clés du problème du chômage à travers l'amélioration et l'accélération des innovations scientifiques ou des connaissances sur la société. Tous les candidats ont focalisé leur campagne sur le sous-emploi et feignent de croire qu'on ne peut le traiter que par des mesures strictement économiques. Tous ceux et toutes celles qui prolongent ou reprennent leurs études pour échapper à cette plaie de la société française sont en revanche persuadés qu'il y a d'autres issues, encore faut-il leur permettre d'aller dans la bonne direction et au meilleur coût.

2) Malgré les contraintes financières, tout futur gouvernement dispose sur ce secteur d'une marge de manœuvre – et donc d'une in-

fluence sur la part du chômage imputable aux dysfonctionnements universitaires – beaucoup plus forte que sur les fluctuations erratiques des monnaies et des taux d'intérêt qui peuvent, en quelques heures, ruiner la politique économique la mieux ajustée.

3) Il s'agit d'un domaine où la médiatisation à court terme est catastrophique et où le débat démocratique est impératif, étant donné la multiplicité des acteurs qui participent à la réussite ou à l'échec d'une réforme. Tout présidentiable sérieux, s'il ne veut pas retomber dans les errements antérieurs, devrait s'engager à ce que le futur gouvernement planifie sur le long terme sa politique d'enseignement supérieur et de recherche et, surtout, la prépare par une véritable consultation approfondie de tous les intéressés, sans se limiter à des colloques d'appareils ou de notabilités, voire – soyons cruels jusqu'au bout – à des référendums a posteriori quand la communauté universitaire s'est insurgée !

Christophe Charle est professeur à l'université Paris-I et secrétaire de l'Areser (Association de réflexion sur les enseignements supérieurs et la recherche), dont le bureau s'est associé à la rédaction de ce texte.

Face à la crise, Suez fait ses choix :

S'adapter

C'est savoir prendre des décisions importantes lorsque les circonstances l'exigent. C'est savoir se recentrer et se désendetter, comme le fait depuis quatre ans le Groupe Suez, pour faire face au retournement de conjoncture qui a suivi l'époque des conquêtes. S'adapter, c'est savoir prendre une option radicale de traitement des effets économiques de la crise immobilière sur les comptes de l'exercice 1994, afin que les performances du Groupe ne soient plus obérées par le poids du passé.

Investir

C'est choisir comment employer ses ressources afin de consolider et d'étendre les activités du Groupe, c'est renforcer son expertise. Investir en 1994, c'est développer les filiales contrôlées à 100% comme la Banque Indosuez. C'est augmenter l'investissement dans d'autres filiales et participations comme la Société Générale de Belgique, la Générale de Banque, Fimagest, la Lyonnaise des Eaux. C'est s'engager avec de nouveaux partenaires comme le groupe Sagem.

Développer

C'est conquérir de nouveaux marchés, satisfaire de nouveaux clients. C'est ce que fait la Banque Indosuez qui étend son réseau en Asie et qui a mis en place le financement du TGV coréen. C'est ce que fait la Générale de Banque qui a signé un accord avec la Poste Belge, Tractebel qui a pris le contrôle de Distrigaz, l'Union Minière qui ouvre une nouvelle raffinerie de cuivre à Olen. C'est ce que fait la Banque Sofinco en lançant de nouveaux produits de crédit à la consommation, etc.

Rentabiliser

C'est gérer le périmètre du Groupe de sorte que chaque actif financier et industriel contribue à un retour sur investissement maximum. C'est trouver un équilibre au bénéfice des actionnaires de Suez, entre des activités à fort potentiel de résultat mais sensibles aux cycles, et des activités à moins haut rendement, mais plus stables. Rentabiliser, c'est tout faire pour que le résultat net du Groupe, n'étant plus alourdi par le poids du passé, reflète la bonne santé des filiales, et les performances qu'elles réalisent.

GROUPE SUEZ

AU COURRIER DU « MONDE »

L'HONNEUR PERDU DE LA V^e RÉPUBLIQUE

Sans rêver pour autant d'une démocratie idéale, essayons de dissiper l'atmosphère nauséabonde dans laquelle se débattaient les forces vives de la nation. Comment ?

– par une responsabilisation personnelle devant la loi de tous ceux qui, aux plus hauts niveaux de leurs compétences, ne sont jamais sanctionnés quand ils faillissent à leur mission. Porteurs d'un mandat moral à l'égard de la communauté nationale (et non d'un vulgaire chèque en blanc), ils doivent alors, au minimum, être privés des pouvoirs exorbitants qui leur ont été confiés et qu'ils ont si mal utilisés ;

– par l'impossibilité pour un premier ministre en poste de présenter dans la foulée sa candidature à la présidence de la République, la confusion des fonctions étant fatale à sa neutralité et par suite à la bonne marche des affaires de l'Etat ;

– par un retour à cinq ans de la durée du mandat présidentiel, avec réélection possible.

Ces aménagements souhaitables ne sont ni nouveaux ni exhaustifs ! Mais leur adoption par voie référendaire rendrait à la classe politique française un honneur qui lui échappe.

Alain Dubet
Paris

LE CHOIX IMPOSSIBLE

A quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle, la majorité des Français reste indécise, car il semble qu'aucun candidat ne propose un projet nouveau et cohérent, susceptible de répondre aux défis du XXI^e siècle. (...) Malgré les tentatives des uns et des autres pour se démarquer, les trois principaux appartenant au même camp. Les électeurs sont donc pris dans ce que l'école de Palo Alto dénomme une double contrainte, le cadre de réf-

rence imposé déterminant un choix illusoire.

Autrefois, il s'agissait de faire croire qu'il n'y avait point de salut hors de la droite ou de la gauche. A présent, ce discours est complété par : hors du social-libéralisme ou d'un repli nationaliste, point d'issue. Malheureusement, le social-libéralisme combiné à un monétarisme dogmatique a fait la preuve de son échec sur la politique de l'emploi, et, en cette époque de mondialisation, il serait vain de céder aux sirènes d'un repli nationaliste.

La chute des idéologies signe les prémices d'une période de mutation fondamentale, qui doit nous faire passer du conflit des opposés à la conjonction des opposés, afin que s'élaborer un nouveau système politique qui intègre et transcende les couples d'opposés. Dès lors, il deviendra peut-être possible de concilier le développement économique avec une plus grande protection sociale, les tendances au libre-échange mondial avec les aspirations nationales et le régionalisme à l'échelle planétaire, d'articuler entre eux les principaux courants économiques (Smith-Marx, Keynes-Schumpeter), d'établir une régulation entre le capital et le travail, de transformer une économie de rente et un monétarisme destructeur d'emplois en un monétarisme favorisant la production, l'emploi et la créativité, d'associer la société civile au pouvoir, d'accorder aux médias, à la banque centrale et à la justice un statut intermédiaire entre la totale indépendance et la mise sous tutelle par le pouvoir politique, d'accélérer la construction européenne tout en respectant les diversités nationales.

A défaut d'accompagner cette nouvelle ère, le futur président de la République se heurtera inévitablement aux soubresauts convulsifs d'un système en voie d'agonie.

Thierry Medynski
Paris

سكيا / ملت الاصل

مركز افان الوطن

L'école de la République

par Bruno Bourg-Broc

On ne peut réduire les programmes présidentiels à de simples catalogues de mesures, si judicieuses soient-elles, et négliger l'esprit qui les anime et le système de valeurs qui en découle. Si je crois la démarche de Jacques Chirac profondément opportune et crédible, ce n'est pas seulement après une analyse technicienne, mais en vertu de l'exigence fondamentale qui la porte, et qui consiste à rétablir l'égalité des chances dans notre société pour tous les Français, et en premier lieu pour notre jeunesse.

Il en résulte une vraie priorité éducative, car c'est à l'école que les cartes sont d'abord distribuées, que l'individu fait son apprentissage intellectuel et celui de citoyen. Loin de moi d'avancer l'idée selon laquelle l'école devrait suppléer à l'ensemble des processus éducatifs défaillants ou insuffisants et se charger, avec l'apprentissage des savoirs fondamentaux, d'enseigner tous les comportements adaptés à notre société. Ces missions reviennent en priorité aux familles, qui sont d'ailleurs des partenaires à part entière de l'éducation nationale.

Mais il semble essentiel que, grâce à l'école, il entre dans la vie de chaque jeune, quel que soit son milieu familial, une part de liberté qui passe entre tous les déterminismes sociaux et qu'il existe un espace où l'identité de chaque individu puisse se révéler, quelle que soit son origine. Les exemples de réus-

site scolaire en milieu défavorisé, bien plus nombreux que l'on ne croit, viennent démontrer que le principe républicain d'égalité des chances doit être pris au sérieux. Mais garantir l'égalité des chances suppose que trois conditions soient remplies par notre système éducatif.

Tout d'abord, il faut que chaque établissement dispose de suffisamment de moyens pour rompre les logiques de l'échec au travers de formules de tutorat renouées, d'heures de soutien suffisamment nombreuses, d'une réforme des rythmes scolaires adaptée aux données de la vie moderne et favorable à l'épanouissement personnel, et bien évidemment d'un effectif professoral et technique en nombre suffisant. Qu'on ne s'y trompe pas : si les efforts nécessaires n'étaient pas faits dès maintenant, nous risquons de payer notre indifférence de façon bien plus élevée par la suite, en termes de chômage et d'exclusion.

Ensuite, il paraît nécessaire de parvenir à une plus grande diversification de nos parcours éducatifs. Sachons rompre avec le moule unique de l'enseignement général et revaloriser toutes les filières, qu'elles soient professionnelles, techniques ou technologiques : les esprits et les goûts ne sont pas identiques, il doit y avoir plusieurs parcours de réussite dans notre système.

Enfin, pour permettre la mise en œuvre de ces changements, sachons accorder une plus grande au-

tonomie de gestion aux établissements d'enseignement, qu'il s'agisse de l'enseignement secondaire ou du supérieur.

Mais il est nécessaire que l'ensemble de ces ouvertures, qui sont attendues par tous, puisse se faire en vertu d'objectifs communs, propres à mobiliser l'ensemble des énergies du monde de l'éducation autour de ce nouveau pacte républicain pour l'école. En cela, c'est avec raison que Jacques Chirac a émis l'idée d'un référendum qui redonnerait à la réforme de l'enseignement son caractère prioritaire. Aujourd'hui, je vois pour ma part au moins quatre avantages à la conduite d'un référendum sur l'éducation nationale :

1) Loin d'être le seul résultat d'une volonté venue d'en haut, le référendum découle tout au contraire d'un processus de dialogue et de concertation qui débutera avec les états généraux de l'éducation, où l'ensemble des acteurs du système éducatif pourront se faire entendre et émettre leurs propositions. Le texte proposé aux Français sera en grande partie le produit d'une vaste concertation et non un plan de réforme déconnecté des préoccupations du terrain.

2) Un des intérêts de cette opération dans son ensemble sera de lier dans une démarche commune les enseignements primaire, secondaire et supérieur, associés enfin autour de finalités identiques. Cela ne sera pas le moindre avantage de cette concertation. Trop souvent, la logique administrative a

prévalu et a séparé ces trois grands moments de notre système éducatif qui, pourtant, aux yeux des jeunes gens, ne sont pas séparables.

3) Un des principaux objectifs d'une telle remise à plat sera désormais de pouvoir réfléchir en termes de filières, de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur, car c'est la meilleure approche si l'on veut parvenir à multiplier les parcours de réussite et à rénover enfin la filière professionnelle et technique dans son ensemble. Le système éducatif doit assurer les chances égales pour tous. C'est aussi la meilleure approche pour affirmer solennellement le principe d'une liberté réelle de choix auquel est attachée, semble-t-il, la majorité des Français.

4) Enfin, le recours au référendum donnerait aux orientations votées par les Français une légitimité suffisante pour garantir l'application complète des dispositions prévues. C'est la meilleure garantie à donner aux acteurs du monde éducatif, car, jusqu'ici, l'application de trop de textes s'est arrêtée en chemin, faute d'une volonté politique suffisante pour permettre les programmations financières adéquates.

Ce sont les raisons pour lesquelles la démarche engagée par Jacques Chirac m'apparaît comme la mieux fondée.

Bruno Bourg-Broc est député (RPR) de la Morne.

Le pari de l'intelligence

par Vincent Courtillot

En 1991, Lionel Jospin écrivait dans ces colonnes : « La clé de la réussite économique de demain réside d'abord dans le niveau de formation et dans l'intelligence inventive. » Ni le Japon ni l'Allemagne ne se contentent désormais d'être de bons vendeurs, encore moins de bons copieurs d'inventions faites ailleurs. Pas plus pour ces pays que pour la France, le nombre des habitants ou le niveau des ressources naturelles ne permettent de s'imposer : ce sont bien la formation supérieure et la recherche qui sont les principales ressources de demain. C'est sur elles qu'il faut parier.

Ce pari, Lionel Jospin l'avait engagé dès 1988. Tous les universitaires et les chercheurs se souviennent de cette période comme de celle du retour de l'espérance. Les acquis en ont été considérables : relance des constructions d'amphithéâtres, de bibliothèques et de logements étudiants ; amélioration de l'encadrement, avec des créations massives d'emplois d'enseignants-chercheurs ; coup de fouet au moral donné par la revalorisation des salaires ; engagement dans la formation technologique de haut niveau et dans la professionnalisation des cursus, avec le doublement des places en IUT et la création des instituts universitaires professionnalisés ; doublement du budget de la recherche universitaire ; création du monihorat d'initiation à l'enseignement supérieur, doublement du nombre des allocations de recherche pour les thésards et revalorisation de leur montant, création du prestigieux Institut universitaire de France (IUF).

La démarche originale de Lionel Jospin, qui le distinguait de tous ses prédécesseurs, a été de faire front à la fois sur la quantité et sur la qualité. Elle a aussi été d'instaurer, puis de généraliser, la pratique de l'évaluation. Tout ce travail a été mené avec un objectif : mettre l'étudiant au cœur du système d'enseignement supérieur et une méthode : travailler en étroite concertation avec tous.

Face à ce bilan, qu'ont donc à nous montrer les deux candidats du RPR ? A mes yeux, une politique intelligente de la recherche et de l'enseignement supérieur ne devrait être ni de gauche ni de droite. La lecture du programme de Jacques Chirac pourrait sembler confirmer cette vue : il s'agit en fait de la copie pure et simple du programme de Jospin de 1988 ! Force est de constater que ceux qui ont relancé la recherche à travers le monde se nomment Harold Wilson, Willy Brandt, John Kennedy, Jimmy Carter, François Mitterrand, tous hommes de gauche dans leur pays.

Michel Debré, qui trouve indiscutablement sa place dans cette liste, y fait figure d'exception. Qu'en est-il du gouvernement Balladur ? François Fillon devait déclarer, lors de la remise de la médaille d'or du CNRS à Claude Allègre, en se tournant vers Lionel Jospin, qu'il tentait de mener à leur terme les chantiers lancés par ce dernier. Donc, dans le discours actuel de la droite, on ne trouve pas de critique de l'action menée entre 1988 et 1993 dans ce secteur, au contraire.

Mais qu'en est-il dans les faits ? Pour le conseiller (et ces conseils furent fort écoutés), Jacques Chirac avait choisi l'ancien recteur Yves Durand, l'un des animateurs de l'UNI, le très mandarin syndicat de la drohe universitaire la plus dure. Résultat : l'échec du projet Devaquet, les étudiants dans la rue, une politique universitaire désespérée et, de plus, l'un des plus mauvais budgets pour la recherche qu'on ait connus en plusieurs décennies. Et, déjà, de lourdes menaces pesaient sur le CNRS.

Qu'a fait à son tour Balladur ? Force est de constater que ni l'enseignement supérieur ni la recherche ne sont plus aujourd'hui des priorités. Le CNRS est dans un état financier alarmant, le nombre des emplois créés a été divisé par plus de deux alors que le nombre des étudiants continue d'augmenter, le rythme des contrats a été rompu et l'Etat n'honore tout simplement plus ses promesses, pourtant vitales pour la santé des universités. Une révision maladroite de la loi Savary en 1993 a été abrogée par le Conseil constitutionnel. Une des dispositions essentielles

de la nomination des professeurs à l'IUF a été rayée d'un trait de plume, montrant un désintérêt complet pour l'excellence en recherche.

Un comité international d'évaluation de la recherche et de l'ensemble de la politique universitaire, présidé d'abord par le Prix Nobel Jean-Marie Lehn, puis par l'historien Jacques Le Goff, avait été créé. Il était composé pour moitié de chercheurs européens de très grand renom, qui avaient accepté de consacrer quatre jours pleins par an, malgré leurs charges, à aider et conseiller le gouvernement. Ce comité a été purement et simplement mis en sommeil. Alors que nous étions devenus un exemple cité partout en Europe, nous sommes revenus à un comité purement franco-français ! L'orientation prétendument européenne est bien contredite par les faits.

La formation et la recherche sont les principales ressources de demain

Les conservateurs ont toujours échoué dans l'enseignement supérieur. Après une brève et exceptionnelle période sous de Gaulle (peut-être devrait-on dire sous le règne de Michel, fils de Robert Debré), ils ont négligé l'importance de la recherche. Même si, au sein de la droite, existent de nombreux scientifiques, chercheurs et universitaires de grand talent, conscients du bien commun, dont certains, par exemple, se sont battus et continuent à se battre pour la survie du CNRS, comment croire que ceux qui ont toujours écouté de mauvais conseillers et dont le bilan au pouvoir est si sombre sauront changer ? Autant choisir celui qui a montré ce qu'il était capable de faire.

Et il reste encore tant à faire ! Les hommes politiques ont parfois du mal à prévoir dans la durée. Ils n'ont d'ailleurs souvent pas cette durée pour agir. Le plan de Lionel Jospin est un plan à dix ans. Le plan « Université 2000 » n'était que le début de la rénovation universitaire : il faut l'argent pour le mener à bien et, déjà, il faut en entreprendre un nouveau volet. Sur-tout, il faut reprendre le plan social étudiant dans ses aspects quantitatifs (logements universitaires, places de restaurant, bourses et allocations à tous les niveaux) et, de manière inséparable, qualitatifs (information, orientation, reprise de la réflexion sur les premiers cycles et la lisibilité des cursus, possibilités de réorientation et droit à la seconde chance, professionnalisation en ne séparant pas artificiellement aspects techniques et culturels).

Il faut sauver le CNRS et rétablir d'urgence, dès cette année, ses financements, ce qui demande une rallonge importante du budget qui lui est actuellement consenti. Il faut assurer un soutien direct aux équipes scientifiques, en garantissant diversité et opportunités pour la recherche légère. Il faut poursuivre le développement parallèle de tous les secteurs, y compris ceux qui avaient été délibérément laissés de côté, comme les sciences humaines et sociales.

Il faut développer une vraie écologie, scientifique et quantitative, faire une place digne de ce nom à la recherche biologique et de santé, repenser la recherche spatiale, trouver une réponse à ce travers culturel français qui semble nous faire sans cesse négliger la recherche technologique.

C'est seulement avec Lionel Jospin que l'enseignement supérieur et la recherche redeviendront une grande priorité nationale. Il soutiendra ce que le chercheur que je suis ne peut que considérer comme vital : la diversité et l'excellence. Avec Lionel Jospin, il faut faire le pari de l'intelligence.

Vincent Courtillot, professeur à l'université Denis-Diderot, ancien directeur de la recherche et des études doctorales au ministère de l'éducation nationale, est chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche dans l'équipe de Lionel Jospin.

SUEZ

Un groupe en mouvement.

Pour tout renseignement complémentaire, écrire à Groupe Suez / Communication, 1 rue d'Astorg, 75008 PARIS.

FINANCE Victimes d'une crise sans précédent, les banques d'investissement américaines vont connaître un vaste mouvement de concentration. Fragilisées par des ré-

sultats laminés à la suite du krach obligataire de l'automne 1994, à la recherche de capitaux pour se développer à l'international, elles sont une proie facile pour des investis-

seurs. ● LE GLASS STEAGALL ACT, loi qui sépare depuis 1933, les activités de banques d'affaires et de banques commerciales, devrait être abrogé d'ici à la fin de l'année 1995.

Trois projets de loi ont déjà été déposés pour définir cette déréglementation. Celle-ci va amplifier la restructuration du secteur bancaire américain. ● MALGRÉ LES RÉSUL-

TATS excellents qu'elles affichent depuis deux ans et confirmés au premier trimestre 1995, les banques commerciales n'échapperont pas, elles non plus, à cette évolution.

Les banques d'investissement américaines vont devoir se concentrer

La fin du Glass Steagall Act provoquera la déréglementation du secteur bancaire. De nombreux investisseurs sont d'ores et déjà à l'affût d'acquisitions

NEW YORK

de notre envoyée spéciale

C'est une période noire pour les banques d'affaires américaines. Mardi 18 avril, Salomon Brothers, l'une des premières d'entre elles, a annoncé le remaniement et la réorganisation de sa direction générale, entraînant le départ de 15 de ses 200 directeurs. Fin février, la prestigieuse firme de Wall Street amoncelait son repli en abandonnant son activité de courtage pour les particuliers et en taillant dans ses effectifs. En 1994, Salomon Inc. a subi une perte de 364 millions de dollars (1,5 milliard de francs). Même régime chez Goldman Sachs : depuis novembre

1994, la banque a licencié plus d'un millier de personnes, après avoir enregistré une baisse de 27 % de son total de bilan et perdu 40 de ses associés. CS First Boston, filiale du Crédit suisse, poursuit son recentrage, qui s'est traduit par 400 suppressions d'emplois en 1994, l'arrêt de ses activités sur les obligations émises par les municipalités et sur les actions japonaises.

« La grande crise est devant nous », a coutume de dire Derryck Maughan, président et directeur général de Salomon Bros. Un des moyens les plus sûrs de l'éviter est de se faire racheter. Aujourd'hui, ceux qui n'appartiennent pas au

premier cercle des Merrill Lynch, Goldman Sachs ou Morgan Grenfell n'ont d'autre issue que de se rapprocher. Même ces dernières devront peut-être trouver un partenaire puissant pour se développer à l'international. « La tauménologie sur Wall Street est telle qu'une banque hollandaise dont le nom ressemble à un suffixe de verbe pourrait finir par contrôler les firmes les plus anciennes », écrit récemment le *New York Times* avec humour en faisant allusion au rachat par ING de la banque britannique Barings.

Plusieurs sociétés commencent à reconnaître qu'elles ont besoin d'associés extérieurs, d'augmentation de capital et peut-être purement et simplement d'un acquéreur. La première citée est Donaldson, Lufkin and Jeannette, que sa maison mère, Equitable, filiale de l'assureur français Axa, cache à peine vouloir vendre. Des modifications dans le capital des sociétés Oppenheimer and Cie, Dillon Read and Cie (filiale à 40 % de Barings), Lehman Bros. et même Salomon Bros. pourraient intervenir dans un avenir proche.

Les folles financières de l'année dernière, depuis la fraude sur le marché obligataire découverte chez Kidder Peabody jusqu'aux imprudences sur les marchés dérivés qui ont conduit à la faillite du comté californien d'Orange et de la banque bicentenaire britannique Barings ont non seulement compromis les réputations, mais laminé les résultats de certaines banques. S'y est ajoutée la forte baisse des taux d'intérêt qui a provoqué l'effondrement du marché obligataire. Enfin, les sociétés amé-

ricaines qui sont en excellente santé depuis des années sont aujourd'hui capables d'autofinancer leurs investissements. La retraite a sonné. Des milliers de traders et de banquiers ont été licenciés et les survivants ont vu leurs bonus s'envoler en fumée. Fin mars, l'agence d'évaluation financière Moody's a abaissé la notation sur plusieurs milliards de dollars de la dette de Lehman Bros. D'autres banques pourraient connaître rapidement le même sort.

Un des moyens les plus sûrs pour les sociétés d'éviter la crise est de se faire racheter

La survie promet d'être encore plus difficile si la suppression annoncée du Glass Steagall Act, la loi de 1933 qui séparait les activités de banque commerciale et de banque d'investissement, intervient à la fin de l'année. Toutes les banques commerciales américaines, mais également étrangères, pourraient s'engouffrer dans cette brèche. Les banques d'investissement les plus

importantes et les plus rentables, comme Merrill Lynch, Morgan Stanley et Goldman Sachs, devraient résister à cette vague d'acquisitions. Mais les plus petites aiguisent les appétits.

En achetant Barings, ING a trouvé 40 % de Dillon Read dans la corbeille. Avant cette acquisition, peu d'Américains avaient entendu parler de la banque néerlandaise. Aujourd'hui, on lui prête l'ambition d'être plus présente à Wall Street : en augmentant sa part dans le capital de Dillon, en mettant la main sur une autre société, ou en combinant les deux. Oppenheimer pourrait être sa cible.

Des cadres supérieurs de Donaldson-Lufkin-Jeanette (DLJ) avouent que leur société a eu des discussions informelles avec des banques commerciales et que la Société générale française pourrait être intéressée. La filiale d'Equitable a réalisé 205 millions de dollars de bénéfice avant impôt en 1994 alors que de nombreux concurrents affichaient des pertes. La société de courtage Warburg a récemment cité la vente possible de DLJ en 1995 ou 1996 comme une raison pour recommander l'achat d'actions Equitable à ses clients. DLJ, qui a un capital et une valeur nette comptable de 1 milliard de dollars, pourrait se vendre entre une fois et demi et deux fois ce montant.

Lehman Brothers a, de son côté,

besoin de capital : la dégradation par Moody's d'une partie de sa dette va accroître ses coûts de financement d'au moins 50 millions de dollars par an ; les nombreux départs auxquels elle a dû faire face ont affaibli son équipe de recherche, jadis l'un de ses fleurons.

Salomon a connu sa pire année en 1994, affichant des pertes de presque 400 millions de dollars. La banque d'investissement, premier opérateur sur les obligations à New York, a dû en outre avouer le mois dernier 175 millions de dollars d'erreurs comptables. Certes, Salomon, avec plus de 4 milliards de dollars de capital dont 20 % entre les mains de Warren Buffett, le milliardaire actionnaire de Coca-Cola et de Gillette, ne paraît pas « opérable ». Mais aujourd'hui tout semble possible à Wall Street.

La chasse est ouverte. BankAmerica, Chemical Banking Corp., Union de Banques suisses (UBS), Swiss Bank, Deutsche Bank, Dresdner Bank, Hong and Shanghai Banking Corp. (HSBC), National Westminster Bank, Barclays Bank sont à l'affût. Mais les acquéreurs sont prudents. Les déboires du Crédit suisse ont laissé des traces : en 1990, la banque helvétique avait acquis une majorité dans First Boston Corp., rebaptisée Crédit suisse First Boston, mais avait dû y injecter près de 800 millions de dollars.

Babette Stern

Bénéfices en hausse pour les banques commerciales

CITICORP, première banque américaine, a annoncé mardi 18 avril un bond de 50 % de son bénéfice net au premier trimestre - avec un record de 829 millions de dollars - contre 553 millions un an plus tôt. La banque a pratiquement quintuplé ses profits sur le marché des changes, à 305 millions de dollars et ses dotations aux provisions pour créances douteuses ont été réduites de 6 % par rapport au premier trimestre 1994 (391 millions de dollars).

Cette performance n'est pas unique. Depuis quelques jours, les banques américaines égrenent les bonnes nouvelles pour le premier trimestre 1995. La Chemical Banking Corp. a affiché une progression à deux chiffres (21 %) à 385 millions de dollars. Banc One, l'une des principales banques régionales américaines, basée à Columbus dans l'Ohio, a annoncé un quadruplement de son bénéfice net, à 303 millions de dollars contre 64 millions un an plus tôt. NationsBank, quatrième

banque américaine, avait affiché une hausse de 6 % de son bénéfice net trimestriel à 443 millions de dollars contre 417 millions au premier trimestre de 1994.

Seule la Chase Manhattan, sixième banque du pays, a vu son bénéfice baisser de 29 %, à 260 millions de dollars contre 364 millions un an plus tôt, rétrogradant des « pertes significatives » sur les marchés émergents. Cette faiblesse est d'ailleurs mise à profit par certains : la semaine dernière, le financier Michael Price, patron de Heine Securities, s'est offert 6,1 % du capital de la banque. Elle a pu en revanche repousser les propositions de fusion formulées par NationsBank. Comme les banques d'investissement, les grandes banques américaines, qui ont eu d'excellents résultats ces deux dernières années, vont être prises dans la tourmente qui souffle sur Wall Street.

Ba. S.

Paribas veut être un actionnaire actif

QUE VA FAIRE Paribas dans GSI ? Le groupe vient d'y prendre une participation de 6 % environ dans la société de services informatiques. Cette entrée impromptue a déclenché le mécontentement du président de GSI, Jacques Raiman. Chez Paribas, on minimise l'affaire. « C'est une occasion intéressante pour la maison. Mais nous n'avons pas vocation à y rester durablement », explique Amaury-Daniel de Sèze. Le président de Paribas Affaires Industrielles (structure qui gère le portefeuille de participations industrielles et commerciales de Paribas) et membre du directoire de la Compagnie financière préfère insister sur d'autres prises de participation récentes - dans l'équipement automobile Reydel ou chez Carbone-Lorraine - qui sont, à ses yeux, la traduction d'une politique plus active d'investissement.

Au vu des résultats de 1994, Paribas a mesuré tout l'intérêt de posséder un ample portefeuille de titres. Les activités de marché du groupe ont périclité, l'immobilier a accumulé de nouveaux déficits, mais Paribas Affaires Industrielles, profitant de la reprise économique, a affiché un bénéfice net de 2,4 milliards de francs. Premier contributeur, il a permis au groupe de sauver son résultat (1,7 milliard de francs).

Du coup, la direction est tentée de pousser les feux de ce pôle d'activité, qui détient 40,4 milliards de francs de participations, dont

9 milliards environ contrôlés en direct par sa filiale belge Cobepa. « Nous voulons être un actionnaire professionnel », dit Amaury-Daniel de Sèze. Comme son rival Suez - dont il reprend la formule - le groupe entend détenir un pourcentage significatif dans les sociétés où il investit.

Les déboires essuyés par Paribas, notamment dans Ciments français (Le Monde du 11 février), ou même les pertes récurrentes de la SCOA (distribution) lui ont appris le coût d'une absence de contrôle. Echaudé, Paribas veut désormais avoir les moyens d'intervenir sur la stratégie. « Nous demandons une transparence totale, un accès complet aux informations afin d'être en mesure d'exercer un suivi réel », assure le président de Paribas Affaires Industrielles. Adepte des méthodes de contrôle anglo-saxonnes, il n'exclut pas de changer un président en cas de conflit.

CAPITAL-DÉVELOPPEMENT

Mais, avec des prises de participation d'un montant unitaire variant entre 50 et 300 millions de francs, Paribas joue plus le rôle d'une société de capital-développement que celui d'un actionnaire de grands groupes. L'an dernier, il a certes acquis 1 % dans le « noyau dur » d'Elf Aquitaine, renforcé ses participations dans Total et Havas, pour les porter respectivement à 1,1 % et 5 %. Mais l'essentiel de ses opérations a porté sur des PME dans des secteurs en croissance ou en restructuration. Il a ainsi pris

18 % de Socofix, une société spécialisée dans les composants électromécaniques pour l'automobile, et 20 % dans Cofatex, holding regroupant les activités climatiques et thermiques de Gaz de France. Désireux d'avoir un portefeuille plus international (93 % de ses investissements sont en Europe, dont 62 % en France), il a participé aussi au leveraged buy-out (LBO) d'une société américaine d'affichage, Alabama Outdoor Advertising, et investi dans une société de distribution de Taiwan, President Chain Stores.

Paribas aura-t-il la patience d'accompagner ces firmes dans leur développement ? « Nous investissons pour une période de cinq à sept ans. Il nous faut faire tourner davantage notre portefeuille », explique M. de Sèze. Ainsi, Paribas a diminué en 1994 ses participations dans Poliet (matériaux de construction), Ciments français, M.6. Il a vendu ses titres dans Guinot (terrassiers), REP (machines plastiques), et incité d'autres sociétés comme MGI Coutier (équipement automobile) à s'introduire en Bourse. Ses désinvestissements se sont élevés à 5,2 milliards de francs et il a réinvesti 4 milliards.

Estimant que le portefeuille de Paribas Affaires Industrielles recèle 10 milliards de plus-values latentes, son président pense que, cette année encore, le montant des désinvestissements sera supérieur à celui des investissements.

Martine Orange



BANCA COMMERCIALE ITALIANA

Société Anonyme par actions - Siège Social à Milan - Piazza della Scala, 6 - Registre des sociétés n° 2774 - Tribunal de Milan - Capital Social Lires 1.579.369.010.000 - Réserve Légale Lires 420.000.000.000 - Banque inscrite au Registre des Banques et chef de groupe du Groupe Banca Commerciale Italiana inscrit au Registre des Groupes Bancaires Italiens

Les actionnaires porteurs d'actions ordinaires de la Banca Commerciale Italiana sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le 28 avril 1995 à 10 heures à Milan, Via Manzoni n° 6 et éventuellement en deuxième réunion le 29 avril 1995 même lieu et même heure.

Ils sont, en outre, convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire - qui se tiendra à la même adresse - le 27 avril 1995 à 10 heures et éventuellement, en seconde réunion, le 28 avril 1995 à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire et, le cas échéant, en troisième réunion le 29 avril 1995 à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, à l'effet de débiter sur les ORDRES DU JOUR suivants :

Assemblée Générale Ordinaire

- 1) Rapports du Conseil d'Administration et du Collège Syndical ; présentation du bilan au 31 décembre 1994 et résolutions y afférentes.
- 2) Nomination d'un membre titulaire et d'un membre suppléant du Collège Syndical ; nomination de son Président.
- 3) Compte rendu des rapports contractuels avec les Commissaires aux Comptes pour la vérification du résultat semestriel au 30 juin 1994.

Assemblée Générale Extraordinaire

- 1) Proposition de modification de l'article 11 des Statuts.

Sont habilités à participer aux Assemblées des titulaires d'actions ayant droit de vote qui, bien que déjà inscrits au Registre des actionnaires, auront déposé leurs actions au moins cinq jours avant la date de l'Assemblée aux guichets de la Banque ou de la Caisse en charge de leur gestion auprès de Monte Titoli, en accord avec les dispositions de l'article 4 de la Loi du 29 décembre 1962, N° 1745.

Il est rappelé que les actionnaires peuvent se faire représenter aux Assemblées, à l'exception de ce que prévoit l'article 2372 du code civil italien, moyennant un simple pouvoir écrit authentifié par un Administrateur, un dirigeant ou un fondé de pouvoirs de la Banque, un Notaire, une Autorité consulaire, ou une banque italienne ou étrangère.

Le vote peut également s'exercer par correspondance selon disposition conjointe du 30.12.1994 de la Banque d'Italie, de la Commission Nationale pour les Sociétés et la Bourse (CONSOB) et de l'Institut pour la Surveillance des Compagnies d'Assurances privées et d'intérêt collectif (ISVAP).

Les actionnaires qui entendent exercer leur droit de vote par correspondance, doivent présenter, en temps utile, une demande auprès de la Société ou de la Caisse en charge de la gestion des titres, lors du dépôt des actions ou de la demande d'attestation conséquente, en vue d'obtenir un bulletin de vote par correspondance et une carte d'admission.

La demande à la Société pour exercer le vote par correspondance et l'envoi du bulletin de vote ainsi que de la carte d'admission doivent être adressés à : Banca Commerciale Italiana - Segreteria del Consiglio - Ufficio Azionisti, Piazza della Scala n° 6, 20121 Milano.

Les textes des résolutions proposés aux Assemblées, accompagnés des rapports explicatifs, sont déposés au Siège Social, auprès de toutes les succursales de la Société en Italie et auprès de la Caisse en charge de la gestion des titres susmentionnées ; ils seront, en outre, envoyés à tous les actionnaires ayant droit de vote qui en feront la demande comme précisé ci-dessus.

Le Président
du Conseil d'Administration

هكذا من الأصل

Air France a perdu 2,35 milliards de francs en 1994

En 1993, le groupe avait enregistré un déficit de 8,5 milliards. L'amélioration provient de l'augmentation des ventes et des économies de fonctionnement

LES COMPTES, présentés au conseil d'administration, mercredi 19 avril, de la compagnie nationale Air France, font apparaître un chiffre d'affaires consolidé de 56,19 milliards de francs contre 55,15 milliards en 1993 (y compris Air Inter). Le résultat net (part du groupe) est déficitaire de 2,35 milliards à la fin de l'année, à comparer à la perte de près de 8,5 milliards de 1993, soit une baisse de 72 % du déficit d'une année sur l'autre. Le résultat d'exploitation est encore déficitaire de 432 millions de francs, note Air France dans un communiqué, mais se réduit de près de 3 milliards comparé à l'exercice précédent.

Les comptes 1994 d'Air France sont d'une complexité sans nom à cause du changement de statut du groupe. A la fin de l'année dernière, le groupe Air France, qui détenait plusieurs filiales y compris Air Inter, a été remplacé par un holding « Groupe Air France SA » contrôlant deux compagnies : Air France et Air Inter, chacune ayant ses propres filiales.

Si l'on considère la seule compagnie Air France, le chiffre d'affaires s'est élevé à 39,76 milliards de francs en 1994, soit une augmentation de 2,8 % comparée à l'année précédente. Cette aug-

mentation s'explique par une forte hausse de l'activité. Les avions ont été mieux remplis, avec un taux qui a atteint 73 % pour les passagers contre 67,8 % l'année précédente et 67,8 % pour les marchandises contre 60,2 %. Cette amélioration s'explique par la propension d'Air France à casser les prix. En 1994, la compagnie a cherché avant tout à faire du volume, et ses marges ont été détériorées.

Résultat : la recette « unitaire », qui est le véritable indicateur de la rentabilité, s'est effondrée : en recul de près de 10 % (soit passagers/kilomètres transportés) ou de 2,8 % en sièges/kilomètres offerts. La direction d'Air France, consciente des limites de sa politique, a changé de cap depuis environ six mois et demandé à ses agents commerciaux de mettre un frein aux rabais de toutes sortes. Le lancement des nouveaux produits européens au printemps a confirmé ce retour à une tarification plus maîtrisée avec cette fois-ci un risque, au moins temporaire, de recul du chiffre d'affaires.

En 1994, l'excédent brut d'exploitation de la compagnie Air France s'élève à 2,68 milliards de francs, soit un retournement complet, puisque le déficit était l'année précédente de l'ordre de

100 millions. Pour expliquer cette amélioration, les dirigeants d'Air France invoquent non seulement l'augmentation des ventes, mais aussi la baisse du kérosène, une politique plus rigoureuse des achats et des économies en frais de personnel. Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1994, l'effectif pondéré de la compagnie Air France est passé de 39 956 agents à 37 419. Il est prévu au total 5 000 suppressions de postes entre le 1^{er} janvier 1994 et la fin 1996.

La perte nette de la compagnie Air France s'élève à 1,26 milliard de francs contre 7,81 milliards en 1993. Des opérations exceptionnelles (vente des hôtels Méridien à Forte et cession des titres Air Inter au groupe Air France SA pour 2,47 milliards) ont limité le déficit. Si l'on ne tient pas compte de la plus-value réalisée sur les titres Air Inter, le déficit net se serait élevé à 2,55 milliards de francs.

Ces résultats 1994 sont intermédiaires car, exceptionnellement, l'exercice d'Air France se déroulera sur quinze mois, du 1^{er} janvier 1994 au 31 mars 1995. A cette date, Christian Blanc, le président, prévoit toujours des pertes de l'ordre de 3,7 milliards de francs et l'équilibre au printemps 1996.

Martine Laronche

Marc Vienot prend provisoirement les rênes d'Alcatel-Alsthom

Le PDG de la Société générale devient président par intérim du groupe jusqu'au 31 juillet. Il devra en réorganiser les structures et trouver un successeur à Pierre Suard

EN DEUX HEURES à peine, le conseil d'administration du groupe Alcatel-Alsthom a remplacé Pierre Suard. Ses treize membres qui s'étaient engouffrés, mardi 18 avril à 18 heures dans l'hôtel particulier du siège, rue de La Boétie, en sont sortis peu avant 20 heures. Ils ont délégué, sans surprise, l'un des leurs, Marc Vienot, PDG de la Société générale et premier actionnaire du groupe, comme président-directeur général d'Alcatel-Alsthom, par intérim et pour trois mois. Le mandat que lui a confié le conseil a pour échéance le 31 juillet.

« Sa mission consistera, en particulier, à proposer la désignation d'un président-directeur général », indique le communiqué du groupe publié dans la soirée. Chaque terme a été pesé avec soin et des mots, comme nouveau président ou remplacement, n'y figurent pas. Pierre Suard n'a pas remis sa démission. « Il reste aujourd'hui président et administrateur du groupe », explique-t-on chez Alcatel-Alsthom.

Le conseil indique seulement « avoir pris acte, avec regret, de ce que Pierre Suard est toujours empêché d'exercer ses fonctions à la tête du groupe ». Il « tient à rappeler que cela n'entache en rien la présomption d'innocence dont M. Suard bénéficie ».

La tâche incombant à Marc Vienot est évidemment de trouver un successeur à M. Suard. C'est donc une fois le successeur nommé qu'il devra formellement perdre sa présidence. « Rien n'exclut que Pierre Suard de-

meure alors administrateur », précise-t-on au sein du groupe.

M. Vienot devrait réfléchir également à une nouvelle organisation des structures de direction du groupe. La dissociation de la présidence d'Alcatel-Alsthom de celle de sa filiale dans les télécommunications, Alcatel, soumise par certains administrateurs, ne fait pas l'unanimité. D'aucuns redoutent que cette formule ne conduise à nommer à la tête du groupe un président qui « sera condamné à regarder passer les trains entre Pierre Biler (le patron de GEC-Alsthom) et Roger Cornu (le vice-président d'Alcatel qui pourrait être porté à la tête de la branche télécommunications) ».

M. Vienot sera assisté par un comité permanent de cinq administrateurs « qu'il pourra consulter sur toute question importante », indique un communiqué du groupe. Ambroise Roux, président d'honneur d'Alcatel-Alsthom, Rand Araslog, le patron d'ITT, Guy Dejouany, le président de la Générale des eaux, Jacques Friedmann, celui de l'UAF et Jean Peyrelevade du Crédit lyonnais figurent dans cette instance.

Par ailleurs, les administrateurs ont décidé de convoquer les actionnaires du groupe en assemblée générale le 22 juin prochain.

C.M.

Les salariés d'Air Inter sont des actionnaires déçus

LES SALARIÉS-actionnaires d'Air Inter s'estiment lésés. Ils protestent contre une proposition de rachat de leurs actions que vient de leur faire la direction au prix de 2 300 francs pièce. L'offre leur paraît « indécente », l'état ayant évalué à l'automne l'entreprise publique à 3,3 milliards – soit une valeur de 4 300 francs par titre – lors du transfert des actions Air Inter, détenues par Air France, à la holding Groupe Air France SA, propriétaire des deux compagnies aériennes.

Le désaccord ne date pas d'hier. La participation des salariés au capital d'Air Inter (dans une limite de 3 %) avait été lancée fin 1987 par le président de l'époque, Pierre Eelsen. L'action avait été mise en vente au prix avantageux de 2 500 francs, quand elle atteignait alors plus de 4 000 francs au hors-cote. Un abondement de l'entreprise de 1 000 à 500 francs rendait l'opération attrayante. Les actions restaient bloquées pendant cinq ans, ce qui renvoyait le premier déblocage à avril 1992.

Dans certains cas, comme le mariage, les détenteurs de parts pouvaient revendre leurs actions de manière anticipée et celles-ci être revendues via la Cardiff à d'autres salariés au prix du marché, tou-

jours avec abondement de l'entreprise jusqu'en 1992. Il s'est donc trouvé des employés qui ont acheté les actions entre 4 000 et 4 500 francs à la faveur de ces exceptions. En janvier 1990, Jérôme Seydoux vendait UTA à Air France et, par là même, les parts qu'il détenait dans Air Inter, valorisé à 6 000 francs l'action. Ensuite le cours est tombé jusqu'à 950 francs en 1991. La direction a alors décidé d'interrompre les rachats en interne en 1992.

Compte tenu du délai de blocage de cinq ans, les salariés-actionnaires n'ont jamais profité de l'envolée du titre qui a précédé la prise de contrôle par Air France.

La direction explique que « Les salariés n'ont jamais été spoliés. Nous nous sommes arrangés pour qu'ils ne perdent pas d'argent ». Les actions débloquentes en avril 1992 ont été rachetées à 2 000 francs et celles débloquentes en avril 1995 devraient l'être à 2 300 francs, comme le propose la direction. Le cours atteignait 1 850 francs, mardi 18 avril, au hors-cote, en hausse pour se rapprocher de la parité proposée. Il reste aujourd'hui 512 actionnaires à Air Inter détenant 1 635 parts.

M. L.

La RATP a encore perdu des voyageurs en 1994

LES PERTURBATIONS devaient être limitées à la RATP les 19, 20 et 21 avril à l'occasion d'un mouvement de grève visant à obtenir des augmentations salariales et plus d'effectifs. Les arrêts de travail, compris entre 5 h 30 et 7 h 30, le matin, et 16 h 30 et 20 h 30, devraient être bien inférieurs à ce qui s'est produit le 30 mars, où certaines lignes de métro avaient dû être fermées, a précisé la direction de l'entreprise.

La RATP, en outre, présentait ses résultats financiers, mardi 18 avril. La Régie a encore du chemin à faire avant d'atteindre l'équilibre d'exploitation. En 1994, la différence entre ses recettes commerciales et ses dépenses de fonctionnement s'est traduite par un solde négatif de 735 millions de francs, contre 658 millions de francs, l'année précédente. Toutefois, la direction de la Régie prévoit de limiter ce déséquilibre cette année

avec des « pertes » de 644 millions. Le plan d'entreprise sur trois ans prévoit un équilibre à la fin de 1997.

Les recettes en provenance des voyageurs sont en hausse de 3,8 % par rapport à 1993. Toutefois, sans augmentation de tarifs, elles auraient baissé de près de 1 %, ce qui correspond à un recul du trafic (-0,6 % sur le métro, -1,3 % sur les lignes bus à Paris). Les effectifs ont augmenté de 2 100 personnes. Les subventions publiques à l'équilibre du budget ont atteint 7,23 milliards de francs en augmentation de 6 % par rapport à l'année précédente. Ces sommes permettent aux investissements d'atteindre 4,9 milliards de francs (+3,7 %), dont 1,3 milliard pour l'extension du réseau, notamment la construction de la ligne Métro entre Tolbiac et Madeleine.

M. L.

RHÔNE-POULENC INFORME SES ACTIONNAIRES

Compte-rendu d'Assemblée

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de Rhône-Poulenc, s'est tenue le 13 avril 1995, en présence de 650 participants, avec un quorum de 43,052 %. Elle a adopté les 15 résolutions présentées. Le chiffre d'affaires consolidé est de 86,3 milliards de francs en augmentation de 7,1 %. Le bénéfice net s'élève à 1,9 milliard de francs, ce qui représente un quasi doublement par rapport à 1993, grâce à l'amélioration de l'exploitation.

Au cours de l'année 1994, le Groupe a amélioré sa structure financière en augmentant ses fonds propres.

PRINCIPALES RÉSOLUTIONS

- Approbation des comptes sociaux de l'exercice 1994 et de l'affectation du résultat.
- Pouvoir donné au Conseil d'Administration d'émettre des titres de créances et de procéder à diverses émissions ayant pour effet d'augmenter le capital de la société avec ou sans droit préférentiel de souscription pour les actionnaires (mise en harmonie avec des lois récentes).
- Reconstitution des CIP et des certificats de droits de vote en actions privilégiées B, par la remise gratuite de certificat de droits de vote aux propriétaires de CIP.

Dividendes mis en paiement à partir du 3 juillet 1995 :

par action ordinaire :
- un dividende de 230 F plus un coupon de 10 F
- de 1-10 F soit un versement global de 120 F
par action privilégiée :
- un dividende de 405 F plus un coupon de 20 F
- de 2-105 F soit un versement global de 120 F



Option de paiement du dividende en actions.

Du 3 au 13 juillet 1995, les actionnaires « A » et d'actions privilégiées « B » peuvent opter pour un paiement du dividende en actions ordinaires « A » sur la base d'un prix de 1405 F par action émise.

DE NOUVEAUX PROGRÈS EN PERSPECTIVE

L'année 1995 devrait être marquée par une nouvelle progression sensible des résultats. Elle sera, pour le Groupe une année complémentaire de consolidation. Au-delà de 1995, le Groupe devrait bénéficier :

- de la concentration et de la consolidation de son portefeuille d'activités.
- de l'amélioration de la compétitivité de toutes ses activités, fruit des efforts engagés dans tous les secteurs du Groupe.
- des premiers résultats significatifs de la commercialisation de ses nouveaux produits, dont l'impact devrait surtout se faire sentir en 1996, et encore plus nettement à partir de 1997.
- d'une amélioration continue de sa structure financière.

Pour toute information complémentaire :

Relations Actionnaires,
Rhône-Poulenc,
Philippe Rumeau
25, quai Paul Doumer,
92408 Courbevoie cedex
Tél. (1) 47.68.00.97

N° VERT 05.40.53.43

Minitel

3616 CLIFF Rhône-Poulenc

 RHÔNE-POULENC

Le regain de tension commerciale entre le Japon et les Etats-Unis provoque une nouvelle baisse du dollar

Le franc connaît un accès de faiblesse face à la monnaie allemande

Le dollar est tombé, mercredi matin 19 avril, à son plus bas niveau historique, face à la devise japonaise. Il s'inscrivait à 79,75 yens. Le billet vert

était également très faible face à la monnaie allemande, à 1,3475 mark. La chute du dollar provoquait de nouvelles tensions sur le marché des

changes européen. Le franc faisait l'objet d'attaques répétées et tombait à 3,54 pour un mark, soit une baisse de 6 centimes en 24 heures.

LE NOUVEAU RECORD de baisse établi le 10 avril par le dollar face à la devise japonaise (80,15 yens) doit être rayé des tablettes. Mercredi matin 19 avril, à Tokyo, le dollar est tombé à un plus bas niveau historique de 79,75 yens. Le billet vert était aussi en forte chute face à la monnaie allemande. Il s'inscrivait à 1,3475 mark, non loin de son cours le plus bas (1,3450 mark) atteint au début du mois de mars.

Au fil des jours, la thèse selon laquelle les Etats-Unis livrent une guerre monétaire au Japon et mènent une stratégie délibérée de dépréciation du dollar, pour forcer le gouvernement nippon à ouvrir son marché intérieur, se confirme. Les responsables américains, que ce soit par leurs silences pesants ou leurs déclarations ambiguës, semblent prendre un malin plaisir à « jeter de l'huile sur le feu » et à faire baisser le billet vert. Dimanche 16 avril, le secrétaire d'Etat américain au Trésor, Robert Rubin, après avoir rencontré son homologue japonais, s'était contenté de déclarer, laconiquement, qu'« une stabilisation des taux de change va dans l'intérêt du monde ». Mardi, le secrétaire américain au commerce, Ron Brown, a pour sa part brandi la menace de sanctions commerciales contre Tokyo, en cas d'échec des négociations sur l'ouverture du marché automobile japonais. « Nous allons nous montrer agressifs dans notre approche », a-t-il affirmé.

Depuis la mi-février 1994 et le premier échec des négociations commerciales entre les Etats-Unis et le Japon, la monnaie américaine ne cesse de reculer face à la devise japonaise. Tout regain de tension dans ces négociations se traduit immédiatement par une baisse du billet vert. La simultanéité est troublante. Certes les experts excluent tout à fait l'idée selon la-

quelle la Maison Blanche « imposerait » aux grandes banques et aux investisseurs institutionnels américains de vendre du dollar.

NOUVELLES TURBULENCES

La stratégie mise en œuvre actuellement par les autorités de Washington serait beaucoup plus habile et pernicieuse. Elle révélerait d'un art savant de l'ambiguïté et consisterait à persuader les opérateurs des marchés financiers qu'aucune mesure décisive ne sera prise pour soutenir le billet vert. « Les marchés considèrent par exemple qu'une hausse des taux courts américains serait nécessaire pour faire rebondir le dollar. Ni le Trésor ni la Fed n'envisagent une telle décision », observent les économistes du Crédit lyonnais. Jusqu'où les Américains peuvent-ils se permettre de suivre cette stratégie ? Les analystes de la Caisse des dépôts et consignations ne se montrent guère optimistes. « Les choses pourraient même devenir pires si, à cause de sa faiblesse persistante, le dollar perdait son statut de monnaie de réserve. Les investisseurs non américains en seraient moins demandeurs », ce qui accentuerait encore la dépréciation du billet vert. Privé de son statut privilégié, le dollar deviendrait une monnaie comme une autre, aussi fragile que... le peso mexicain !

La nouvelle chute du dollar face au deutschemark a provoqué de nouvelles turbulences sur le marché des changes européen. Elle ne permet pas toutefois d'expliquer entièrement l'accès de faiblesse brutal dont a été victime le franc français. Mercredi matin 19 avril, le franc s'échangeait à 3,54 pour un mark, soit une baisse de 6 centimes en vingt-quatre heures. A quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle, la baisse du franc n'aurait après tout rien

de véritablement surprenant, quand on connaît la capacité d'anticipation des opérateurs des marchés financiers. Réagir aussi tardivement n'est pas dans leurs habitudes.

Certains spécialistes mettent en avant un élément nouveau, à savoir les violentes attaques lancées par Jacques Chirac contre le gouverneur de la Banque de France. Les investisseurs, en particulier étrangers, redouteraient les conséquences d'un éventuel conflit entre l'institut d'émission et le futur gouvernement (Le Monde du 19 avril). Ce dernier pourrait fort bien s'accommoder d'un franc « moins fort » et le dire publiquement. Lorsqu'on connaît la position de l'institut d'émission, le pire serait à craindre. La Banque de France, qui a pour mission de défendre la stabilité des prix, considère qu'une baisse du franc est par nature inflationniste, et donc contraire à la mission que lui a confiée la loi.

Les professionnels craindraient une dangereuse escalade au lendemain de l'élection présidentielle. La Banque de France relèverait ses taux pour défendre un franc fragilisé, le gouvernement

dénoncerait une telle mesure, provoquant par là même un nouvel affaiblissement du franc, et donc, une nouvelle hausse des taux. De nombreux économistes jugent que les investisseurs ont tort de s'inquiéter outre-mesure : ils voient mal comment, à ce petit jeu, la Banque de France, qui possède l'arme des taux alors que le gouvernement ne dispose que de l'arme des mots, pourrait ne pas prendre très rapidement l'avantage.

Les mandats des neuf membres du Conseil de la politique monétaire sont irrévocables et amender la loi d'indépendance de la Banque de France consisterait de fait à remettre en cause l'application du traité de Maastricht. Il resterait toutefois pour l'institut d'émission à justifier vis-à-vis de l'opinion publique son attitude intransigente. Exaspéré par celle-ci, le nouveau gouvernement, à la légitimité démocratique toute fraîche, n'aurait-il pas la tentation de dénoncer publiquement un conseil de technocrates insensibles à la lutte contre le chômage ?

Pierre-Antoine Delhommais

L'aéronautique européenne risque de « disparaître »

Les patrons de l'Aérospatiale et de Dasa lancent un cri d'alarme. La chute du billet vert menace l'existence des constructeurs non américains

LES DIRIGEANTS des entreprises aéronautiques dénoncent un à un la chute du dollar. Le président de l'Aérospatiale, Louis Gallois, a affirmé, mardi 18 avril, que l'industrie aéronautique européenne risquait purement et simplement de « disparaître » si rien n'était entrepris pour faire remonter le billet vert. « La sous-évaluation aberrante du dollar donne un avantage indit et destructeur à l'industrie aéronautique située en zone dollar », a déclaré Louis Gallois. Cette sous-évaluation « peut conduire à une perte nouvelle supérieure au milliard de francs ». Après trois ans de déficits, le groupe, qui est l'un des quatre partenaires du consortium européen Airbus, espérait équilibrer des comptes, mais sur la base d'un dollar à 5,80 F. « A 4 francs 80 pour un dollar, on est complètement hors des clous », a prévenu Louis Gallois.

Mercredi 19 avril, l'Allemand Manfred Bischoff, patron de Daimler-Benz Aerospace (DASA), la filiale aéronautique de Daimler-Benz, a tenu un discours semblable à Munich : « Si le dollar ne se stabilise pas bientôt ou-dessus de 1,60 DM, ce qui était la base de nos prévisions pour 1995, nous devrons de nouveau compter cette année avec des pertes à 3 chiffres », c'est-à-

dire supérieures à 100 millions de marks (environ 350 millions de francs).

Le marché mondial des gros avions, qui se répartit entre Airbus et les Américains Boeing et Mac Donnell Douglas, est entièrement libellé en dollars. Les Européens, dont les coûts de production sont chiffrés en monnaies locales, ne peuvent pas lutter contre une baisse durable de la devise américaine. La politique de couverture des risques de change « permet de faire face aux situations passagères mais n'est pas opérante face aux situations durables », a expliqué Louis Gallois.

Actuellement, l'Aérospatiale donne la priorité à la vente de ses avions même si le cours du dollar risque de conduire à des ventes à perte. Louis Gallois a appelé l'Europe et le Japon à trouver « des moyens de pression » sur les Etats-Unis, pour qu'ils soutiennent leur monnaie. La situation est d'autant plus délicate pour les industriels européens que leurs concurrents américains continuent, comme eux, d'accroître leurs efforts de productivité. Depuis le début de l'année, Boeing, premier constructeur aéronautique mondial, a annoncé la suppression de 7 000 emplois.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'ORÉAL



RÉSULTAT NET
OPÉRATIONNEL
PART DU GROUPE
+20,7%

CHIFFRE D'AFFAIRES
CONSOLIDÉ
+18,6%

DIVIDENDE
+13%

PROGRESSION DES RESULTATS CONSOLIDÉS DE L'ORÉAL

MF = millions de francs français F = francs français	1994	en % par rapport à 1993
Chiffre d'affaires consolidé	47624 MF	+ 18,6 %
Bénéfice avant impôt et participation, plus ou moins values	5352 MF	+ 19,1 %
Résultat net opérationnel part du groupe	3121 MF	+ 20,7 %
Par action et certificat d'investissement	50,78 F	+ 14,3 %
Dividende net proposé	12,20 F	+ 13,0 %

L'événement de l'année 1994 a été la reprise par L'ORÉAL, par voie d'apport et d'achat, de ses agents exclusifs aux États-Unis, au Canada et en Suisse, complétée par le renforcement de sa participation dans son agent espagnol.

L'ORÉAL a ainsi intégré, dans son périmètre de consolidation à compter du 1^{er} juillet 1994, 100 % des sociétés Cosmair Inc. U.S.A., Cosmair Canada Inc. et L'Oréal (Suisse) et 49 % de Procas (Espagne).

Grâce notamment à cette opération, le chiffre d'affaires consolidé de L'ORÉAL s'est élevé à 47,6 milliards de francs, soit une croissance de 18,6 % à données publiées par rapport à 1993 et de 8 % à données comparables, c'est-à-dire à structures et à taux de changes identiques.

Le résultat net opérationnel consolidé part du Groupe s'élève à 3121 millions de francs, soit une progression de 20,7 %.

Le nombre d'actions ayant légèrement augmenté, le résultat net opérationnel part du groupe par action et certificat d'investissement représente 50,78 francs contre 44,42 francs en 1993, soit une augmentation de 14,3 %.

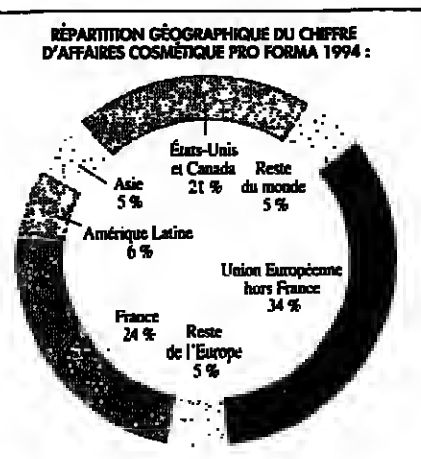
La consolidation pro forma des comptes de L'ORÉAL au titre de l'année 1994, c'est-à-dire en inté-

grant les chiffres d'affaires et les résultats des sociétés reprises sur la totalité de l'année et en prenant en compte les frais financiers provenant de cette reprise, également sur la totalité de l'année, se serait présentée comme suit :

- Le chiffre d'affaires pro forma se serait élevé à 51,8 milliards de francs;
- Le bénéfice avant impôt et participation se serait élevé à 5,3 milliards de francs;
- Le résultat net opérationnel part du groupe se serait élevé à 3,1 milliards de francs, faisant ressortir un bénéfice net par action de 50,5 francs, en progression de 13,7 % par rapport au bénéfice net par action publié en 1993.

Le conseil d'administration de L'ORÉAL proposera à l'Assemblée Générale des Actionnaires, convoquée le mardi 30 mai 1995, la distribution d'un dividende net de 12,20 francs, en hausse de 13 % par rapport à 1993.

M. Lindsay OWEN-JONES, Président-directeur général de L'ORÉAL, a réuni le 13 avril 1995 les analystes financiers, les investisseurs internationaux et les journalistes spécialisés pour leur présenter et leur commenter l'ensemble de ces informations.



Pour plus d'informations, veuillez consulter les banques, les sociétés de bourse ou les établissements financiers, ainsi que vos journaux habituels et, par minitel, la base de données "3616 CLIFF".
L'ORÉAL, 41, rue Martre, 92117 Clichy - Télécopie : 47.56.80.02 - Standard : 47.56.70.00.

UGC-Droit audiovisuel affiche des résultats en régression

LE CHIFFRE D'AFFAIRES en hausse (348,5 millions de francs en 1994, contre 304,7 millions en 1993) et le résultat net positif mais en légère baisse (21 millions de francs, contre 33,7 en 1993) d'UGC-Droit audiovisuel traduisent la situation économique de cette filiale d'UGC, dont la vocation est de vendre les droits de diffusion de son catalogue de films aux chaînes de télévision francophones. La hausse du chiffre d'affaires (+ 40 millions de francs) accompagne la meilleure santé financière des chaînes françaises, qui affichent, pour la plupart, des résultats accablants. Quant au résultat, sa baisse tient au fait qu'il a été réalisé, pour l'essentiel, sur une filiale ne disposant pas des reports dus à la reprise de l'actif et du passif de United Communication, un catalogue de films américains racheté par UGC voici quelques mois pour compléter son offre de programmes. Les comptes de 1995 laissent toutefois espérer une augmentation significative du chiffre d'affaires et des résultats.

■ VALFOND : le pôle fondé de fonte du groupe Valois a vu son bénéfice net consolidé augmenter de 44,2 % à 124,6 millions de francs en 1994. Valfond, filiale cotée du groupe Valois, a bénéficié de l'amélioration de la conjoncture automobile en 1994 : son chiffre d'affaires a affiché une progression de 14,2 % à 2,5 milliards de francs. Le résultat d'exploitation, lui, a triplé pour atteindre 99,3 millions de francs. Pour 1995, le groupe anticipe une croissance du marché automobile européen plus modeste, voire étiée, mais n'en escompte pas moins « une nouvelle progression de son chiffre d'affaires ».

■ SAINT-GOBAIN : le verrier français a annoncé, le 18 avril, qu'il allait investir 50 millions de dollars (240 millions de francs) dans une usine de vitrage automobile au Mexique. Cette usine, dont la construction devrait commencer en mai à Cuautla, près de Mexico, sera opérationnelle à l'été 1996.

■ BACCARAT : la cristallerie filiale du groupe du Louvre a annoncé, mardi 18 avril, une perte nette pour 1994, part du groupe, de 28,32 millions de francs, contre un bénéfice de 1,12 million en 1993. Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 472,59 millions de francs, en baisse de 4,7 %. Cette perte s'explique, selon la société, par « les performances décevantes de la filiale américaine Baccarat Inc. », dont le chiffre d'affaires en dollars a baissé de 17 %.

■ MÉTAUX PRÉCIEUX : les prix des métaux précieux se sont envolés sur le marché londonien, le 18 avril, à la suite de nombreux achats spéculatifs. L'once d'or a atteint son plus haut niveau depuis octobre 1994 avec 394,1 dollars, en hausse de 5 dollars par rapport au dernier cours. Le platine a suivi l'or pour s'élever à 456,75 dollars l'once, à son plus haut niveau depuis son sommet de début mars. Cette vague d'achats haut niveau a été déclenchée par l'ascension des cours de l'argent, le spéculatif a été déclenchée par l'ascension des cours de l'argent, le 17 avril, sur le marché américain. Sur le Commodity Exchange (Comex) de New York, les cours ont progressé en une seule séance de près de 35 cents. A Londres, le métal s'échangeait mardi matin à 5,66 dollars l'once, en hausse de 41 cents par rapport à la séance de jeudi.

■ FINDUS : le tribunal de grande instance de Paris a annulé un plan social à France-Glace-Findus, filiale de Nestlé, comportant 473 suppressions d'emploi, en estimant insuffisants les reclassements proposés à l'intérieur du groupe.

■ COCA-COLA : l'usine Coca-Cola de Grigny (Essonne), qui emploie 150 salariés, est affectée depuis le 18 avril par une grève des salariés, qui réclament une hausse de 1 000 francs des salaires mensuels.

■ **DANS LA MATINÉE** de mercredi à Tokyo, le dollar est tombé à son plus bas historique, à 79,75 yens, avant de remonter après des interventions répétées de la Banque du Japon.

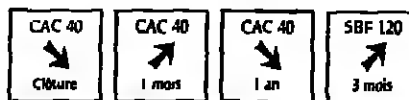
■ **LE JAPON N'ENVISAGE** pas de nouvelles mesures pour soutenir le dollar, en dépit de l'échec apparent du plan annoncé pour mettre fin à sa dégringolade.

■ **MALGRÉ LA HAUSSE** du yen, la Bourse de Tokyo a progressé par des achats d'arbitrage dans le sillage du marché des contrats sur indices.

■ **LES VENTES MONDIALES** de diamants de bijouterie ont atteint en 1994 un record de 45 milliards de dollars, a annoncé le président de la De Beers, Julian Ogilvie Thompson.

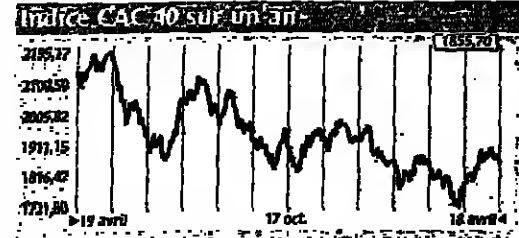
■ **LE NOMBRE DE CONTRATS** échangés sur le pétrole brut a représenté mercredi à Londres 100 millions de barils. Cette hausse est liée à l'envoi du prix du brut à 18,9 dollars.

LES PLACES BORSIÈRES



Nouvel accès de faiblesse à Paris

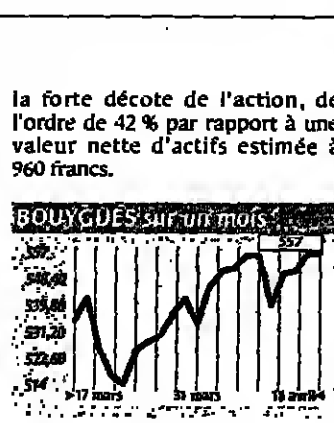
APRÈS la vive baisse enregistrée la veille (-1,35%), la Bourse de Paris restait faible mercredi, mais le mouvement est nettement moins ample en dépit de la faiblesse du dollar, de celle du franc français ainsi que de celle des marchés obligataires. En repli de 0,13% à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait vers 11 h 30 une perte de 0,36%. Une heure plus tard, les valeurs françaises s'inscrivaient en baisse de 0,13% à 1853,21 points. Le marché était calme avec un chiffre d'affaires légèrement supérieur à 1 milliard de francs. Le contrat notional échecé en juin abandonnait 24 centimes à 112,84. Le contrat Pibor (taux à trois mois) abandonnait 40 centimes à 92,43. Cette tension des taux d'intérêt intervenait après un nouveau et sensible repli du franc français face au mark, ce dernier cotant à Paris plus de 3,54 francs en fin de matinée. La devise américaine, qui



Bouygues, valeur du jour

BOUYGUES, qui a atteint en cours de séance un plus haut niveau de 563 francs, a terminé inchangé à 557 francs dans 61 000 pièces mardi à la Bourse de Paris. Depuis le début de l'année, l'action du groupe de BTP a gagné 9%. La société de Bourse Chevreux de Virieu a inclus la valeur dans sa « grande liste » en raison des bonnes perspectives des activités de diversification - notamment le téléphone -, du développement du BTP en Asie et enfin de

la forte décote de l'action, de l'ordre de 42% par rapport à une valeur nette d'actifs estimée à 960 francs.



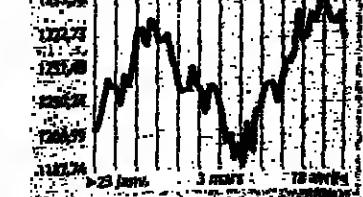
PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 19/04	Var. %	Var. %
Alcatel	576	+3,41	+12,72
Bouygues	557	+2,32	+3,63
Comptoir Mod.	1505	+2,38	+12,31
UIC 1	99	+2,06	+6,52
SGE 1	157,50	+1,94	+20,25
Guilbert	446	+1,58	+4,00
CRF 1	212	+1,44	+2,08
Galeries Lafayette	254	+1,30	+1,57
Suez	242,30	+1,21	+1,10
BAISSES, 12h30			
Philippine Medias	691	-7	-3,43
Dassault Aviation	400	-3,36	-6,97
Euro RSCG WVI	530	-3,64	-3,63
Spr Commun	465	-3,51	-19,82
Cauro Guichard	111,10	-3,25	+4,56
Interchem	533	-3,09	+2,89
Sade (Nyl)	170	-2,86	-6,07
Rochette (Laf)	48,30	-2,80	-15,75
Premier Ind	122,10	-2,71	-23,68
Sopria	410	-2,61	-4,28

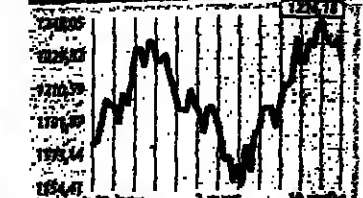
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 19/04	Var. %	Var. %
Marlboro 28	513	+4,91	+67,70
Immobilière 28	92	+4,78	-50,27
S.T.M.B. (Ly)	646	+4,44	+6,41
Union Financière	437	+4,05	+2,63
Technipar (B)	104,50	+3,58	+4,58
BAISSES, 12h30			
Securité 28	118,40	-5,13	+0,33
Edouard Vial (P)	100,00	-4,59	-18,88
Deventy 2	789	-4,49	+2,53
Troisvies	134	-4,29	+1,58
Ros. Gendel (B)	103	-4,18	-13,49
INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ			
Ind. plus SBF 120	1343,39	+0,07	+1,04
Ind. plus SBF 250	1226,13	+0,04	+0,59
Valeurs Index	1417,50	+0,13	-0,95
1 - Energie	1400,01	+0,13	-0,94
2 - Produits de base	1365,00	+0,13	-0,88
3 - Commerce	1407,63	+0,13	-0,97
4 - Biens d'équip.	1383,37	+0,13	-0,77
5 - Automobile	1346,35	+0,13	-1,44
6 - Biens consom.	1343,08	+0,13	-0,95
7 - Indus. agro-alim.	1363,19	+0,13	-0,97
8 - Services	1214,38	+0,13	-0,86
9 - Distribution	1378,27	+0,13	-0,92
10 - Autres services	901,28	+0,13	-0,46
Sociétés financières	956,75	+0,13	-1,15
11 - Immobilier	681,41	+0,13	-0,41
12 - Services financ.	985,10	+0,13	-1,65
13 - Sociétés invest.	1091,27	+0,13	-0,28
Ind. Second Marché	238,83	+0,13	+0,05

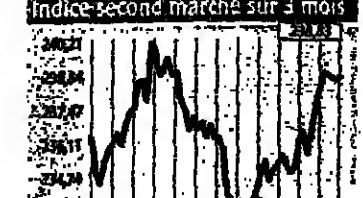
INDICE SBF 120 sur 3 mois



INDICE SBF 250 sur 3 mois



INDICE second marché sur 3 mois



Tokyo reprend de l'altitude

EN DÉPÎT de la hausse constante du yen, la Bourse de Tokyo a terminé la séance de mercredi 19 avril en hausse. L'indice Nikkei a gagné 150,97 points, soit 0,93%, à 16 376,08 points. La veille, déprimée par des prises de bénéfices après la publication de nombreux résultats trimestriels de sociétés supérieures aux attentes et par une hausse des taux d'intérêt à long terme intervenue dans l'après-midi, Wall Street a cédé du terrain. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 16,25 points, soit 0,39%, à 4 179,13 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au 19/04	Cours au 18/04	Var. %
Paris CAC 40	1853,21	-0,13
New York DJI	4179,13	-0,39
Tokyo Nikkei	16376,08	+0,93
Londres FT100	3194,50	+0,45
Frankfurt Dax 30	1853,21	-0,13
Bruxelles C20	1535,59	+0,35
Bruxelles C25	1361,35	+0,34
Milan MIB 30	14298	+0,03
Amsterdam AEX	272	+0,37
Madrid IBEX 35	2763,50	+0,74
Stockholm Aftersal	1172,59	+0,60
Londres FT 30	2844	+0,49
Hong Kong Hang Seng	8647,99	+0,20
Singapore Straits	2051,89	+0,13

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

1804	1304
Alcoa	43
American Express	34,25
Allied Signal	39,37
AT & T	50
Bethlehem	15,62
Boeing Co	53,50
Caterpillar Inc.	56,37
Chevron Corp.	45,50
Coca-Cola Co	58,20
Disney Corp.	54,50
Du Pont Nemours & Co	61,50
Eastman Kodak Co	52,50
Gen. Corp.	68
Gen. Motors Corp.	39,75
Gen. Electric Co	34
Goodyear T & Rubber	37,37
IBM	86,25
Intl Paper	72
J.P. Morgan Co	64,87
Mc Don Douglas	56,75
Merck & Co Inc.	43
Minnesota Mng. & Mfg	56,12
Philips Morris	66,87
Pfizer & Gamble Co	67,87
Sears Roebuck & Co	51,37
Texas	66,37
Union Carb.	29,37
Unilever	68,87
Westinghouse Electric	15,25
Woodworth	15,75

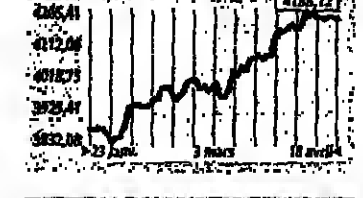
LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

1804	1304
Allied Lyons	5,34
Barclays Bank	6,89
B.T. Industries	4,49
British Aerospace	3,96
British Airways	4,01
British Gas	2,98
British Petroleum	4,33
British Telecom	3,87
British Steel	3,37
Cadbury Schweppes	4,38
Eurochem	2,08
Glaxo	7,06
Grand Metropolitan	4,03
Guinness	4,65
Hanson Plc	2,39
Greens	5,39
H.S.B.C.	7,32
Imperial Chemical	7,50
Lloyds Bank	6,23
Marks & Spencer	4,18
National Westminster	5,51
Peninsular Oriental	6,67
Reckitt	4,85
Sandhill & Smith	0,91
Shell Transport	7,16
Smithline Beecham	5,16
Tate and Lyle	4,25
Unilever Ltd	12,17
Wellcome	10,54
Zeneca	6,93

FRANCKFORT Les valeurs du Dax 30

1804	1304
Allianz Holding N	2443
Bayer AG	296,20
Bayer AG	296,20
Bayer AG	296,20
Bayer AG	296,20
Bayer AG	296,20
Bayer AG	296,20
Bayer AG	296,20
Bayer AG	296,20
Bayer AG	296,20

NEW YORK: DOW-JONES sur 3 mois



Londres: FT100 sur 3 mois



Frankfurt: Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX



Repli du Matif

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE français enregistrant une vive baisse mercredi matin au cours des premiers échanges, dans le sillage du franc français et du dollar en recul sensible au cours des dernières heures. Le contrat notional du Matif échéance juin a débuté la journée sur une perte de 30 centimes à 112,78. Le contrat Pibor (taux à trois mois) abandonnait pour sa part 52 centimes à 92,31, soit un ren-

de de 7,69%. La veille, le Matif avait terminé en baisse, sous l'influence d'achats sur le marché obligataire allemand, alors que, sur le court terme, le contrat Pibor reculait fortement dans le sillage de la chute du franc français.

Le contrat notional juin a cédé 28 centimes à 113,08 en compensation dans un marché très calme et sans volume.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
1804	1304	1804	1304
Jour le jour	7,62	7,62	7,62
1 mois	7,50	7,75	7,75
3 mois	7,31	7,56	7,56
6 mois	6,93	7,18	7,18
1 an	6,75	7	7,18
PIBOR FRANCS			
Pibor France 1 mois	7,73	7,73	7,73
Pibor France 3 mois	7,50	7,50	7,50
Pibor France 6 mois	7,12	7,12	7,12
Pibor France 9 mois	7,02	7,02	7,02
Pibor France 12 mois	6,97	6,97	6,97
PIBOR EURO			
Pibor Ecu 3 mois	6,35	6,35	6,35
Pibor Ecu 6 mois	6,37	6,37	6,37
Pibor Ecu 12 mois	6,68	6,68	6,68

MATIF

Echéances 1804	volume	dernier	plus	plus	premier
		prix	haut	bas	prix
NOTIONNEL 10 %					
juin 95	61877	113,14	113,14	112,84	113,08
sept. 95	515	112,60	112,60	112,40	112,62
dec. 95	2	112,34	112,34	112,34	112,36

PIBOR 3 MOIS

Echéances 1804	volume	dernier	plus	plus	premier
		prix	haut	bas	prix
juin 95	4080	93,17	93,17	92,85	93,83
sept. 95	19692	93,50	93,50	93,32	93,40
dec. 95	3395	93,48	93,48	93,32	93,40
mars 96	2061	93,27	93,30	93,21	93,28

ECU LONG TERME

Echéances 1804	volume	dernier	plus	plus	premier
		prix	haut	bas	prix
juin 95	158	83,50	83,50	83,34	83,50
sept. 95	—	—	—	—	83,44

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Echéances 1804	volume	dernier	plus	plus	premier
		prix	haut	bas	prix
avril 95	1448	1180	1181	1183	1185
mai 95	69	1187,50	1187,50	1181,50	1182,50
juin 95	138	1187,50	1187,50	1184	1184
sept. 95	665	1187,50	1187,50	1182	1185,50

LES MONNAIES

Faiblesse persistante du dollar

LE DOLLAR ÉTAIT toujours faible mercredi sur le marché des changes parisiens à 4,7740 francs contre 4,8050 francs (il s'inscrivait à 4,8050 francs la veille au cours indicatif de la Banque de France). A New York, mardi soir, le dollar s'échangeait à 4,7700 francs, mais à Tokyo il est tombé sous le niveau des 80 yens mercredi en début de matinée.

Le président Bill Clinton a réaffirmé mardi son soutien à un dollar fort mais a admis néanmoins les limites des instruments à sa disposition pour faire remonter la monnaie américaine à court terme. Michel Camdessus, directeur général du FMI, juge pour sa part la faiblesse du dollar très inquiétante et se prononce en faveur d'une conférence du type de celle du Plaza entre les principales puissances industrialisées pour régler cette crise monétaire.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 1804	cours 1304
Allemagne (100 dm)	352,3100	+1,18
Ecu	6,4440	+0,31
Euro-Unité (1 unit)	4,8055	-1,35
Belgique (100 fr)	171,290	+1,08
Pay-Bas (100 fl)	314,6200	+1,18
Italie (1000 lire)	2,3280	-0,42
Danemark (100 kr)	89,3900	+0,70
Irlande (100 p)	7,9630	+0,58
Gde-Bretagne (1 £)	7,7765	-0,10
Grèce (100 dr)	21,640	+0,85
Suède (100 kr)	66,0200	-0,48
Suisse (100 F)	427,8000	+1,51
Norvège (100 N)	78,3500	+0,61
Autriche (100 sch)	50,8680	+1,19
Espagne (100 pes)	2,3335	-0,32
Portugal (100 esc)	3,3330	-0,45
Canada 1 dollar ca	3,5090	-0,91
Japon (100 yens)	5,9932	+1,64
Finlande (100 mk)	113,8500	+0,63

L'OR

cours 1804	cours 1304
Or fin (1 barre)	60900
Or fin (en lingot)	61400
Once d'Or Londres	389,90
Pièce française 20F	354
Pièce suisse 10F	354
Pièce Union lat 20F	352
Pièce 20 dollars us	2400
Pièce 10 dollars us	1572,50
Pièce 50 pesos mex.	2270

LE PÉTROLE

cours 1804	cours 1304
En dollars	
Brent (Londres)	17,29
WTI (New York)	16,84
Crude Oil (New York)	

US/F	US/DM	US/Y	DM/F	E/F
4,8055	1,3515	80,3400	3,5231	1,7765

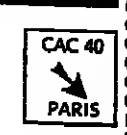
FAIBLESSE PERSISTANTE DU DOLLAR

LE DOLLAR ÉTAIT toujours faible mercredi sur le marché des changes parisiens à 4,7740 francs contre 4,8050 francs (il s'inscrivait à 4,8050 francs la veille au cours indicatif de la Banque de France). A New York, mardi soir, le dollar s'échangeait à 4,7700 francs, mais à Tokyo il est tombé sous le niveau des 80 yens mercredi en début de matinée.

Le président Bill Clinton a réaffirmé mardi son soutien à un dollar fort mais a admis néanmoins les limites des instruments à sa disposition pour faire remonter la monnaie américaine à court terme. Michel Camdessus, directeur général du FMI, juge pour sa part la faiblesse du dollar très inquiétante et se prononce en faveur d'une conférence du type de celle du Plaza entre les principales

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 19 AVRIL
Liquidation : 21 avril
Taux de report : 7,50
Cours relevés à 12h30



-0,14%
CAC 40 : 1853,01

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Paiement dernier coup. (1)
EDF-GDF 3%	790	790	+0,14	0,000000
BANP (P.F.)	980	975	-0,51	0,000000
CLY (P.F.)	800	800	0,00	0,000000
Resolut (P.F.)	180	180	0,00	0,000000
Rhône-Poulenc (P.F.)	200	200	0,00	0,000000
Saint-Gobain (P.F.)	110	110	0,00	0,000000
Thomson SA (P.F.)	160	160	0,00	0,000000
Accor 1	540	540	0,00	0,000000
Air Liquide 1	790	790	0,00	0,000000
Alcatel Alsthom 1	440	440	0,00	0,000000
Alcatel Cable 1	350	350	0,00	0,000000
Alpe 1	300	300	0,00	0,000000
AGF-Asp. Gen. France	140	140	0,00	0,000000
Asa 1	240	240	0,00	0,000000
Bail Invest. 1	810	810	0,00	0,000000
Banque C&L 1	510	510	0,00	0,000000
Banque Paribas 1	65	65	0,00	0,000000
Bellin (C&L) 1	320	320	0,00	0,000000
Bellin Tech 1	210	210	0,00	0,000000
Bouygues 1	570	570	0,00	0,000000
Canal + 1	530	530	0,00	0,000000
Cap Gemini 1	180	180	0,00	0,000000
Carrefour 1	240	240	0,00	0,000000
Cash 1	140	140	0,00	0,000000
Cash 2	140	140	0,00	0,000000
Cash 3	140	140	0,00	0,000000
Cash 4	140	140	0,00	0,000000
Cash 5	140	140	0,00	0,000000
Cash 6	140	140	0,00	0,000000
Cash 7	140	140	0,00	0,000000
Cash 8	140	140	0,00	0,000000
Cash 9	140	140	0,00	0,000000
Cash 10	140	140	0,00	0,000000
Cash 11	140	140	0,00	0,000000
Cash 12	140	140	0,00	0,000000
Cash 13	140	140	0,00	0,000000
Cash 14	140	140	0,00	0,000000
Cash 15	140	140	0,00	0,000000
Cash 16	140	140	0,00	0,000000
Cash 17	140	140	0,00	0,000000
Cash 18	140	140	0,00	0,000000
Cash 19	140	140	0,00	0,000000
Cash 20	140	140	0,00	0,000000
Cash 21	140	140	0,00	0,000000
Cash 22	140	140	0,00	0,000000
Cash 23	140	140	0,00	0,000000
Cash 24	140	140	0,00	0,000000
Cash 25	140	140	0,00	0,000000
Cash 26	140	140	0,00	0,000000
Cash 27	140	140	0,00	0,000000
Cash 28	140	140	0,00	0,000000
Cash 29	140	140	0,00	0,000000
Cash 30	140	140	0,00	0,000000
Cash 31	140	140	0,00	0,000000
Cash 32	140	140	0,00	0,000000
Cash 33	140	140	0,00	0,000000
Cash 34	140	140	0,00	0,000000
Cash 35	140	140	0,00	0,000000
Cash 36	140	140	0,00	0,000000
Cash 37	140	140	0,00	0,000000
Cash 38	140	140	0,00	0,000000
Cash 39	140	140	0,00	0,000000
Cash 40	140	140	0,00	0,000000
Cash 41	140	140	0,00	0,000000
Cash 42	140	140	0,00	0,000000
Cash 43	140	140	0,00	0,000000
Cash 44	140	140	0,00	0,000000
Cash 45	140	140	0,00	0,000000
Cash 46	140	140	0,00	0,000000
Cash 47	140	140	0,00	0,000000
Cash 48	140	140	0,00	0,000000
Cash 49	140	140	0,00	0,000000
Cash 50	140	140	0,00	0,000000
Cash 51	140	140	0,00	0,000000
Cash 52	140	140	0,00	0,000000
Cash 53	140	140	0,00	0,000000
Cash 54	140	140	0,00	0,000000
Cash 55	140	140	0,00	0,000000
Cash 56	140	140	0,00	0,000000
Cash 57	140	140	0,00	0,000000
Cash 58	140	140	0,00	0,000000
Cash 59	140	140	0,00	0,000000
Cash 60	140	140	0,00	0,000000
Cash 61	140	140	0,00	0,000000
Cash 62	140	140	0,00	0,000000
Cash 63	140	140	0,00	0,000000
Cash 64	140	140	0,00	0,000000
Cash 65	140	140	0,00	0,000000
Cash 66	140	140	0,00	0,000000
Cash 67	140	140	0,00	0,000000
Cash 68	140	140	0,00	0,000000
Cash 69	140	140	0,00	0,000000
Cash 70	140	140	0,00	0,000000
Cash 71	140	140	0,00	0,000000
Cash 72	140	140	0,00	0,000000
Cash 73	140	140	0,00	0,000000
Cash 74	140	140	0,00	0,000000
Cash 75	140	140	0,00	0,000000
Cash 76	140	140	0,00	0,000000
Cash 77	140	140	0,00	0,000000
Cash 78	140	140	0,00	0,000000
Cash 79	140	140	0,00	0,000000
Cash 80	140	140	0,00	0,000000
Cash 81	140	140	0,00	0,000000
Cash 82	140	140	0,00	0,000000
Cash 83	140	140	0,00	0,000000
Cash 84	140	140	0,00	0,000000
Cash 85	140	140	0,00	0,000000
Cash 86	140	140	0,00	0,000000
Cash 87	140	140	0,00	0,000000
Cash 88	140	140	0,00	0,000000
Cash 89	140	140	0,00	0,000000
Cash 90	140	140	0,00	0,000000
Cash 91	140	140	0,00	0,000000
Cash 92	140	140	0,00	0,000000
Cash 93	140	140	0,00	0,000000
Cash 94	140	140	0,00	0,000000
Cash 95	140	140	0,00	0,000000
Cash 96	140	140	0,00	0,000000
Cash 97	140	140	0,00	0,000000
Cash 98	140	140	0,00	0,000000
Cash 99	140	140	0,00	0,000000
Cash 100	140	140	0,00	0,000000

ABN-Amro France 1	345,80	345,80	-0,23	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 2	409,00	409,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 3	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 4	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 5	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 6	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 7	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 8	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 9	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 10	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 11	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 12	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 13	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 14	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 15	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 16	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 17	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 18	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 19	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 20	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 21	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 22	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 23	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 24	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 25	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 26	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 27	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 28	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 29	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 30	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 31	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 32	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 33	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 34	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 35	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 36	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 37	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 38	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 39	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 40	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 41	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 42	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 43	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 44	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 45	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 46	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 47	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 48	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 49	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 50	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 51	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 52	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 53	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 54	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 55	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 56	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 57	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 58	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 59	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 60	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 61	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 62	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 63	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 64	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 65	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 66	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 67	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 68	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 69	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 70	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 71	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 72	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 73	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 74	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 75	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 76	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 77	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 78	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 79	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 80	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 81	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 82	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 83	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 84	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 85	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 86	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 87	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 88	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 89	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 90	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 91	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 92	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 93	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 94	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 95	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 96	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 97	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 98	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 99	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons
ABN-Amro France 100	420,00	420,00	-0,37	0,000000	Lyons

FOOTBALL Après le succès populaire de la Coupe du monde 1994, le soccer a manqué son rendez-vous avec le public américain. Le championnat professionnel,

qui devait débiter en avril, n'est pas prêt. ● ALEXIS LALAS, l'un des joueurs vedettes de la World Cup, émigré à Padoue, affirme qu'il est disposé à revenir si on lui garantit

des conditions financières équivalentes. ● BORA MILUTINOVIC, l'entraîneur qui avait mené l'équipe des Etats-Unis en quart de finale contre le Brésil, vient de quitter son

poste après un désaccord avec la Fédération. ● LE BASKET-BALL est le principal bénéficiaire des difficultés du soccer et de grands sports traditionnels comme le base-ball.

Depuis son retour, Michael Jordan fait salle comble partout où les Bulls de Chicago se produisent. La télévision et les sponsors du joueur vedette font des affaires en or.

Le « soccer » a manqué son rendez-vous aux Etats-Unis

Moins d'un an après le succès de la Coupe du monde de football le nouveau championnat professionnel n'a pas débuté, comme prévu, au mois d'avril

LOS ANGELES
correspondance

L'Amérique attend toujours son championnat professionnel de soccer. Le coup d'envoi était prévu ce mois-ci. Il n'a pas été donné. Alan Rothberg, grand ordonnateur d'une Coupe du monde à succès, affichait pourtant une surenchère insolente. Choisi par la Fédération internationale de football (FIFA) pour réconcilier le public américain avec un sport boudé depuis l'échec des années 70, l'avocat de Los Angeles pavait au mois de juin. Sous une tente plantée en bordure d'autoroute, à Chicago, il annonçait à la presse internationale le lancement de la Major League Soccer (MLS) pour avril 1995. Quelques notables des villes retenues pour le championnat trônaient à ses côtés. Rien ne manquait à la démonstration : Rothberg présentait des maquettes de stades où des panneaux amovibles viendraient masquer l'éventuel manque de spectateurs pour ne pas affaiblir les

téles. L'affaire semblait bien ficelée. Mais le seul aplomb de Rothberg, qui n'avait encore le concours que de sept des douze villes nécessaires à son projet,

n'avait pas suffi à convaincre un auditoire sceptique. Des 100 millions de dollars qu'il jugeait indispensables au démarrage, Rothberg affirmait pouvoir se contenter de 75. Et nul sponsor n'était encore décidé à le suivre au-delà de la Coupe du monde. Mais, pour lui, l'affaire semblait entendue. En juillet, après la finale Brésil-Italie, les observateurs se quittaient sur cette impression.

AMBITIONS A LA BAISSE

Dès l'automne, Rothberg révisait ses ambitions à la baisse. Faute de moyens, il repoussait au printemps 1996 les débuts du championnat et la presse américaine s'empressait d'enterrer le soccer. Aujourd'hui, dans leur quartier général, une imposante tour d'un quartier d'affaires de Los Angeles, les responsables de la MLS font toujours mine d'y croire. Sanglé dans un costume sombre, gêné par une cravate qui lui scie le cou, Mark Abbott, avocat spécialisé dans la finance, est débordé.

La recherche d'investisseurs potentiels, la négociation des conditions de fonctionnement du championnat avec les villes concernées - dix seraient partantes - et la mise en place de

stades adaptés tiennent du casse-tête. « On n'a pas démarré cette année parce qu'un public déjà méfiant vis-à-vis du football ne nous pardonnera pas la moindre erreur. D'ailleurs la FIFA approuve le report », argue Abbott. La MLS a son logo et son ballon officiel. De célèbres marques doivent pourvoir à l'équipement des joueurs et 60 millions de dollars feront l'affaire. Explication sommaire : « Sur les 100 millions prévus au départ, on comptait en consacrer 35 ou 40 à la construction ou à l'aménagement de stades. Or, certaines villes sont prêtes à prendre en charge une partie du coût. »

La MLS vit chichement, mais ce n'est pas la nique à son bras droit de Rothberg. Il invoque le caractère confidentiel des tractations pour justifier l'absence de tout engagement ferme des sponsors. D'importants contrats, sur le point d'être signés, inciteront, selon lui, de nombreuses sociétés à prendre part à l'aventure.

Mais c'était déjà la version officielle pendant la Coupe du monde. Pour l'instant, les multinationales partenaires du Mondial 94, Mastercard ou Budweiser, se contentent des retombées de

l'événement. Abbott débite une liste de noms célèbres « ayant exprimé un intérêt d'investir dans des équipes ». En tête, figure Lamar Hunt, multimilliardaire texan, propriétaire des Kansas City Chiefs, pionnier dans l'aventure du soccer des années 70 et dans celle du tennis professionnel. A court d'arguments solides, Abbott s'en sort par une pirouette : « Personne ne nous croyait capables d'organiser un Mondial et on l'a fait. Ça sera pareil pour le championnat. Même si personne n'y croit jusqu'au coup d'envoi. »

L'EXIL DES INTERNATIONAUX

Mais comment donner le coup d'envoi lorsque les troupes ont déserté ? Le vieux rêve d'une carrière de footballeur au pays s'est évanoui. On cherche l'eldorado au-delà des frontières. Les joueurs américains ont pourtant voulu y croire jusqu'au bout. Les plus endurcis ont mis leur carrière entre parenthèses pour faire leurs gammes et vivre à l'écart, à Mission Viejo, en Californie. Ils se sont mis au service de l'équipe nationale en espérant que sa prestation assurerait la publicité de leur sport. Une victoire sur la Colombie et un match contre le Brésil ont fait exploser les records d'audience. Mais l'effet est retombé et les sponsors ne se sont pas manifestés.

Les joueurs ont préféré partir à l'étranger. Marcelo Balboa, fils d'immigré argentin, est dans une équipe mexicaine : « Je ne réponsais de jouer aux Etats-Unis, mais ils n'ont pas pu réunir l'argent, regrette-t-il. On peut toujours espérer que le championnat commencera l'an prochain, mais on a un peu raté le coche en ne prenant pas le train de la Coupe du monde et en ne profitant pas de la grève du base-ball et des problèmes du championnat de hockey sur glace. J'ai vingt-sept ans, et un joueur de foot n'est pas éternel. Au Mexique, on peut se faire 250 000 à 300 000 dollars par an, presque deux fois plus qu'aux Etats-Unis. Je joue pour l'équipe nationale me monnaie moi, franchement, que pourrais-je demander de mieux ? Deux entraînements par jour, un grand match tous les week-ends et plus de football de qualité à la fois que j'en ai jamais vu. »

Le gardien de but des Etats-Unis, Tony Meola, qui se voyait créer l'écran, a momentanément

raccroché les crampons. Pour se produire dans un petit théâtre new-yorkais, en attendant mieux. Mais les critiques jugent sévèrement sa performance dans *Le Mariage de Tony et Tina*, une pièce légère pour acteurs débutants dans laquelle il a décroché un rôle.

La ligue de Rothberg claironne qu'elle tient son premier joueur de renom international : le milieu de terrain Tab Ramos, qui a opéré cinq saisons en Espagne. Emblème publicitaire de l'équipe américaine, Ramos a plutôt fait contre mauvaise fortune bon cœur. Souffrant encore de séquelles de sa fracture du crâne contractée lors du match contre le Brésil, ce héros malheureux déclara

transmettre trente-cinq de nos matches par on et la finale du championnat sera diffusée par ABC. »

A trois quarts d'heure de route du siège de la MLS, Rick Davis, manager des Los Angeles Salsas, guette les manœuvres de l'équipage Rothberg. Cet ancien équipier de Pelé aux Cosmos de New York veille, pour l'instant, sur ses jeunesses. Son équipe première, qui évolue dans un championnat semi-professionnel, l'American Professional Soccer League (APSL), a pris un an de congé sans solde sur décision du propriétaire. Revenu de la débâcle financière du soccer des années 70, Davis ne croit pas à une nouvelle génération spontanée. Pour lui, il faut

Bora Milutinovic quitte l'équipe nationale

Nommé le 27 mars 1991 à la tête de l'équipe nationale américaine pour préparer la Coupe du monde de football, Bora Milutinovic a abandonné son poste, vendredi 14 avril. Il sera remplacé par son assistant, Steve Sampson, jusqu'à la nomination d'un nouvel entraîneur. Au lendemain de la Coupe du monde, la Fédération américaine de football souhaitait voir Milutinovic étendre son registre. Celui-ci avait refusé, préférant garder un rôle d'homme de terrain.

Il affirme qu'il n'a pas démissionné, comme l'avait annoncé la fédération, mais qu'il a été renvoyé. Surnommé « le foudre de miracles », Bora Milutinovic, ancien joueur, avait, comme entraîneur, mené le Mexique en quarts de finale du Mondial en 1986. Quatre ans plus tard, il a reconstruit en trois mois l'équipe nationale du Costa Rica pour la mener au deuxième tour de la Coupe du monde en Italie. En 1994, sa campagne américaine s'est terminée sur l'élimination en quart de finale face au Brésil. (AFP)

Alexis Lalas, joueur américain émigré en Italie

« Nous aurions dû commencer après la Coupe du monde »

« Croyez-vous encore au lancement d'un championnat professionnel aux Etats-Unis ?

- Nous avons manqué une opportunité. La crédibilité d'un championnat sur le plan international a souffert du fait que nous ne commençons pas tout de suite après la Coupe du monde.

- Ça m'a déçu, car nous n'étions pas de simples joueurs de football mais les pionniers d'un sport dans notre pays. Je pense que tout n'est pas perdu, mais je peux me permettre d'être confiant puisque je joue ailleurs et que je gagne bien ma vie.

- La Major League Soccer, qui est chargée de mettre ce championnat sur pied, vous affirme prêt à renoncer aux avantages dont vous bénéficiez

actuellement dans votre club italien de Padoue ? (MDLR : il s'agissait de plus de 2 millions de francs par an, d'une voiture et d'un appartement.)

- Mon contrat se termine après cette saison mais j'espère bien pouvoir en jouer une autre en Italie. Je l'ai signalé à la MLS. Je me tiens très au courant de ce qu'ils font et j'espère qu'ils arriveront à mettre sur pied un championnat sérieux nous permettant d'être compétitifs face aux meilleures équipes du monde.

- Je souhaite qu'ils me fassent une proposition que je ne pourrais pas refuser, qu'ils aient les moyens de me payer à peu près autant que ce que je gagne actuellement. Je sens que j'ai énormément progressé, j'aimerais rapporter cette expérience dans mon

pays pour en faire profiter les autres, et surtout rejouer devant mon public.

- Si les meilleurs joueurs américains pensent comme vous, pourquoi la MLS prend-elle aussi sous contrat des joueurs universitaires trop inexpérimentés pour évoluer dans un championnat professionnel ?

- Je pense qu'ils veulent regarder le football par les deux bouts de la longnette et donner aux universitaires une chance de devenir forts puisqu'ils ont déjà une bonne base, même s'ils sont habitués à une saison plus courte ou à des règlements un peu différents.

Propos recueillis par Patricia Jolly

Le retour de Michael Jordan relance le basket-ball

CHICAGO

correspondance
« L'argent ? Il ne compte plus depuis longtemps pour Michael. S'il a choisi de revenir au basket, c'est seulement par amour du jeu. » L'homme qui parle ainsi est de ceux, peu nombreux, que l'Amérique croit sur parole lorsqu'il est question de Michael Jordan. David Falk, quarante-quatre ans, fait profession d'agent dans le basket professionnel américain. C'est à lui que le joueur confie, les yeux fermés dit-on, la gestion de ses intérêts financiers. Une tâche que cet ancien diplômé en économie et en droit de l'université de Washington assume avec une ardeur de premier de la classe, en échange d'une part « infime », environ 4 %, du salaire annuel de son précieux client.

Michael Jordan, donc, se moquerait de l'argent comme de son premier panier à trois points. Mais il est bien le seul à ne pas occuper ses nuits à compter un à un les dollars par millions que son retour fait pousser comme par miracle sur les parquets du basket américain. Dimanche 19 mars 1995, le plus fameux joueur de l'histoire n'a pas seulement mis un terme à vingt et un mois d'une (fausse) retraite. Il a également donné un violent coup d'accélérateur à l'économie du basket américain.

L'onde de choc a été ressentie jusqu'à Wall Street, où l'action de ses partenaires les plus fidèles a grimpé les marches qu'à quatre.

Au lendemain de l'annonce du retour sur la terre ferme du mythique Air Jordan, Nike a vu son action gagner 5 dollars à la cotation. McDonald's a inondé les écrans de télévision d'une publicité annonçant la bonne nouvelle. Quant à Haines, le fabricant officiel de ses maillots de basket, il a sorti en un temps record une nouvelle version de la ligne Jordan, le revenant ayant eu l'astucieuse idée de se vêtir, pour sa rentrée, d'un numéro inédit.

RENCONTRES A GUICHETS FERMÉS

L'intéressé semble assez perturbé par le tourbillon que déclenche chacun de ses mouvements. « C'est un peu embarrassant, les gens en oublient que je suis un être humain, ils me voient comme un dieu », a soupigné Michael Jordan en préambule à sa première conférence de presse. Puis il a pris des airs de collégien timide recevant un prix d'excellence, lorsque Steve Kerr, son partenaire aux Chicago Bulls, a qualifié sa performance face aux New York Knicks (55 points, le record de la saison pour la NBA) en ces mots : « Nous avons désormais Superman dans notre équipe. » L'embarras manifesté par Michael

Jordan ne lui vaut aucune pitié. Pis : le phénomène ne cesse de s'amplifier. Chacune des rencontres disputées par Chicago depuis son retour a été jouée à guichets fermés. Le 19 mars, les dirigeants du club d'Indianapolis affirmaient avoir reçu des demandes de ticket venant d'Australie, de Suède et d'Autriche. A New York, le passage de Jordan a transformé les trottoirs qui ceinturent le Madison Square Garden en une gigantesque salle des ventes, les enchères se terminant à 1 500 dollars (environ 7 500 francs) la place.

Dans les bureaux de NBC Sports, les dirigeants de la chaîne de télévision ne débattent plus une journée sans se plonger dans la lecture des chiffres d'audience des rencontres de basket. Et cet exercice quotidien a pour effet de les plonger dans une douce euphorie. Le premier match joué par Air Jordan a suffi à balayer les doutes manifestés depuis l'an passé par NBC quant à l'intérêt d'investir dans la NBA.

Mesuré en termes d'audience, le choc Indiana-Chicago a pris place en première position au classement de ces vingt dernières journées pour un match de la saison régulière. Le deuxième duel Chicago-New York, disputé dimanche 16 avril, a atteint un score supé-

rieur de 50 % à celui de la rencontre qui avait opposé les deux équipes au cours de la saison passée, sensiblement à la même date. « Ce résultat est la preuve que l'effet Jordan dure bien au-delà de la curiosité des premiers jours », affirme un dirigeant de NBC. Avant de poursuivre, se frottant joyeusement les mains : « Avec le début des « play off » (phase finale), et la désaffection du public pour la saison de base-ball, le basket devrait atteindre à nouveau des sommets. »

A l'évidence, le pays tout entier semble se réjouir de ce retour. Lorsque les Bulls jouent en déplacement, le public n'a d'yeux que pour Michael Jordan, au point d'en oublier de saluer les siens. A New York, les spectateurs brandissent plus de panneaux remerciant Dieu de son retour sur terre que de fanions aux couleurs des Knicks. A Miami, lundi 17 avril, Jack Nicklaus avait réservé une place au premier rang de la tribune. Old Jack, recordman des victoires aux Masters de golf, n'est pourtant pas couturier de ce genre de spectacles. « Je n'avais jamais vu jouer Jordan depuis ses débuts professionnels », a-t-il expliqué. A la sortie, Jack Nicklaus avait déjà oublié le score du match. Pour lui comme pour les autres, l'important n'était pas là.

Alain Mercier

L'écurie Larrousse en redressement judiciaire

L'ÉCURIE FRANÇAISE de formule 1 Larrousse a été placée en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Toulon, mardi 18 avril. Gérard Larrousse, qui avait annoncé la veille son retrait du championnat du monde de formule 1 en 1995 (*Le Monde* du 19 avril), estime que cette mesure était un « passage obligé » pour mettre en place un plan de redressement lui permettant de préparer un retour en 1996. L'entreprise va être désormais placée sous le contrôle d'un administrateur judiciaire. Elle se présente se tourner vers « d'autres activités », que l'ancien pilote n'a toutefois pas encore souhaité préciser.

■ **FOOTBALL** : L'ancien gardien de but du Stade de Reims et de l'équipe de France, Dominique Colonna, et Jean-Michel Ripa ont été élus, mardi 18 avril, respectivement vice-président et secrétaire général du comité de gestion de l'Association Olympique de Marseille, en remplacement de Jean-Louis Leveaux et de Michel Bigoin. La démission de Jean-Louis Leveaux, qui assurait la vice-présidence depuis 1986, fait suite à une décision de l'administrateur judiciaire, M. Henri Nespolous, qui gère le club depuis sa mise en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Marseille, le 7 avril 1995 (*Le Monde* du 8 avril).

RÉSULTATS

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE PRO A
8^e de finale aller
Gravelines-Levallois
sans prolongation
Montpellier-Dijon
Strasbourg-PSG Racing
Lyon-Villeurbanne

109-115
82-80
70-73
68-83

CYCLISME

PARIS-CAEN-MBERT

1. Andrei Tchmil (Rus/Lotto), les 200 km en 5 h 43 min 22 s (moyenne 34,985 km/h) ; 2. Laurent Brochard (Fra) à 20 s ; 3. Michel Van Haecke (Bel) ; 4. Christophe Mengin (Fra) ; 5. Thierry Marie (Fra), tous même temps.

FOOTBALL

COUPE DE L'URFA

Demi-finales retour
Parma-Bayer Leverkusen
3-0 (2-1)
Borussia Dortmund-Juventus Turin
1-2 (2-2)
Entre parenthèses figurent les résultats des matches aller. La finale opposera Parma à la Juventus les 3 et 17 mai.

TENNIS

TOURNOI ATP DE NICE

Premier tour
Thomas Carbonell (Esp) bat Oliver Delatree (Fra) 6-3, 6-0 ; Henri Leconte (Fra) bat Goran Ivankovic (Cro) 4-6, 1-0 (abandon) ; Mark Woodforde (Aus) bat Horst Skoff (Aut) 6-3, 7-6 ; Remy Kallénor (Bel) bat David Wheaton (Etu) 6-3, 6-0 ; Javier Sanchez (Esp) bat Andrei Chornovozov (Rus) 6-3, 6-3 ; Marc Rosset (Sui) bat Marcello Rippin (Uni) 6-4, 6-2 ; Roberto Carrero (Esp) bat rétrograde Vitor (Fra) 6-1, 6-1 ; Alberto Costa (Esp) bat Alberto Bernataga (Esp) 7-6, 6-6 (40 abus, 71).

Des tablettes d'argile vieilles de 4 000 ans découvertes à Bahrein

هكذا من الأصل

Des tablettes d'argile vieilles de 4 000 ans découvertes à Bahrein

UNE ÉQUIPE d'archéologues français du Centre national de la recherche scientifique, travaillant à Bahrein sous la direction de Pierre Lombard, vient de mettre au jour une vingtaine de tablettes d'argile cuites et de fragments porteurs d'écritures cunéiformes datant de la période médio-babylonienne (deuxième millénaire avant Jésus-Christ). Découvertes voici une dizaine de jours sur le site de Qalat al-Barhein, une forteresse portuaire du sixième siècle située en bordure de mer à 5 kilomètres au nord de Manama, ces tablettes sont écrites en akkadien, avec l'assyrien qui était parlé plus au nord, le babylonien était la langue des diplomates pour tout le Proche-Orient.

Les textes mis au jour sont relatifs à des archives administratives. Ils devraient permettre, selon Béatrice André Salvin, du département des antiquités orientales du Louvre chargée de les examiner, d'en savoir un peu plus sur l'histoire de Dilmun et de ses relations commerciales avec la Babylonie. A cette époque, explique-t-elle, Dilmun n'était plus, comme elle l'avait été auparavant, la plaque tournante pour le commerce entre la Babylonie, les côtes iraniennes et la vallée de l'Indus. Mais elle commerçait encore directement avec la Babylonie exportant de l'huile et des dattes fameuses.

Existe-t-il d'autres tablettes de ce type ? Les archéologues le voudraient bien et poursuivent leurs fouilles au voisinage des restes d'un bâtiment administratif du deuxième millénaire avant Jésus-Christ, où ont été faites les premières découvertes. De nouveaux textes seraient les bienvenus car, à ce jour, on ne dispose que de peu de choses sur les archives de cette région. Juste quelques tablettes ont été mises au jour voici une vingtaine d'années par une expédition danoise et une inscription sur une pierre faisant mention des relations que Dilmun entretenait avec le royaume de Sumer.

C'est dire l'importance des vestiges qui viennent d'être découverts par l'équipe de Pierre Lombard sur ce « pays sacré où, affirme la légende, le corbeau ne croasse pas, le lion ne tue pas et le loup ne s'empare pas de l'agneau ».

La visioconférence sur ordinateur abolit les distances

Informatique et télécommunications s'associent pour transmettre simultanément voix, visages et sons, facilitant ainsi le travail en réseau des utilisateurs

Réservée, jusqu'à présent, aux possesseurs de salles spécialisées ou de meubles que l'on déplace de bureau en bureau, la visioconférence se démocratise. Des ordinateurs personnels, même modestes, peuvent désor-

mais rendre le même service, c'est-à-dire transmettre simultanément la voix, l'image et les données, et ouvrir ainsi de multiples possibilités de communication. La visioconférence pourrait annoncer la fusion de l'ordina-

teur et du téléphone. Pour résister, ce dernier tente d'intégrer un écran de visualisation du correspondant. Mais les uns comme les autres doivent communiquer via le réseau Numéris de France Télécom pour remplir

leurs objectifs. Un réseau encore peu utilisé en France, France Télécom compte donc tant sur la visioconférence que sur la visiophonie pour accroître la demande de nouveaux raccordements.

L'ORDINATEUR a déjà remplacé la machine à écrire, la planche à dessin, la calculatrice, l'agenda et le téléphone. Reste le téléphone. Mais ses jours sur les bureaux semblent comptés. L'arrivée des systèmes de visioconférence sur PC pourrait non seulement l'intégrer, mais également donner aux télécommunications une puissance capable de concurrencer les déplacements professionnels.

La visioconférence sur PC s'adresse à ceux qui ont besoin d'échanger rapidement des informations à la fois sonores, visuelles et informatiques. Elle met en communication deux ordinateurs. Une caméra capte l'image de l'utilisateur, qui est transmise par le réseau téléphonique numérique jusqu'à l'autre ordinateur, qui l'affiche sur son écran. Et inversement. Il en est de même pour le son, capté par un micro et reçu sur des écouteurs, un casque ou des haut-parleurs. Les fichiers informatiques sur lesquels travaillent les deux correspondants suivent la même voie.

Dans ce cas, la communication dépasse la simple visualisation pour atteindre ce qu'il est convenu d'appeler le « travail coopératif ». Le document qui se trouve sur l'un des ordinateurs est « projeté » sur l'autre. Le correspondant travaille alors sur ce fichier informatique de la même façon que s'il était présent sur son propre ordinateur. Alternativement, les deux interlocuteurs prennent la main pour, par

exemple, corriger les termes d'un contrat. Ce partage de document en temps réel fonctionne même si le logiciel qui a servi à créer le document initial n'est présent que sur l'un des deux ordinateurs. En fin de travail, celui qui ne possède pas le logiciel en question enregistre néanmoins une « image » du document, qu'il pourra imprimer. Pour les dialogues plus informels qui nécessitent un croquis à main levée et quelques indications écrites, la fonction « tableau blanc » offre une zone sur laquelle les deux interlocuteurs s'expriment simultanément. Un cercle dessiné d'un côté apparaît aussitôt de l'autre.

QUINZE IMAGES PAR SECONDE

Un tel résultat ne réclame pas une puissance informatique très élevée. Un ordinateur doté d'un processeur Intel 486 à 33 MHz est suffisant. La véritable contrainte concerne la ligne téléphonique, étant donné la très importante quantité d'informations qu'impose une communication par images vidéo. La visioconférence impose une liaison numérique différente des lignes classiques (réseau téléphonique commuté), qui sont analogiques. Le recours au réseau Numéris de France Télécom, conforme à la norme RNIS (réseau numérique à intégration de services), est un minimum acceptable. Mais le nombre actuel d'utilisateurs de ce réseau reste faible.

Avec 128 kbits/s, Numéris a un

débit nettement supérieur à celui des lignes classiques, d'autant que ces dernières ne peuvent transmettre que des données préalablement « modulées » par un modem dont les débits sont limités à 9,6 kbits/s, ou 14,4 kbits/s pour les plus récents. Des débits tout à fait insuffisants : même transmis par Numéris, l'image du correspondant dans la fenêtre de l'écran reste saccadée. La transmission vidéo, en temps réel et dans les deux sens, ne dépasse pas les 15 images par seconde dans le meilleur des cas, et avec une définition quatre fois inférieure à celle de la télévision.

Ces obstacles n'empêchent pas Thierry Zilberberg, directeur du marketing des produits et services professionnels chez France Télécom, de croire à un développement rapide du réseau Numéris. « Nous sommes en retard sur l'Allemagne, qui dispose de deux fois plus de raccordements RNIS, mais nous avons connu une croissance de 60 % en 1994 », note-t-il. Pour lui, le télétravail, l'accès aux réseaux du type Internet et le travail coopéra-

tif vont développer l'utilisation des lignes numériques.

France Télécom prévoit la vente de 10 000 raccordements Numéris pour des applications de visioconférence en 1995. Et le double pour l'an prochain. Pour accélérer le mouvement, l'opérateur offre un chèque cadeau pour accompagner les 3 000 premiers achats. D'une valeur de 4 800 francs HT, il correspond à 16 heures de communication Numéris en période rouge et longue distance.

« BRANCHER ET VOIR »

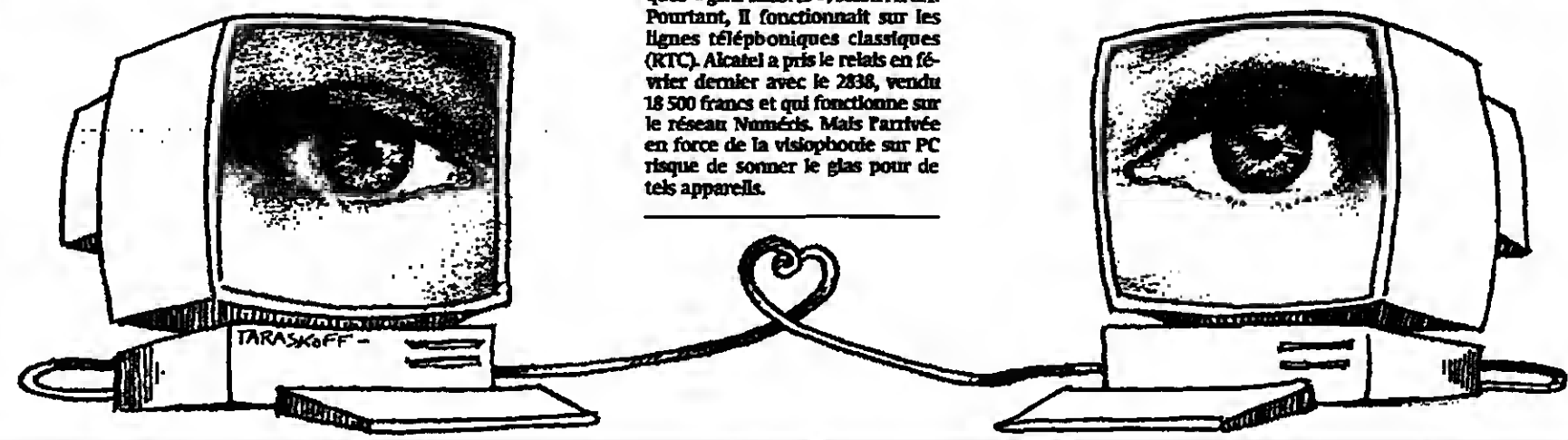
Cette semaine, EGT, filiale de France Télécom, commence à livrer les ProShare Video System 200 produits par l'américain Intel, premier fabricant mondial de microprocesseurs. Vendu 14 000 francs HT (non compris le prix des ordinateurs), il comprend deux cartes électroniques (compression vidéo, RNIS et audio 16 bits), une caméra, un écouteur et un logiciel. Ce système sera concurrencé par celui que Matra Communication lancera à la fin du mois de mai. Baptisé Plug and See, il coûtera environ 20 000 francs HT.

Matra justifie le prix de vente de Plug and See par une puissance de traitement supérieure de ses cartes. Tandis qu'Intel s'appuierait sur le processeur de l'ordinateur. SAT, quant à elle, vend son système Meet Me depuis le mois d'avril au prix de 19 990 francs. Une

offre qui est « la seule qui fonctionne sur les ordinateurs Macintosh d'Apple », selon Véronique Beaumont, responsable export des produits RNIS chez SAT. La version PC est prévue pour le mois de juin. Enfin, Alcatel commercialise, pour un prix de base de 20 000 francs HT, les systèmes 3253 et 3255 du numéro un américain de la visioconférence sur PC, PictureTel, qui a livré 10 000 systèmes en un an.

Certaines entreprises ont déjà testé le système ProShare. « C'est tout à fait surprenant de voir la face-à-face physique entre nos formateurs et nos clients », estime Hubert Grandjean, PDG d'E&S, une société de 30 personnes spécialisée dans la formation en bureautique. Michel Rousseau, patron de l'entreprise d'import-export Alemah, déclare ne plus pouvoir se passer de la visioconférence. « Mon acheteur se trouve à Limoges et nous nous branchons une ou deux fois par semaine pour que je chausse les modèles de chaussures ou de bijoux fantaisie qui m'intéressent », raconte-t-il. Malgré la faible qualité de l'image, Michel Rousseau dit ne s'être « jamais trompé » sur la marchandise. Un gain de temps précieux. « Lorsque je recevais les échantillons par la poste, je perdais une dizaine de jours, soit une perte de 10 000 exemplaires de chaussures bateau lorsque la demande est forte, comme en ce moment... »

Michel Alberganti



La médecine mise au défi par le retour des grandes épidémies

DAKAR

de notre envoyé spécial
Un siècle après les premières victoires de l'école pastorienne sur les grands fléaux infectieux, on observe la résurgence sur tous les continents d'épidémies que l'on croyait vaincues et l'apparition de nouveaux



germes pathogènes pour l'espèce humaine. De multiples publications médicales concordantes témoignent de ce phénomène. La rencontre internationale de spécialistes des maladies infectieuses organisée mi-avril à Dakar (*Le Monde* daté 16-17 avril) a fourni une inquiétante synthèse de la situation actuelle face à laquelle les actions préventives et thérapeutiques modernes apparaissent le plus souvent inadéquates et inefficaces. Il y a là une menace de taille, un formidable défi que la biologie moderne, aussi performante soit-elle, ne saurait à elle seule relever.

A la fin des années 70, de nombreux discours médicaux et scientifiques laissaient entendre de manière triomphaliste qu'on allait rapidement en finir avec les fléaux épidémiques. Les arguments, certes, ne manquaient pas. Il y avait eu les grandes avancées dans la compréhension des maladies infectieuses, la prise en compte collective des règles d'hygiène, les incontestables succès des campagnes de vaccination obligatoire puis la découverte, au milieu de ce siècle, des antibiotiques. L'éradication planétaire de la variole, celle possible de la polio, l'extension des

programmes de vaccination menés sous l'égide de l'OMS et de l'Unicef étaient autant de données objectives et rassurantes, de même que l'identification progressive des virus des hépatites ou que la production industrielle de nouveaux vaccins issus du génie génétique.

Tout a brutalement changé ces dernières années. Il a fallu faire le deuil de bon nombre d'illusions sanitaires. L'épidémiologie impose aujourd'hui de relativiser l'ensemble des progrès accomplis, de reconnaître que la lutte contre les maladies infectieuses réclame des moyens beaucoup plus importants, une réelle prise en compte politique et peut-être de nouveaux concepts. L'apparition puis la diffusion très rapide de l'épidémie de sida fournit l'exemple de l'émergence de maladies nouvelles. Il en est d'autres moins connues et géographiquement plus localisées. Depuis 1975, plus de vingt maladies infectieuses nouvelles, virales, bactériennes ou parasitaires ont été identifiées, la plupart frappant de manière électorale les populations du tiers-monde.

Les bouleversements de l'environnement et l'apparition de multiples déséquilibres écologiques fournissent, d'autre part, aux micro-organismes pathogènes de nouvelles conditions de développement. Les nouvelles infections ne sont jamais dues au hasard. Elles ne sont pas non plus le produit d'une nouvelle génération spontanée. Selon Stephen S. Morse (The Rockefeller University, New York), l'analyse des données actuellement disponibles révèle que les maladies « émergentes » sont, dans la majorité des cas, dues à des agents pathogènes déjà présents dans l'environnement, sortis de l'ombre en

beneficiant d'un avantage sélectif grâce à des mutations qui leur permettent d'infecter de nouvelles populations.

C'est ainsi que des germes infectieux peuvent brutalement passer de l'animal à l'homme. Ces zoonoses constituent d'ailleurs le principal chapitre des maladies émergentes, elles sont souvent la conséquence directe de diverses activités humaines. L'urbanisation croissante et les déséquilibres qui l'accompagnent sont aussi un des facteurs qui accélèrent l'apparition de nouvelles épidémies, tout comme les bouleversements démographiques, les modifications de comportements ou l'intensification des voyages internationaux.

« Elles apparaîtront comme Athéna parut, sortant tout armée du cerveau de Zeus »

Tout se passe comme si les modifications des grands équilibres traditionnels augmentaient la virulence de certains germes et accélèrent la fréquence de l'émergence de maladies nouvelles ou encore les nouvelles flambées de maladies anciennes, comme la tuberculose et le choléra. A cela s'ajoute la menace d'infections d'un nouveau type dues à des agents transmissibles non conventionnels, tels les prions (*Le Monde-Nature* du 7 avril), qui se caractérisent par l'apparition à distance dans le temps, chez l'homme ou chez l'animal, de processus irréversibles de

dégénérescence du système nerveux central. Les théories développées il y a quelques années par le professeur Mirko Gmeck sur l'état d'équilibre vers lequel tendraient l'ensemble des états pathologiques au sein du vivant sont-elles toujours d'actualité ? Sinon, comment comprendre et que redouter ? L'épidémie de sida démontre de manière à la fois dramatique et exemplaire les conséquences infectieuses des nouveaux déséquilibres modernes, qu'il s'agisse des transports internationaux, des grandes concentrations humaines, de l'intensification de la toxicomanie intraveineuse, des pratiques homosexuelles ou de la prostitution.

Ces données épidémiologiques démontrent la relative faiblesse de nos outils de prévention et de traitement. Il est encore paradoxal que les progrès de la biologie moléculaire ne puissent aujourd'hui se traduire dans le champ vaccinal. Le fait de disposer d'outils permettant de connaître l'architecture moléculaire des micro-organismes qui menacent l'espèce humaine ne permet nullement de maîtriser l'action de ces germes. Sans doute faut-il compter avec le coupable désengagement des grandes firmes pharmaceutiques. Mais cela ne saurait tout expliquer. Peut-être faut-il accepter de reconnaître que la biologie a ses propres impasses.

Faut-il céder à l'attente de l'émergence de nouvelles maladies pour prendre les mesures d'hygiène et de santé publique ? Il y a cinquante ans, Charles Nicolle, l'un des brillants disciples de Louis Pasteur, affirmait déjà que l'éradication de certaines maladies était réalisable, mais que l'insouciance personnelle, une discipline individuelle

incomplète, une organisation sociale déficiente, l'indifférence des pouvoirs publics et des Parlements, seraient autant de freins à des progrès de santé publique. « Il y aura donc des maladies nouvelles, prévoyait-il. C'est un fait fatal. Un autre fait fatal est que nous ne saurons jamais les dépiler de leur origine. »

Lorsque nous aurons notion de ces maladies, elles seront déjà toutes formées, adultes pourrions-on dire. Elles apparaîtront comme Athéna parut, sortant tout armée du cerveau de Zeus. » Est-il déjà trop tard pour entendre ce message prophétique ?

Jean-Yves Nau

Le Monde

ROSSIERS Littéraires

4 numéros par an

STENDHAL
PSEUDONYME DU MOI

« Le plus célèbre et le moins lu des écrivains » est, de tous les auteurs du XIX^e siècle, celui qui o le mieux vieillir. De la France à l'Italie, une promenade qui conduit à la découverte d'une époque et d'un romancier.

LES MOTS INTACTS
DE LA TRAGÉDIE ANTIQUE

Soixante-dix ans séparent la première représentation de tragédie antique (« Les Perses », 472 avant J.-C.) de la dernière dont nous ayons gardé trace (« Cédipe à Colone », 401 avant J.-C.). Mais leur influence, immense aujourd'hui encore, montre que cette fascination dépasse largement un phénomène de mode.

AVRIL 1995 - 13 F

UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

VOYAGES

Culture canaque et esprit élyséen se rencontrent à Nouméa

En Nouvelle-Calédonie s'ouvre un des grands travaux du chef de l'Etat sous la conduite d'un architecte du Centre Pompidou

NOUMÉA
de notre envoyé spécial
L'esprit bâtisseur du chef de l'Etat a sauté jusqu'aux antipodes. Le centre dont l'édification découle des accords de Matignon, signés en 1988, portera le nom de Jean-Marie Tjibaou, et devrait être inauguré en mai 1997, quelques mois avant le référendum qui fixera l'avenir du territoire.

Sorti vainqueur à l'unanimité d'un concours en 1991, Renzo Piano s'est mis à l'heure canaque, et a imaginé une succession de grandes cases, enfouies sous une protection capiteuse de piliers colonnaires et de cocotiers, descendant sur les eaux azurées du lagon. « Nous ne demandons de cadeau à personne. Nous demandons à être respectés », avait lancé Jean-Marie Tjibaou, peu avant sa disparition, le 4 mai 1989. Cette reconnaissance de la culture locale, traduite architecturalement par un œil européen, apparaît à certains bien tardive. Le colonisateur, lui, les yeux fixés sur les cours du nickel, n'a guère fait de cadeau à une civilisation dont il n'avait jamais bien cherché à comprendre les sens. Comment se présente aujourd'hui la culture canaque? La « parole », comme dans toute société orale, est au centre de l'organisation sociale. Dans la vie quotidienne, y compris dans les

logements à Nouméa, on continue à « faire la coutume ». Responsable de l'Agence pour le développement de la culture canaque (ADCK), chargé de mettre en place le centre culturel, Octave Tagna explique : « On a porté la main sur les corps, mais on n'a jamais pu faire taire la parole. Tout notre patrimoine est dans la tête, et dans celle de nos enfants. La société canaque a utilisé sa culture comme un moyen de protection. C'est pour cela qu'elle s'est enfermée dans un geste d'autodéfense. Nous n'avons cessé de donner, sans que l'on nous reconnaisse. »

Les objets d'art canaque, flèches faitières, masques, bambous gravés, sont dispersés à travers le monde entier. Leur restitution n'est pas envisageable. En 1990, le temps d'une exposition, ils sont re-

venus à Nouméa. Premier conservateur d'origine canaque, et directeur à présent de l'ADCK, Emmanuel Kasarherou constate : « Nous sommes héritiers de tout ce laud passé. Il faut y jeter un regard critique, sans tomber dans une sorte d'intégrisme qui nous décrirait la société d'avant la colonisation comme idéale, mais dépasser tout cela. Depuis cent cinquante ans, nous vivons à la fois sur le droit romain et le système coutumier qui renvoie à une autre vision des choses. Notre lien reste encore très fort avec le monde des ancêtres, ceux qui sont « passés » avant nous. L'idée du « premier » est très présente dans le monde océanien. Celui qui vient avant permet à celui qui vient après de ne plus être un « coco flotté », celui qui n'a pas d'attache, mais de s'enraciner. »

Le centre Jean-Marie Tjibaou

Le centre culturel sera construit sur le site de Tina (8 hectares en bord de mer près de Nouméa). Les 7 000 m² de salles de spectacles et d'exposition, d'espaces de formation et de débats, et la médiathèque, seront répartis dans trois « villages » canaques, chaque grande case présentant un système de ventilation naturelle original. Coût : 320 millions de francs, payés par l'Etat, au titre des Grands Travaux. La mise en œuvre du projet est assurée par l'Agence de développement de la culture présidée par Marie-Claude Tjibaou (ADCK, quartier de Nouville, 100). Cook, tél. : 28-32-90. L'agence édite la revue trimestrielle *Mwa Vée*.



trouve en pays mélanésien. » Les rues de la ville portent surtout les noms du panthéon du colonisateur.

Emmanuel Kasarherou poursuit : « Ce projet est pensé comme un rééquilibrage culturel, comme il y en a eu un économique. Longtemps nous avons été prisonniers d'une image ethnologique. Nous ne serons pas les rentiers de la culture canaque. Etre digne d'un héritage, c'est savoir le transformer. C'est pourquoi le musée ne sera pas démantelé ; il restera dans le centre-ville. » Les Européens ont leur corps ici, et le cœur en métropole. Ils voudraient une petite France. Ce n'est pas possible. Nous ne leur demandons pas de s'asseoir par terre comme le font les Canaques. Mais ce pays a une histoire, un peuple qui réclame la reconnaissance de son identité. Il faut réfléchir ensemble à une identité culturelle qui s'enrichisse du patrimoine de chacun », affirme Octave Tagna.

Mettre en lumière la culture canaque – le terme à l'origine signifie « homme » – est à coup sûr une des réponses au problème calédonien, une alternative à l'affronte-

ment violent que chacun redoute. Qui aurait pu imaginer que l'art aborigène, plusieurs fois millénaire, pourrait représenter aujourd'hui l'Australie voisine, s'interroge Emmanuel Kasarherou. « La population d'origine européenne est en train de changer de regard sur la culture canaque. Avec ce projet, nous sommes obligés de nous projeter en avant, avec cette vision du partage, généreuse, qu'appelait Jean-Marie Tjibaou », reconnaît-il. « Les accords de Matignon ont rendu les gens plus tolérants », observe, pour sa part,

Octave Tagna. Le retour d'une majorité parlementaire de droite en 1993 a suscité une inquiétude quant au sort du projet, qui semble avoir disparu. Du côté du ministère de la culture, à Paris, le ton n'est pas loin de l'enthousiasme, et l'on s'attribue la relance de l'opération, qui aurait eu tendance à s'enliser au temps des socialistes. « Aucun pays ne s'est lancé dans une telle réalisation. C'est totalement inédit. Et puis c'est du Renzo Piano ! », lance Jean-François de Canchy. A notre arrivée, le projet doit renvoyer d'un ministère à un autre. Nous avons dépêché une mission. A Nouméa, on a peut-être suivi cela avec l'œil du soupçon. Mais nos interlocuteurs étaient prêts à travailler avec nous, parce qu'ils se sentaient abandonnés. »

« Un équipement qui n'aura comme seul concurrent dans le Pacifique que l'Opéra de Sydney »

L'Etat règlera la facture, mais pour le budget de fonctionnement, non encore arrêté, devront être associés des financements locaux. « Dès lors que le principe du projet n'était pas remis en cause, poursuit M. de Canchy, il fallait déterminer le fonctionnement d'un équipement qui n'aura comme seul concurrent dans le Pacifique que l'Opéra de Sydney. La mission a conclu à une certaine dérive du projet vers le socle culturel. On ne peut pas se payer dans le bantien de Nouméa une maison de la culture à 320 millions de francs, s'il n'y a aucune recette. » Le touriste y sera donc accueilli : 90 000 à 120 000 visiteurs par an sont espérés.

Régis Guyotat

NOMADE
MONTAGNES, DESERTS
plus de 100 idées de voyages pour les découvrir
47, rue Montparnasse, 75005 Paris - Tél. : 75005 45 33 71 71

L'AUTENTIQUE EXPRESS COTIER
Demande de brochure gratuite à renvoyer à votre Agence de Voyages ou à la Maison de la Scandinavie 140, rue du St Honoré 75008 Paris - Tél. : (1) 45 61 74 50
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____ Ville : _____
Lic. 58 105 702 010 821 000 47 - RCP La Croix-Rouge Paris, Comité n° 54 7384 4731 - AP - 5946

POUR L'ISLANDE, SUIVEZ-NOUS
Nos Boeing vous ouvrent aux meilleurs prix la route du ciel vers l'Islande.
Après l'Islande, ICELANDAIR vous offre également la possibilité de rejoindre le Groenland et les Iles Féroé, en extension originale d'un séjour dans notre île de feu et de glace.
Ces trois destinations, synonymes de nature intacte - mais fragile - de paysages inattendus et d'air cristallin, vous feront vivre des expériences inoubliables.
Les voyageurs d'ICELANDAIR ont mis sur pied à votre intention des combinaisons de séjours et de circuits. Demandez-nous leurs contacts, la documentation générale sur l'Islande et tous les renseignements sur nos vols que vous retrouverez également sur notre serveur
minitel 3615 ICEAIR
9, boulevard des Capucines 75002 PARIS - Tél. : (1) 44 51 60 51

Mieux vaudrait d'ailleurs parler de cultures canaques au pluriel. Vingt-huit langues se parlent encore dans l'île. A 10 kilomètres de distance, deux tribus peuvent ne pas se comprendre. Le passage de l'oralité à l'écrit se fait lentement. « Des anciens commencent à s'intéresser à l'écrit comme support de la mémoire », note Octave Tagna. De jeunes écrivains canaques s'expriment dans la revue *Mwa Vée*, 40 % de la population totale a moins de vingt ans. « Nouméa est à présent la plus grande « tribu » de l'île, reprend Emmanuel Kasarherou. Il est important de se forger de nouveaux repères qui permettent aux gens de savoir qui ils sont, et de ne pas dire des « cocos flottés ». Peu de choses dans Nouméa indiquent que l'on se

PARTIR

■ Le Yémen à petit prix. L'Arabie heureuse des anciens a toujours fasciné les voyageurs : un décor exceptionnel, une architecture unique, un peuple fier, fidèle à ses traditions. Spécialiste des destinations culturelles, Peuples du Monde propose, pour découvrir ce pays récemment apaisé, trois périodes de 15 jours (les 26 mai, 9 et 23 juin) conjuguant une randonnée facile (4 à 6 heures par jour) d'une semaine au cœur des montagnes d'Arabie et une exploration vers le nord du pays puis dans le désert de l'Hadramout au sud. Au prix très raisonnable de 9 000 F par personne tout compris (hébergement en hôtel, auberge modeste ou sous la tente), au départ de Paris. Renseignements : 10, rue de Montmorency, 75003 Paris, tél. : (1) 42-72-50-36. De son côté, Découvrir (tél. : (1) 45-44-48-80) organise au Nord-Yémen des visites individuelles en 4x4 avec chauffeur, en étoile à partir du Sheraton de Sana'a (priorité au confort) pour 7 290 F par personne (en mai et juin) avec 6 nuits en chambre double, petits déjeuners, 3 jours de location de 4x4 et les vols à partir de Paris.

■ Week-end à Stockholm. Construite sur quatorze îles reliées par des ponts et des ferries, la « Venise du Nord » mérite au moins un week-end de trois jours, le temps de visiter le Palais royal, l'église du couronnement, la ville médiévale et le Wasa, vaisseau de guerre renfloué et superbement restauré. Spécialiste des pays scandinaves, Bennett Voyages y propose un forfait de 2 790 F par personne (de Paris, départs de province avec suppléments) avec le transport aérien et 2 nuits en chambre double et petit déjeuner au Reisen Hotel (luxe), établissement de caractère (il a été construit au XVIII^e siècle) situé au cœur de la vieille ville. Renseignements dans les agences de voyages et au (1) 48-01-87-77.

Evasion

DIRECTOURS
LONDRES VL. Eder (techno) - (1) 44 870 F
CRETE (Mallia) 977h 1990 F
(vol + hôtel cat. C + p. D4)
CRETE (Mallia) 1974h 2490 F
(vol + hôtel cat. C + p. D4)
CALIFORNIE 977h (architecte) - (1) 4490 F
FLORIDE 977h (architecte) - (1) 3900 F
NEW YORK 977h (vol + hôtel) - (1) 2830 F
LE MAURICIE 197h (vol + hôtel) - (1) 7980 F
DIRECTOURS : Prix et conseils en direct
102, av. des Champs Elysées - PARIS 8e
Brochures sur demande : 45 62 62 62
et 3615 DIRECTOURS - (1) 45 61 74 50

SAINTES-HUMANES
DES IDEES DE SEJOURS
POUR UN WEEK-END OU PLUS
Séjours à thème, festivals, musée
Picasso, salons des antiquaires,
Marineland. Forfaits hôteliers.
Renseignements :
MAISON DU TOURISME
11, Place de Gaulle - 06600 ANTIBES
Tél. : 92.90.53.00 - Fax : 92.90.53.01
3, rue du Fg St-Honoré - 75008 PARIS
Tél. : 49.24.06.22 - Fax : 49.24.06.09

HAUTES-ALPES
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Hautes-Alpes - Parc Régional
à 5 km de SAINT-VERAN
Soleil - Calme - Randonnées pédestres
V.T.T. - Pêche - Rafting
HOTEL LE CHAMOIS **
Lagis France / Michelin
1/2 pension 260 F.
Tél. : 92.45.83.71 - Fax : 92.45.80.56

RENSEIGNEMENTS PUBLICITÉ "EVASION"
Tél : 44.43.77.36 - Fax : 44.43.77.30

DÉGRIFOUR
MONTREAL/QUEBEC
Séjour 7 mois. Avion + hôtel 4* et 3*
Départ Paris 3.680 F
SICILE
Séjour 1 semaine
Avion + hôtel cat. 3* Pise, capri
Départ Paris 2.480 F
MEXICO
Vol A/R régulier
Départ Paris 2.650 F
(Croatie/Mex avec suppléments)
3615 01 44 51 60 51

AUBERGE
LA CLÉ DES CHAMPS
**NN LOGIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
2450 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD
Tél. : 63.28.95.94 - Fax : 63.28.42.86

SÉJOUR GOLFE DE NAPLES
Hôtel 3* Paestum 3.180 Frs*
Hôtel 4* Sorrente 4.620 Frs*
Hôtel 4* Positano 4.505 Frs*
(vols charter A/R, transf., log., 1/2 pension)
* A certaines dates, taxes aériennes en sus
Tél. : 44 51 39 27
MINITEL 3615
CU Evasion
(France 18)

TOUR DU MONDE
Du 24/11 au 11/12
62 500 F
Tous les détails sur
(1) 45 53 27 50
MEXIQUE-ILE DE PAQUES-TANITI
AUSTRALIE-MARSEILLE DE COCOT
VIETNAM-SUMATRA-INDO
SAFARI EST AFRICAINE
Lic. 945 A Gallie

MINOTEL Relais*** de Castelbau
Route de Padirac-Rocamadour
46130 Lombressa
Réservation : 65.10.80.50 - Fax : 65.38.22.02
Panorama exceptionnel
Silence d'un hôtel à la campagne
40 Chambres - Piscine - Tennis
Séminaires - Mariages

LE COMPTEUR BLEU
VOLS RÉGULIERS A/R, départ Paris
Antilles 2790 F
Bangkok 3900 F
New York 1850 F
SÉJOURS & WEEK-ENDS
Tunisie 2290 F
Vol A/R + Hôtel 3* 877h + pension complète
Acapulco 7150 F
Vol A/R + Hôtel 3* 877h + pension complète
Sicile 3980 F
Vol A/R + Hôtel Club 3* 877h + pension complète
Pérou 2940 F
Vol A/R + Hôtel 3* + 312h + pension complète
Tous les détails sur
Tél. : 40 44 72 73
Bureau au 3615 01 44 51 60 51

TOUR DU MONDE
Du 24/11 au 11/12
62 500 F
Tous les détails sur
(1) 45 53 27 50
MEXIQUE-ILE DE PAQUES-TANITI
AUSTRALIE-MARSEILLE DE COCOT
VIETNAM-SUMATRA-INDO
SAFARI EST AFRICAINE
Lic. 945 A Gallie

هكذا من الأصل

Des averses de pluie ou de neige

UN ANTICYCLONE situé au sud de l'Islande d'une part et une dépression centrée sur les pays scandinaves d'autre part dirigent sur les îles Britanniques et la France un courant de nord, nord-ouest avec de l'air froid provenant du pôle. Ainsi les températures resteront très fraîches pour la saison.

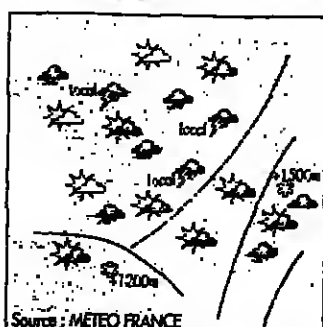
Jeudi en début de matinée, mis à part des bancs de brume des pays de Loire au Poitou, le ciel sera assez bien dégagé en de nombreuses

régions, c'est-à-dire de la Bretagne au Bassin parisien, à l'Artois, au Nord-Est, à la Bourgogne, au Massif central et au Sud-Ouest. Toutefois des nuages se développeront sur l'ensemble de ces contrées au fil des heures. Des Cévennes aux Alpes du Nord, le ciel sera voilé dès le matin, alors que les passages nuageux seront très nombreux du Languedoc-Roussillon aux Alpes du Sud et à la Côte d'Azur avec des ondées sur le relief alpin, où il neigera au-dessus de 1 500 mètres. Sur la chaîne pyrénéenne la couverture nuageuse restera importante. Enfin, le soleil brillera en Corse.

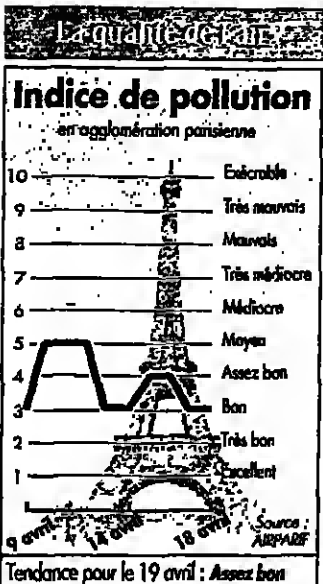
A partir de la mi-journée, les éclaircies alterneront avec des nuages qui deviendront menaçants sur toute la moitié nord du pays ainsi que du Poitou à l'Auvergne, à la région toulousaine et à l'Aquitaine. Les averses qui se produiront sur ces régions seront parfois orageuses et accompagnées de rafales de vent, de grésil, voire de grêle. Il neigera sur les montagnes au-dessus de 1 000 mètres. Simplement, cette activité sera légèrement moins marquée sur le Sud-Ouest. Sur les Pyrénées, les nuages apporteront des ondées qui se produiront sous forme de neige à partir de 1 200 mètres. Du Languedoc-Roussillon aux Bouches-du-Rhône, de nombreux nuages élevés encombreront le ciel. Enfin, des Alpes à la Côte d'Azur, le temps sera couvert avec des précipitations qui tomberont sous forme de neige au-dessus de 1 300 mètres.

Les températures seront très basses pour la saison, avec de 0 à 4 degrés au lever du jour en général, de 4 à 6 degrés près des côtes et jusqu'à 10 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, il fera seulement de 9 à 12 degrés sur la majeure partie du pays et de 14 à 18 degrés sur le Sud-Est.

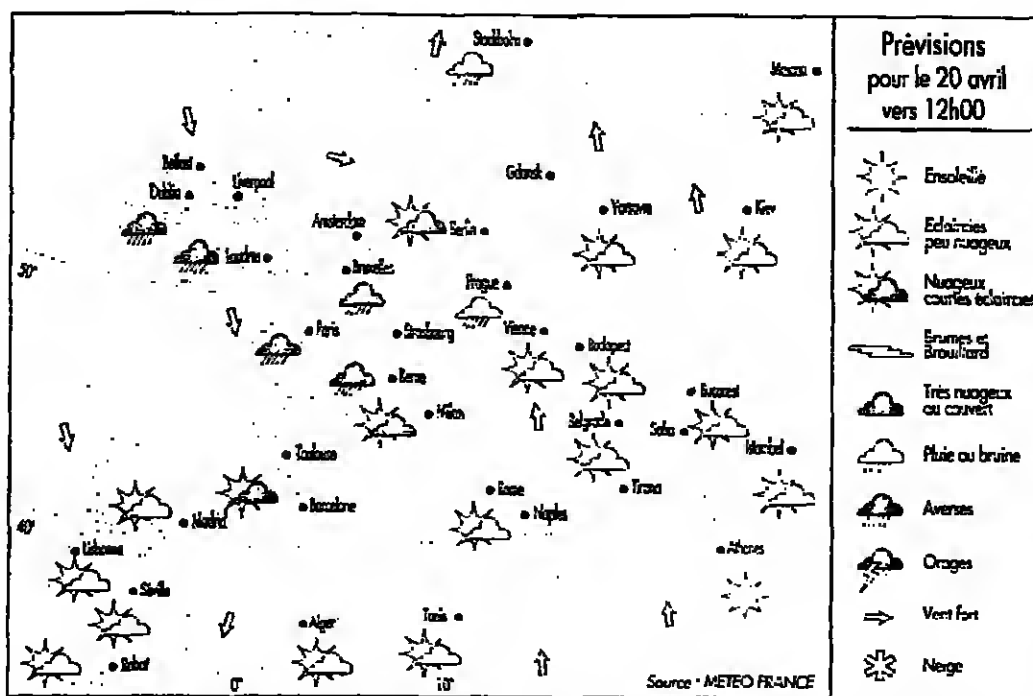
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 20 avril vers 12h00

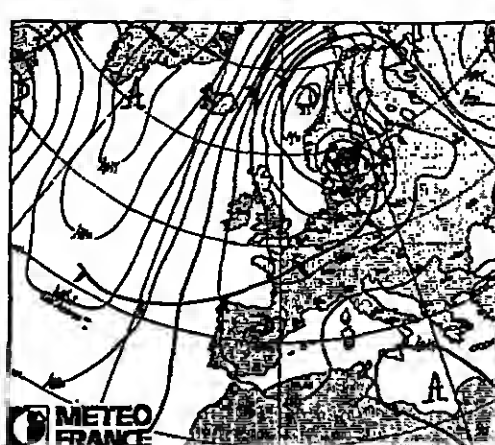


Tendance pour le 19 avril : Assez bon

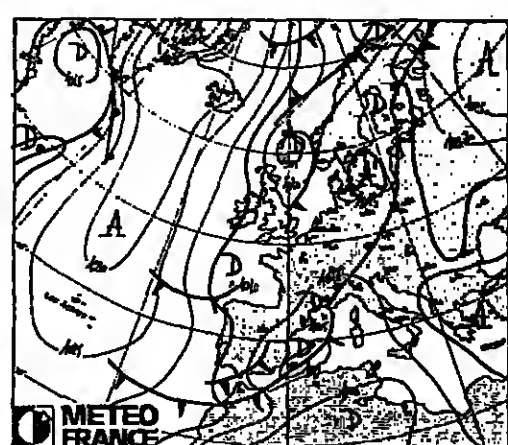


Prévisions pour le 20 avril vers 12h00

TEMPÉRATURES du 18 avril 1995	max/min
FRANCE	
ALGER	17/6
ALGER	14/9
BORDEAUX	14/9
BOURGES	14/7
BREST	10/2
CAEN	12/2
CHERBOURG	12/1
CLERMONT-F.	17/7
DIJON	13/2
STRASBOURG	13/8
TOULOUSE	17/10
TOURNAI	17/10
TOURNAI	17/10



Situation le 19 avril, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 21 avril, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde Une polémique en URSS

UNE CURIEUSE polémique vient de s'instaurer à Moscou entre la Pravda, organe du Parti communiste, et L'Etoile rouge, organe de l'armée. La question à trait à l'attitude de l'URSS à l'égard de l'Allemagne vaincue.

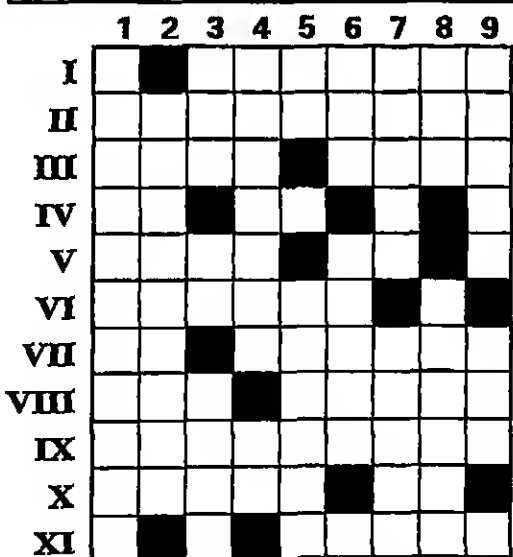
Dans L'Etoile rouge, le journaliste connu Ilya Ehrenbourg se refusait à faire une distinction entre les nationaux-socialistes et le peuple allemand, et écrivait que la population du Reich dans son ensemble devait être traitée sans nuance comme « une bande de malfruits ». Il ajoutait : « Il faut se rappeler les profondes blessures infligées à la Russie, que beaucoup méconnaissent et trop souvent oublient. Lorsque quelques prisonniers britanniques ont été jugés par les Allemands, la presse allemande s'est justement indignée de cette barbarie. Mais combien de prisonniers soviétiques ont été assassinés ? Des millions. C'est pourquoi les Allemands ont peur de nous ».

Le professeur Aleksandrov, directeur de la propagande du parti, a longuement répondu dans un éditorial de la Pravda. A ses yeux, le « camarade Ehrenbourg a trop simplifié les choses. Il assure ses lecteurs que tous les Allemands sont les mêmes et qu'ils doivent également répondre des crimes des hitlériens. Il n'est pas difficile de démontrer que cette assertion ne correspond pas aux faits. Chacun aujourd'hui n'a pu se convaincre que les Allemands différaient entre eux, combattent et se conduisent de façon diverse. Les uns, avec un acharnement bête et par tous les moyens, défendent le fascisme. D'autres préfèrent s'occuper de combattre, attendent ou se rendent... Cela vaut non seulement pour la population civile, mais aussi pour l'armée. Le peuple soviétique n'a jamais identifié la population de l'Allemagne avec la criminalité hitlérienne ».

(20 avril 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6544



HORIZONTALEMENT
I. Les plus sombres sont souvent les plus profondes. - II. Un envoyé spécial. - III. Bavent quand ils tombent sur un os. Des jours comme l'on n'en vivra plus.

IV. Préséant (épelle). Est très attachant. - V. Il jouit d'une certaine autorité. En larmes. - VI. Tête de ligne. - VII. Abréviations. Antiques réjouissances. - VIII. Coupe court aux litanies. Courtoisie. - IX. Fort légère. - X. Amincissement excessif ou gonflement prolongé. Attira maints archéologues. - XI. Parachèvement le travail des orfèvres.

VERTICALEMENT
1. Ne sauraient être classés parmi les plus beaux vers. - 2. Se tiennent par la queue. - 3. Ne peut manger qu'après avoir claqué beaucoup du bec. Symbole. Leur valeur attend le nombre des années. - 4. Compagne de route. Morceau choisi de Voltaire. - 5. Avant Jésus-Christ. Carrosses par Phébus. - 6. Animal. Même gratuite, elle n'est pas toujours bien encassée. - 7. Générateur posthume de calories. Il n'est pas toujours facile de le tromper. - 8. Division dans un calcul se chiffant par millions d'unités. Poison violent. - 9. Coule en Italie. Possessif.

SOLUTION DU N° 6543
HORIZONTALEMENT
I. Bourratif. - II. Essoucier. - III. Lias. Cène. - IV. Légère. An. - V. Ires. Pô. - VI. Etui. - VII. Insérable. - VIII. Se. Yébles. - IX. Toul. Li. - X. Enlaccées. - XI. Mue. Sec.

VERTICALEMENT
1. Bellicistes. - 2. Dsler. Néon. - 3. Usagers. Urm. - 4. Rosés. Eblau. - 5. Rur. Ere. Ce. - 6. Acceptable. - 7. Thé. Oubliés. - 8. Léna. Ile. Se. - 9. Frêne. Est.

Guy Brouty

LE CARNET DU VOYAGEUR

PRDVENCE-CÔTE D'AZUR. Les syndicats de la Société des autoroutes Esterel, Côte d'Azur, Provence-Alpes, qui protestent contre la dégradation régulière des conditions de travail, ont déposé un préavis de grève pour vendredi 21, samedi 22 et dimanche 23 avril.

AMSTERDAM. Depuis le 17 avril, les passagers fumeurs fréquentant l'aéroport néerlandais de Schiphol doivent éteindre leurs cigarettes ou se rendre dans l'un des cinquante « îlots fumeurs » installés sur le site à la demande des non-fumeurs. - (AP)

SÉCURITÉ ROUTIÈRE. Cinq cent soixante-neuf personnes ont trouvé la mort sur les routes françaises au mois de février, soit quatre de moins qu'en février 1994. Le nombre des blessés, en augmentation de 4,6 %, s'est élevé à 13 135 et celui des accidents à 9 648 (+3,5 %). - (AFP)

JERSEY. Jersey Tourisme vient de lancer la Jerseylink, un service de renseignement et de réservation par téléphone destiné à tous ceux qui souhaitent effectuer une réservation d'hôtel ou de chambre d'hôte sur l'île. Ce service est ouvert du lundi au samedi, de 10 heures à 20 heures. (Tél. : 19-44-1534-500-750).

PORTUGAL. Un important incendie, favorisé par l'extrême sécheresse qui sévit au Portugal, a détruit le week-end de Pâques, des milliers d'hectares de pins et d'eucalyptus à une centaine de kilomètres au sud de Porto. Un feu de forêt d'une telle ampleur n'avait pas été enregistré dans cette région depuis plus de cinquante ans. - (AFP)

ITALIE. Les deux aéroports de Rome, Fiumicino et Ciampino, ont connu un trafic record pendant la semaine sainte. Entre le lundi 10 et le dimanche 16 avril, plus de 500 000 personnes les ont empruntés et quelque 5 000 avions ont atterri et décollé. - (AFP)

ESPAGNE. Cent vingt-trois personnes ont été tuées et quatre-vingt-huit autres grièvement blessées sur les routes espagnoles, au cours du week-end de Pâques. Un bilan supérieur à celui enregistré l'année dernière à la même époque. - (AFP)

PARIS EN VISITE

Vendredi 21 avril

L'HÔTEL DE GALLIET (carte d'identité, 45 F), 11 heures, 50, rue de Varenne (Didier Bouchard).

MUSÉE D'ORSAY : exposition Whistler (55 F + prix d'entrée), 11 h 15, 1, rue de Bellechasse, sous la verrière d'entrée (Mathilde Hagen).

MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : la peinture française du 18^e siècle, 11 h 30 ; les joyaux de la Couronne, 12 h 30 (Musées nationaux).

MUSÉE D'ART MODERNE : exposition Chagall (25 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

LA CRYPTÉ ARCHÉOLOGIQUE sous le parvis de Notre-Dame de Paris (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, devant le portail central de Notre-Dame (Art et Histoire).

L'ÉGLISE DU VAL-DE-GRÂCE et son quartier (40 F), 14 h 30, devant le portail de l'église (Sauvegarde du Paris historique).

JARDINS ET HÔTELS autour de Saint-Victor (45 F), 14 h 30, sortie du métro Jussieu (Paris pittoresque et insolite).

HÔTELS DU MARAIS (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Isabelle Hauw).

LA MAIRIE DU 16^e ARRONDISSEMENT (57 F), 14 h 30, sortie du

métro Pompe (Monuments historiques).

LE PALAIS DE JUSTICE et les chambres de la Cour de cassation (50 F), 14 h 30, métro Cité sortie côté marché aux fleurs (Christine Merle).

PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES du XIX^e siècle (50 F), 14 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

LE QUARTIER SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS (55 F), 14 h 30, sortie du métro Odéon (Europ expro).

LES SALONS DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL (37 F + 20 F), 14 h 30, à l'entrée sur l'esplanade entre la rue de Sully et le boulevard Morland (Monuments historiques).

LA BIBLIOTHÈQUE FORNEY (37 F), 15 heures, 1, rue du Figulier (Monuments historiques).

LE CIMETIÈRE DU PÈRE LACHAISE, 15 heures, sortie du métro Père-Lachaise côté escalier roulant (Bertrand Beyern et Vincent de Langlade).

HÔTELS ET JARDINS DU MARAIS, place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

MUSÉE DU PETIT PALAIS : exposition Carthage, 15 heures (40 F + prix d'entrée) (Approche de l'art), 15 h 15 (55 F + prix d'entrée) (Paris et son histoire et Mathilde Hagen).

L'ÎLE SAINT-LUDIS (50 F), 15 h 30, sortie du métro Pont-Marie (Claude Marti).

Les nanotechnologies ou le monde de l'extrêmement petit

Demain dans la page « Nature-Le Monde »

Le Monde

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 20 AVRIL 1995

PRÉSIDENTIELLE La fin des idées simples, le naufrage des idéologies, la conclusion brumeuse du second septennat de François Mitterrand, le sentiment que tout

est désormais dans tout ont vidé le discours des intellectuels de sa radicalité. ● CE CONSTAT apparaît clairement à l'occasion de l'élection présidentielle, où la pensée

française se cherche, privée des repères et des références historiques par rapport auxquels elle avait coutume de se situer. La redéfinition des valeurs est difficile, par-

fois erratique, autour de candidats plus gestionnaires que créateurs d'idées. ● LA POLITIQUE agressive de communication électorale, notamment celle de Jacques Chirac,

qui lance des OPA sur les intellectuels pour améliorer l'image des candidats, ajoute à la confusion et provoque de surprenants rapprochements.

Les intellectuels saisis par le doute à l'approche de l'élection

Etats d'âme, soutiens conditionnels : les représentants de la pensée française cherchent en vain de bonnes raisons de s'engager à l'approche du scrutin. Privés de repères, ils ont perdu la radicalité des débats d'antan

LES TROUPES sont maigres et les soutiens plutôt rares. L'élection présidentielle ne semble guère soulever l'enthousiasme des intellectuels, d'habitude moins silencieux. Cette discrétion peut s'expliquer par la personnalité des divers candidats qui s'opposent mais aussi par la confusion qui règne dans une famille où les rôles étaient distribués depuis longtemps. Le fin du paysage international, l'atonie idéologique ambiante, la fin brumeuse du second septennat de François Mitterrand ont achevé de perturber la lecture d'une partition largement obsolète. A gauche notamment, là où se trouve traditionnellement le plus gros contingent de signataires, on est particulièrement troublé par le coup de filet tenté par Jacques Chirac en direction de ces fameux intellectuels.

L'un des rares à considérer avec un humour joyeux les embarras de cette même campagne est Marc Fumaroli, professeur au Collège de

devenu grand rassembleur d'intellectuels autour de son héros. Naguère pourfendeur des « gauchistes » de toutes obédiences, Denis Tillinac affirme aujourd'hui qu'il les « enviait » — particulièrement Régis Debray, pour « sa foi marseillaise et le courage de mettre un fusil au bout », tandis qu'il avait, lui, la « conscience — amère — de regarder passer l'histoire comme une vache regarde passer les trains », comme il l'explique dans un livre récent, *Lettre ouverte à Jacques Chirac pour le sauver de ses amis* (Albin Michel).

C'est ainsi que Denis Tillinac a fini, en toute logique, par se retrouver dans le même club que son ami Régis Debray, Phares et Balises, pour se préparer à ne plus « regarder passer l'histoire ». Il se mit en tête de corriger l'idée que Chirac se faisait des intellectuels, et inversement. Il organisa des dîners où l'on vit, outre Régis Debray, beaucoup d'intellectuels de gauche, dont Alexandre

« M'étant opposé à la guerre impérialiste du Golfe comme à l'Europe de Maastricht, personne ne peut s'étonner que je me sente plus proche de Séguin et de Chevènement que de ceux qui approuvèrent avec force l'une et l'autre. »

Régis Debray

France, récemment élu à l'Académie française. Pour un homme qui s'est toujours affiché de droite et que la gauche intellectuelle a détesté et combattu, il est réjouissant de voir la « gauche-caviar » touchée par la grâce du « national-populisme » et le « microcosme, qui est de gauche », repêcher le candidat néogauchiste aux couleurs de la gauche. Marc Fumaroli, toutefois, se refuse à la polémique, se contentant d'expliquer que l'affrontement Balladur-Chirac reproduit la vieille opposition entre « la République-royaume », qui « met l'accent sur la liberté, la diversité, les talents », et « la République-empire », qui « préfère l'égalité, le culte du chef, la mobilisation générale du parti unique ». Il conclut que « ceux du parti intellectuel ont toujours penché, et (...) penchent encore aujourd'hui, de ce [dernier] côté » (*Le Monde* du 5 avril).

Englobant tous les intellectuels français sous la bannière du « parti intellectuel » et les ralliant ainsi, en bloc, à Jacques Chirac est sans doute un peu rapide et doit beaucoup à l'esprit polémique auquel Marc Fumaroli se défend de céder. Mais c'était certainement le rêve du romancier comédien Denis Tillinac,

Adler, Pierre Rosanvallon, Alain Finkielkraut.

Si Alexandre Adler s'est volontiers affiché dans le public de « l'heure de vérité » de Jacques Chirac, Pierre Rosanvallon a, au contraire, choisi d'adhérer au comité de soutien à Lionel Jospin. Quant à Alain Finkielkraut, il fut le seul à violemment dénoncer « l'instrumentalisation absolument déplorable » dont il avait été victime, puisque, après sa participation à l'un de ces dîners, il avait été agréé à la liste des « ralliés à Chirac », ce qu'il a dément. Régis Debray a tenu à faire savoir de son côté (*Le Monde* du 14 mars) que « la gauche est et demeurera sa famille ».

Mais « pour avoir, dès 1969, et depuis la prison (...), manifesté mes sympathies pour les positions dites gauchistes (...), je ne crois pas que mes affinités dépendent des conjonctures. Ayant toujours défendu l'exception républicaine et française quand la gauche et la droite bien-pensantes en vantaient la fin, m'étant opposé en leur temps à la guerre impérialiste du Golfe comme à l'Europe illusoire et libérale de Maastricht, personne ne peut s'étonner que je me sente aujourd'hui plus proche de M. Séguin et

de M. Chevènement que de ceux qui approuvèrent avec force l'une et l'autre ».

Aussi, ajoute-t-il, « je ne puis me rallier à aucune bannière. Je voterai sans signer de blanc-seing à personne ».

Alain Minc, essayiste à succès, homme d'affaires moins heureux, théoricien d'une société consensuelle au point d'avoir été désigné par *Libération* comme « la petite entreprise à fabriquer du consensus », a été classé « balladurien » en dépit de son dédain affiché des étiquettes. « J'ai dit qu'il était l'un des candidats de la raison, comme l'aurait été Raymond Barre et Jacques Delors. Des traits, il reste donc le seul. Mais Jospin, à la différence de Chirac, s'oppose au cercle de la raison », a-t-il précisé. Ce qui intéresse Alain Minc dans le conflit Balladur-Chirac, c'est ce qu'il révèle d'un comportement des élites françaises, lesquelles « ont toujours rallié assez vite celui qui mène la course en tête ».

Si le second tour devait mettre en présence Jacques Chirac et Edouard Balladur, on verrait apparaître, selon Alain Minc, « le vrai clivage intellectuel de ce pays ». Un clivage qu'on pourrait symboliser par « républicain-Chirac contre démocrate-Balladur » ou « première gauche-Chirac contre deuxième gauche-Balladur » ou encore « rousseauistes (bien que Chirac ne soit pas un rousseauiste) contre toquevilliens ».

« Si l'on est plutôt amateur de la courbe, on sera pour Balladur ; si l'on aime plutôt les angles, on sera pour Chirac. Et les angles conduisent au mur », conclut Alain Minc en une apparence boutade. Quelque chose de physique les opposerait, au-delà de tout programme. Jacques Chirac est « nature », il exprime une « virtualité » dans laquelle ceux qu'Alain Minc nomme « les intellectuels sanguins » se retrouvent.

Ces « intellectuels sanguins », dont Alain Minc se sent loin, ne sont certainement pas ceux non plus avec lesquels Philippe Sollers a envie de faire cause commune. Après avoir signé un article dans *L'Express*,

« Balladur tel quel », il a lui aussi été classé « balladurien » et a eu, en conséquence, « pour quel pas ? », l'habit. « C'est aussi une question d'oreille, dit-il. Quand j'entends un certain nombre de vociférations ou de manifestations de haine contre Balladur ou Fabius, je suis immédiatement ce qu'il y a derrière. Le jour n'est probablement pas encore venu où la France, libérée de son passé vichyste et stalinien, pourra devenir une grande démocratie moderne. La gauche est malade de ce passé et la droite aussi. C'est la raison pour laquelle je peux être tour à tour gauchiste, libéral ou libéral, mais jamais socialiste ni fasciste. »

Le philosophe André Gluck-

smann explique (*Le Monde* du 15 avril) les raisons de son refus de suivre une quelconque bannière : « Lorsque aucun des candidats ne s'engage clairement et distinctement à soulever ces questions vitales [que sont la Bosnie, le Rwanda, le militarisme russe, l'intégrisme, le terrorisme], comment le citoyen peut-il authentiquement s'engager pour l'une d'elles ? » Explication qui a le don d'irriter un autre philosophe, Bernard-Henri Lévy. Ce dernier s'est prononcé sans ambiguïté en faveur de Lionel Jospin, « non pas, comme on le répète toujours, parce que la gauche serait ma famille, précise-t-il. J'ai, au contraire, voulu oublier un

« J'ai appelé à voter Jospin, mais à certaines conditions... Que les socialistes anciens essaient d'avoir des idées... Qu'ils se débarrassent de leur moribond, Mitterrand... Que leur parti cesse de s'appeler socialiste. Pour le principe... Parce que cela suffira à provoquer un effet traumatisant, chirurgical sur les vieux fidèles imbéciles. »

Paul Veyne

de veste. C'est beaucoup plus profond, car c'est peut-être le début d'une recomposition d'ensemble du paysage intellectuel français. Il y aura un fort pôle national-populiste, dans lequel se retrouveront les anciens partisans du tiers-mondisme le moins élaboré, les intellectuels indisciplinés à l'égard de Saddam Hussein, les anti-européens, etc. La haine des élites par les élites, de l'intelligence par l'intelligence est une vieille histoire. »

« Le parti chiracien confronte la gauche à son propre populisme, à sa propre dérive nationale et à son antidémocratie », reprend Julia Kristeva. L'essayiste et romancière s'est elle aussi déclarée pour Lionel Jospin.

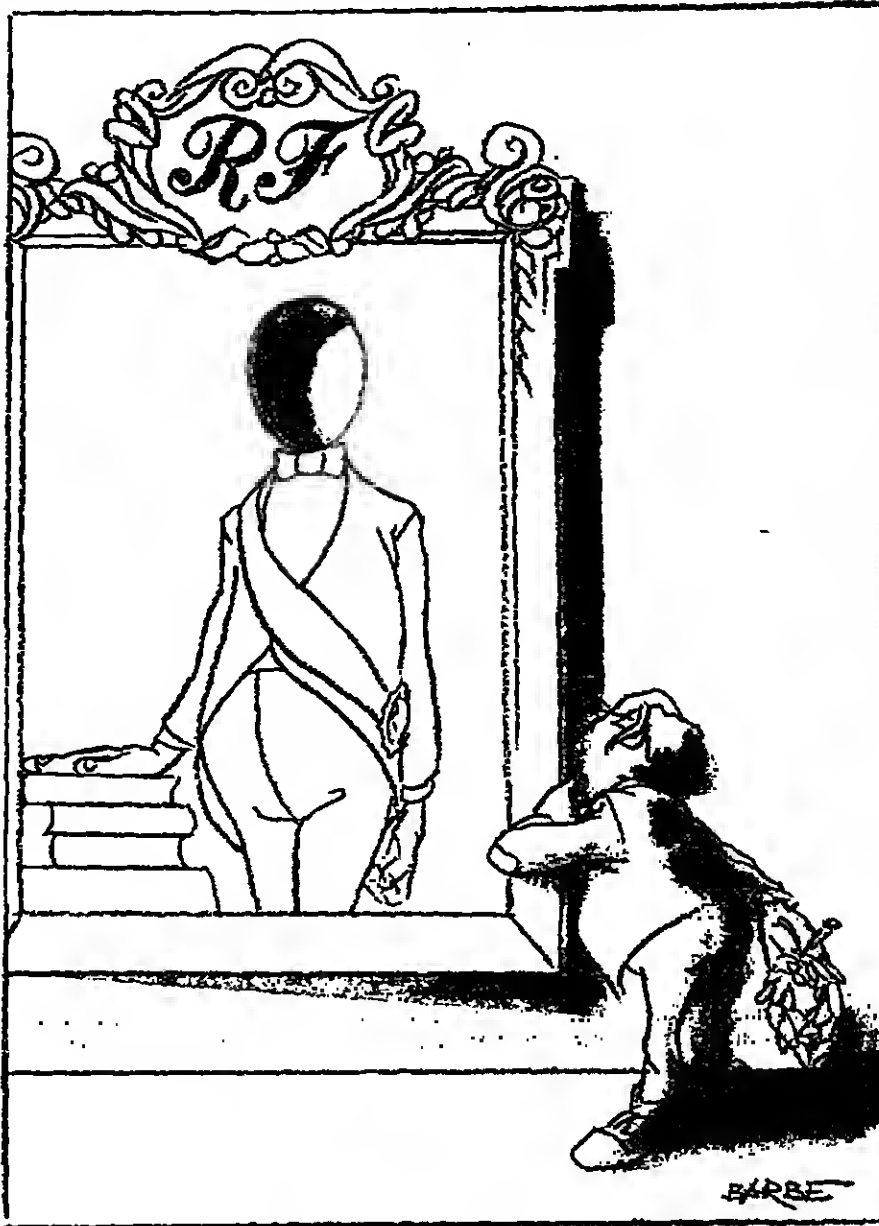
« On flâte les archaïsmes des Français en leur proposant de choisir entre le Royaume et l'Empire, estime-t-elle. Et si le XIX^e siècle n'était ni l'un ni l'autre, mais nous invitait à penser de nouvelles formes de contradictions et de révoltes ? Par l'histoire de ses échecs, la gauche est mieux placée pour être le lieu où cette inquiétante nouveauté aurait la chance de se réaliser. Plus encore : la gauche pourrait être ce lieu où la politique ne se réduit pas à la causalité économique, mais où la vie psychique — la vie spirituelle — pourrait être prise en considération en tant qu'elle est précisément contradiction et révolte ? Tel est le pari. »

Paul Veyne, professeur au Collège de France, a également choisi de soutenir Lionel Jospin. Mais plutôt comme la corde soutient le pendu. A la demande de Jean-Noël Jeanneney, son nom figure dans le comité de parrainage du candidat socialiste. L'historien fait immédiatement paraître un point de vue dans *Le Monde* du 24 mars pour préciser le sens de sa signature : « J'ai appelé à voter Jospin mais à certaines conditions que je vais énumérer (...) Que les socialistes anciens essaient d'avoir des idées, car cela fait longtemps qu'on ne leur en connaît pas. On ne les a jamais vus qu'en gestionnaires honnêtes ou malhonnêtes du capitalisme (...). Qu'ils se débarrassent carrément de leur moribond, Mitterrand. (...) On ne leur demande pas d'être des ingrats mais de donner la preuve qu'ils sont capables de s'arracher à une fascination imbécile au roubarde. (...) Que leur parti cesse de s'appeler « socialiste ». (...) Parce que cela suffira à provoquer un effet traumatisant, chirurgical, sur les vieux fidèles imbéciles. Soutien moins féroce, mais critique, du poète Claude Roy : « Non, je ne pense pas que voter, comme je le ferai, pour Lionel Jospin, soit un terme et une solution, puisse faire oublier rapidement, malgré l'honnêteté du candidat, la corruption du PS, l'infamie congrès de Rennes, les compromissions politiques, et la dérive des mots et des hommes. »

On n'en finirait pas d'énumérer les états d'âme, les soutiens conditionnels, les codicilles restrictifs. Les intellectuels doutent. Peut-être parce qu'ils se réfèrent à une époque dépassée. Leur engagement a eu un impact quand il croisait une grande cause — l'affaire Dreyfus —, quand il y avait ce que Max Weber appelait une éthique de la responsabilité. Dans les années 80 cet engagement a surtout été perçu comme une rente de situation. « L'intellectuel-aracle a fait ses temps », écrit Pierre Nora dès mai 1980, dans le premier numéro de sa revue *Le Débat*. « Pas d'intellectuel sans idée de l'avenir, sans secret du présent, sans savoir du passé. »

Cet avenir a eu trois schémas, nous dit l'historien des *Lieux de mémoire* : la restauration, la foi dans le progrès et la révolution. Or ces trois schémas sont périmés, affirme-t-il. « Toute perspective de clivage nous est devenue étrangère. L'avenir, l'avenir pensable qui avait été la vraie idée neuve de l'Europe révolutionnaire, est derrière nous. Il a sombré dans les malheurs de notre siècle, nous laissant devant un futur à jamais sans nom et sans visage, inabordable, indéfini ; et avec lui s'est abolie la figure historique de l'intellectuel despotique. » Pour Pierre Nora, « un second âge de la conscience historique est déjà commencé ». Régis Debray semble reprendre à son compte les présomptions de l'historien : « Pour pouvoir demain transformer le monde, il faut aujourd'hui le réinterpréter à nouveaux frais. D'où, pour le philosophe que je suis, la priorité absolue au travail intellectuel, bien loin des attentes, retournements et ambitions politiques du jour. » L'alternative ne serait plus alors le Royaume ou l'Empire mais l'Exil ou la Tour d'Ivoire.

Emmanuel de Roux et Josyane Savigneau



Emmanuelle
d'un amour qui

Le destin à l'assaut
des inventions du film

Philippe Baz

هكذا امتد الأصل

Emmanuelle Cuau dessine les lignes de fuite d'un amour qui se défait entre une mère et sa fille

« Circuit Carole » révèle le talent d'une jeune réalisatrice

Bulle Ogier et Laurence Côte sont les interprètes de ce premier film, inscrit dans une certaine histoire du cinéma, qui enregistre avec sensualité

les états d'âme d'aujourd'hui en se méfiant de la psychologie et en déjouant les pièges du romanesque. Une chronique des sentiments qui privi-

légie la qualité de l'instant et se maintient en équilibre au-dessus du vide menaçant à chaque instant d'engloutir les personnages.

CIRCUIT CAROLE, film français d'Emmanuelle Cuau. Avec Bulle Ogier, Laurence Côte, Frédéric Pierrot (1 h 15).

Elle chante *Voilà que sapete*, dans sa cuisine, en goûtant sa tartinade avec une cuillère en bois. C'est beau et clair, c'est un signe de reconnaissance ou d'exclusion. *Circuit Carole* se déclare d'emblée du côté du cinéma, de l'attention aux choses et aux durées, aux lumières et aux sons, d'une sensualité qui compte peu sur l'anecdote et beaucoup sur la densité de l'instant. Simultanément, l'air des *Noces de Figaro* dit ce qui sera l'interrogation du film : est-ce l'amour, ce sentiment tout plein de désir qui tantôt est un délice et tantôt un martyre ?

C'est Marie qui chante ainsi, c'est-à-dire Laurence Côte, qu'on vient tout juste de croiser chez Jacques Rivette, dans *Haut, bas, fragile*, où elle était la fille d'Anna Karina. Cette fois,

elle joue la fille de Jeanne, interprétée par Bulle Ogier, l'une des comédiennes qui a le mieux servi et le mieux été servie par le même Rivette. Au générique, on trouve comme coscénariste, à côté du nom de la réalisatrice, celui d'Arlette Langmann, qui écrit avec Maurice Pialat plusieurs de ses plus beaux films.

A LA LIMITE DU HORS-CHAMP

Ce premier film, sans étalage de références, s'inscrit dans une certaine histoire du cinéma, minoritaire mais bien vivante. A sa manière, unique, Emmanuelle Cuau rejoint la petite cohorte des jeunes cinéastes - des femmes surtout - dont on voit depuis quelque deux ans arriver des premiers films tous exigeants et sans prétention, en phase avec le quotidien, sans naturalisme aucun, sinon graphiques des états d'âme d'aujourd'hui, qui se refusent au romanesque et aux machineries.

Bulle Ogier et Laurence Côte offrent sans réserve leur talent géné-

reux, une présence en nuances, en esquive, en mouvement, qui est la chair même du film. Marie est une jeune fille fantasque, volontiers irresponsable, elle cherche par brusques élans à s'affranchir de l'amour trop envahissant de sa mère, sans le briser, sans la briser. Emmanuelle Cuau procède par scènes disjointes, toujours justes, toujours plus riches que ce qu'elles paraissent montrer. Il y a une embauche dans une grande société en banlieue, la découverte du circuit de moto voisin qui donne son nom au film, il y a des déplacements en métro et en bus, les courses, le bureau. Il y a une idylle de l'adolescente avec un des motards, à la limite du hors-champ, des éclats de conversations qui racontent moins entre eux qu'à une trame toujours suggérée, jamais exhibée. Une pudeur légère dessine dans l'espace et le temps un petit drame quotidien, comme on écrit dans le vide avec son doigt.

Marie s'est lancée sur le circuit de sa romance avec Alex, pour lui, mais

aussi pour échapper à Jeanne, ou au moins essayer un nouveau rapport entre elles. Jeanne comprend et ne supporte pas, elle glisse. Glisse vers une déprime qui l'enferme et la détruit, il n'y a rien à faire, le film ne juge pas, ne propose pas de solution. Par touches, il continue d'enregistrer ce qui se défait et ce qui s'ossifie au sein de la relation entre Jeanne et Marie, dans un refus radical de toute explication psychologique. L'exercice est périlleux, au bord de la chute comme les bolides dans les virages de l'anneau de vitesse baptisé Carol, du nom d'une jeune fille morte. Parfois les arabesques de ce récit sans narration sont tellement déliées que le film menace de se défaire tout à fait, le jeu des ellipses exige un mélange d'attention extrême et d'abandon aux sautes et aux rythmes qu'organise la cinéaste. Mais, à quelques ratés près, la présence de ses actrices jettent les ponts sur les béances qui s'ouvrent, vers un ultime vertige.

Jean-Michel Frodon

Le désir à l'assaut des conventions du film policier

INNOCENTS ET COUPABLES, film américain de Paul Mones. Avec Damien Chapa, Jennifer Rubin (1 h 36).

Innocents et coupables, à tout, à première vue, pour agacer. Ce petit film indépendant américain multiplie en effet les tics formels, comme ce montage abrupt créant des ellipses courtes au sein d'une même séquence, pour conjurer une spontanéité assez fautive avec les lois d'un genre. Le petit monde qu'il décrit est celui, déjà balisé, des trands new-yorkais. Deux jeunes gangsters, liés par une amitié indéfectible, tentent de prendre le contrôle d'un secteur et se heurtent aux autres caïds du coin. Les choses se corsent lorsque le spectateur comprend que l'un d'eux est un policier infiltré. La situation se complique encore lorsque son supérieur hiérarchique se révèle un filicorrupt manipulant la situation au profit d'un gros bonnet du milieu. Cette mise en abyme paraît sacrifier aux lois d'un scénario-type, qui

sont pourtant salutairement bousculés par le personnage féminin du film (Jennifer Rubin), jeune mythomane amoureuse du héros du film mais également de son ami. Cette confusion affective permet une scène de séduction séduisante, lorsque la jeune femme tente d'entraîner dans son lit les deux amis en même temps. Elle dessine ainsi une figure étonnante dans le cinéma américain standard, en n'hésitant pas à exprimer un désir souverain et conquérant, peu conforme aux usages et aux codes amoureux en vigueur, en multipliant, par l'accumulation de propos contradictoires, les fausses pistes qui rendront longtemps son personnage mystérieux et indéfinissable, entre candeur et manipulation. *Innocents et coupables* accroit grâce à ce personnage le désordre du monde qu'il décrit, celui où les truands peuvent être parfois sympathiques et les policiers de franches canailles. Parti ainsi d'une situation très convenue, le film de Paul Mones se perd régulièrement en route en suivant un chemin transversal.

Jean-François Rauger

Un film islandais primé au Festival de cinéma jeune public de Laon

LAON

de notre correspondant
Le Festival international de cinéma jeune public de Laon s'est achevé, le jeudi 13 avril, après onze jours de projection dans plusieurs villes de l'Aisne. Treize films étaient en compétition, dont douze de nationalités différentes. *Movie Days*, de l'islandais Fridrik Thor Fridriksson, portrait d'un jeune garçon qui découvre le cinéma et apprend à connaître ses racines au contact de son grand-père, a remporté le Grand Prix du jury international professionnel, tandis que le Prix du jury international jeune public a été décerné à *Comme des crocodiles*, de Giacomo Campiotti (Italie).

Depuis treize ans, les organisateurs de cette manifestation s'attachent à promouvoir un cinéma de qualité produit en direction de la jeunesse. Raymond Lefebvre, président du festival, estime ainsi que « c'est une manière de briser le monopole américain ». « Nous ne démissionnons pas, dit-il, la production d'outre-Atlantique, mais nous voulons démon-

trer qu'on peut voir autre chose. »
Ce dernier rendez-vous a permis au public de célébrer le centenaire du septième art et en particulier les premiers films suédois. Des documents datant de 1896 à 1912 ont ainsi été présentés par plusieurs spécialistes. Un hommage a également été rendu au réalisateur tchèque Karel Kachyna. Le public a pu apprécier six de ses films.

Chaque année, le festival attire près de quarante mille spectateurs, pour la plupart jeunes scolaires. A l'avenir, des prolongements devraient être réalisés en Allemagne. Ils concerneraient ainsi les vœux de Horst Schäfer, directeur d'un office du film pour enfants et adolescents. En effet, celui-ci souhaiterait organiser l'an prochain, ou plus vraisemblablement dans deux ans, un festival de cinéma européen. Il se tiendrait conjointement à Laon et à Cologne. Des représentants de l'Union européenne ont déjà manifesté leur intérêt pour le projet.

Thierry de Lestang-Parade

Philippe Bazin révèle les vrais visages de l'adolescence

Le photographe a capté le regard de huit cent trente collégiens de Calais. Ils ont du mal à se reconnaître

ADOLESCENTS, de Philippe Bazin, Galerie de l'Ancienne Poste, 13, boulevard Gambetta, 62102 Calais. Tél. : (03) 21-46-77-10. Jusqu'au 21 juin. Catalogue, 150 francs.

CALAIS

de notre envoyé spécial
Philippe Bazin est arrivé durant l'hiver 1993 à Calais, « ville du bout du monde », où il a rencontré huit cent trente élèves de onze à quinze ans. A chaque classe, il a proposé la règle du jeu suivante : « Je vais vous photographier un par un, par ordre alphabétique, dans le couloir, mais vous ne découvrirez votre visage que dans une exposition. Pas avant. Peu d'images seront retenues, moins d'un sur dix. Peut-être que vous ne vous reconnaîtrez pas. Vous pouvez bien sûr refuser. »

Très peu ont refusé. Chaque élève est sorti à son tour, s'est retrouvé face au photographe, pour une sorte de dialogue intime de quelques minutes. Cet ancien médecin leur parlait doucement, demandait leur prénom, leur rassurait. Il leur expliquait qu'il voulait le contraire d'une photo d'identité. Il leur demandait non pas une image qu'ils ont l'habitude de voir, non pas leur portrait, mais leur regard. Ils devaient imaginer tous les gens de la ville qui venaient les voir dans l'exposition. Certains ont demandé ce qu'ils devaient faire, alors Philippe Bazin finissait par lâcher : « Vous n'êtes pas



obligés de me donner votre plus joli sourire. »

Philippe Bazin les photographiait à 40 centimètres à peine. Trois prises de vue. Les adolescents se concentraient, ils oublièrent l'environnement, fixaient longuement l'objectif. Les enfants offraient « le meilleur d'eux-mêmes, un concentré de ce qu'ils sont », explique Philippe Bazin, qui sortait « vidé et bouleversé » des séances.

Un an plus tard, quatre-vingt-six

images sont accrochées sur les murs blancs de la Galerie de l'Ancienne Poste, au centre de Calais. Quarante-vingt-six visages de garçons et de filles pris frontalement, en très gros plan, sur fond noir, comme s'ils émergent de l'ombre. Les formats sont carrés (45 cm x 45 cm), les images présentées comme une mosaïque, sans cadre, sans verre protecteur, sans légende. Le visiteur entre dans la galerie, il croyait décou-

vrir des portraits, mais en fait c'est lui qui se sent observé, dévisagé par ces dizaines d'adolescents.

Les élèves des neuf lycées de Calais viennent à la galerie seuls, avec leurs camarades, en famille, pour découvrir ce qu'ils croient être leur portrait. Beaucoup sont déçus, pointés de ne pas être dans l'exposition. Les « étus » ne se « voient » pas, puis ont du mal à se reconnaître : « Je ne suis pas comme ça. » Finalement, ils s'acceptent, comme ils acceptent l'idée que l'appareil photo n'est pas neutre.

MONTRER LES VISAGES

A cet âge-là, on change beaucoup. Surtout, il y a le travail remarquable de Philippe Bazin sur le corps, la chair, le regard. Car la force - et le sens - de cette série est justement de se situer en dehors de la reconnaissance. Les images ne sont ni maquillées ni truquées, elles ont été prises avec l'appareil le plus simple, un format 24 x 36 sans éclairage artificiel, avec un objectif 50 mm, et pourtant, parfois, on ne sait s'il s'agit de garçons ou de filles, quel âge ils peuvent avoir, à quelle classe sociale ils appartiennent. Le spectateur est désemparé de ne pas trouver une image « courte » de l'adolescence : peu de sourires, pas d'attitudes stéréotypées, pas de mimiques, ni de traits de caractère, tous ces « bruits de fond », comme dit Philippe Bazin, qui ajoute : « J'aurais pu faire une exposition avec des tronches spectaculaires. »

Bazin n'est pas portraitiste, il

montre la chair, la nudité d'un visage, le regard brut. Chacun est là dans la « vérité de sa présence », dit-il. Beaucoup ne sont pas « beaux », l'acné apparaît, les yeux sont mouillés, la peau brille, les traits sont parfois durs ou révèlent l'enfance persistante. « Face à l'appareil, je les ai vus se transformer en quelques secondes. Ces visages ne répondent pas à l'idée que l'on veut se faire de la jeunesse. On les veut lisses, ils ne le sont pas. »

Au long travail de prises de vue a succédé un non moins long travail de choix. Bazin a retenu « ceux dont la disponibilité est totale ». Cette série sur l'adolescence, sur le visage qui se transforme, renvoie à celle, plus ancienne, consacrée aux vieillards, qui avait été fort remarquée à la Biennale d'art contemporain de Lyon, il y a deux ans. « J'ai toujours voulu montrer les visages », dit ce photographe de quarante et un ans qui a conservé de son ancien métier une attitude clinique devant son sujet.

En 1973, Christian Boltanski avait demandé à des lycéens de Dijon de lui confier leur portrait préféré. L'artiste les avait photographiés et exposés dans un couloir du lycée, montrant son intérêt pour l'appropriation de l'image d'autrui en écho à sa propre enfance. En balayant les codes de la représentation, Philippe Bazin se situe à l'encre opposé : faire apparaître, au-delà de la jeunesse, des traits, la disparition de l'enfance.

Michel Guerin

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

PETITS MEURTRES ENTRE AMIS

Film anglais de Danny Boyle. Avec Ewan MacGregor, Kerry Fox, Christopher Eccleston. (1 h 35.) La découverte d'une valise bourrée de billets de banque à côté du cadavre de son propriétaire va transformer la vie de trois jeunes gens de la classe moyenne londonienne. Sans perdre beaucoup de temps à faire taire leurs scrupules, ils se débarrassent du corps et dissimulent l'argent. La suite relève d'une pure mécanique de scénario, et les péripéties se succèdent sans surprise jusqu'à leur fin logique : la honte à mort des trois héros pour la possession du butin. Le film cumule les ficelles de la comédie d'humour noir britannique et l'approche légèrement décalée d'un réalisateur. A cet égard, l'intervention kafkaïenne des deux personnages de policiers est un moment plutôt réussi. Le film de Danny Boyle pourtant laisse un goût désagréable. Ses trois protagonistes apparaissent vite odieux dans leur indifférence au reste du monde et leur manque absolu d'éthique dans les rapports humains et sociaux. Si on ne se passionne guère pour ce qui leur arrive, le sentiment demeure que le cinéaste postule un regard tout aussi indifférent et cynique de son spectateur : *Petits meurtres*... est, malheureusement, en phase avec l'air du temps.

J.-F.R.

CIRCUIT CAROLE

Film français d'Emmanuelle Cuau
Lire critique ci-contre

INNOCENTS ET COUPABLES

Film américain de Paul Mones
Lire critique ci-contre

DIS-MOI QUI

Film français d'Alexandre Arcady.
La critique paraîtra dans Le Monde du 21 avril.

LES TRUFFES

Film français de Bernard Nauer avec Jean Reno, Christian Charmentat, Isabelle Candelier, Anne Roussel, Jean-Paul Rouseillon. 1 h 25.

Il était logique que Jean Reno, l'été d'affiche des plus grands succès français de 1993 (*Les Visiteurs*) et 1994 (*Le Lion*), souhaitât manifester des talents plus divers que les emplois auxquels on le confine. Interpréter un looser baroque, mal embouché et sentimental dans le cadre d'une comédie paraissait une judicieuse porte de sortie. Il est dommage qu'il ait si mal choisi le scénario et le réalisateur supposés l'accompagner dans cette évolution. A défaut d'espérer y découvrir le moindre trésor enfoui, on peut passer le temps en pointant les emprunts à divers succès du rire des décennies précédentes : Dury, Blier, Mocky, Yanne, et bien sûr les face-à-face à la manière de Francis Veber. Aux côtés de Reno posant au titre d'héritier de Depardieu, l'emploi de Pierre Richard est ici tenu par Christian Charmentat en petit escroc puceau, inopérant et antipathique. Le paradoxe commun à ce genre d'entreprise reste de flatter les plus bas penchants de l'adulte. « France profonde », tout en lui manifestant un mépris constant. Le regard que porte Bernard Nauer sur son pauvre zoo est trop dépourvu d'invention et de générosité pour approcher l'univers à la Reiser auquel il semble aspirer.

J.-M.F.

LES ENTRÉES A PARIS

■ Grâce soit rendue à Pâques, son week-end et ses congés : après un début de semaine morose, une nette remontée s'amorce à partir du vendredi soir, permettant de trouver à Paris trois films à 100 000 entrées ou plus.

■ Parmi les huit nouveautés, *Alerte !* retient l'attention avec 117 000 spectateurs dans son énorme combinaison de quarante-huit salles, devant *Streetfighter* à 99 000 sur trente-six écrans. A une beaucoup plus modeste échelle, *Prêtre* est un succès avec ses 14 000 adeptes dans seulement sept salles, tandis que *Haut Bas Fragile* s'en tire honorablement malgré sa longueur (8 000 entrées en six salles).

■ Victoire prévisible, entre les films pour enfants, des *101 Dalmatiens* (103 000 entrées dans quarante-deux

salles, près de 200 000 en deux semaines) sur *Astérix* qui, avec 40 000 compagnons dans trente-quatre cinémas, ne résiste guère à l'envahisseur (72 000 en deux semaines).

■ Chez les outsiders, on remarque la bonne tenue d'« *A la campagne* » avec à nouveau 9 000 visiteurs, le même score que la semaine de sa sortie, et de *Vivre l'amour*, qui a séduit 11 000 cinéphiles en quinze jours. *Les Rendez-vous de Paris* sont honorés par 27 000 Parisiens en quatre semaines, et *Changement d'Express* a emporté 29 000 passagers durant la même période.

J.-M.F.

* Sources des chiffres : Le Film français.

■ **DANSE** : le Ballet national de Nancy a été condamné, mardi 18 avril, par le conseil des prud'hommes à verser 75 000 francs à quinze de ses membres (dont treize danseurs) qui l'avaient assigné pour obtenir des contrats à durée indéterminée (CDI) à la place de contrats à durée déterminée (CDD). Le Ballet devra également verser à chaque plaignant 2 500 francs de dommages et intérêts pour résistance abusive et 2 500 francs au titre des frais de justice. Le Conseil a débouté les danseurs qui réclamaient en sus le paiement d'un mois de salaire au titre des dommages et intérêts.

■ **CINÉMA** : le Fonds Eurimages du Conseil de l'Europe a accordé une aide à dix-sept longs métrages et quatre documentaires pour un montant total de 32 millions de francs. Seront notamment soutenus *Forever Mozart* ou le film de l'intranquillité de Jean-Luc Godard, *Vo dove ti porta il cuore*, de Cristina Comencini, *Tykhon Moon*, de Enki Bilal et *Un divan à New-York* de Chantal Ackerman.

DANSE
THEATRE DE LA VILLE
PARIS

SAM. 22 AVRIL 17H
CLAUDE BRUMACHON
Lame de fond

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

Les questions de Barney Bush, shawnee, poète, écrivain et chanteur

Une parole indienne politique et poétique, mêlée aux sons du jazz et du rock

Enfant de la culture indienne et de celle que lui ont imposée les États-Unis où il vit, Barney Bush a voyagé dès son adolescence à travers son

pays, qu'il considère comme colonisé, au Mexique ou au Canada. Il a ainsi côtoyé les artistes et les activistes de la nation indienne. A

quarante-neuf ans, il a trouvé en Europe, par la musique et le chant, un autre moyen de transmettre ses écrits de colère et d'espoir.

VOIX INDIENNES. Barney Bush et Tony Hymas, avec Left For Dead. Dunois, 108, rue du Chevaleret, Paris-13^e (M^o Chevaleret). 20 h 30, jusqu'au 21. Tél.: 45-84-72-00. 70 F et 100 F.

« Je suis un Shawnee d'Oklahoma. On nous appelle aussi Amérindiens ou natives, les « Indiens ». Mais je refuse le nom d'Amérindien que les Européens, qui sont venus coloniser ma terre, ont imposé avec leurs armes et leur religion. Ils ne sont qu'une partie de notre histoire, la plus douloureuse et la plus terrifiante, mais une petite partie seulement. » Poète et écrivain, Barney Bush parle lentement. Il donne à chaque mot une importance vitale et douloureuse. Pour communiquer, il a accepté de parler et d'écrire le langage de ses oppresseurs. Il est shawnee, un Indien, membre de cette nation que voudraient bien oublier les États-Unis. Barney Bush est né à Saline (Illinois), le 27 août 1945. En 1993, il a dû quitter sa terre natale. Les propriétaires blancs n'avaient plus envie qu'un Indien occupe les lieux. « J'ai repris la route », dit-il de cette voix envoiissante qui ne vous lâche pas longtemps après l'avoir entendue. En France, on l'a découverte en 1990, lors du festival Banlieues bleues, pendant le concert Oyaté, une première union d'instrumentistes du jazz et du rock avec des musiques traditionnelles du « Peuple », Oyaté en langue lakota. Barney Bush y rencontra Tony Hymas, pianiste et compositeur britannique. Il y eut d'autres concerts, une amitié.

Dès l'âge de seize ans, Barney Bush a traversé les États-Unis, le Canada, le Mexique. Il se découvre à l'adolescence le quotidien

des tribus de la nation indienne. Il est — ou a été — en contact avec la plupart des artistes, activistes politiques ou responsables de réserves qu'il côtoie dans les pow-wows. Au milieu des années 60, il a suivi des cours à l'Institut d'arts amérindiens de Santa Fe, où il enseigne depuis 1993. Il a fait de la philosophie, a passé un diplôme supérieur en lettres et arts à Moscou, dans l'Idaho. « Je suis un Indien éduqué et cultivé, donc un danger », précise-t-il. Il y a chez lui autant de colère que de tristesses. Il a appris à lire avec la Bible, « comme du

« C'était d'abord un moyen de comprendre la logique d'une langue qui n'était pas celle de mes oncles. Ma poésie a été ensuite un acte de confrontation, que je me suis efforcé de transformer en acte d'éducation. Questionner, témoigner. Il y a dans mes textes des mots en shawnee. C'est ainsi que je pense. Je dois utiliser plusieurs mots de l'anglais pour rendre l'idée d'un seul terme shawnee. » La trace écrite lui paraît être aussi un moyen de résister. Tout le monde n'est pas d'accord dans la communauté. Pour certains, ce n'est pas une action concrète.

Jour'hui, les tombes pillées pour le trafic d'ossements, les enfants enlevés dans des réserves pour être revendus à des familles du New Jersey, l'Alcool, les déportations, la nature détruite... « Contrairement à d'autres minorités, je ne peux pas demander l'égalité avec mon oppresseur, ce serait devenir moi-même mon propre oppresseur. Je refuse le modèle du rêve américain. » La parole de Barney Bush est politique et poétique. En acceptant de confier ses textes à Tony Hymas — « Un Anglais ! J'ai entendu sa musique, son amour et son respect pour sa propre terre. Ça a été très dur pour moi de l'admettre, mais je me suis mis à omer cet Anglais » —, Barney Bush voit un nouveau moyen de transmettre sa parole, lui qui pense aux enfants à naître et voudrait encore quelques temps croire en l'homme. La voix de Barney Bush scande des mots d'amour et de mort, chante le souffle du vent, le mouvement des animaux, l'esprit d'un créateur qu'il ne nomme pas.

Aujourd'hui, il enseigne à Santa Fe, un cours sur les logiques des langues indiennes et anglaises. « La plupart des jeunes Indiens arrivent à l'école en haïssant la langue de nos dominateurs. Émotionnellement, nous avons été agressés par cette langue, même si elle est portée depuis plusieurs générations. Mon expérience est un soulagement pour eux. Je pense que c'est une des choses les plus honorables que j'aie faites dans ma vie. » Barney Bush termine son premier roman. Une histoire de secte chrétienne, de Juifs américains, d'amitié entre un Blanc et un Indien, de voyages. Une partie de sa réalité, de ses tourments, de son rire aussi.

Sylvain Siclier

A lire et à écouter

Barney Bush a publié le premier de ses quatre recueils de textes en 1975. Seul *Inherit the Blood* (1985) est encore disponible aux États-Unis. Il pense surtout à son roman, qui devrait s'intituler *La Rédemption du serpent*. En revanche, les poèmes mis en musique par Tony Hymas avec des musiciens traditionnels, du jazz ou du rock figurent avec leur traduction sur les livrets de trois double CD, *Oyaté* (1990), *Remake of the American Dream* (1992, réédition 1993) avec Tony Coe et des chants et rythmes shawnees, et *Left For Dead* (1994), avec notamment Evan Parker et Jean-François Panvros. Ces disques édités par Nato/WMD ont été regroupés en coffret à tirage limité par la Galerie Starmod (tél.: 43-56-60-89), intitulé *Laissez pour mort*, avec des dessins inédits de Moeblus, Cabannes et Boucq.

temps des premiers colonisateurs de ma terre ». On lui dit qu'il est un sauvage pacifié par le Grand Père blanc. Il découvre le lycée et sa violence. Commence alors sa quête pour des réponses.

TRACÉ ÉCRIT

Dans les années 70, Barney Bush fréquente l'American Indian Movement, fondé en 1968 à Minneapolis (Minnesota) par Dennis Banks et Russell Means sur le modèle des organisations noires américaines. Ce militantisme dur ne le satisfait pas. Il se met à écrire.

L'écriture est suspecte dans une tradition orale. Lui veut dire le quotidien, les peurs et les espoirs de l'Indien. « On parle souvent d'indianité. C'est ainsi que je le vois, dans un pays qui continue de coloniser et d'opprimer son peuple. »

Les textes de Barney Bush savent clairement montrer son ennemi. Il questionne et accuse : l'impacitité des États-Unis à assumer et à reconnaître ses responsabilités, les réserves utilisées comme sites de déchets nucléaires, les lois détournées pour trahir les traités, les résistances indiennes hier et au-

Bruno Boëglin en route pour le rio Coco

Le metteur en scène lyonnais s'apprête à partir au Nicaragua pour créer un nouveau spectacle, « Le Naufragé »

VOILÀ presque deux ans que Bruno Boëglin, artiste attachant, fantasque et pourtant obstiné, présentait en tournée l'un des spectacles les plus passionnants créés en France depuis longtemps, *Pan Theodor Mundstock*, adapté du premier roman d'un auteur tchèque, Ladislav Fuks. C'était le récit, à la première personne, d'un vieux juif cili-bataire qui s'apprêtait à recevoir la lettre lui ordonnant de quitter Prague pour un camp de concentration.

Créé au Festival d'Avignon en juillet 1993, cet hymne à la vie n'a pas fini de résonner dans les murs des nombreux théâtres qui l'ont abrité. Après un si long compagnonnage avec un personnage exceptionnel, on se demandait comment Bruno Boëglin allait continuer son chemin.

CITOYEN DU MONDE

La réponse est venue par un coup de téléphone, bien dans la manière de cet homme, mûr déjà, mais dont la voix, comme le regard, a l'éclat de l'enfance et les flammes de la poésie. « Je voudrais raconter mon prochain spectacle à quelqu'un, disait Boëglin. Jamais je ne me suis senti si menacé dans mon travail, et pourtant, je n'ai pas envie de changer d'optique et j'ai décidé de me lancer dans une entreprise dont tout le monde pense qu'elle n'est pas de saison... » Rendez-vous était pris aussitôt avec le petit Lyonnais qui est très tôt, c'est-à-dire depuis la fin des années 60, devenu acteur puis metteur en scène et citoyen du monde, pisteur de textes importants du répertoire et arpenteur exigeant de la littérature — et des territoires — sud-américains.

A peine débarqué d'un train, Bruno Boëglin rejoignait les bureaux du Monde à Paris et, exceptionnellement, consentait à s'asseoir simple-

ment sur un siège, lui qui préfère aux rites guindés de nos conversations celui de la palabre, accroupi au sol ou encore en mouvement, marchant d'un pas nerveux... Dans ses mains, un petit dossier ocre barré du nom de sa compagnie dramatique, Novothéâtre, et d'un mot imprimé à l'aplomb d'un homme descendant une rivière à la proue d'une pirogue : « Nicaragua ». Bruno Boëglin et plusieurs de ses camarades ont déjà effectué de nombreux voyages dans ce pays. Là-bas, ils ont inventé des spectacles, partagé la vie des différentes communautés indiennes qui peuplent les campagnes.

En 1989, alors qu'ils séjournaient dans une coopérative théâtrale de Matagalpa, au centre du pays, l'idée a surgi de créer un spectacle le long du rio Coco, fleuve qui sépare le Nicaragua du Honduras et se jette dans l'océan Atlantique, au nord du pays. Au printemps de 1993, une petite troupe descend une semaine durant le rio Coco et visite de nombreux villages indiens miskitos.

De retour en France, Bruno Boëglin se lance dans l'écriture d'une pièce pour six personnages — trois comédiens d'ici, André Ligeon-Ligeonnet (« un fauteur de m... comme moi », dit le metteur en scène), Jérôme Dhéry et Joséphine Carabelle — et trois du Nicaragua dont un Indien Miskito. Depuis, Bruno Boëglin a cherché des partenaires et reçu le soutien de l'Association française d'action artistique et celui du Festival d'Avignon. Une coproduction suisse est en négociation. Le spectacle sera créé en juin 1995 à Granada Managua, puis à Jijoneta. Il sera repris en mars 1996 tout le long du rio Coco avant d'être présenté en Europe l'été suivant, des sources du Rhône jusqu'aux Saintes-Maries-de-la-Mer. Partout sera planté un décor de bois et de chiffons conçu par Christian Fenouillet, tandis que seront déballées trois petites malles d'accessoires...

« C'EST UN ANGE »

« Je raconte juste la première minute du spectacle : cela se passe au bord de l'eau. Il n'y a rien. La rive d'un lac, d'une rivière ou de la mer. On voit un couple avec son enfant autour d'un feu de bois. Le petit hurle. On entend un « plouf » monumental : la chute d'un corps dans l'eau. L'homme calme le peur de sa femme et de son enfant et rejoint un autre homme, jeune, édenté, presque chauve et surtout — c'est pour ça qu'il est tombé — déprimé ; il a dans son dos une paire d'ailes. Le couple essaie de parler avec lui mais ils n'ont pas le même langage. Une voisine vient et dit : « Ce n'est pas un homme ; c'est un ange. » Il est venu pour le petit qui allait mourir mais s'est affaibli à 20 mètres de lui... »

« C'était un mardi et le monde était triste », peut-on lire dans les premières lignes du *Naufragé*, titre de la pièce de Bruno Boëglin. Et l'ange déchu va bientôt devenir bête de foire, enfermé dans un poulaiier couru par les curieux, venus de loin. Le couple s'enrichira à bon compte avant que leur « monstre » ne soit supplanté par une femme-araignée, débarquée là dans le barage d'une foule de bonimenteurs.

En lisant la fable du *Naufragé*, le nom donné à cette pièce dont l'écriture ne sera achevée qu'après les répétitions, on songe évidemment à un autre ange tombé à l'eau et à quelques années du toit de sa prison, héros de pur théâtre entre un jour dans le métro par Bernard-Marie Koltès et devenu Roberto Zucco, l'une des pièces mises en scène récemment par Bruno Boëglin. La déchéance des anges est un des leitmotivs de la création, aussi vieux que la déstabilisation des hommes pour leurs contemporains, parabole d'une exclusion vieille comme le monde.

« Exclusion, oui, je sais, continue Bruno Boëglin ; on voit bien ce qu'est devenue l'exclusion, un terme de campagne électorale ; il faudrait que j'invente un autre mot. » On peut faire confiance à ce familier de Büchner et de Michaux, de Dosztoievski et de Pirandello, de Rimbaud et d'Edward Bond pour forger, entre Vieux et Nouveau Continent, un langage neuf.

Véronique Mortaigne

* 1 CD Squatt 478611.

Olivier Schmitt

Le violoncelle pavoise au Festival de Beauvais

BEAUVAIS

de notre envoyée spéciale
A une heure de train de Paris, Beauvais est un grand village de l'Oise qui cache bien ses 56 000 habitants, qui bichonnent ses équipements culturels et qui abrite le plus singulier des festivals. Singulier par la période : les touristes sont rares à la mi-avril et l'approche du culte pascal interdit tout concert à la cathédrale Saint-Pierre. Singulier par son thème : en solitaire ou en escouade, le violoncelle est ici triomphant.

Comme toujours, comme partout, il faut pour commencer un homme et une passion. Jacques Benaert enseigne le violoncelle, anime l'Octuor de violoncelles issu de la formation Tempo di Cello, programme depuis trois ans ces Rencontres, y convie les plus prestigieux archers du monde (Christophe Coin, cette année, le Quatuor Mosaique), des luthiers et des ensembles inconnus. De surcroît, il passe commande à des créateurs de tous horizons comme le bondoniste Raul Garelo et l'accordéoniste Richard Galliano. Cette année, les troisièmes Rencontres internationales d'ensembles de violoncelles se sont tenues du 7 au 14 avril. Deux Roumains y furent à l'honneur, et leur partition inscrite aux deux concerts successifs de l'Octuor, qui en était le dédicataire.

Ionel Petroi, né en 1958 dans l'ex-Yougoslavie, est presque un inconnu. Il compose, sous l'appellation de « musique relative », des pièces à la carrure rythmique digne de Stravinsky. Mais un Stravinsky pris secrètement de vertiges, qui se laisserait glisser sur la pente de dérives microtonales insidieuses, avant de se reprendre, pour, à nouveau, basculer dans son strabisme. Entre l'*Histoire du soldat* et les *Montres molles*, Music for Ionesco de Ionel Petroi est une œuvre qui devrait faire des petits, à ceci près qu'elle est très difficile à jouer. Rien ne ressemble plus à une fausse note qu'un quart de ton pris quelques centimètres trop haut... L'Octuor de Jacques Benaert aura

tout le temps de peaufiner ses accords lors de la tournée de dix concerts qui l'attend cet été dans l'ouest de l'Afrique.

L'autre création roumaine était signée Horatiu Radulescu. Soit l'un des papes de l'école spectrale, bien trop rarement joué en France. Beaucoup de ses œuvres sont d'ailleurs quasiment injouables. Elles bravent les conventions du concert, bousculent les routines d'exécution, demandent aux instruments ce qu'ils n'ont jamais donné et poussent les instrumentistes à revoir radicalement leurs modes de jeu. *Ultima Credo* dure environ cinquante minutes et mobilise huit violoncelles sur les harmoniques sautées du même do, un neuvième instrument venant scander ce brouillard scintillant de régulières punctuations d'archet. Comme souvent chez ce compositeur éblouissant, l'œuvre musicale est un objet plastique à observer en prenant son temps, de tous les côtés. L'oreille, peu à peu, y décèle des trames, une tension suivie d'une détente dans un ambitus de dynamiques intimes (du quadruple au double piano, ou à peu près). Les violoncelles se muent en clochettes, en flûtes, l'archet percuteur sonne comme un tabla, les sons semblent venir d'un ciel électrique, d'une voie lactée. A Beauvais, grand succès.

Le Quatuor Cello faisait sa première apparition en Europe. Quatre jeunes femmes y jouent du même instrument. Elles s'amuse, sans se perdre de l'œil, dans des transcriptions de Debussy, des adaptations de « tubes » de variétés, toutes aussi épouvantablement difficiles, et vous exécutent un *Prélude* de Gershwin comme un pas de quatre, avec le swing. Elles sont américaines, petites sœurs des Girls de Cukor, disciplinées, indépendantes, et bien sûr, musiciennes épatantes. Il faut d'urgence qu'un bon compositeur leur écrive le quatuor de violoncelles que leur talent mérite.

Anne Rey

Quatorze chansons douces pour dire le drame du sida

LA DOULEUR est intime, ténace, silencieuse. Dire, mais comment dire ? Avouer, mais comment avouer ce que, en France, la société considère encore comme impensable : la maladie, ses formes sévères, ses maux quotidiens, la malgreur et le mal de ventre. Répéter — mais comment ? — que le sida n'est pas joyeux, et que, au-delà du couplet du jugement social (la drogue, l'homosexualité, le « péché ») qui tombe encore trop souvent, la séropositivité implique la mort et la souffrance. Il y a donc cette prudence nécessaire qui fait parfois taire les causes d'une mort, ou déguiser la gravité des symptômes. La peur d'une fin annoncée et d'un destin marqué par l'échec. « Peut-être que les deux m'en veulent, je me retrouve tout seul, broyé de noir, et je ne peux même pas t'en vouloir », dit une des quatorze chansons de l'album *Entre sourire et larmes*, que Didier Tuallion, le directeur du label Squatt (une filiale de Sony), avait commandé avant de mourir du sida en novembre 1994.

A quoi bon, s'était demandé ce dynamique directeur de maison de disques, se sachant condamné. A quoi bon travailler encore, jongler avec les horaires, imaginer, investir. Au bout de l'interrogation, avait surgi l'idée d'un projet discographique d'une nature très intime, objet d'une seule exigence : que les textes soient écrits par des auteurs séropositifs. L'équipe de Squatt commence par s'appuyer sur six associations de lutte contre le sida : l'Association des artistes contre le sida (présidée par Line Renaud), Arcat-Sida, Action Traitements, Act Up-Paris, le Patchwork des noms, et Valpère le sida.

Six des chansons de l'album ont été composées par Lionel Florence, bénévole à l'Association La Plage. Le jeune homme n'était pas tout à fait néophyte : « J'écrivais des chansons depuis longtemps, dont certaines sur le thème du sida, je les travaillais sur un huit pistes de la maison. J'en avais une douzaine déjà prêtes. » Simplement amou-

reusement, il aura fallu plus de six mois à Squatt pour rassembler des textes et laisser le temps aux vedettes de la chanson candidates à l'interprétation de choisir le leur et, éventuellement, d'y mettre la musique.

Tous — auteurs, musiciens, chanteurs — ont travaillé bénévolement. Les compositeurs s'appellent David Strzelecki, Lionel Florence, Erika Laurent, Laure Marlière-Parfourou, Marc Rivas, Fabrice Boveri, ou tout simplement Guillaume ou Olive — l'anonymat a été respecté. Alain Chamfort, Jane Birkin, Brett Anderson (le chanteur du groupe Suede),

rence détaillent les effets induits — dans l'érôtisme, la vie sentimentale — du sida. « Il m'a semblé que chez Squatt, le directeur parlait de son sida de manière très intime, de ses problèmes physiques, ne plus pouvoir manger par exemple. Le sida pour son équipe n'était plus un mot vague, mais ils y avaient mis un contenu quotidien : l'angoisse du petit bouton et des T8 qui baissent dramatiquement. En Angleterre, les publicités montrent assez crûment les gens dans leur souffrance. »

« Je milite depuis cinq ans dans les associations, poursuit Lionel Florence. Je connaissais ce monde parfaitement. Mes textes sont doux,

Un projet militant

En 1992, la maison de disques Virgin avait mobilisé les chanteurs français les plus vendeurs afin d'apporter des fonds à la recherche pour le sida, en publiant *Urgence*, un double CD de titres connus, mais dotés de nouveaux interprètes (Cabrel, Goldman, Sanson, etc.). Le produit des ventes était offert à l'Institut Pasteur. Fin juillet 1994, le montant en était de 16,5 millions de francs. Moins axé sur les résultats, mais davantage sur l'émotion, *Entre sourire et larmes* aurait dû, selon Squatt, « coûter 1,5 million de francs, et autant pour la promotion et le marketing. Mais l'engagement a été tel que les coûts de fabrication n'ont pas dépassé 350 000 francs et la campagne de lancement 250 000 francs ». Le bénéfice des ventes sera reversé pour moitié aux six associations avec lesquelles le label a directement travaillé, et le reste à des associations de province. Sensible et percutant, d'une qualité musicale élevée, l'album s'est vendu à plus de 60 000 exemplaires depuis son lancement début avril.

Stephan Eicher, Kent, Jad Wio, Axelle Red, les Innocents, Graziella de Michele, Pascal Obispo, Liane Foly, Maneval et Soon EMC sont venus prêter main forte : le contenu de l'album correspond à son titre, entre sourire, séducteur, et larmes, tendres.

Six des chansons de l'album ont été composées par Lionel Florence, bénévole à l'Association La Plage. Le jeune homme n'était pas tout à fait néophyte : « J'écrivais des chansons depuis longtemps, dont certaines sur le thème du sida, je les travaillais sur un huit pistes de la maison. J'en avais une douzaine déjà prêtes. » Simplement amou-

reusement, il aura fallu plus de six mois à Squatt pour rassembler des textes et laisser le temps aux vedettes de la chanson candidates à l'interprétation de choisir le leur et, éventuellement, d'y mettre la musique.

« Je milite depuis cinq ans dans les associations, poursuit Lionel Florence. Je connaissais ce monde parfaitement. Mes textes sont doux,

Véronique Mortaigne

* 1 CD Squatt 478611.

Olivier Schmitt

سكوات / صوت

La Joan Baez du Japon

Tokiko Kato occupe le Café de la danse pour deux soirs

ENFANT, elle écoutait Damia. Puis elle a chanté Piaf à Paris, et en français. Cette dame japonaise aux gestes élégants ne désigne pas le kimono, elle en joue. Tokiko Kato est née en Mandchourie, puis, revenue au Japon en 1944, elle s'installe à Tokyo. A la fin des années 60, diplômée de l'Université de Tokyo, elle prend sa guitare, défend la liberté et l'écologie, vend un million d'exemplaires de son album *Poésie de Shirekoto* avant d'épouser un leader de l'opposition étudiante.

Dotée d'un sens critique efficace, Tokiko Kato prône la révolution en soi-même et milite pour



une société plus conforme aux discours égalitaires que la tentation de la démagogie suscite. Il y a trois ans, *La Femme qui vient de Cypango*, un album en français, avait été enregistré avec l'aide de Sapho, de Lewis Furey ou encore de Francis Lai. Le nouvel album, *Hana*, a été produit par le français Philippe Edel, mais il marque un retour de la chanteuse japonaise vers le pop song traditionnel.

* Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11^e. M^e Bastille. 20 h 30, les 19 et 20. Tél. : 47-00-57-59.

UNE SOIRÉE A PARIS

Peer Gynt Intégral
Les vingt-six numéros écrits par Edvard Grieg en guise de musique de scène pour le drame d'Ibsen n'avaient, semble-t-il, jamais été joués dans leur intégralité avant que Nermes Järvi ne réalise l'enregistrement pour Deutsche Grammophon. Le chef estonien dirige, pour ce *Peer Gynt* à découvrir, l'Orchestre et les chœurs de l'Opéra national de Paris. Diffusion sur France-Musique le 29 avril.

Opéra de la Bastille, place de la Bastille, 1^{re}. M^e Bastille. 20 heures, le 19. Tél. : 44-73-13-00. De 45 F à 225 F.

VV
Le groupe VV a décidé, il y a quelques mois, de quitter son Ukraine natale pour s'installer à Paris, et d'échanger son statut de vedette du rock alternatif local pour un quasi-anonymat. La qualité théâ-

trale de son rock slavisé devrait l'aider à trouver un nouveau public. Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2^e. M^e Sentier. 22 h 15, les 19, 20, 21 et 22. Tél. : 42-36-37-27. De 50 F à 70 F.
« Suite » pour Lee Konitz
Le saxophoniste alto et soprano, caméléon insaisissable, artisan du classique jazz et défenseur de ses formes les plus budacuses, sera au centre d'une petite formation concertante de cuivres et de cordes pour jouer les compositions du saxophoniste Ohad Taylor. Il n'est pas indifférent de remarquer que c'est aux Instants chavirés, lieu de recherches, que sera présenté cette rencontre. Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 19. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.

MUSIQUE

Une sélection de concerts de jazz, rock, chanson et musique du monde à Paris et en Ile-de-France

JAZZ

PARIS
Didier Lockwood Quintet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^e Châtelet. 20 heures et 22 h 30, les 19, 20, 21 et 22. Tél. : 40-26-66-60. 78 F.
Nelly Poulet, Michel Pober
Les Étoiles, 61, rue du Château-d'Eau, Paris 10^e. M^e Château-d'Eau. 20 h 30, le 19. Tél. : 47-70-60-56. De 60 F à 100 F.
Zool Fleischer Quintet
Au Ouc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^e Châtelet. 22 heures, les 19 et 20. Tél. : 42-33-22-88. Location Fnac, Virgin. De 50 F à 70 F.

Olana Knell Quintet
La Villa, 29, rue Jacob (M^e Saint-Germain-des-Prés). 22 h 30, les 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25. Tél. : 43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Jazz Club Lionel Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17^e. M^e Porte-Maillot. 22 h 30, les 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29. Tél. : 40-68-30-42. 130 F.

Carlos Mas, Danilo Perez
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. 20 h 30, les 19 et 20. Tél. : 42-00-14-14. 100 F.

Kirk Lightsey Quartet
Au Ouc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^e Châtelet. 22 heures, les 19 et 22. Tél. : 42-33-22-88. Location Fnac, Virgin. De 50 F à 70 F.

Eric LeLann Quartet
New Opus Café, 167, quai de Valmy, Paris 10^e. M^e Louis-Blanc. 21 h 30, les 19 et 22. Tél. : 40-34-70-00. De 30 F à 70 F.

Stefano Oibattista Quartet
New Opus Café, 167, quai de Valmy, Paris 10^e. M^e Louis-Blanc. 21 h 30, les 19 et 25. Tél. : 40-34-70-00. De 30 F à 70 F.

Eric Barrett, Alain Jean-Marie
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{re}. M^e Châtelet. 22 h 45, les 25, 26 et 27. Tél. : 42-36-01-36. 75 F.

Stanley Turrentine Quintet
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^e Château-d'Eau. 20 h 30, le 26. Tél. : 45-23-51-41. Location Fnac. De 110 F à 130 F.

ILE-DE-FRANCE

Buddy De Franco Quartet
Chessy (77). Manhattan Jazz Club, Hotel New-York Eurodisney, M^e RER Marne-la-Vallée-Chessy. 21 h 30, les 20, 21 et 22. Tél. : 60-45-75-16. 50 F.

Sylvain Beuf Quartet
Chessy (77). Manhattan Jazz Club, Hotel New-York Eurodisney, M^e RER Marne-la-Vallée-Chessy. 21 h 30, les 25, 26, 27, 28 et 29. Tél. : 60-45-75-16. 50 F.

Suite pour Lee Konitz

Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 19. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.
Manuel Rocheman Trio
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 25. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.
Bojan Z. Quartet
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 26. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.

ROCK

PARIS
The Mission
Elysee-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^e Anvers. 19 heures, le 19. Tél. : 42-31-31-31. Location Fnac. 140 F.

VV
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2^e. M^e Sentier. 22 h 15, les 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29. Tél. : 42-36-37-27. De 50 F à 70 F.

Chris Thomas
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Saint-Augustin. 23 h 30, les 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29. Tél. : 42-25-18-06.

Freak Power
Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13^e. M^e Italie. 20 heures, le 20. Tél. : 53-79-00-11. Location Fnac. De 80 F à 100 F.

Oasis
Batardan, 80, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^e Voltaire. 20 h 30, le 20. Tél. : 47-00-55-22. Location Fnac. 137 F.

Oream Warriors
L'Éronka, 62, boulevard de Clichy, Paris 18^e. M^e Blanche. 22 h 30, le 20. Tél. : 42-59-79-60. 100 F.

Eric Clapton
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris 12^e. M^e Porte-de-Montreuil. 20 heures, les 21 et 22. Tél. : 42-59-79-60. 100 F.

Megadeth
Zenith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. 20 heures, le 21. Tél. : 42-08-60-00. Location Fnac. 155 F.

Offspring
Elysee-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^e Anvers. 19 h 30, le 22. Tél. : 42-31-31-31. Location Fnac. 112 F.

Croaks
Wait & See, 9, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^e République. 20 h 30, le 22. Tél. : 42-07-22-69.

Clawfinger
Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13^e. M^e Place-d'Italie. 20 heures, le 23. Tél. : 53-79-00-11. De 80 F à 100 F.

Gun
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^e Château-d'Eau. 20 h 30, le 24. Tél. : 45-23-51-41. Location Fnac. 132 F.

Gene
L'Éronka, 62, boulevard de Clichy, Paris 18^e. M^e Blanche. 22 heures, le 24. Tél. : 42-59-79-60. Location Fnac. 100 F.

Pi Harvey
Batardan, 80, boulevard Voltaire, Paris

11^e. M^e Voltaire. 20 h 30, le 25. Tél. : 47-00-55-22. Location Fnac. 157 F.
Blake Alice & the Living Connection
Wait & See, 9, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^e République. 20 h 30, le 25. Tél. : 48-07-29-49.

CHANSON

PARIS
Lout Z. Hybride Concert
Théâtre de la Poésie, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2^e. M^e Opéra. 19 heures, les 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29 avril et le 2 mai. 15 heures, les 23 et 30, jusqu'au 7 mai. Tél. : 42-61-44-16. De 70 F à 90 F.

Calque
Magador, 25, rue de Magador, Paris 5^e. M^e Trinité. Chaussée-d'Antin, Havre-Gaumartin. 20 h 30, les 19, 20, 21 et 22. Tél. : 48-78-04-04. De 120 F à 260 F.

Mireille et les Bouchons
Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16^e. M^e Trocadéro. 20 h 30, les 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29. 16 h 30, les 23 et 30. Tél. : 47-27-81-15. De 110 F à 150 F.

Les Années trois
Folies Bergère, 32, rue Richer, Paris 9^e. M^e Rue-Montmartre, Cadet. 19 heures et 21 heures, les 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29. 17 heures, les 23 et 30. Tél. : 43-79-96-96. De 150 F à 500 F.

La Torde
New Opus café, 167, quai de Valmy, Paris 10^e. M^e Louis-Blanc. 22 heures, le 20. Tél. : 40-34-70-00. Entrée libre.

Mario Chenart
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2^e. M^e Sentier. 20 heures, les 25, 26, 27, 28 et 29. Tél. : 42-36-37-27. De 60 F à 80 F.

MUSIQUE DU MONDE
PARIS
Voix indiennes
Dunoir, 108, rue du Chevaleret, Paris 13^e. M^e Chevaleret. 20 h 30, les 19, 20 et 21. Tél. : 45-84-72-00. De 70 F à 100 F.

Retenez vos places

Alfred Brendel continue, pour Piano quatre étoiles, son intégrale des Sonates pour piano de Beethoven. Prochain récital, le 13 juin, Salle Pleyel, à Paris. Radu Lupu ne s'est pas davantage en courant le monde qu'il n'use le public en jouant trop souvent et en publiant un disque par mois. Ce pianiste sera à Paris, pour un récital Bartok, Schumann, le 11 avril. Krystian Zimerman s'est vite imposé, après son prix au Concours Chopin de Varsovie, en 1970, comme l'un des artistes les plus attachants du moment. Claudio Arrau disait de lui : « Il n'a aucun défaut ». Il donnera un unique récital parisien, le 22 mai. Murray Perahia, après s'être

Tony Allen
La Chapelle des Lombards, 19, rue de Lacépède, Paris 1^{re}. M^e Bastille. 20 heures, le 20. Tél. : 43-51-24-24. De 60 F à 80 F.
Tom Ze & Grupo
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^e Château-d'Eau. 20 h 30, le 20. Tél. : 45-23-51-41. Location Fnac. De 110 F à 130 F.
Ernesto Tino Fuentes et son Big Band
La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11^e. M^e République. 23 heures, le 20. Tél. : 42-02-20-52. 30 F.
Tanya St Val
Au Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9^e. 20 heures, les 21 et 22. Tél. : 42-55-48-50. 100 F.
Blancs d'Afrique
Pigalle's, 77, rue Pigalle, Paris 9^e. M^e Pigalle. 20 h 30, le 21. Tél. : 46-27-82-82. Location Fnac, Virgin. 50 F.
Abdelkarim Al-Kabli et son orchestre
Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e. M^e Jussieu. 20 h 30, les 21 et 22. Tél. : 40-51-35-37. De 70 F à 80 F.
Jose Luis Cortes
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^e Château-d'Eau. 20 h 30, le 21. Tél. : 45-23-51-41. Location Fnac. De 110 F à 130 F.
Nazare Pereira
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 22. Tél. : 42-00-14-14. 110 F.
Jo Privat
Les Étoiles, 61, rue du Château-d'Eau, Paris 10^e. M^e Château-d'Eau. 20 h 30, le 25. Tél. : 47-70-60-56. De 60 F à 100 F.
Idrissa Olop
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14^e. M^e Galvée, Montparnasse-Bienvenue. 21 heures, le 25. Tél. : 43-21-56-70. ILE-DE-FRANCE
Lokua Kanza
Combas-la-Ville (77). MUC, 1, place André-Jarlan. 20 h 30, le 21. Tél. : 60-60-67-98.

retiré de la scène et des studios pendant deux années à cause d'un problème à la main, revient, il sera à Paris le 7 juin, pour un récital Haendel, Schumann, Chopin. Maurizio Pollini est tenu par certains pour « le » pianiste de son temps. Dire qu'aucune de ses apparitions ne laisse indifférent paraît suffisant. Le 19 juin, il donne un récital dont il n'a pas encore communiqué le programme.
Piano quatre étoiles, Salle Pleyel. De 120 F à 370 F. Tél. : 45-61-06-30, paiement par Carte bleue. Ou aux caisses de Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris (8^e). Les jours ouvrables, de 11 heures à 18 heures.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine et une sélection des films en exclusivité

NOUVEAUX FILMS

CIRCUIT CAROLE

Film français d'Emmanuelle Quau, avec Bulle Ogier, Laurence Côte, Frédéric Pierrot (1 h 15).

ES-MOI OUL

Film français d'Alexandre Arcady, avec Jean-Hugues Anglade, Julia Maraval, Claude Rich, Nadia Fares, Patrick Braoudé, Valérie Kaprisky (1 h 46).

Forum Orient Express, 1^{re} (36-65-70-67); Rex, 2^e (36-68-70-23); UGC Odéon, 3^e (36-68-70-23); Gaumont Ambassade, 4^e (36-68-70-23); UGC Gobelins, 5^e (36-68-70-23); UGC Danton, 6^e (36-68-70-23); Gaumont Marignan-Concorde, 7^e (36-68-70-23); UGC Convention, 8^e (36-68-70-23); UGC Danton, 9^e (36-68-70-23); UGC Danton, 10^e (36-68-70-23); UGC Danton, 11^e (36-68-70-23); UGC Danton, 12^e (36-68-70-23); UGC Danton, 13^e (36-68-70-23); UGC Danton, 14^e (36-68-70-23); UGC Danton, 15^e (36-68-70-23); UGC Danton, 16^e (36-68-70-23); UGC Danton, 17^e (36-68-70-23); UGC Danton, 18^e (36-68-70-23); UGC Danton, 19^e (36-68-70-23); UGC Danton, 20^e (36-68-70-23); UGC Danton, 21^e (36-68-70-23); UGC Danton, 22^e (36-68-70-23); UGC Danton, 23^e (36-68-70-23); UGC Danton, 24^e (36-68-70-23); UGC Danton, 25^e (36-68-70-23); UGC Danton, 26^e (36-68-70-23); UGC Danton, 27^e (36-68-70-23); UGC Danton, 28^e (36-68-70-23); UGC Danton, 29^e (36-68-70-23); UGC Danton, 30^e (36-68-70-23); UGC Danton, 31^e (36-68-70-23); UGC Danton, 32^e (36-68-70-23); UGC Danton, 33^e (36-68-70-23); UGC Danton, 34^e (36-68-70-23); UGC Danton, 35^e (36-68-70-23); UGC Danton, 36^e (36-68-70-23); UGC Danton, 37^e (36-68-70-23); UGC Danton, 38^e (36-68-70-23); UGC Danton, 39^e (36-68-70-23); UGC Danton, 40^e (36-68-70-23); UGC Danton, 41^e (36-68-70-23); UGC Danton, 42^e (36-68-70-23); UGC Danton, 43^e (36-68-70-23); UGC Danton, 44^e (36-68-70-23); UGC Danton, 45^e (36-68-70-23); UGC Danton, 46^e (36-68-70-23); UGC Danton, 47^e (36-68-70-23); UGC Danton, 48^e (36-68-70-23); UGC Danton, 49^e (36-68-70-23); UGC Danton, 50^e (36-68-70-23); UGC Danton, 51^e (36-68-70-23); UGC Danton, 52^e (36-68-70-23); UGC Danton, 53^e (36-68-70-23); UGC Danton, 54^e (36-68-70-23); UGC Danton, 55^e (36-68-70-23); UGC Danton, 56^e (36-68-70-23); UGC Danton, 57^e (36-68-70-23); UGC Danton, 58^e (36-68-70-23); UGC Danton, 59^e (36-68-70-23); UGC Danton, 60^e (36-68-70-23); UGC Danton, 61^e (36-68-70-23); UGC Danton, 62^e (36-68-70-23); UGC Danton, 63^e (36-68-70-23); UGC Danton, 64^e (36-68-70-23); UGC Danton, 65^e (36-68-70-23); UGC Danton, 66^e (36-68-70-23); UGC Danton, 67^e (36-68-70-23); UGC Danton, 68^e (36-68-70-23); UGC Danton, 69^e (36-68-70-23); UGC Danton, 70^e (36-68-70-23); UGC Danton, 71^e (36-68-70-23); UGC Danton, 72^e (36-68-70-23); UGC Danton, 73^e (36-68-70-23); UGC Danton, 74^e (36-68-70-23); UGC Danton, 75^e (36-68-70-23); UGC Danton, 76^e (36-68-70-23); UGC Danton, 77^e (36-68-70-23); UGC Danton, 78^e (36-68-70-23); UGC Danton, 79^e (36-68-70-23); UGC Danton, 80^e (36-68-70-23); UGC Danton, 81^e (36-68-70-23); UGC Danton, 82^e (36-68-70-23); UGC Danton, 83^e (36-68-70-23); UGC Danton, 84^e (36-68-70-23); UGC Danton, 85^e (36-68-70-23); UGC Danton, 86^e (36-68-70-23); UGC Danton, 87^e (36-68-70-23); UGC Danton, 88^e (36-68-70-23); UGC Danton, 89^e (36-68-70-23); UGC Danton, 90^e (36-68-70-23); UGC Danton, 91^e (36-68-70-23); UGC Danton, 92^e (36-68-70-23); UGC Danton, 93^e (36-68-70-23); UGC Danton, 94^e (36-68-70-23); UGC Danton, 95^e (36-68-70-23); UGC Danton, 96^e (36-68-70-23); UGC Danton, 97^e (36-68-70-23); UGC Danton, 98^e (36-68-70-23); UGC Danton, 99^e (36-68-70-23); UGC Danton, 100^e (36-68-70-23); UGC Danton, 101^e (36-68-70-23); UGC Danton, 102^e (36-68-70-23); UGC Danton, 103^e (36-68-70-23); UGC Danton, 104^e (36-68-70-23); UGC Danton, 105^e (36-68-70-23); UGC Danton, 106^e (36-68-70-23); UGC Danton, 107^e (36-68-70-23); UGC Danton, 108^e (36-68-70-23); UGC Danton, 109^e (36-68-70-23); UGC Danton, 110^e (36-68-70-23); UGC Danton, 111^e (36-68-70-23); UGC Danton, 112^e (36-68-70-23); UGC Danton, 113^e (36-68-70-23); UGC Danton, 114^e (36-68-70-23); UGC Danton, 115^e (36-68-70-23); UGC Danton, 116^e (36-68-70-23); UGC Danton, 117^e (36-68-70-23); UGC Danton, 118^e (36-68-70-23); UGC Danton, 119^e (36-68-70-23); UGC Danton, 120^e (36-68-70-23); UGC Danton, 121^e (36-68-70-23); UGC Danton, 122^e (36-68-70-23); UGC Danton, 123^e (36-68-70-23); UGC Danton, 124^e (36-68-70-23); UGC Danton, 125^e (36-68-70-23); UGC Danton, 126^e (36-68-70-23); UGC Danton, 127^e (36-68-70-23); UGC Danton, 128^e (36-68-70-23); UGC Danton, 129^e (36-68-70-23); UGC Danton, 130^e (36-68-70-23); UGC Danton, 131^e (36-68-70-23); UGC Danton, 132^e (36-68-70-23); UGC Danton, 133^e (36-68-70-23); UGC Danton, 134^e (36-68-70-23); UGC Danton, 135^e (36-68-70-23); UGC Danton, 136^e (36-68-70-23); UGC Danton, 137^e (36-68-70-23); UGC Danton, 138^e (36-68-70-23); UGC Danton, 139^e (36-68-70-23); UGC Danton, 140^e (36-68-70-23); UGC Danton, 141^e (36-68-70-23); UGC Danton, 142^e (36-68-70-23); UGC Danton, 143^e (36-68-70-23); UGC Danton, 144^e (36-68-70-23); UGC Danton, 145^e (36-68-70-23); UGC Danton, 146^e (36-68-70-23); UGC Danton, 147^e (36-68-70-23); UGC Danton, 148

Jean-Marie Cavada, président de La Cinquième

« Mon idée est de créer un Groupement d'intérêt économique avec RFO, TV 5 et CFI afin de pouvoir rivaliser avec les Anglo-Saxons »

« Quels enseignements tirez-vous du sondage réalisé par Ipsos Médias à propos de l'image de la chaîne que vous présidez ?

« Cette étude est encourageante et nettement positive. Elle fait apparaître le caractère à la fois segmenté et fédérateur de La Cinquième, qui est regardée par un public mixte, par l'éventail des générations et surtout par des téléspectateurs de toutes les classes sociales, des sans-diplômes aux titulaires de bac + 3. Cette télévision que je définis comme « une chaîne populaire de découverte et d'éducation » a également été comprise comme étant le « cœur » du service public. Ce qu'elle diffuse est actuellement impossible de la part d'une chaîne privée.

« Les téléspectateurs ont aussi compris que notre propos ne relevait pas de la solennité mais de la modernité, comme en témoigne le fait qu'il y a de la publicité à l'antenne. Mais tout n'est pas parfait.

« Notre problème était de réaliser un programme complet de treize heures quotidiennes, ce qui était difficile. Nous allons maintenant affiner, abandonner des émissions qui n'ont pas rencontré leur public et en introduire de nouvelles, notamment à destination des enfants – de la naissance à trois ans –, ou de leur éveil, grâce aux programmes de grande qualité de télévisions comme Ontario TV, de la fondation australienne pour les programmes de jeu-

nesse Patricia Edgar, ou grâce à ceux de l'américaine PBS. J'ai réclaté cinq ans pour La Cinquième: un an pour bâtir ses programmes, trois pour qu'elle soit vue et cinq avant d'être jugée.

« Qu'entendez-vous quand vous dites que La Cinquième est le « cœur » du service public ?

« Nous arrivons à l'an 2000 alors que les problèmes du début de ce vingtième siècle se reposent à nouveau. Les acteurs des médias, les gouvernants, les familles, doivent craindre l'inadaptation aux langues vivantes, aux technologies, à la modernité. Il faut prendre en compte les problèmes éducatifs, et « capter » la télévision pour en faire un élément de dialogue: c'est devenu pour moi le noyau du service public.

« La société est fracturée, or l'outil le plus intéressant pour renouer ses liens, c'est la télévision. Ne pas l'utiliser serait criminel. Le premier à l'avoir compris, en 1966, c'est Ben Gourion, en Israël; un an plus tard, Lyndon Johnson lançait PBS aux États-Unis.

« L'étude d'Ipsos Médias le montre: il y a une très forte demande du public. Mais il n'est pas question de faire du téléjournalisme ni de résoudre tous les problèmes. Notre métier, c'est de donner envie de découvrir et de connaître. Notre télévision n'est qu'un outil de plaisir et de désir, un désir qui doit donner envie de comprendre, y compris aux

moins diplômés. Les programmes de La Cinquième doivent avoir pour but d'enrichir les individus, de leur permettre de chercher et de comprendre. Cent jours ne suffisent pas, il y faut l'espace d'une génération.

« Je veux développer, en France et à travers le monde, une télévision d'action culturelle. Si nous ne passons pas à l'offensive, nous serons dépassés. En matière de télévision, développer cette offensive des ondes est la dernière chose qui m'intéresse.

« Comment se traduirait cette « télévision d'action culturelle » et quel rôle le service audiovisuel public français peut-il jouer sur le plan mondial ?

« L'état des finances nous incite à la rationalisation. Et plus on va vers la mondialisation, plus on a besoin d'apprendre et de comprendre. Nous devons donc nous rassembler, pour renforcer notre présence sur les marchés étrangers et pour faire voir, entendre et penser français. Car la pensée française n'est pas éteinte: les médias sont simplement incapables d'en rendre compte, du fait de la loi du marché et de la culture des parts de marché.

« Les Allemands ont la Deutsche Welle, les Anglais le BBC World Service, mais nous? Nous devons construire en France une sorte de BBC World Service, avec des ramifications régionales couvrant le Pacifique, l'Asie, l'Amérique et l'Europe

continentale. Sur le plan culturel, un premier pas vers ce rassemblement a déjà été franchi avec la création du Groupement d'intérêt économique (GIE) coiffant Arte et La Cinquième. Mais pas sur le plan éducatif, alors qu'un GIE pourrait aussi être créé avec la chaîne francophone TV 5, Radio-Télévision France Outremer (RFO) et Canal France International (CFI), deux chaînes avec lesquelles nous discutons d'ailleurs de fourniture de programmes. Nous disposons de plus de moyens qu'on ne le pense, mais il faut nous fortifier.

« Plus on va vers la mondialisation, plus on a besoin d'apprendre et de comprendre »

« Mon idée est de regrouper programmes et offres de services – Arte et La Cinquième, TV 5, RFO et CFI – et de constituer ainsi un GIE dans lequel chacun puisera ce dont il a besoin, dans le respect de l'autonomie de chaque entreprise. Je l'ai dit à plusieurs candidats à la présidence de la République – Lionel Jospin, Edouard Balladur, Jacques Chirac et Robert Hue. Michel Serres, président du

comité des programmes de La Cinquième, va d'ailleurs développer ce point de vue. Quant à moi, quand nos gouvernants seront connus, je leur demanderai une déclaration d'intention forte en matière de modernisation éducative.

« Êtes-vous en train de vous bâtir un profil de futur ministre de la communication ?

« Je n'ai pas ce projet. D'ailleurs, on ne fait rien à ce poste. Si je devais donner un conseil aux futurs gouvernants, ce serait plutôt de créer un ministère des industries de la communication: ce sont les entreprises qui vont mener la bataille, ce n'est ni le Conseil supérieur de l'audiovisuel, ni le service juridique et technique de l'information.

« Oh en êtes-vous justement avec les futurs partenaires privés de La Cinquième et comment peuvent-ils entrer dans cette bataille ?

« Si nous ne mobilisons pas tous les moyens, nous perdrons cette bataille des ondes. Et dans les luttes à venir, celle de l'éducatif est la plus sûre. Nous sommes dans une société de réseaux où formateurs et formés pénètrent pour y chercher ce dont ils ont besoin. Il faut les y inciter par une dynamique du désir et du plaisir. L'éducation et le para-éducatif vont représenter des marchés énormes. Steven Spielberg et Bill Gates l'ont compris, qui parlent sur les logiciels, et qui en font leur stratégie. Est-ce

que nous allons nous moderniser, en Europe, avec les logiciels et les chips de Bill Gates ?

« On ne peut pas laisser passer cela, à moins d'accepter d'être réduit à un rôle d'annexe. Les partenaires anglo-saxons que je rencontre jettent des yeux à la fois amoureux et glorieux sur la France et sur l'Europe, qui représentent pour eux des marchés formidables.

« Nous sommes donc entrés dans une phase d'alliance avec des groupes privés, afin de diffuser des programmes et les stocker sur des outils modernes comme les CD Rom et CDF, qui se développent de manière extraordinaire aux États-Unis. Il s'agit surtout d'éduquer, comme CIP Communication ou Hachette, mais aussi d'associer. Nous pouvons aider les opérateurs privés à se battre à l'étranger, car je ne crois pas qu'ils puissent le faire seuls. Il faut que la culture d'utilisation des programmes télévisuels soit faite massivement.

« Nous voulons aussi prolonger notre offre télévisuelle hertzienne, en proposant des produits individualisés dans les réseaux de distribution. Et nous développons également La Cinquième sur le câble, comme ce sera bientôt le cas en Belgique et en Suisse. Nous allons aussi utiliser le satellite.

Propos recueillis par Yves-Marie Labé

MERCREDI 19 AVRIL

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>13.40 Série: 21, Jump Street.</p> <p>14.35 Club Dorothée vacances.</p> <p>17.30 La Croisière Foll'Amour.</p> <p>18.00 Série: Les Nouvelles Filles d'à côté.</p> <p>18.30 Le Miroir de l'Amour.</p> <p>19.00 Magazine: Coucou I (et 0.30).</p> <p>19.50 Journal.</p> <p>20.00 Face à la Une. Jacques Chirac.</p>	<p>12.59 Journal.</p> <p>13.30 Campagne officielle pour l'élection présidentielle.</p> <p>Avec R. Hue, P. de Villiers, O. Voynet, J. Chirac, A. Laguerre (5 min chacun).</p> <p>14.00 Bourse. Météo.</p> <p>14.15 Téléfilm: Caravane.</p> <p>De Jean-Pierre Blanc.</p> <p>15.40 Chou Maureen.</p> <p>17.45 Série: Code Lisa.</p> <p>18.15 Série: Sauvés par le gong.</p> <p>18.45 Jeu: Que le meilleur gagne.</p> <p>19.10 Flash d'informations.</p> <p>19.15 Studio Gabriel (et 2.20).</p> <p>19.50 America's Cup.</p> <p>19.55 Tirage du Loto (et 20.50).</p> <p>19.58 Journal. 20.45, Météo.</p> <p>20.30 Campagne officielle pour l'élection présidentielle.</p> <p>Avec J. Chirac, E. Balladur, J.-M. Le Pen, L. Jospin (2 min chacun).</p>	<p>13.35 Série: La croisière s'amuse.</p> <p>14.30 Campagne officielle pour l'élection présidentielle.</p> <p>(et 18.00). Avec J. Chirac, E. Balladur, J.-M. Le Pen, L. Jospin (2 min chacun).</p> <p>14.50 Série: Magnum.</p> <p>16.30 Les Minikéums.</p> <p>17.25 Magazine: Une pêche d'enfer.</p> <p>18.20 Jeu: Questions pour un champion.</p> <p>18.50 Un livre, un jour.</p> <p>Guide du monde maya.</p> <p>18.55 Le 19-20 de l'information.</p> <p>Invité: Jacques Chirac. A 19.05, Journal régional.</p> <p>20.05 Jeu: Fa si la chanter.</p> <p>20.35 Tout le sport.</p> <p>20.40 INC.</p>	<p>13.30 M 6 Kid.</p> <p>16.05 Magazine: Mega 6.</p> <p>16.25 Variétés: Hit Machine.</p> <p>17.00 Magazine: Farandole (et 0.40).</p> <p>17.30 Série: Guillaume Tell.</p> <p>18.00 Série: Nicky Marcuso.</p> <p>18.54 Six minutes d'informations.</p> <p>19.00 Série: Caribbe offshore.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations.</p> <p>Météo.</p> <p>20.00 Série: Madame est servie.</p> <p>20.35 Magazine: Ecole 6.</p> <p>Boutelles plastique: n'en jetez plus!</p>	<p>13.35 Documentaire: Vauze noire.</p> <p>Paradoxe poisson.</p> <p>De John Breda.</p> <p>14.00 Les Superstars du catch.</p> <p>16.45 Sport: Basket-ball américain.</p> <p>Match de la NBA: Chicago Bulls-New York Knicks.</p> <p>18.00 Surprises (1.50, 2.40).</p> <p>18.05 Canaille peluche.</p> <p>En clair jusqu'à 21.00</p> <p>18.30 Jeu: Pizzarollo.</p> <p>18.40 Nulle part ailleurs.</p> <p>19.20 Zéromax.</p> <p>19.55 Les Guignols.</p> <p>20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.</p>	<p>13.30 Les Yeux de la découverte.</p> <p>Le chat (rediff.).</p> <p>14.00 A tous vents (rediff.).</p> <p>15.00 Magazine: L'étranger.</p> <p>15.30 Qui vive, la diabolité?</p> <p>15.45 Les Étrangers du savoir.</p> <p>Au fil des jours: Inventer demain; Alphabet de l'Image; Allô la Terre; Les Grandes Inventions; Ça bouge (rediff.); Fontaine et les Eagles Net (v.o.).</p> <p>17.30 Les Enfants de John.</p> <p>18.00 A l'aube des temps.</p> <p>Les monstres marins.</p> <p>18.30 Le Monde des animaux.</p> <p>Filmer les animaux sauvages: un homme, une passion.</p> <p>18.55 Le Journal du temps.</p>
TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	ARTE
<p>20.25 Sport: Football.</p> <p>En direct de Milan. Demi-finale retour de la Ligue des champions: Milan AC-Paris-Saint-Germain; 20.30, Coup d'envoi; 21.15, mi-temps, Météo, La Minute hippique; 21.30, 2^e période; 22.25, En direct, Ajax Amsterdam-Bayern de Munich.</p> <p>0.10 Les Rendez-vous de l'entreprise.</p> <p>Invité: Jean Peyrelevade, Crédit lyonnais.</p> <p>1.15 Journal et Météo.</p> <p>1.25 Programmes de nuit.</p> <p>Histoires naturelles (et 3.05): 2.25, TF1, nuit (et 3.25, 4.00); 2.35, L'Équipe Cousteau en Amazonie; 3.35, Côté cœur (et 4.10); 4.35, Musique.</p>	<p>20.55 Téléfilm: Grossesse nerveuse.</p> <p>De Denis Rabaglia.</p> <p>22.35 Magazine: Bas les masques.</p> <p>23.45 Les films Lumière.</p> <p>23.50 Journal, Météo.</p> <p>Journal des courses.</p> <p>0.15 Le Cercle de minuit.</p> <p>1.40 Campagne officielle pour l'élection présidentielle.</p> <p>Avec J. Chirac, E. Balladur, J.-M. Le Pen (15 min chacun).</p> <p>2.10 Programmes de nuit.</p>	<p>20.50 Magazine: La Marche du siècle.</p> <p>Pierre et Marie Curie, deux Nobel au Panthéon.</p> <p>22.25 Météo et Journal.</p> <p>22.50 Campagne officielle pour l'élection présidentielle.</p> <p>Avec Robert Hue, Philippe de Villiers, Dominique Voynet, Jacques Chirac, Arlette Laguerre (5 min chacun).</p> <p>23.25 Magazine: Un siècle d'écrivains.</p> <p>Henry de Montherlant, le jeu des masques, de Patrick Bureau.</p> <p>0.15 Les Cinq Continents.</p> <p>Les Tigres mangeurs d'hommes (rediff.).</p> <p>1.10 Musique: Graffiti.</p> <p>Concerto pour violon et orchestre, de Dvorak, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, sol. M. Broman, dir. J. Kadovitz (20 min.).</p>	<p>20.45 Téléfilm: Une femme parfaite.</p> <p>De Charlotte Brandström.</p> <p>22.30 Téléfilm: Désigné coupable.</p> <p>De Mark Sobel.</p> <p>0.10 Série: Emotions.</p> <p>1.05 Boulevard des clips (6.10).</p> <p>2.30 Rediffusions.</p> <p>Espagne ardente et mythique; 3.25, You Africa; 4.20, Nature et civilisation (4); 5.15, Préquarier.</p> <p>Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: ▶ Signifié dans « le Monde radio-télévision »; ◻ Film à éviter; ■ On peut voir; ■■ Ne pas manquer; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.</p>	<p>21.00 Cinéma: Passager 57.</p> <p>Film américain de Kevin Hooks (1992).</p> <p>22.20 Flash d'informations.</p> <p>22.25 Cinéma: Défilé minceur.</p> <p>Film français de Francis Girod (1993).</p> <p>0.11 Pin-up.</p> <p>0.12 Cinéma: Cement Garden.</p> <p>Film anglo-américain d'Andrew Birkin (1993, v.o.). Avec Charlotte Gainsbourg, Andrew Robertson, Alice Coultrai.</p> <p>2.00 Série: Babylon 5 [4/22]. L'infection.</p>	<p>19.00 Magazine: Confront.</p> <p>19.30 Histoire naturelle de la sexualité.</p> <p>Ne pas confondre [3].</p> <p>20.20 Le Dessous des cartes.</p> <p>Amérique latine.</p> <p>20.30 8 1/2 Journal.</p>

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris Lumière. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55) 19.30 Journal de la TSR. En direct: 20.00 Faut pas rêver. Rediff. de France 3 du 14 avril. Invité: Gerald Massadé. 21.00 Temps présent. Les patients d'un médecin de campagne. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.35 Le Grand Jeu de TV5. 22.40 Feuilleton: Le Sorcier. Avec Eric Bricebois, Patrice Godin. 23.30 Bas les masques. Rediff. de France 2 du 29 mars. 0.45 Journal de France 3. Édition Soir 3 (25 min).

PLANÈTE 19.25 Meurtre sur la côte d'Azur. D'Helen Jenkins. 20.10 BKN. De François Bertrand. 20.25 Les Fous de la Vierge. De Christian Passuello. 21.20 Les Très Riches Heures du Cadran breton. De Jean Kargayev et Thierry Le Nouvel. 21.55 Les Enfants de Millelaches. De Luc Lederc du Sablon. 22.20 Ballenas. De Philippe Cuyot. 23.10 L'Ouest, le vrai. De Donna E. Lusitana [62/65]. Chicago: la porte de l'Ouest (50 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 0.35). 19.15 Tout Paris (et 20.30).

0.05 19.45 Archives. 20.00 Paris Match Première. Invité: Gilles de Maistre. 21.00 Paris modes. 21.55 Paris Match Première. 22.25 Concert: Barbara. Enregistré à Paris en 1982. 0.45 Concert: Eric Clapton (60 min).

CANAL 1 17.25 Les Tripiés. 17.40 La Panthère rose. 18.00 Coup de bleu dans les étoiles. 18.15 Capou. Invité: Richard Di Rosa. 19.15 Domino. 19.30 Série: Zorro (30 min).

CANAL JIMMY 20.00 Série: Au nom de la loi. 20.30 Série: Pmiste Eye. 21.20 Série: Star Trek. 22.10 Chronique de mon canapé. 22.15 Série: Sentinel. 22.40 Série: Les Inconnus de Chicago. 23.25 T'as pas une idée? Invité: le père O'Falco (60 min).

0.25 Série: Dream On (25 min).

SÉRIE CLUB 19.50 Série: Les Ivrognes. 20.15 Série: Les deux font la loi. 20.45 Série: L'Age de cristal (et 0.10). 21.40 Série: Mission impossible. 22.30 Série: Code Quantum. La vie ne tient qu'à une chaîne. 23.20 Série: Equalizer. 1.00 Série: Le Géraut (45 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 23.30).

20.10 MCM mag (et 22.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Radio mag. 21.30 MCM rock legends. Eric Clapton. 23.00 X Culture. 0.30 Blah-Blah Metal (30 min).

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 The Worst of Most Wanted. 0.00 The End? (90 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Prime Time Magazine. 22.00 Formula 1 Magazine. 22.30 Moto Magazine. 23.00 Eurogolf. 0.00 Equitation. Rediffusion. Coupe du monde: Finale, à Göteborg (Suède) (60 min).

CINÉ CINÉFIL 18.25 A Canterbury Tale. ■ Film britannique de Michael Powell (1944, N. v.o.). 20.30 La Folle Parade. ■ Film américain d'Henry King (1938, N. v.o.). 22.15 Paris la nuit. ■ Film français d'Henri Diamant-Berger (1930, N.1). 23.50 La Proie. ■ Film américain de Robert Siodmak (1948, N. v.o.). 1.20 La Chose d'un autre monde. ■ Film américain de Christian Nyby et Howard Hawks (1951, N. v.o.).

CINÉ CINÉMAS 18.30 L'Amour avec des gants. ■ Film italien de Guido Mannili et Maurizio Michetti (1991). 20.00 Séquences. 20.30 Feu de minuit. ■ Film américain de John Nicolella (1992). 22.00 Le Grand Canard. ■ Film français d'Alexandre Arcady (1983). 0.15 USA 94 au cinéma. Les grands succès; Les grands flops (50 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Jean Blot (Vladimir Nabokov). 19.30 Perspectives scientifiques. Le paradoxe. 3.00 du délire à la parole aïe. 20.00 Musique: La symphonie et la Raison. Le pouvoir de la voix. 3. Flûte ou la voix déchirée. 20.30 Tire ta langue. Comment se forment les dimanches. 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. Portrait d'un Québécois: Robert LePage. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Rencontre avec Yvonne Cattier, peintre et graveur. 22.40 Les Nuits magnétiques. Les enfants d'Hippocrate (2). 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Coda.

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domène privé. Marina Vlady, comédienne. 20.00 Concert. Donné le 8 septembre 1994, au Théâtre du Crochetan, à Montney, par l'Ensemble Il Giardino armonico: Nisi Dominus, cantate pour contralto, cordes et continuo 5126. Concerto pour flûte à bec et cordes op. 10 n° 4, de Vivaldi; La Tempête: ouverture et chœur. Dry Thine Eyes, de Purcell; Concerto pour flûte soprano et cordes RV 444, de Vivaldi; Xérès: Amor trionfo, Crude tume, de Haendel. 22.00 Soliste. Die-

rich Fischer-Dieskau, baryton. Liedkreis II op. 39, de Schumann. 22.25 05pêche notes. 22.30 Musique pluriel. Speakers op. 28, de Denis Levaillant et le concours du GRM Dominique Valadié et Rediep Mitrovitsa, par le Chœur de Radio-France, dir. Michel Tranchant. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Brahms, Schumann, Brahms. 0.00 Jazz vivant. Au Festival du Mars et à Radio-France, les orchestres de Gilles Renne et Philippe Sellam et de François Comeloup et François Raulin. Les duos Jean-Baptiste Bocle et Gilles Bocle, Francis Juvain et Pier-ric Hardy.

Les interventions à la radio

Radio Shalom 94.8 FM, 18 h 30: Henri Emmanuelli.

RMC 18 h 30: Jean-Marie Le Pen (« Spéciale présidentielle RMC-Le Figaro »).

RTL 18 h 30: Edouard Balladur (« Grand Jury spécial présidentielle »).

Europe 1, 19 heures: Robert Hue (« Le Club de la presse »).

O'FM 99.9, 19 heures: Georges Marchais (« Grand O'FM-La Croix », spécial présidentielle »).

France-Inter, 19 h 20: Lionel Jospin (« Le Téléphone sonne »).

O'FM 99.9, 19 h 30: Arlette Laguerre (« Grand O'FM-La Croix », spécial présidentielle »).

هنا من الأصل

Le peuple militant sous le regard des caméras

« Envoyé spécial » a demandé à deux cinéastes de décrire la vie des partis politiques, sur le terrain, pendant la campagne présidentielle

L'IDÉE ÉTAIT plutôt bonne, en pleine campagne présidentielle, de passer derrière les tribunes des meetings et les prestations télévisées des candidats, pour montrer les sans-grades de la politique, ceux qui, sur le terrain, essaient de grappiller des voix et à la fin seront, eux aussi, euphoriques ou déçus. Pour décrire ces coulisses de la campagne présidentielle, « Envoyé spécial » a demandé à deux cinéastes de réaliser un reportage justement intitulé « Dur dur, de militer... ».

De fin février à fin mars, Patrick Schulmann, réalisateur du film *Et la tendresse...*, bordel, et Philippe Deslandes ont promené leurs caméras à Paris, en Ile-de-France et dans quelques villes de province - Lille, Metz et Belfort. Résultat : pendant près d'une heure, les images défilent de ces militants qui collent des affiches, distribuent des tracts ou tapent des mains dans les meetings.

Le tout est émaillé d'entretiens dans lesquels ils disent un peu les raisons de leur engagement et où l'on voit beaucoup leur travail matériel. Du Front national au Parti communiste, tout l'échiquier politique français est représenté. Sur la trentaine de militants interviewés, une vingtaine ont résisté aux ciseaux du montage, soit deux par parti. De quoi satisfaire les préoccupations d'égalité de traitement du Conseil supérieur de l'audiovisuel ! La succession d'images donne toutefois l'impression que l'anecdote l'emporte sur une tentative de compréhension de ce qui fait réellement courir les militants.



Après avoir constaté que « le militantisme est en voie de disparition », on apprend qu'il s'agit d'un « par hasard », qu'il n'est pas forcément héréditaire, qu'il peut, ou non, se pratiquer en famille. Pour quoi, et où militer ? « Le seul que je connaisse, c'est Bernard Tapie qui a un langage clair », déclare un nouvel adhérent de Radical. « Cela fait changer les choses », estime pour sa part un jeune communiste. Plus prudent, un socialiste estime qu'« un bon militant est un militant qui doute ».

Le militantisme et la vie quotidienne font-ils bon ménage ? Un dentiste, inconditionnel de Jean-

des allures de chemin solitaire. C'est le cas de Jean-Christophe, conseiller municipal CD qui fait du porte-à-porte dans les HLM de Drancy (Seine-Saint-Denis), en vantant les mérites d'Edouard Balladur et les avantages d'une colle peu coûteuse. Mais ce n'est pas le lot de tous : Roland, responsable CGT, était entouré des salariés de Chausson lorsqu'il a dirigé en février 1993 les actions « coup de poing » dans des studios de France 2 ou d'une ANPE.

L'émission se termine sur les meetings que les auteurs du reportage semblent considérer comme la récompense des militants. Cette « grand-messe » est qualifiée de « moment magique, où le roi découvre son peuple de près ». On y voit donc les derniers préparatifs, une dame en manteau de vision qui vend des souvenirs, des spectateurs déjà fatigués par des heures de voyage en car et puis l'accueil enthousiaste fait à l'orateur, les militants qui applaudissent et scandent le nom de leur candidat. Comme s'ils n'étaient que des automates, tout juste bons à être utilisés à des tâches matérielles, exténuantes et de propagande.

Leur capacité à débattre et la camaraderie, qui naît souvent de l'engagement et des actions menées ensemble, sont malheureusement les grands absents de cette émission.

Françoise Chirot

★ « Envoyé spécial », France 2, jeudi 20 avril, 20 h 50.

Roue libre

par Agathe Logeart

DEPUIS quelques jours, les sondages ne nous tiennent plus en laisse. Ils étaient notre repère, notre miroir. Ils nous disaient qui était le plus beau, le plus aimé, le plus lâché. Ils nous expliquaient la bonhomie de l'un, l'imitation de l'autre, la fébrilité d'un troisième. Ils se gravaient en surimpression sur les visages des candidats. Leurs chiffres servaient de dossards. Même si leur alchimie restait un mystère, s'il n'était pas toujours satisfaisant pour l'esprit qu'un petit millier de sondés puisse à lui seul nous représenter tous ensemble, d'une certaine manière on leur savait gré de nous servir de guide. Et voilà qu'ils nous avaient abandonnés en rase campagne, nous laissant livrés à nous-mêmes. Comment désormais faudrait-il trouver les petits cailloux blancs dans la forêt noire de nos incertitudes ?

Résolu à ne pas rester inerte, on se mit donc à chercher de nouveaux instruments pour scruter l'avenir. Faute de chiffres, on décida d'interroger les visages. Le premier qui nous fut donné, hier, fut celui de Simone Veil. Elle nous parut bien lasse, au cours de son bref passage sur FR 3. Elle ressemblait à ces élèves qui ne parviennent pas à comprendre pourquoi le prof les a mal notés. Elle et ses amis s'étaient donné du mal pourtant ; leur copie était propre, sans fautes d'orthographe, sérieuse, raisonnable. Mais on refusait de leur savoir gré de leurs efforts. Elle reconnaissait son amertume, et dans sa mine se lisait comme la prémonition d'une défaite. Déjà

elle paraissait chercher où, dans l'équation, s'était glissée l'erreur de calcul.

Edouard Balladur était face à la Une. Il y assura qu'il ne triche pas, lui, pour être premier de la classe, qu'il ne fait pas de moulinets avec ses grands bras pour impressionner la galerie, comme certains qui promettent la lune et les étoiles en prime. Ce soir-là, il prenait plus souvent que d'habitude son air pincé, ce qui n'est pas bon signe. Dans un moment d'abandon, il appela Claire Chazal par son prénom, et l'on se sentit un peu indiscret devant cette intrusive expression d'intimité. On crut y lire le besoin, dans un monde trop hostile, d'un instant d'affection partagée, ce qui, là non plus, n'aurait rien de bon. Au même moment, Lionel Jospin répondait aux questions de France 2. Il était égal à lui-même, un peu tendu peut-être, mais il ne nous délivrait pas d'indices particuliers. En revanche, les journalistes qui l'interrogeaient nous ont paru le traiter avec cette condescendance qu'ils réservent d'ordinaire à ceux qui traversent une mauvaise passe. Du deuxième à la troisième position, il n'y a, il est vrai, qu'un cheveu, qui est tout un monde.

Entouré d'un bataillon de sportifs, Jacques Chirac, lui, respirait le bonheur d'être lui-même. Il fallait l'entendre interpellé les dames : « Ah, Jeanne, dans mes bras ! Ah, Muriel, dans mes bras ! » A voir les fossettes lui poinçonner les joues, on comprenait sans peine que l'homme ne craint pas de renversement de tendance de dernière minute.

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour. 14.30 Série : Dallas. 15.20 Série : La loi est la loi. 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.45 Club Dorothée vacances. 17.30 Série : Les Garçons de la plage. 18.00 Série : Premiers baisers. 18.30 Série : Le Miraculé de l'amour. 19.00 Magazine : Coucou ! (et 23.40). 19.50 Le Bébête Show (et 0.30). 20.00 Journal. 20.15 Face à la Une, Lionel Jospin. 20.35 Tiercé, La Minute hippique, Météo.	12.59 Journal. 13.25 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec J.-M. Le Pen, J. Chirac, D. Jospin, E. Balladur (5 min chacun). 13.50 Bouasse. 14.05 Série : Inspecteur Derrick. 14.55 Série : L'Enquêteur. 15.45 Tiercé à Longchamp. 16.05 Variétés : La Chance aux chansons (et 4.45). 16.55 Hommage solennel de la Nation à Pierre et Marie Curie. 18.15 Série : Sauvés par le gong. 18.45 Jeu : Que le meilleur gagne. 19.10 Flash d'informations. 19.15 Studio Gabriel. 19.55 Coupe de l'America. 19.58 Journal. 20.30 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec J.-M. Le Pen, J. Chirac, D. Jospin, E. Balladur (5 min chacun). 20.50 Météo, Point route. 20.55 Magazine : Envoyé spécial. 22.45 Cinéma : Pas de printemps pour Marnie. Film américain d'Alfred Hitchcock (1964). 0.50 Les Films Lumière. 0.55 Journal, Météo, Journaux des courses. 1.25 Le Cercle de minuit. 2.40 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec R. Hue, L. Jospin (15 min chacun). 3.30 Programmes de nuit.	13.35 Magazine : Vincent à l'heure. 14.50 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. (et 18.00). Avec A. Laguerre, J. Chirac, D. Jospin, P. de Villiers, R. Hue (2 min chacun). 15.10 Documentaire : L'ours de Galice et de Castille. 15.35 Série : Simon et Simon. 16.30 Les Minikoums. 17.20 Une pêche d'enfer. 18.20 Jeu : Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Un mal imaginaire, de Maxime Montel. 18.55 Le 19-20 de l'information. Invité : Robert Hue. A 19.09, Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chanter. 20.31 Tout le sport. 20.40 Keno. 20.50 Cinéma : Le Bon Roi Dagobert. Film franco-italien de Oino Risi (1984). 22.45 Météo et Journal. 23.05 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec J.-M. Le Pen, J. Chirac, D. Jospin, E. Balladur (5 min chacun). 23.40 Les Dossiers de l'Histoire. Arménie, entre mémoire et oubli. 0.35 L'Heure du golf. 1.05 Musique Graffiti. Quatuor avec piano op. 47, de Schumann, par le Quatuor de Cleveland, G. Sebok, piano (20 min).	13.25 Série : L'Homme de fer. 14.20 Série : Jim Bergerac. 15.10 Musique : Boulevard des clips (1.05, 6.05). 17.00 Variétés : Hit Machine. 17.30 Série : Guillaume Tell. 18.30 Série : Nick Mancuso. 18.54 Six minutes première édition. 19.00 Série : Carabes offshore. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Magazine : Passé simple. Présenté par Marielle Fournier 1945 : le vote des femmes. A la veille des élections présidentielles, l'histoire de la longue lutte des femmes pour obtenir ce droit qui fit d'elles des citoyennes à part entière. 20.50 Cinéma : Les Saisons du plaisir. Film français de Jean-Pierre Mocky (1988). 22.30 Téléfilm : Un ami qui vous veut du mal. De Bob Yari, avec Maxwell Caulfield, Edward Albert. 0.10 Magazine : Fréquentstar (et 3.25). 2.30 Rediffusions. Turquie, géants et merveilles ; 4.20, Sports et découverte (2) ; 5.15, Culture pub ; 5.40, La Tête de l'emploi.	13.35 Cinéma : Elles ne pensent qu'à ça. Film français de Charlotte Dubreuil (1993). 15.05 Documentaire : L'École du rêve du Japon. De Kim Longotto et Jano Williams. 15.50 Surprises. 16.00 Cinéma : Sacré Robin des Bois. Film américain de Mel Brooks (1993). 17.40 Documentaire : Le Cinéma des effets spéciaux. Faire la pluie et le beau temps (3). 18.05 Canaille peluche. Crocs malins. En clair jusqu'à 20.35. 18.30 Jeu : Pizzarollo. 18.40 Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gilès et Antoine de Caunes. 19.20 Zérorama. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Cinéma : Loin des barbares. Film franco-italo-belge de Lina Bodea (1993). 22.05 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : Mina Tannenbaum. Film français de Martine Dugovson (1993). 0.20 Cinéma : Cœur sauvage. Film américain de Tony Bill (1993, v.o.). 1.55 Le Journal du hard. 2.00 Cinéma : Jalouses romaines. Film franco-italien, classe X, d'Alex Perry (1994, 79 min).	13.30 Défi. Photographe de guerre. 14.00 L'Esprit du sport. Avec Edouard-Jean Empain (rediff.). 15.45 Les Ecrans du savoir. Au fil des jours (rediff.) : Inventer demain ; Allé la Terre (rediff.) ; Ma souris bien-aimée (rediff.) ; L'Éul de Colomb (rediff.) ; Cinq sur cinq (rediff.) ; Au fil des jours (rediff.) ; Langues : espagnol et anglais. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Les Grands Châteaux d'Europe. 18.30 Le Monde des animaux. ARTE 19.00 Magazine : Confetti. 19.30 Documentaire : Avoir vingt ans dans les petites villes. De François Bon et Fabrice Cazeneuve. 20.30 81/2 Journal. 20.40 Soirée thématique : Arménie. Proposée par Ursula Gauthier, avec Charles Aznavour. 20.41 Documentaire : Anniversaire du génocide. D'Yves Billy. 20.55 Documentaire : Les Vieux neufs de l'Arménie. D'Ursula Gauthier et Michaela Watteux. 21.45 Aznavour pour l'Arménie. 22.00 Documentaire : Le Sang des montagnes. Karabagh, six années de guerre, de Frédéric Tonelli. 22.40 Entretien : Levon Ter-Petrosian. 22.50 Cinéma : Naapet. Film arménien de Henrik Malan (1977, v.o.). 0.35 Documentaire : La Deuxième Vie de Marlene. De Christian et Matti Bauer (rediff.). 1.20 Concert. Marlene à Londres en 1972 (rediff.). 2.00 Rencontre. Catherine Destivelle et Jean-Pierre Rampal (30 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris Lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Jeux Interdits. Film français de René Clément (1951). N. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.35 Le Grand Jeu de TV 5. 22.40 Géopolis. Rediff. de France 2 du 26 mars. Invité : Pierre Tesson. 0.15 Tell quel, 0.45 Journal de France 3. Édition de Soir 3 (25 min).
PLANÈTE 19.15 Lo Lo. De Mansour Sora Wade. 20.00 Lucky Morris. De Jean-Loup Martin. 20.30 Force brute. De Robert Kirk (10/65). Bombes, roquettes et missiles. 21.15 Meurtre sur la côte d'Azur. D'Henri Jenkins. 22.05 BKW. De François Bertrand. 22.20 Les Fous de la Vieillesse. De Christian Passuello. 23.10 Les Riches Heures du Cadran breton. De Jean Kerguyen et Thierry Le Nouvel. 23.50 Les Enfants de Millevaches. De Luc Leclerc du Sablon. 0.15 Ballenas. De Philippe Coudat (50 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos. 19.15 Tout Paris (et 20.30). 19.45 Archives. 20.00 Ecran total. 21.00 L'Enjeu. Film américain de Frank Capra (1948).

N., v.o.). 23.00 Ecran total. 23.30 Concert : Mahler. Enregistré à la Philharmonie de Berlin en 1994 (110 min).
CANAL J 17.35 Les Tiphys. 17.40 La Panthère rose. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi ; 18.00, Le bus magique ; 18.20, Tip top clip ; 18.25, Sébastien et la « Mary-Moigane » ; 18.55, Jeux vidéo ; 19.00, Montre-moi ta ville ; 19.15, Jeux vidéo ; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Zorro (30 min).
CANAL JIMMY 20.00 Toute une vie. Film français de Claude Lelouch (1974). 22.20 Chronique du front. 22.25 Haispray. Film américain de John Waters (1987). 0.00 Souvenir (85 min).
SÉRIE CLUB 19.00 Série : Docteur Quinn, femme médecin. 19.50 Série : Les Twists. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.45 Série : Salut champion (et 0.10). 21.40 Série : Mission impossible. 22.30 Série : Code Quatuor. Être et ne pas être. 23.20 Série : Quatuor. 0.05 Le Club. 1.00 Série : Le G-faut (50 min).
MCM 19.30 Blah-Blah Groove. Warren G. 20.10 MCM mag (et 22.30, 1.00). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Autour du groove. 21.30 MCM rock legends. Eric Clapton. 23.00 Radio mag. 23.30 Blah-Blah Groove. Nomlinka Bl. 0.30 Blah-Blah Metal (30 min).

MTV 19.30 The Pulse. 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. Invités : Tears for Fears. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Concert : Live ! With PJ Harvey. Enregistré au Forum de Londres, en juin 1993. 0.00 The End ? (90 min).
EUROSPORT 20.30 Eurosportnews (et 1.00). 21.00 Catch. 22.00 Football. En direct. Coupe de l'UEFA : Demi-finales, matchs retour. 23.30 Football. En direct. Ligue des Champions : Demi-finales, matchs retour (90 min).
CINÉ CINÉFIL 18.40 La Folle Parade. Film américain d'Henry King (1938, N., v.o.). 20.30 Paris la nuit. Film français d'Henri Diamant-Berger (1930, N.). 22.00 Sur les ailes de la danse. Film américain de George Stevens (1935, v.o.). 23.45 La Table aux crevés. Film français d'Henri Verneuil (1951, N.). (90 min).
CINÉ CINÉMAS 18.55 Passion criminelle. Film américain-canadien de James Kaufman (1990). 20.30 Cow-Boy. Film américain de Delmer Daves (1957). 22.00 Le Jeune Werther. Film français de Jacques Dailion (1992). 23.40 Le Bon et les méchants. Film français de Claude Lelouch (1975).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Sœur Chan Khong. La Force de l'amour. 19.30 Perspectives scientifiques. La paranoïa. 4. Freud, Schreber, Lacan. 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Le pouvoir de la voix. 4. Bobby Mac Ferrin ou la voix pulsée. 20.30 Fiction. Elle aura tes yeux, de Carlos Semprun-Maura. 21.32 Profils perdus. Marcel Paul (1900-1982) (2). 22.40 Les Nuits magiques. Les enfants d'Hippocrate (3). 0.05 Du jour au lendemain.
FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Emmanuel Casteret, écrivain 20.00 Concert. En direct du Théâtre des Champs-Élysées, par l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit : Concerto pour piano et orchestre n°1, de Brahms, Emmanuel Ax, piano ; Le Sacre du printemps, de Stravinsky. 22.00 Soliste. Dietrich Fischer-Dieskau, baryton. Georges de Biarnès. Abend-dämmerung op. 49 n°5 ; Salamandier op. 107 n°2 ; Geheims op. 71 n°3 ; Wir wandelten op. 96 n°2 ; Oei Gang zum Liechten op. 48 n°1 ; Ständchen op. 106 n°1 ; Meerfahrt op. 96 n°4 ; Mondens-

chein op. 85 n°2 ; Auf dem See op. 59 n°2 ; Wie bist du, mein König op. 32 n°9. 22.25 Dépêche-notes. 22.30 Musique pluriel. Le Procès Katharine de Shapiro, opéra électronique en treize scènes. 23.07 Arts la nuit. Œuvres de Schumann, Bruch, Schubert. 0.00 Tapage nocturne.

Les interventions à la radio
Radio J, 7 h 15 : Patrick Devedjian.
BFM 96.4, 7 h 35 : Jacques Chirac (« 3 décisions pour un président »).
Sud Radio 88.6, 7 h 47 : Edouard Balladur.
RMC, 7 h 50 : Jean-Marie Le Pen (« La Politique autrement »).
RTL, 7 h 50 : Volney Biscardi d'Estang. Thème : Le métier de président.
RCL, 8 h 15 : Lionel Jospin (« L'Invité »).
RMC, 8 h 15 : Jacques Chirac (« Criblé »).
France-Inter, 8 h 20 : Dominique Voynet (« Questions par A+B »).
France-Info 105.5, 18 h 15 : Dominique Voynet (« L'Invité »).
RMC, 18 h 30 : Edouard Balladur (« Spéciale présidentielle RMC - Le Figaro »).
RTL, 18 h 30 : Jacques Chirac (« Grand Jury spécial présidentielle »).
Europe 1, 19 heures : Jean-Marie Le Pen (« Le Club de la Presse »).
O'FM 99.9, 19 heures : François Léotard (« Grand O'FM - La Croix, spécial présidentielle »).
France-Inter, 19 h 20 : Philippe de Villiers, en direct de Nice (« Le Téléphone sonne »).
O'FM 99.9, 19 h 30 : Jacques Chirac (« Grand O'FM - La Croix, spécial présidentielle »).

Pauvres riches !

par Pierre Georges

CE N'EST PAS une sinécure d'être riche, vraiment riche à millions de dollars. Un vrai et permanent souci ! On n'a pas idée comme le riche vit mal son état, assis sur son compte en banque ou sa cassette, sur ses lingots ou ses actions.

Le vrai riche, et notamment le nouveau riche qui est au nouveau riche un cousin d'Amérique, se fait un sang d'encre. L'argent lui est un supplice par sa surabondance même. Qu'en faire, que faire, comment faire, quoi faire ? Rien ne sert d'être riche. Encore faut-il le rester ! Car ainsi va la fortune qu'elle s'encombre de ses revers, face et pile. Un mauvais placement, un coup de Bourse maladroite, une vie de patachon, un gestionnaire indolent, que sait-on encore, trois pensées alimentaires, et voilà une richesse qui fond comme beurre au soleil. Imaginez-on ce qu'une telle précarité a de traumatisant ? Un pauvre a toutes ses chances de le rester. Un riche, tous les risques de ne pas le demeurer. Voilà pourquoi, aux États-Unis, pays qui ne lésine ni en matière de pauvreté ni en celle d'enrichissement-éclair, un journalet vient de se créer, destiné à ceux qu'on serait tenté d'appeler les « pauvres riches ».

Ce journal a son titre, *More Than Money*. Il a sa fonction, répondre aux multiples tourments de ceux qui ont eu trop d'argent trop brutalement et ne s'en remettent pas. Il a sa clientèle enfin. Car le riche - et on est considéré comme tel aux États-Unis à partir du million de dollars - est une classe en plein boom. Et même en plein baby-boom. Les riches se ramassent à la pelle.

Aux dernières nouvelles, deux millions d'Américains auraient ainsi franchi le seuil de l'angoisse. Pour dire la malédiction qui est leur, ces deux millions de citoyens, ce petit 1 % de la population, possèdent environ 40 % de la richesse nationale.

Cette société enviable, la plus inégalitaire des pays industrialisés, et devenant, selon les experts, « de plus en plus inégalitaire, de plus en plus vite », méritait bien ce journal enviable. Il fut, à l'origine, l'œuvre d'un jeune homme, Allen Hancock. En 1988, alors qu'il n'avait pas vingt-deux ans, le malheureux garçon, sans préparation psychologique particulière, reçut un choc. Grand-papa, qui faisait dans le pétrole, vint à mourir et à lui léguer, sans préavis, 500 000 dollars. Cela ne suffit pas à en faire un vrai riche à l'aune du million tout rond, mais une sorte de demi-riche.

Demi-riche et héritier, enfin les ennuis commencent ! Allen Hancock passa par toutes les tranches du nouveau fortuné. Il lui fallut tout apprendre, tout prévoir, tout déjouer. Il lui fallut tout apprendre, cruelle mais profitable, lui donna à réfléchir. Et s'il en faisait bénéficier les autres, ses compagnons de fortune, les trop nantis, les damnés du dollar, les trop riches pour être heureux ?

Un peu comme on s'administre à soi-même une médecine ou un calmant, Allen Hancock inventa donc *More Than Money*. Il eut l'élégance d'en faire une publication à but non lucratif. Domage, elle fait désormais un tabac ! Tant sont nombreux ceux qui ont de vrais soucis d'argent.

Le PS et le PCF de Paris vont présenter des listes communes pour les municipales

ENTRE la trêve pascale et le premier tour de l'élection présidentielle, les socialistes et les communistes parisiens sont parvenus à un accord pour des listes communes aux élections municipales. Dans un communiqué publié mardi 18 avril, « les fédérations de Paris du PS et du PCF lancent un appel à un vaste rassemblement, dès le premier tour, de toutes les forces progressistes et citoyennes de cette ville (...) pour construire une alternative à la politique conservatrice menée par la majorité RPR-UDF depuis dix-huit ans ».

Cela fait plusieurs mois que les représentants des différentes composantes de l'opposition à Jacques Chirac se rencontrent, appellent à l'union et... marchant leur place sur les listes. Le PS, le PCF, le Mouvement des citoyens (MDC), les écologistes et les représentants de plusieurs associations cherchent, chacun à sa façon, comment tirer le meilleur parti des élections municipales des 11 et 18 juin. L'hypothèse - probable - que c'est un autre que M. Chirac qui conduira la liste de la majorité et que les divisions de la droite la desserviront, rend la gauche optimiste sur la possibilité de gagner des sièges au Conseil de Paris, voire des maires d'arrondissement. Jacques Toubon a renouvelé dans *Le Parisien* daté du 19 avril son intention de succéder à M. Chirac.

A la fin du mois de septembre, Bertrand Delanoë, président du

groupe socialiste au Conseil de Paris, a lancé la campagne en présentant les grandes lignes de la « nouvelle donne » que les socialistes veulent proposer aux Parisiens. Depuis, une vingtaine de réunions publiques se sont tenues à l'occasion desquelles ont été abordées les questions de la démocratie dans la capitale, des transports, de l'urbanisme, de la santé, de l'exclusion, de la pollution et du sida.

ACTION SUR LE TERRAIN

Dans le même temps, les socialistes ont fait émerger quelques personnalités issues de la société civile qui leur apportent leur soutien : l'ancien syndicaliste policier Bertrand Delanoë dans le 19^e arrondissement de Paris, David Assouline, ancien responsable étudiant, et Mohand Moussoui, un commissaire à la retraite, dans le 20^e arrondissement; une militante féministe et un opposant à la ZAC Seine-Rive gauche devraient rejoindre les socialistes dans le 13^e arrondissement. Dans plusieurs autres - les 14^e et 20^e notamment - ils ont distribué des questionnaires pour connaître les souhaits des habitants. Cette action menée sur le terrain n'a pas empêché les rencontres entre les hommes d'appareil : notamment avec les responsables du PCF, qui eux aussi prônaient l'union au premier tour et revendiquaient trois sièges au Conseil de Paris. Ils semblent avoir été exaucés au profit de Gisèle

Moreau dans le 13^e, Henri Malberg dans le 20^e et Michel Turman dans le 19^e.

Les choses se passent moins bien avec Georges Sarre, ancien président du groupe socialiste, qui a été suivi au MDC par deux autres conseillers. Tout en flirtant avec les écologistes et les associations avec lesquelles il organise réunions et débats, Georges Sarre négocie avec ses anciens amis socialistes. Il tente de les convaincre de sa représentativité, qu'il estime à trois sièges susceptibles d'être gagnés à coup sûr. Les socialistes rechignent et lui proposent des places à conquérir, notamment dans les 12^e et 14^e arrondissements. « Cela ne s'appelle pas créer les conditions favorables à un rassemblement, proteste M. Sarre. Je ne resterais pas immobile et je prendrai une initiative pour une vraie dynamique de l'union ».

Il peut éventuellement se tourner vers les associations et les écologistes, mais les premières, nombreuses à Paris, ont plutôt l'intention de rester en dehors du jeu; elles estiment en effet que l'arrimage à un parti politique pourrait nuire à leur image et à leur capacité d'intervention. Quant aux seconds, la majorité d'entre eux semblent être d'accord pour présenter des listes au premier tour. Ils devraient en annoncer la composition après l'élection présidentielle.

Françoise Chirot

Un silence regrettable

LE MONDE se veut un journal de référence. Cette ambition n'en fait pas pour autant un quotidien fade, sans convictions ni engagements. Elle se traduit d'abord par le souci

d'offrir à ses lecteurs une information complète, honnête et équilibrée, afin qu'ils puissent se forger leur opinion sans être pour autant conduits à partager celles qui s'expriment dans nos colonnes.

C'est dans cet esprit que, dans les premiers jours du mois d'avril, nous avons proposé à tous les candidats à l'élection présidentielle, sans exception, de répondre à nos questions avant le premier tour. Malgré leur emploi du temps chargé, leurs réunions électorales et leurs déplacements en province, tous ont répondu à notre appel. Tous, sauf un.

A partir de ses éditions du 11 avril, *Le Monde* a donc successivement publié des entretiens avec Jean-Marie Le Pen, Jacques Chéménade, Dominique Voynet, Philippe de Villiers, Robert Hue, Arlette Laguiller et Edouard Balladur. Dans notre édition du jeudi 20 avril, datée 21, nous publierons les réponses de Lionel Jospin. Dans celle de ce jour, datée 20 avril, nous devions publier celles de Jacques Chirac. Nos lecteurs en seront privés, Jacques Chirac nous ayant fait savoir qu'il ne pouvait, faute de temps, accorder un entretien au *Monde*.

C'est évidemment son droit. Tout au plus pouvons-nous regretter ce silence qui ne nous est pas imputable. Et cela d'autant moins qu'en janvier, à un moment où la candidature de Jacques Chirac était reléguée dans les profondeurs des sondages, *Le Monde* avait publié, en exclusivité, des extraits de son livre-manifeste *La France pour tous*, accompagnés d'un point de vue du candidat Chirac, le jour même du lancement du nouveau *Monde*. Puis nos colonnes ont été, comme il est normal, largement ouvertes aux débats qu'ont notamment animés, du côté de M. Chirac, aussi bien Philippe Séguin qu'Alain Juppé.

L'attitude du maire de Paris est donc surprenante. A moins qu'il ne faille la rapprocher de notre refus de toute complaisance lorsqu'il s'agit de rendre compte, soit par nous-mêmes, soit à la suite des révélations du *Canard enchaîné*, de certains aspects controversés du patrimoine du candidat, comme nous l'avions fait pour celui de son rival, Edouard Balladur.

Faut-il considérer que, de tous les médias, *Le Monde* serait le seul dont Jacques Chirac redouterait d'affronter les questions ? Si tel était le cas, nous n'aurions qu'à nous féliciter - et nos lecteurs avec nous - de cet honnêteté.

J.-M. C.

■ JAPON : une mystérieuse intoxication est survenue, mercredi 19 avril, en milieu de journée, dans des trains au Japon. Une centaine de personnes qui souffraient de brûlures aux yeux et d'irritation de la gorge ont été placées en observation dans les hôpitaux. Les faits se sont produits à la gare de Yokohama et dans un train de la ligne Keihin Tokaido aux gares de Kamai et d'Ishikawa-cho, ainsi qu'à la gare de Shibuya à Tokyo. (Corresp.)

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Rwanda : la fermeture de camps de déplacés hutus 3
Libéria : les civils victimes des combats entre factions rivales 3
Union européenne : premier bilan contrasté pour la présidence française 4
Irak : les troupes turques pourraient quitter le pays en mai 6

FRANCE

Justice : le FN tire parti des « affaires » et de la bataille à droite 7
Campagne : « carte postale », Hassan regrette l'apaisement 8
PS : M. Jospin se prépare à incarner « le vrai changement » au second tour 10
Régions : la chambre régionale des comptes épingle le conseil général de la Meuse 11

SOCIÉTÉ

Justice : M. Carrignon renvoyé en correctionnelle 12
Défense : l'armée va mieux sélectionner ses réservistes 12

HORIZONS

Portrait : Edouard Balladur ou comment ne pas être persan 16
Tribune présidentielle : Enseignement supérieur, encore un effort !, par Christophe Charle; L'école de la République, par Bruno Bourg-Broc; Le pari de l'intelligence, par Vincent Courtillot 18

BOURSE

Cours relevés le mercredi 19 avril, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 16225,10 - 0,49 - 16,96
Hong Kong Index 8644,97 - 0,20 + 5,54

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 19/04/95
Paris CAC 40 1555,70 - 1,35 - 1,35
Londres FT 100 3194,50 - 0,45 + 4,20
Zurich 1195,46 - 0,50 - 3,61
Milan MIB 30 965 - 0,42 - 5,85
Frankfurt Dax 30 1965,59 - 1,07 - 6,70
Bruxelles 1361,73 - 0,34 - 2
Suisse SMI 1006,72 - 0,40 - 1,02
Madrid Ibor 35 276,35 - 0,74 - 3,03
Amsterdam CBE 372 - 0,37 - 2,15

DEMAIN dans « Le Monde »

JACQUES CHÉMENADE, LE « COMMANDANT ZÉRO » DE LYNDON LAROUCHE : proche de l'homme d'affaire américain emprisonné cinq ans pour fraude, M. Chéménade se présente comme gaulliste et comme admirateur de Jaurès.

Tirage du *Monde* daté mercredi 19 avril 1995 : 491 891 exemplaires

Attentat contre le chef de l'opposition espagnole

MADRID

de notre correspondant
Une voiture piégée a explosé, mercredi 19 avril, peu après 8 heures du matin, à Madrid, blessant légèrement le président du Parti populaire (PP, conservateur), José María Aznar. L'attentat, attribué à l'ETA, visait directement les responsables du PP, le dirigeant de la principale formation de l'opposition. La déflagration, sans doute provoquée par une commande à distance, s'est en effet produite au moment même où passait le véhicule, heureusement fortement blindé, de M. Aznar.

L'explosion s'est produite à proximité d'une maternité, dont les bébés ont été immédiatement évacués dans la crainte d'un second attentat. Selon un premier bilan, treize personnes ont été blessées par la plupart des passants et l'une d'entre elle est dans un état jugé critique. Une heure après la déflagration, une autre voiture a explosé à proximité de la gare de Chamartín sans faire de victimes. Il s'agit vraisemblablement de la destruction par les membres du commando du véhicule utilisé pour fuir afin de faire disparaître les indices.

Cet attentat manqué contre celui qui est considéré comme un des plus probables successeurs de Felipe Gonzalez suivait trois mois après l'assassinat d'une balle dans la nuque, le 23 janvier, à San Sebastián, du président du Parti populaire de la province basque de Guipuzcoa. Après cet attentat, l'ETA avait clairement indiqué que les hommes politiques n'étaient plus à l'abri d'attentats.

M. B.-R.

NOUVEAU
"JUDISCOP"
L'abonnement fax des ventes judiciaires par secteur d'activité (dépts au choix ou national)
Rens. fax. 78 22 53 46
Le Serveur Judiciaire

Assassinat au Pakistan d'un enfant-esclave

IOBAL MASIH ne témoignera plus sur les épouvantables conditions de travail qui sont imposées à des milliers d'enfants pakistanais. Il a été assassiné, dimanche 16 avril, dans son village de Murteq, situé à trente cinq kilomètres de Lahore, alors qu'il se promenait en vélo en compagnie de deux camarades. Il avait douze ans. Iqbal devait être un gamin dangereux puisqu'il avait reçu, ces derniers mois, de multiples menaces de mort de la part de « la mafia de l'industrie du tapis », selon la formule de Ehsan Ullah Khan, le président d'un « Front de libération » contre le travail forcé des enfants. Il avait aussi contre lui le fait d'être chrétien dans une région où les extrémistes musulmans tiennent le haut du pavé : condamnés à mort pour « propos blasphématoires », un père et son fils, tous deux chrétiens, avaient été exécutés en février.

Iqbal avait été vendu par ses parents à l'âge de quatre ans pour seize dollars américains. Jusqu'à l'âge de dix ans, il s'est échiné à tisser des tapis avec ses petits doigts agiles. Son salaire avait été fixé par le patron à un rouble par jour. Quand Ehsan Ullah Khan l'a découvert, lors d'une tournée de sensibilisation dans les villages, il était blotti dans le coin de la salle de réunion, effrayé. « C'est comme si j'avais disparu », a déclaré M. Khan à l'agence Asso-

ciated Press. Son visage était émacié et son souffle asthmatique était celui d'un vieillard.

Mais Iqbal ne disparaîtra pas. Bien au contraire, la rencontre avec M. Khan le métamorphose en pèlerin de la cause des enfants-esclaves. « Il était courageux, vous ne pouvez pas imaginer », dit de lui son parrain en militantisme. On le voit sillonner les capitales étrangères afin d'alerter l'opinion internationale sur le martyre enduré par les six millions d'enfants du Pakistan qui partagent son sort. En novembre, il témoigne à Stockholm, en Suède. Un mois plus tard, la firme américaine Reebok lui remet, à Boston, un prix (« la jeunesse en action ») de 15 000 dollars (75 000 francs) avec lesquels il promet de construire une école. Il confesse à cette occasion qu'il souhaiterait devenir avocat.

Sa croisade finit par produire des effets dans son propre pays. Soumis à la pression internationale, le gouvernement d'Islamabad décide de fermer des dizaines de fabriques de tapis, notamment dans la région de Lahore. C'en était décidément trop pour la « mafia du tapis ». « Je n'ai pas peur de mon patron, avait dit Iqbal, c'est lui qui a peur de moi ». Si peur que cette mafia a préféré supprimer cet empêcheur de tisser en rond.

F. B.

DANS LA PRESSE

Bosnie et campagne électorale

THE GUARDIAN

La Bosnie a été la première question de politique étrangère à avoir un impact sur cette élection (...) et les espoirs de M. Balladur d'améliorer son image par une action décisive reposent sur la réaction du secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, qui devait s'entretenir hier avec M. Juppé. Mais la crédibilité politique personnelle de celui-ci était également engagée, dans la mesure où il est le principal conseiller de M. Chirac, rival de M. Balladur au RPR (...). Si les assassinats (des deux « casques bleus ») étaient un acte politique visant à troubler l'élection en France et à dévoiler un manque de consensus, ils ont eu un effet immédiat.

Paul Webster

LE FIGARO

Le retrait, dont on cherche à

Philippe Gélle

هكذا قال الأصل